

Pari français sur l'Algérie

Trois mois après les émeutes qui ébranlèrent le régime algérien, la France donne un bon coup de main au président Chadli en mettant à sa disposition 7 milliards de francs de crédits en vertu d'un accord, parafait le 9 janvier, qui va faire aboutir de longues négociations sur les livraisons de gaz. Cette décision a le mérite de la clarté : au lieu de surpayer ce gaz, comme ce fut le cas en 1982, on va se rapprocher des cours sur le marché international et verser une aide au développement, enfin appelée par son nom.

Comme en 1982, on espère bien que ce geste aura des retombées dépassant les strictes considérations financières. L'Algérie a toujours eu une vision « globalisante » des relations bilatérales. Des contentieux qui s'éternisaient pouvaient être réglés, comme en témoignent les discussions menées à Alger par le président du RECOURS, M. Roseau, sur la sauvegarde des cimetières français, et jugées positives par les rapatriés. Sur-tout, de grandes entreprises françaises espèrent que l'amélioration des relations d'Etat à Etat favorisera leurs propres affaires, en cette fin de décennie où le marché maghrébin est jugé infiniment plus intéressant qu'une Afrique noire en proie à des difficultés croissantes.

Le délai de décade a tout juste été observé avant d'accorder les facilités du Trésor français à un régime qui a tout de même sur la conscience la mort de centaines de manifestants pendant l'« octobre noir ». Les autorités algériennes se sont beaucoup efforcées de critiquer de la presse française, qui mettaient à mal une image naguère intouchable, mais tant à l'Élysée qu'à Matignon rien n'a été dit qui puisse vraiment les offenser.

En principe, l'aide française est indépendante de l'appréciation sur tel ou tel gouvernement. Il s'agit d'améliorer le sort des populations en favorisant le développement économique. Dans le cas de l'Algérie, l'objectif est de contribuer à l'essor d'un grand pays francophone, à l'égard duquel Paris a des devoirs particuliers en raison d'une histoire récente. Les problèmes de l'immigration sont en partie liés à l'évolution de notre vie à vie méditerranéenne.

Cela fait maintenant dix ans que M. Chadli se présente en homme de bonne volonté, désireux de libérer le régime malgré l'opposition des durs du parti unique. Si son troisième mandat ne commence pas par des actes, la démonstration sera faite qu'il usurpe sa réputation ou — aussi grave — qu'il ne parvient pas à inscrire sa volonté dans les faits. La peur du saut dans l'inconnu, des pratiques électorales suspectes (la carte d'électeur tamponnée fait quasiment partie des papiers administratifs indispensables), explique en partie la réélection du chef de l'Etat avec un taux de participation élevé. M. Chadli a habituellement manœuvré, mais il ne pourra pas éluder longtemps les problèmes de fond révélés par la révolte des jeunes. La population, qui a dénoncé la torture et la corruption, peut se rebeller de nouveau.

Un des atouts du régime est la réconciliation en cours avec Rabat pour un début de coopération économique. Le récent salut du Front Polisario, dont les représentants ont été pour la première fois au Maroc, à la « position courageuse » du roi Hassan II donne à penser que le règlement du conflit est en vue au Sahara occidental. Le pari français sur l'Algérie a trait aussi aux capacités du Maghreb à s'unir pour prospérer.

M 0147-01120-450 F



3790147004500 01120

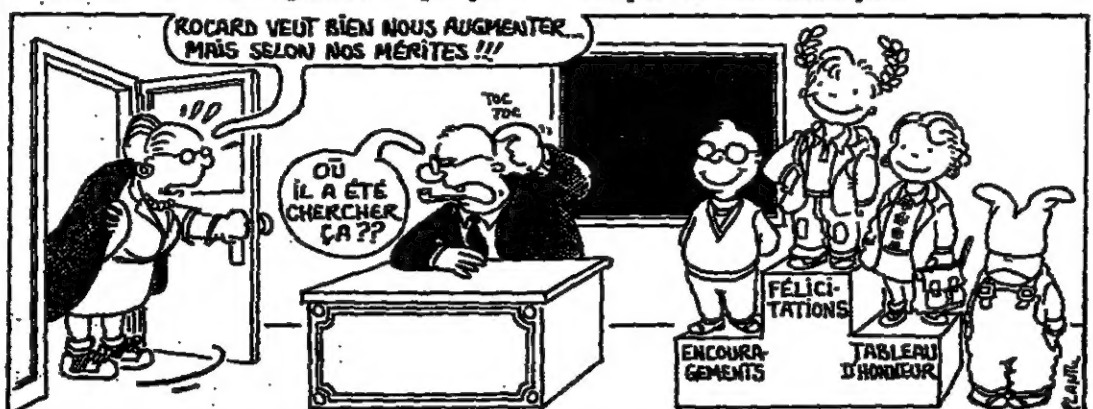
6 milliards de plus en 1989 et en 1990

M. Rocard augmente les crédits pour rénover l'enseignement

Vers une réforme des sections scientifiques des lycées

Le premier ministre a fixé le cadre et l'enveloppe budgétaire dans lesquels vont s'engager, la semaine prochaine, les discussions sur l'avenir de l'éducation nationale. La nécessaire revalorisation de la profession enseignante doit être liée à la rénovation de l'enseignement, qui fera

l'objet d'une loi d'orientation. Six milliards de francs supplémentaires seront consacrés à ces projets en 1989 et autant en 1990. D'autre part, on étudie au ministère une refonte des sections scientifiques des lycées, de façon à diminuer la sélection par les mathématiques.



Les négociations avec les syndicats vont s'ouvrir dans un climat rendu difficile par les divergences manifestées publiquement entre M. Rocard et M. Jospin. Le premier ministre a fait prévaloir son point de vue, en liant la revalorisation des salaires à l'amélioration de la qualité de l'enseignement. Il a toutefois accepté le principe

d'un collectif budgétaire de 2 milliards s'ajoutant aux 4 milliards supplémentaires, déjà votés pour 1989. Ces rajouts largement inférieurs aux demandes du ministre de l'éducation nationale, suffiront-ils à rendre confiance à une profession particulièrement démoralisée ? On peut se poser la question en examinant les résultats

d'un sondage réalisé auprès des professeurs du secondaire par le ministère. Cette enquête montre en particulier qu'ils ne sont pas entièrement prêts à entrer dans la logique proposée par M. Rocard.

(Lire nos informations page 22 et pages 23 à 26 le dossier de « Campus » sur l'enseignement des mathématiques.)

Le départ du premier contingent de « barbudos »

Aux Cubains, l'Angola reconnaissant...

Des cérémonies ont marqué, mardi 10 janvier, à Luanda, le départ d'Angola des quatre cent cinquante premiers soldats cubains. Un contingent de trois mille « barbudos » devra avoir quitté le pays le 15 janvier.

LUANDA
de notre envoyé spécial

Jour de fête ou jour de tristesse, le 10 janvier a été décrété jour férié. Dès l'aube, la population de la capitale angolaise a été convoquée par haut-parleurs à se rendre sur la place du 1^{er} Mai pour remercier les 450 premiers Cubains à rentrer chez eux en application de l'accord de New-York du 22 décembre signé par La Havane, Luanda et Pretoria. Un premier contingent en signe de « bonne volonté » afin de démontrer que l'on entendait honorer très vite ce traité annonciateur de paix dans le sud-ouest de l'Afrique.

Ces « combattants internationalistes » sont venus, il y a treize ans, prêter main forte au Mouvement populaire pour la

libération de l'Angola (MPLA) d'Agostinho Neto. Aujourd'hui, c'est l'heure du repli, l'amorce du désengagement pour les quelque cinquante mille « barbudos » qui, d'ici au 1^{er} juillet 1991, doivent avoir définitivement quitté le sol de la « patrie sœur », dont trois mille avant le 1^{er} avril de cette année, date de la mise en application de la Résolution 435 des Nations unies pour l'indépendance de la Namibie.

Cet engagement sera rempli dès le 15 janvier, preuve du sérieux dont on entend faire preuve, tant en Angola qu'à Cuba, à l'égard de cet accord tripartite. Les trois lycéens étaient fidèles au rendez-vous historique sur l'aéroport de Luanda. Quatre cent cinquante soldats de Fidel Castro sont montés à bord, en direction de l'ouest, dûment recensés par les « casques bleus » de la mission de vérification des Nations unies en Angola (MVNUA). Neuf cent cinquante-quinze avaient été embarqués, mardi soir, sur un transatlantique soviétique, *Fedor Shalavian*, arrivé le matin même dans la baie, salué par une salve d'artillerie.

MICHEL BOLE-RICHARD.
(Lire la suite page 4.)

Condition majeure d'équité et d'efficacité

L'indexation des dettes en valeur réelle

A l'occasion de la publication du « Bilan économique et social » de 1988, M. Maurice Allais, prix Nobel d'économie, dénonce les profonds désordres monétaires du monde occidental, qui se traduisent notamment par une spoliation de l'épargne. Il se prononce pour l'indexation obligatoire de tous les prêts et emprunts qui, seule, peut assurer efficacité et équité et qui pourtant n'a été réalisée — ou même envisagée — ni par les libéraux ni par les socialistes.

par Maurice Allais
prix Nobel d'économie

L'économie de marchés, fondée sur la propriété privée et la décentralisation des décisions, peut se caractériser par la recherche de surplus réalisables, leur réalisation et l'appropriation privée des surplus réalisés. Toutes les transactions, tous les calculs économiques, et notamment tous les arbitrages entre le présent et l'avenir, sont effectués en monnaie.

Mais de profonds désordres monétaires n'ont cessé de se constater au sein des économies occidentales, et ils ont eu sur l'économie réelle des incidences majeures. Ils se sont caractérisés partout par des fluctuations considérables de la valeur réelle de la monnaie, par l'impossibilité de calculs économiques corrects, par une répartition des revenus très inéquitable, et enfin par une tendance permanente à la spoliation de l'épargne. On ne saurait en aucune façon considérer que la France d'aujourd'hui a remédié à cette situation.

En favorisant certains groupes sociaux aux dépens des autres, les fluctuations de la valeur réelle de la monnaie entraînent des iniquités qui, à la longue, finissent par devenir éthiquement insupportables et intolérables. En rendant tout calcul économique correct impossible, elles constituent également une source majeure d'inefficacité, et par là même elles compromettent finalement la réalisation de toute politique sociale.

Le fonctionnement d'une économie de marchés repose sur un nombre très grand d'engagements sur l'avenir.

(Lire la suite page 35.)

Carrières européennes

Le Monde commence dans ce numéro la publication d'une rubrique hebdomadaire d'offres d'emplois européennes destinées aux cadres, en collaboration avec des journaux de six pays européens : le *Corriere della Sera* (Milan), *The Independent* (Londres), *NRC Handelsblad* (Rotterdam), *El País* (Madrid), *Die Süddeutsche Zeitung* (Munich), *le Soir* (Bruxelles) et *De Standaard* (Anvers). Cet ensemble de journaux touche chaque jour près de 10 millions de lecteurs.

Pages 28 et 29

Immobilier

Une rubrique d'annonces classées : la sélection détaillée de maisons et d'appartements à louer dans Paris et en banlieue.

Pages 31 à 33

EDMONDE CHARLES-ROUX



Un désir d'Orient

Quand une romancière se penche sur le destin lumineux d'Isabelle Eberhardt.

GRASSET

Le Monde

BILAN ÉCONOMIQUE ET SOCIAL

Heureuse surprise. Contrairement aux sombres prévisions des experts, au lendemain du krach du 19 octobre 1987, la croissance n'a ni disparu ni fléchi. Son rythme s'est même accéléré, grâce à la poussée des investissements et sans dérapage inflationniste.

Sous le titre « Rebond », le Monde publie son Bilan économique et social, pour l'année 1988. C'est le quatorzième. Il contient un dossier spécial sur « Le piège de la dette » du tiers-monde.

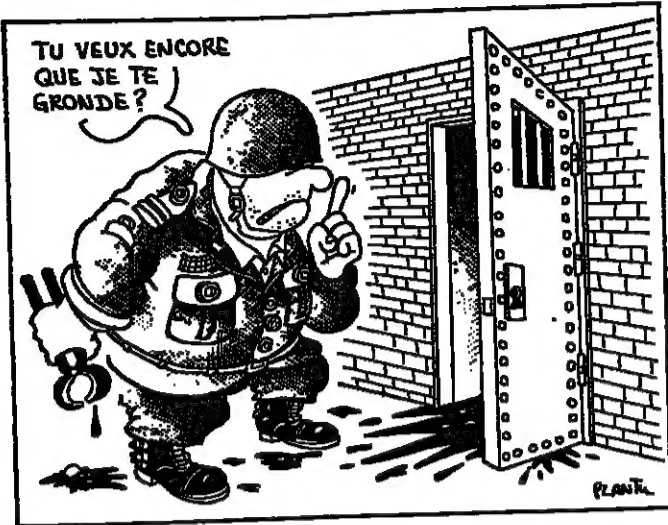
★ Numéro spécial des « Dossiers et documents du Monde », 180 pages, 45 francs. En vente dans les kiosques le 13 janvier.

هكذا من الأصل

2 Le Monde • Jeudi 12 janvier 1989 •

L'année 1988 par PLANTU

JANVIER



DROITS DE L'HOMME : Amnesty International dénonce les tortures sur les enfants

FÉVRIER



AFGHANISTAN : Mikhaïl Gorbatchev annonce le départ des troupes soviétiques

MARS

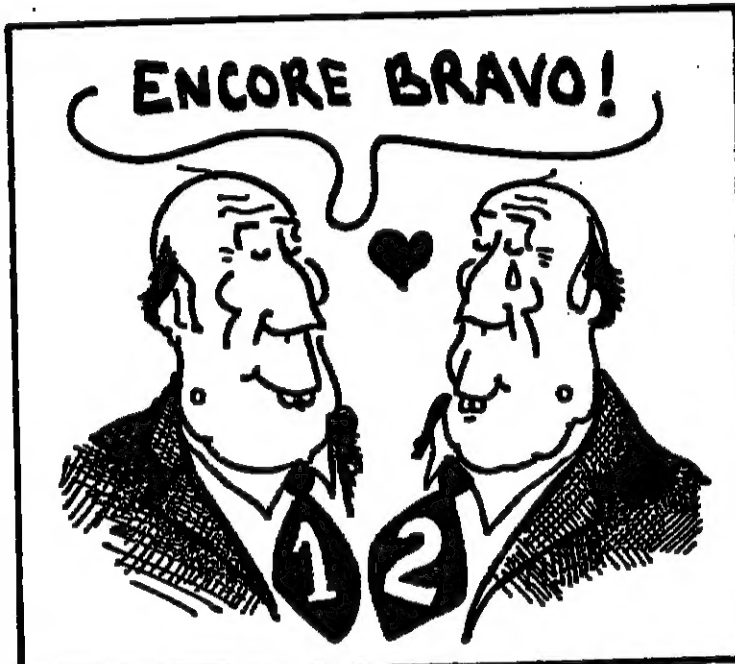


ARMES CHIMIQUES : 5 000 Kurdes sont tués par des bombes irakiennes

AVRIL



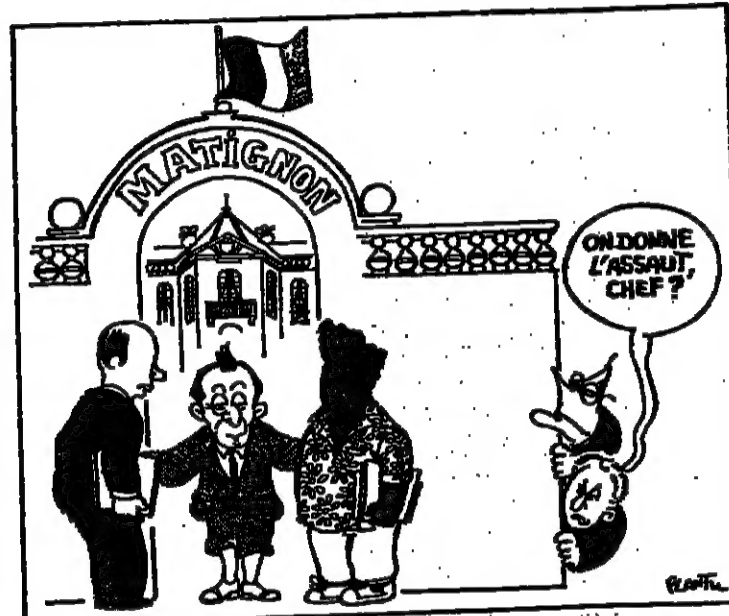
MAI



PRÉSIDENTIELLE : au soir du premier tour Jacques Chirac reçoit le « soutien » de Raymond Barre

PRÉSIDENTIELLE : François Mitterrand réélu

JUIN



NOUVELLE-CALÉDONIE : Michel Rocard conclut un accord sur l'avenir du territoire avec le RPCR et le FLNKS

JUILLET



GOLFE : l'Irak accepte un cessez-le-feu avec l'Irak

PALESTINE : le roi Hussein de Jordanie rompt les liens légaux avec la Cisjordanie

AOUT



SEPTEMBRE



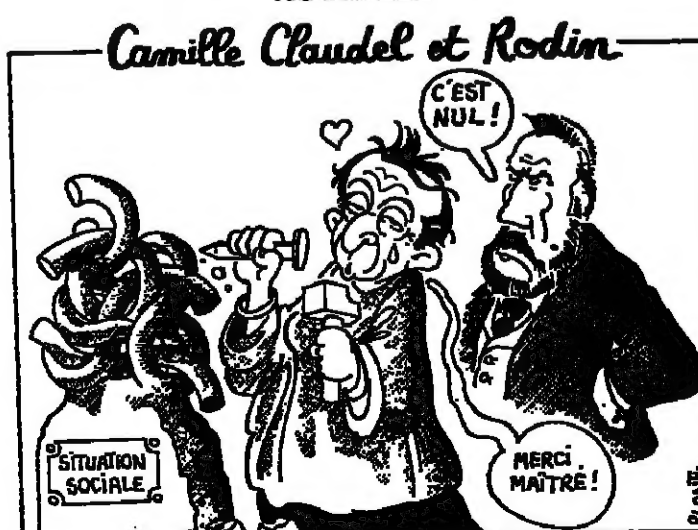
SORDIDE : Jean-Marie Le Pen traite le ministre du travail de « Dursifou-crematatoire »

OCTOBRE



ALGÉRIE : des manifestations sont réprimées dans le sang

NOVEMBRE



SOCIAL : Michel Rocard face aux grèves dans la fonction publique

DÉCEMBRE



ARMÉNIE : un tremblement de terre fait plusieurs dizaines de milliers de morts

La fin de la conférence de Paris

La conférence de Paris sur les armes chimiques devait s'achever, mercredi 11 janvier dans l'après-midi, avec l'adoption par l'Assemblée d'une déclaration finale mise au point par le comité plénier, que dirige le ministre finlandais des affaires étrangères, M. Sorja. Ce comité a travaillé sur la base du document préparatoire proposé par la France, et aucune véritable contro-proposition n'a été opposée à ce texte. Dans son dernier état, le texte ne fait aucune référence explicite au désarmement nucléaire, contrairement à ce qu'avaient initialement demandé les pays arabes. Il replace en revanche l'interdiction des armes

chimiques dans le contexte du processus général de désarmement et fait référence au document final (1978) de l'Assemblée générale des Nations unies consacré au désarmement. Les Etats participants réaffirment la validité du protocole de 1925 prohibant les armes chimiques et appellent tous les pays qui ne l'ont pas encore fait à y adhérer. Ils soulignent l'urgence de conclure à Genève une convention interdisant la fabrication et le stockage de ces armes, et ordonnant la destruction des stocks existants. Cette convention, est-il précisé, devra être établie sur une base non discriminatoire. Un équilibre est trouvé dans l'article 4 entre le

danger de prolifération, c'est-à-dire l'acquisition d'armes chimiques par de nouveaux Etats du tiers-monde surtout, et le danger d'accumulation par les pays qui en sont détenteurs de longue date (URSS et Etats-Unis). La déclaration de Paris réaffirme en outre le rôle des Nations unies et demande que soit renforcé le pouvoir du secrétaire général de déléguer des enquêtes en cas de violation supposée. Le texte mentionne la « préoccupation » de la communauté internationale à la suite de « violations récentes, telles qu'elles ont été établies et condamnées par l'ONU », mais ne cite personne, notamment pas l'Irak.

C. T.

« Eliminer complètement les armes chimiques »

Voici le texte de la déclaration qui devrait être adoptée à la fin des travaux de la conférence de Paris.

Déclaration finale de la conférence de Paris :

Les représentants des Etats participants à la conférence sur l'interdiction des armes chimiques, qui se réunissent à Paris du 7 au 11 janvier 1989 les Etats parties au protocole de Genève de 1925 et les autres Etats intéressés, déclarent solennellement ce qui suit :

1. - Les Etats participants sont décidés à faire progresser la paix et la sécurité internationale dans le monde entier, conformément à la charte des Nations unies, et à promouvoir un processus effectif de désarmement. Dans ce contexte, ils sont résolus à prévenir tout recours aux armes chimiques en les éliminant complètement. Ils affirment solennellement leur engagement de ne pas utiliser d'armes chimiques à un tel effet. Ils se déclarent à nouveau profondément préoccupés par les violations récentes telles qu'elles ont été établies et condamnées par les organes compétents des Nations unies. Ils approuvent l'aide humanitaire accordée aux victimes de l'utilisation des armes chimiques.

2. - Les Etats participants reconnaissent l'importance et la validité continue du protocole concer-

nant la prohibition d'emploi à la guerre des gaz asphyxiants, toxiques et similaires, et des moyens bactériologiques, signé le 17 juin 1925 à Genève.

3. - Les Etats parties au protocole réaffirment solennellement l'interdiction qui y est contenue. Ils demandent à tous les Etats qui ne l'ont pas encore fait, d'y adhérer.

4. - Les Etats participants soulignent la nécessité de conclure à une date rapprochée une convention sur l'interdiction, la mise au point de la fabrication, du stockage et de l'emploi de toutes les armes chimiques, ainsi que sur leur destruction. Cette convention sera universelle, générale et d'application effective. Elle devra être de portée illimitée. A cette fin, les Etats participants engagent la conférence du désarmement de Genève à redoubler d'efforts de toute urgence pour résoudre promptement les problèmes qui demeurent et conclure une convention dans les meilleurs délais. Tous les Etats sont invités à apporter de manière appropriée une contribution significative aux négociations de Genève en déployant des efforts dans les domaines pertinents.

Les Etats participants estiment que tout Etat désireux de contribuer à ces négociations doit pouvoir le faire. En outre, en vue d'assurer que cette possibilité soit accessible à tous, les Etats participants conviennent d'indispensable de la convention, ils

engagent tous les Etats à y devenir parties dès sa conclusion.

5. - Les Etats participants à la conférence sont profondément préoccupés par le danger croissant que constitue pour la paix et la sécurité internationale le risque d'utilisation des armes chimiques tant que ces armes subsistent et que leur destruction ne sera assurée. Dans ces conditions, ils soulignent la nécessité d'assurer dès que possible la conclusion et l'entrée en vigueur de la convention qui sera établie sur une base non discriminatoire. Ils jugent nécessaire qu'entre-temps chaque Etat fasse preuve de modération et de sens des responsabilités conformément à l'objet de la présente déclaration.

Soutien à l'ONU

6. - Les Etats participants à la conférence, rappelant le document final de la première session extraordinaire de l'Assemblée générale des Nations unies consacrée au désarmement en 1978, soulignent la nécessité de poursuivre avec détermination leurs efforts en vue d'assurer aux Etats à coopérer en vue de faciliter l'action du secrétaire général.

7. - Les Etats participants à la conférence confirment leur plein appui à l'Organisation des Nations unies dans l'accomplissement de sa tâche indispensable, conformément à sa charte. Ils affirment que l'Organisation des Nations unies fournit un cadre et un instrument permettant à

la communauté internationale d'exercer sa vigilance en ce qui concerne l'interdiction de l'utilisation des armes chimiques. Ils confirment leur soutien aux initiatives appropriées et efficaces prises à cet égard par l'Organisation des Nations unies, conformément à sa charte. Ils réaffirment en outre leur plein appui au secrétaire général dans l'exercice de ses responsabilités en matière d'enquête en cas d'allégations de violation du protocole de Genève.

Ils souhaitent l'achèvement rapide des travaux actuellement en cours pour renforcer l'efficacité des procédures existantes et invitent tous les Etats à coopérer en vue de faciliter l'action du secrétaire général.

8. - Les Etats participants à la conférence, rappelant le document final de la première session extraordinaire de l'Assemblée générale des Nations unies consacrée au désarmement en 1978, soulignent la nécessité de poursuivre avec détermination leurs efforts en vue d'assurer aux Etats à coopérer en vue de faciliter l'action du secrétaire général.

9. - Les Etats participants à la conférence, rappelant le document final de la première session extraordinaire de l'Assemblée générale des Nations unies consacrée au désarmement en 1978, soulignent la nécessité de poursuivre avec détermination leurs efforts en vue d'assurer aux Etats à coopérer en vue de faciliter l'action du secrétaire général.

Plaidoyer en faveur des Kurdes victimes des gaz toxiques en Irak

« Choquée » par l'absence des équipements de production des gaz toxiques, la FIDH et l'Association pour la défense des peuples menacés souhaitent aussi que les réfugiés du Kurdistan en Turquie et en Iran soient « placés sous la protection des organisations internationales et non plus sous le contrôle des gouvernements irakiens et iraniens dont les intérêts n'ont aucune confiance ».

En compagnie de l'Association - ouest-allemande - pour la défense des peuples menacés, la FIDH a demandé que les mesures soient prises et des sanctions infligées afin d'empêcher l'Irak d'effectuer de nouvelles agressions par armes chimiques, « ce qui implique le démantèlement, sous le contrôle international (...), du complexe industriel de Samarra et d'autres installations similaires ».

Les deux organisations ont également suggéré que le protocole de 1925 soit complété par une interdiction de l'utilisation des gaz toxiques lors des conflits intérieurs à un Etat. Enfin elles demandent l'indemnisation des victimes par les responsables politiques irakiens et par les entreprises occidentales ayant vendu

les équipements de production des gaz toxiques.

La FIDH et l'Association pour la défense des peuples menacés souhaitent aussi que les réfugiés du Kurdistan en Turquie et en Iran soient « placés sous la protection des organisations internationales et non plus sous le contrôle des gouvernements irakiens et iraniens dont les intérêts n'ont aucune confiance ».

Enfin, des observateurs indépendants, et notamment ceux des organisations non gouvernementales, doivent être autorisés à enquêter librement en Irak, estiment les deux organisations.

RECTIFICATIF. - La délégation irakienne à la conférence de Paris sur les armes chimiques communique que, « contrairement aux informations parues dans le Monde du 11 janvier, elle a été solidaire de toutes les autres délégations africaines, qui ont quitté la salle lors du discours du ministre irakien en séance plénière ». Une large partie de la salle s'était vidée lundi 9 janvier en fin de matinée après que le président de séance ait invité M. et Mme P. Botha à la tribune.

La plainte libyenne contre les Etats-Unis

Journée de désordre au Conseil de sécurité

NEW-YORK (Nations unies) de notre correspondant

Nerveux, manifestement surmené, le président du Conseil de sécurité, l'ambassadeur de Malaisie, ouvre la séance du mardi 10 janvier noyé sous une avalanche de paperasserie qu'il tente de remettre en ordre, tout en résumant les phrases stériles destinées à informer les membres du déroulement de la réunion. Après plus de deux heures de consultations à huis clos, le Conseil n'a pas été en mesure d'avancer vers la solution de deux affaires portées devant lui par le monde arabe et le Mouvement des non-alignés, celle de l'incident aéronaval américain-libyen et celle de l'OLP qui, forte de ses récents succès, tente d'améliorer sa position à l'ONU.

Malgré plusieurs heures de délibérations en privé, les membres du Conseil laisseront finalement intacte la complication dont ils n'avaient point besoin et ne répondront pas à la demande de l'OLP d'être entendue. Le labyrinthe procédurier empêche, en principe, un « observateur » de s'adresser au Conseil sans être chaperonné par un Etat membre. Estimant sans doute que les choses ont évolué depuis que l'Assemblée générale, réunie à Genève le mois dernier, a donné à l'OLP le nom de « Palestine », la centrale de M. Arfat force les portes et demande des droits nouveaux. Il semblait que la question devait être soumise au vote, sans doute mercredi.

Dès le début de la séance publique, M. Ismail Razzi prend le taureau par les cornes. L'Algérie a-t-elle demandé, pour Dieu sait quelle raison, que le Conseil entende les représentants des mouvements d'opposition sud-africains ? Que l'on y procède ! Et le Conseil d'écouter, religieusement en apparence, les hommes du Congrès d'Azanie et de l'ANC évoquer l'apartheid au milieu d'une séance intitulée « Plainte de la Libye contre les Etats-Unis ». La Roumanie, qui ne se manifeste guère souvent, demande que « toutes les mers » soient transformées en « lacs de paix », la Tchecoslovaquie, pays enclavé, exige une « totale liberté de navigation partout », alors que le représentant de la Confé-

rence islamique, après avoir consacré un long paragraphe à la disparition de l'empereur du Japon, évoque les solidarités islamiques pour jurer que « l'usine libyenne produit des substances pharmaceutiques ».

« Manœuvres »

Lorsque le représentant de la Libye, M. Ali Triki, demande la parole pour annoncer que les Etats-Unis conduisent, les 15 et 16 janvier, des « manœuvres aéronavales au large de Benghazi », à l'intérieur de l'espace aérien libyen, le représentant américain, éberlué, réussit un exploit : « Je ne suis pas au courant, mais je pense qu'une telle éventualité demeure improbable », dit-il, manifestement peu rassuré. Pris d'un ramonde immédiat, M. Triki dira, après la séance et seulement devant des journalistes, que les « manœuvres n'auront pas lieu à l'intérieur de l'espace aérien libyen, mais tout près », ce qui, apparemment, revient au même aux yeux du « guide » de Tripoli.

Ayant annoncé, urbi et orbi, qu'il allait enfin répondre à la plainte libyenne par un texte, le Conseil se tait obstinément sur ce point précis. Un projet de résolution circule pourtant, confondant, à l'image de la séance de mardi, la diplomatie, la vindicte et le reste. Ignorant ce qui constitue, depuis toujours, l'alpha et l'oméga des délibérations du Conseil - c'est à dire le sens aigu des équilibres diplomatiques - les auteurs du projet exigent que les avions libyens abattus par la Navy soient déclarés comme des « appareils de reconnaissance » et, pis, demandent que « les Etats-Unis mettent un terme aux manœuvres militaires au large des côtes libyennes ».

Pourtant, le simple bon sens d'un étudiant en droit international exclurait un tel paragraphe, puisque l'attachement à la liberté de conduire des manœuvres en haute mer demeure total non seulement en Occident, mais aussi à Moscou ou à New-Delhi.

Si la guerre mondiale n'est pas aux portes du monde, le désordre règne au Conseil de sécurité.

CHARLES LESCAUT.

M. Perez de Cuellar reçoit le prix Olof Palme

STOCKHOLM de notre correspondant

Le secrétaire général de l'ONU peut compter sur le soutien des Scandinaves dans l'accomplissement de sa lourde tâche. Norvégiens et Suédois lui ont décerné en quelques mois deux prix qui récompensent ses travaux. Le prix Nobel de la paix pour les « casques bleus », et le prix Olof-Palme pour « sa direction dévouée qui a permis aux Nations unies de redonner au monde un espoir de paix ».

Arrivé d'Oslo, M. Perez de Cuellar était mardi 10 janvier à Stockholm pour recevoir, lors d'une cérémonie, en présence notamment du premier ministre suédois, M. Ingvar Carlsson, du ministre des affaires étrangères, M. Sten Andersson, et de M^{lle} Lisbet Palme, la prix de la fondation créée à la mémoire du chef du gouvernement suédois assassiné en février 1986.

Plus modeste que le prix Nobel de la paix, ce prix Olof-Palme, doté de 100 000 couronnes (autant de FF), est destiné à encourager les études sur la paix et le désarmement, la lutte contre le racisme et, en général, les travaux visant à la compréhension internationale et la sécurité commune. Ce prix a une importance particulière pour M. Perez de Cuellar : Olof Palme, « collègue estimé et ami cher », avait accepté d'être le représentant spécial du secrétaire général pour tenter de mettre un terme à la guerre entre l'Irak et l'Iran.

Le secrétaire général a décidé de créer à son tour une fondation sur la base de ce prix Olof-Palme, qui accordera des bourses à de jeunes étudiants intéressés par la paix et son maintien.

FRANÇOISE NIÉTO.

IRAN : une démarche auprès de M. Perez de Cuellar. - Dans une lettre ouverte à M. Perez de Cuellar, rendue publique à Paris, une vingtaine de personnalités du monde des arts et des lettres demandent au secrétaire général de l'ONU d'obtenir des autorités iraniennes la cessation immédiate de toutes exécutions et tortures des prisonniers politiques

M. Chervénement se rendra en URSS au printemps

Rien, aujourd'hui, ne nous autorise à baisser la garde ni à relâcher notre vigilance », a déclaré, mardi 10 janvier, le ministre de la Défense, M. Jean-Pierre Chevènement, qui recevait les vœux de la presse à Paris. M. Chevènement, qui a annoncé son intention de se rendre en URSS au printemps prochain, a poursuivi : « Il serait légitime de passer sans transition, sans réflexion, nous répondons aux faits par des faits. Pour le moment, les réalités, les faits, c'est le surarmement nucléaire des deux superpuissances, c'est le déséquilibre des forces conventionnelles en Europe et c'est la production, en Union soviétique, d'armements de plus en plus modernes ».

Le ministre de la Défense a ensuite annoncé qu'il envisageait le dépôt, devant le Parlement, en juin prochain, d'un texte révisant l'actuelle loi de programmation d'équipement militaire 1987-1991. « Mon souci, sur ce point, a indiqué M. Chevènement, est d'équilibrer de substantielles améliorations, légitimement attendues par les personnels de la Défense et un resserrement des structures, pour les rendre plus opérationnelles, dans un contexte de « ni guerre ni paix », où la gestion des crises est permanente ».

Parmi les signataires figurent MM. Joseph Brodsky et Czeslaw Milosz (Prix Nobel de littérature), et Alberto Moravia.

Des insectes et des hommes

En marge de la Conférence internationale sur les armes chimiques qui se tient actuellement, un colloque scientifique a examiné en fin de semaine dernière, à l'université Paris-VII, quelques problèmes posés par l'existence de ces armes. L'un des sujets abordés était la similitude entre certaines armes et des produits couramment utilisés en agriculture, dont la nocivité n'est guère moindre et dont la disponibilité facilite l'accès aux armes chimiques et rend malaisés les contrôles.

Comment distinguer un gaz mortel d'un insecticide banal quand on sait... que ce sont les mêmes produits. Dans les années 30, l'Allemand Schrader met au point les organophosphorés, beaucoup plus efficaces que les gaz suffoquants ou vésicants de la première guerre mondiale, car ils bloquent le lien entre nerf et muscle et déclenchent des paralysies foudroyantes. Il cherche au départ des insecticides, mais, dans la famille ainsi étudiée, certains produits - le tabun, le sarin, le soman - sont particulièrement toxiques et seront étudiés en tant qu'armes de guerre. Des stocks allemands inutilisés pendant la seconde guerre mondiale seront ensuite employés comme insecticides.

L'histoire se répète d'ailleurs avec les herbicides. Les premiers sont mis au point par des chercheurs britanniques travaillant pour l'armée. Objectif : détruire les récoltes allemandes et abréger la guerre. On constate ensuite que ces produits sont sans action sur les céréales, mais détruisent les autres plantes.

Le soman est une arme chimique. Un insecticide encore utilisé est le diméthox. M. François Ramade, professeur à l'université Paris-Sud, et spécialiste d'écotoxicologie, explique que les deux molécules sont presque identiques. Les doses létales (1) chez le rat sont voisines. Or il est aisé de se procurer du diméthox, qu'il faut épandre en se protégeant soigneusement grâce à un vêtement étanche, sont maintenant interdits dans les pays développés, mais restent utilisés dans le tiers-monde. Avec environ 700 000 accidents par an, d'après M. Ramade, qui cite des études de l'Organisation mondiale de la santé, dont plusieurs milliers seraient mortels. Dans les pays riches, ces insecticides ont été remplacés par des pyréthrinoides, dont l'action sur le système nerveux est identique, mais qui ne traversent pas la

peau ou les muqueuses de l'homme.

Autre groupe de produits : les carbamates insecticides. L'aldicarde est très utilisé pour protéger les cultures de betterave. C'est une poudre, fabriquée à partir de phosgène - qui serait le gaz utilisé par l'Irak - et de méthylisocyanate. Ce dernier produit a tout pour plaire : incolore, inodore, volatil, inflammable, il se décompose de façon violente en présence d'eau. A Bhopal, on estime qu'une dizaine de tonnes de méthylisocyanate ont été « libérées ». Il y a eu au moins 3 000 morts, et on compte encore 30 000 invalides. Toute usine fabriquant l'aldicarde est un réservoir potentiel d'armes chimiques.

Autres armes : les défoliants utilisés au Vietnam. Ce sont des dérivés d'un agent toujours employé comme débroussaillant, le 2, 4, 5, T. Plus de quinze ans après la fin de la guerre du Vietnam, certaines zones sont toujours vides de végétation. De nombreux agents toxiques ne sont pas biodégradables et restent actifs pendant des années. M. Ramade cite des essais faits au Texas sur la dioxine : au bout de cinq ans d'enfouissement, il n'y avait pas trace de destruction de la dioxine.

Certains laboratoires auraient étudié la mise au point d'armes « biotiques » pour lesquelles la tétrachlorodibenzodioxine est produite au moment de l'explosion de l'obus. En terme de dose létale chez le rat, cette dioxine est encore plus « efficace » que les armes chimiques attaquant le système nerveux.

MAURICE ARVONNY.

(1) La « dose létale 50 », ou milligramme de produit par kilogramme d'organisme vivant, mesure la quantité pour laquelle le risque de décès est de 50 %. Celle du diméthox est de 2 mg/kg chez le rat - la dose varie beaucoup d'une espèce à l'autre et on ne peut extrapoler à l'homme. Celle du soman est inférieure à 1 mg/kg.

7 F
NUMÉRO DE
JANVIER 1989

Le Monde
dossiers et documents

LES ARCHIVES
DE L'ACTUALITÉ

LA POLITIQUE DES SALAIRES

- Le temps de la rigueur
- La stagnation des revenus
- La montée du mécontentement
- La recherche d'un dialogue

LE RENOUVEAU DES NATIONS UNIES

- La revanche du « machin »
- Les causes du blocage
- Le succès de l'ONU
- Les dossiers du long terme

CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

Proche-Orient

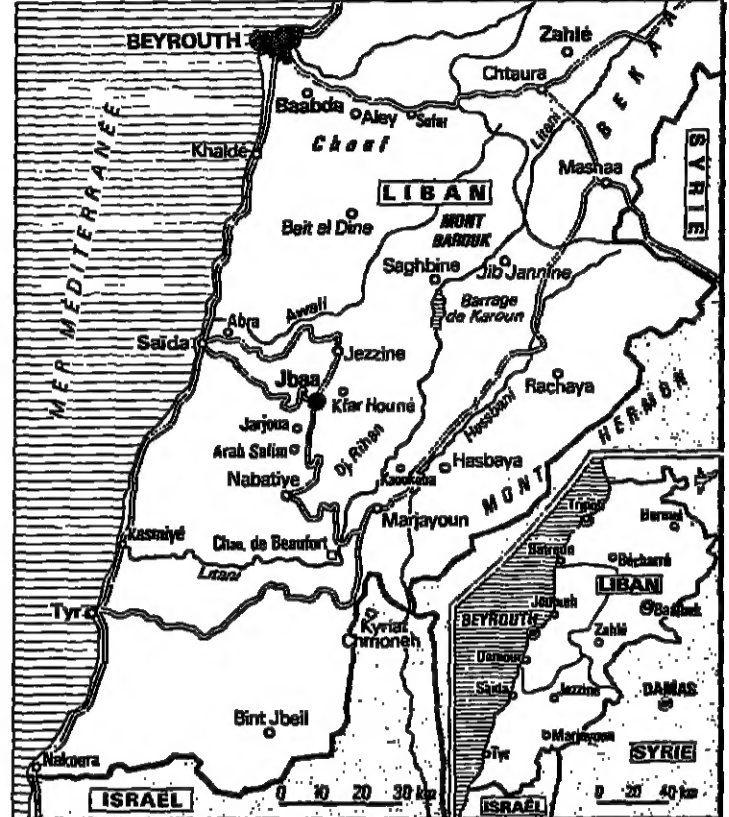
Les affrontements interchiites dans le sud du Liban

Mourir pour Jbaa

BEYROUTH
de notre correspondant

C'est avec un acharnement sans précédent que les milices chiites ennemies, Amal, pro-syrienne, et le Hezbollah pro-iranien, s'affrontent dans le sud du Liban depuis quatre jours, après que l'armée syrienne les ait séparées dans la banlieue sud de Beyrouth, où elles avaient commencé leurs combats dès le premier jour de l'année. Les bilans sont imprécis. Ils varient entre 91 et 122 morts et entre 140 et 300 blessés pour les seules batailles

Faisant allusion à l'influence de l'Iran sur le Hezbollah, le chef d'Amal, M. Nabih Berri, a justifié son refus de négocier avec ses ennemis par le truchement de Téhéran et de Damas en soulignant : « La décision n'est pas entre leurs mains. Son lieutenant M. Hassan Fakir a été plus catégorique, affirmant : « Les médiateurs iraniens envoyés à Beyrouth ou à Damas ne nous concernent pas. (...) L'Iran suit la politique que lui a tracée la SAVAK (l'ancienne police secrète du chah) ». Amal répète qu'il est « déterminé à éliminer la présence du Hezbollah au Sud ». Il n'est pas encore parvenu à le faire



du sud, ce qui porte à 120-150 morts et 250-400 blessés le total des victimes de la phase actuelle de la guerre interchiite.

Comme souvent en pareil cas une localité a pris valeur de symbole de la lutte entre les frères ennemis chiites. Il s'agit de Jbaa, que les deux milices tentent de contrôler, en se livrant des combats sans merci comme en attestent les cadavres tués à l'arme blanche que l'on retrouve sur le champ de bataille.

Après quatre jours de féroces affrontements, aucune des deux milices n'avait, mercredi matin, éliminé l'autre de Jbaa, et la petite localité était coupée en deux, tandis que, dans les villages environnants, les obsèques des victimes de la bataille donnaient lieu à des scènes d'hystérie collective, particulièrement contre le Hezbollah. Pour la première fois depuis la révolution islamique à Téhéran, les portraits de l'imam Khomeiny étaient absents d'une manifestation chiite et remplacés par ceux de l'ayatollah Khomeini, qui réside en Irak.

et ne peut disposer pour cela d'un appui syrien direct.

La tension a également gagné la troisième région à dominante chiite du Liban, la Bekaa, mais l'armée syrienne, qui y est omniprésente, a mis en garde les belligérants potentiels contre tout incident. A Damas, les émissaires iraniens n'en sont pas moins reçus en allié, et le président Assad a personnellement discuté du problème chiite libanais avec M. Becharawi, envoyé du président iranien. La « guerre des chiites » n'en est très probablement pas à son dernier rebondissement.

Autre événement, moins tragique mais non moins significatif du pourrissement actuel : le conseil ministériel de la Ligue arabe consacré au Liban, reporté du 11 au 12 janvier, se tiendra en tout cas... sans le Liban, dans la mesure où, doté de deux gouvernements, celui-ci n'a pu surmonter l'obstacle de sa représentation.

LUCIEN GEORGE.

ISRAËL

M. Mitterrand invite M. Shamir en France

M. François Mitterrand a invité le premier ministre israélien, M. Itzhak Shamir, à effectuer, à une date qui reste à déterminer, une visite en France. Annonçant cette invitation à l'issue de l'entretien qu'il a eu, mardi 10 janvier, avec le chef de l'Etat, le ministre israélien des affaires étrangères, M. Moshe Arens, a estimé que « cette visite fournira l'occasion de poursuivre le dialogue » entre les deux pays et a qualifié M. Mitterrand de « très grand ami d'Israël », dont « l'engagement en faveur de la sécurité d'Israël est très ferme ».

Cette visite intervient alors que les autorités israéliennes manifestent de plus en plus ouvertement leur inquiétude devant les initiatives européennes au Proche-Orient, menées par la « troïka » Espagne-Grèce-France, jugée trop pro-palestinienne (Le Monde du 11 janvier) à Jérusalem.

Des **N**ouvelles **D**'Israël
à lire les yeux fermés.

45 63 12 33

Amériques

MEXIQUE

Atmosphère de crise après l'arrestation de plusieurs dirigeants du syndicat du pétrole

Mexico. — « L'homme fort » du principal syndicat mexicain, celui des pétroliers, M. Joaquín Hernández Galicia, dit « La Quina », a été arrêté, mardi 10 janvier, à son domicile de Ciudad Madero, sur le golfe du Mexique, par un commando militaire. Une trentaine de personnes ont également été arrêtées à Mexico, dont plusieurs autres dirigeants du Syndicat des travailleurs du pétrole de la République mexicaine (STPRM), véritable « Etat dans l'Etat », souvent accusé de corruption. Le secrétaire du Syndicat, le sénateur Salvador Barragán Camacho, a pu échapper à la police.

Le motif déclaré de cette opération est la recherche d'armes détenues illégalement. De fait, d'importantes quantités de munitions et de matériels ont été saisies au domicile de M. Hernández Galicia, selon des indications officielles. L'arrestation du dirigeant syndical a d'ailleurs été très mouvementée : le commando militaire a forcé au bazooka la porte de sa résidence et la riposte de ses gardes du corps a fait un mort ; il y a également eu plusieurs blessés.

L'agence officielle de presse Notimex, citant des sources gouvernementales, a expliqué que le STPRM s'apprêtait à paralyser les installa-

tions pétrolières du pays : c'est été là un risque de déstabilisation de l'ensemble de l'économie, compte tenu du poids des hydrocarbures dans les exportations mexicaines, à l'heure où la nécessaire renégociation de la dette extérieure exige une totale unité nationale.

L'affaire s'inscrit, en toute hypothèse, dans un conflit de vaste portée entre une partie du PRI (Parti révolutionnaire institutionnel, au pouvoir depuis plus de soixante ans) et une de ses composantes organiques : le STPRM. Ce dernier, en octobre, le STPRM avait accusé un ancien directeur de la compagnie nationale PEMEX (Pétroles de Mexico), M. Mario Ramon Bettega, d'avoir commis une grave fraude lors de l'achat de navires transporteurs. La justice n'avait pas retenu ces charges.

Crainte de pénurie

La nouvelle de ces arrestations a fait l'effet d'une bombe dans le pays. M. Fidel Velazquez, inamovible secrétaire général de la Confédération des travailleurs mexicains (CTM, 4 millions d'affiliés), qui est l'un des piliers du PRI, a aussitôt exigé la libération des syndicalistes détenus. Le leader de l'opposition, M. Cuauhtémoc Cárdenas, dirigeant d'un front démocratique national regroupant les forces de gauche, a dénoncé dans l'opération

une atteinte à l'Etat de droit. Ce fils d'un ancien président, Lazaro Cardenas, qui avait nationalisé les pétroles mexicains en 1938, a vu dans ces événements la démonstration d'une véritable « décomposition politique » du régime.

Le nouveau président, M. Salinas de Gortari, prend l'affaire très au sérieux. Il a réuni d'urgence les ministres de la défense, de l'intérieur et du travail. Le siège de la police judiciaire fédérale, où les détenus ont été conduits dans le centre de la capitale, est fortement gardé par des éléments de l'armée. Des renforts militaires ont été envoyés sur les installations pétrolières du pays.

Cette précaution est une réponse à la mobilisation des quelque 150 000 employés du secteur. Des milliers de personnes ont manifesté mardi après-midi dans le centre de Mexico et dans divers Etats pétroliers de la République ; il n'y a pas eu d'incidents. Mais plusieurs raffineries étaient déjà partiellement paralysées dans la soirée. De longues files de voitures étaient visibles devant les stations d'essence de la capitale : les automobilistes craignent une pénurie.

Les milieux d'affaires ont en général accueilli avec satisfaction cette opération. Le puissant STPRM était jusqu'à présent considéré comme intouchable, en dépit de persistantes accusations de fraude. (AFP).

COLOMBIE

Un important chargement d'armes a été saisi à la Jamaïque

Bogotá. — Le ministre de la défense, le général Jaime Guerrero Paz, a, mardi 10 janvier, accusé la guérilla communiste des FARC (Forces armées révolutionnaires de Colombie) d'être la destinataire de 10 tonnes d'armes saisies le 22 décembre à la Jamaïque. Il a présenté à la presse la cargaison, « le plus important chargement clandestin destiné à la Colombie jamais saisi », a-t-il souligné.

Selon le général Guerrero, les armes auraient été commandées en janvier 1988 au Portugal, la négociation se serait faite par l'intermédiaire d'un négociant d'armes britannique naturalisé panaméen, M. David Erlinda. Les 1000 fusils, les 250 mitrailleuses, les 10 mortiers et quelques 600 grenades, auraient été embarqués dans le port d'Amsterdam.

Arrivées à bord d'un cargo immatriculé au Brésil dans le port de Kingston (Jamaïque), les armes ont été remises aux autorités de Bogotá qui les ont apportées en Colombie par avions-cargos militaires.

Le général Guerrero a, d'autre part, annoncé que neuf personnes faisant partie du réseau financier des FARC avaient été arrêtées au cours de perquisitions ces derniers jours à Bogotá.

La presse estime que la cargaison était destinée au fameux « cartel de Medellín », émanation des grands « barons de la cocaïne » colombiens. M. Jacobo Arenas, idéologue et numéro deux des FARC a démenti les accusations portées contre son organisation, affirmant qu'il s'agissait d'une manœuvre des services de renseignements militaires. (AFP, Reuters).

Afrique

Le départ du premier contingent de « barbudos »

Aux Cubains, l'Angola reconnaissant...

(Suite de la première page.)

Ce fut le début d'un long adieu aux Cubains, un reflux en fanfare sans la présence du « leader maximo » qui avait assisté au départ de la première expédition sur les quais de La Havane, d'une opération baptisée « Carlotta ».

Après treize ans de présence sur le sol angolais, c'est le retour vers la patrie des premiers éléments de l'aide internationale. La nation angolaise reconnaissante a tenu à saluer comme il se doit ceux qui étaient arrivés dans la discrétion la plus totale. Tout avait été mis en œuvre pour remercier ces hommes et ces femmes qui, selon le président José Eduardo Dos Santos, ont contribué « à l'indépendance nationale en luttant contre l'impérialisme sud-africain ».

« Un retour dans la gloire et l'honneur », a ajouté le chef de l'Etat, avec le sentiment d'avoir accompli leur mission. « Cuba et Angola, unis nous vaincrons », scandait le cortège qui a défilé devant les partants arborant fièrement leurs médailles. Les enfants agitaient les drapeaux de la nation amie et des portraits de Castro et de Neto. Ce fut une grande et belle manifestation à laquelle la population avait été conviée pour exprimer sa gratitude envers ceux qui ont été qualifiés de « symbole de la solidarité » par le président Dos Santos.

A droite du podium officiel, un groupe de militants du Congrès national africain (ANC) en exil paraissaient physiquement être les laissés-pour-compte d'un accord qui signifie, pour eux aussi, le départ de leur terre d'accueil mais d'une autre manière. Il n'y avait ni fanfare ni trompette pour ces nationalistes qui doivent quitter leurs bases en échange d'un arrêt de l'aide de l'Afrique du Sud aux rebelles de l'UNITA.

Une page de l'histoire de la République populaire d'Angola a commencé à être tournée le 10 janvier. A l'exception de l'embarquement sur les quais du port, effectué pratiquement en secret, rien n'a été laissé au hasard pour que cet événement ne passe pas inaperçu aux yeux de l'opinion publique internationale. Un petit pas en direction du glissement progressif vers la paix dans un pays meurtri et déchiré par quatorze ans de lutte contre le

colonialisme portugais et treize ans de guerre civile.

Le 4 février prochain, la loi de clémence et d'harmonisation nationale entrera en vigueur pour tenter de réformer l'unité du pays. Les « péchés » des « bandits de l'UNITA » seront absous et les repentis pourront participer à la reconstruction nationale. Pas question pour l'instant de négociations avec le mouvement de Jonas Savimbi. Juste un pardon qui n'a guère de chance d'être entendu si l'on en croit les messages diffusés par la radio de Jamba, le quartier général des forces rebelles. Et cela en dépit des affirmations du ministre de la défense, le général Pedro Maria Tonha « Pedale », qui parle de « ralliements massifs ». En fait, la guérilla est loin d'être achevée bien que la menace sud-africaine soit à présent écartée.

La bataille de Cuito-Cuanavale

Dans l'immédiat, ce départ des « barbudos » marque le début

d'un long développement qui se poursuivra le 1^{er} avril par l'arrivée des « casques bleus » en Namibie. Un geste symbolique préparé depuis trois jours par une opération « portes ouvertes » des forces cubaines à l'égard des journalistes qui ont pu visiter un camp de transit, un centre d'entraînement et parler librement avec ces « combattants internationaux », satisfaits du devoir accompli et inquiets de ce qui les attend chez eux. Remise de médailles, feux d'artifice, salut de Mig-23 à basse altitude et discours magnifiant les batailles de cette « coopération militaire » qui s'est achevée par l'« épisode glorieux » de Cuito-Cuanavale au printemps de cette année, baptisé « le Stalingrad de l'armée sud-africaine ». Un monument commémorera ce haut fait de guerre.

« Nous nous retirons sur une victoire », a indiqué le général de division cubain Raúl Menéndez Tomasevich, venu spécialement de La Havane avec une délégation pour assister aux cérémonies. Mais l'UNITA est toujours

débout et l'apartheid n'est encore force de loi en Afrique du Sud, contrairement aux promesses de Fidel Castro, selon lesquelles les troupes cubaines ne quitteraient l'Angola qu'une fois la ségrégation institutionnalisée vaincue. « Nous resterons ici aussi longtemps que cela sera nécessaire », proclame un panneau à l'entrée du camp de transit.

De source officielle cubaine, trois cent dix mille « barbudos » se sont succédé en Angola en treize ans. Les autorités de La Havane se refusent toujours à donner les chiffres des pertes estimées à environ cent mille hommes sans que l'on sache le nombre de morts au combat proprement dit. Tous les corps seront en principe rapatriés.

Sur l'aéroport international du 4-Février, la séparation s'est effectuée non sans émotion quelquefois : étreintes prolongées, accolades appuyées, échanges de fanions, tandis que le commandant algérien des « casques bleus » Mohamed Afif, comptait un à un ceux qui grimpaient la passerelle. L'un après l'autre, les trois lycéens ont fait le plein de cent cinquante soldats chacun, sans armes, sans paquetage. Les yeux noyés de souvenirs, le début de la fin de l'aventure du gendarme africain Fidel Castro, sur un vieux refrain anglais entonné par la fanfare : « Believe it or not » (« Le croire ou non »).

MICHEL BOLE-RICHARD.

ALGÉRIE

La présidente d'une association humanitaire française expulsée sans explication

La présidente de l'Association pour les victimes de la répression en exil (AVRE), Mme Hélène Jaffé, a été expulsée d'Algérie mardi 10 janvier peu après son arrivée dans ce pays où elle se rendait, munie d'un visa en bonne et due forme, pour faire un exposé médical sur les séquelles physiques de la torture.

Après un bref séjour dans la salle d'embarquement de l'aéroport d'Alger, Mme Jaffé a été reconduite sous l'escorte d'un militaire dans l'appareil qu'elle venait de quitter et qui regagnait la France. « Je n'ai été autorisée à prendre contact ni avec le ministère algérien de l'intérieur ni avec l'ambassade de France, et je n'ai pu obtenir aucune explication de la part des personnes qui m'ont expulsée », a précisé au Monde Mme Jaffé qui a l'intention de demander des explications officielles au gouvernement algérien ainsi que le remboursement de son billet d'avion.

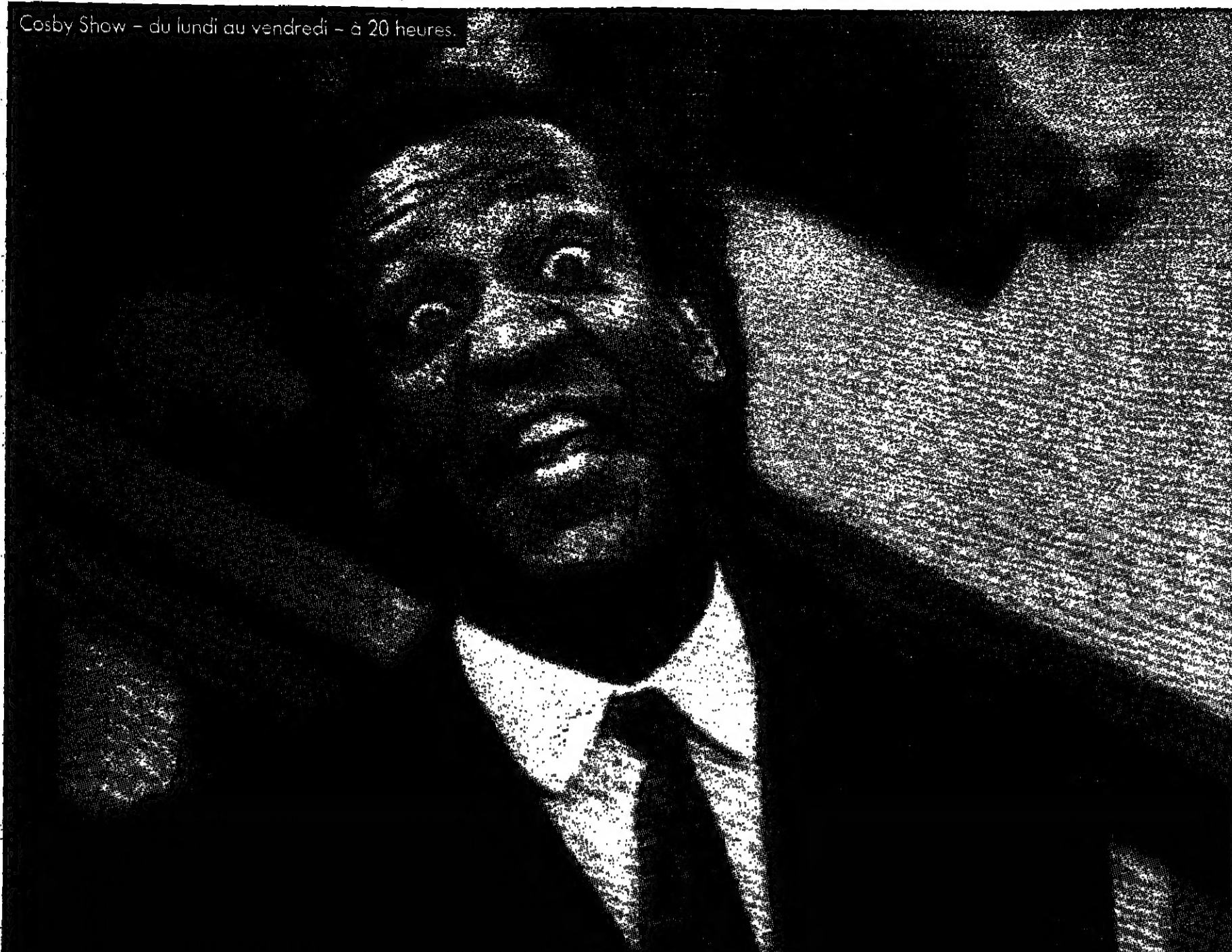
La présidente de l'AVRE avait obtenu samedi dernier sans aucune difficulté un visa algérien — professionnel et non touristique — à l'ambassade d'Algérie à Paris. En outre, elle avait rencontré lundi soir un responsable de l'ambassade — en

charge des affaires sociales — pour lui expliquer le motif de son voyage. Mme Jaffé avait été invitée à prendre la parole lors d'une réunion organisée par le comité médical algérien contre la torture. Cette réunion devait s'ouvrir mercredi. Mme Jaffé redoute que son expulsion témoigne de la volonté des autorités d'Algérie de limiter les contacts entre les médecins de ce pays et leurs confrères étrangers. Nombre de praticiens algériens ont tenu à marquer leur solidarité active avec les victimes de la répression d'octobre.

L'AVRE, une association à but non lucratif, dont l'objectif est d'aider les victimes de tortures à récupérer sur le plan physique et psychologique, a été créée en octobre 1984. Il y a trois ans, l'association a ouvert un centre de soins à l'hôpital de la Croix-Saint-Simon à Paris (20^e), qui a accueilli plus de cinq cent vingt personnes ayant subi des tortures dans leur pays. Les patients viennent pour la plupart de Turquie, d'Iran, de quatre pays d'Afrique noire, du Sri-Lanka, d'Asie du Sud-Est et d'Europe de l'Est (principalement d'URSS, de Tchécoslovaquie, de Hongrie et de Roumanie).

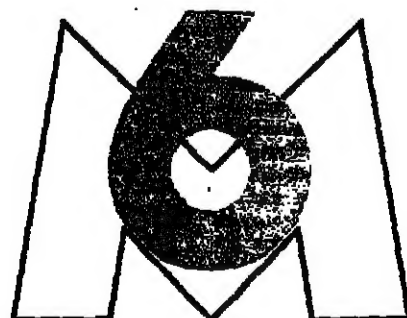
« Un appel en faveur du Soudan. — Devant la situation de génocide larvé au sud du Soudan », l'association Survie 89 lance un appel afin de contribuer à rompre le cercle de l'indifférence et susciter une volonté politique, au-delà des secours ponctuels. Le texte demande notamment au président de la République française, au secrétaire général de l'ONU et au secrétaire de l'Organisation de l'Unité africaine de tout mettre en œuvre pour « rechercher les voies d'une intervention adaptée à la menace d'un génocide » et susciter la solidarité. Parmi les signataires : S.E. Chelikh Abbas, recteur de la Grande Mosquée de Paris ; Michel Faucon, Peuples solidaires, Pte. CRID ; Susan George, écrivain, consultant des problèmes transmondiaux ; Brigitte Fossey, comédienne ; Jean Lacouture, écrivain, journaliste ; Monique Pelletier, ancien ministre ; Alain Rueland, agronome, ancien président de la CIMADE. * Survie 89, 25, rue Jacquemont, 75014 Paris. Tél. : 45-39-06-62.

Cosby Show - du lundi au vendredi - à 20 heures



**Sur M6 le présentateur de 20 h est noir,
et en plus il n'est pas présentateur.**

Après 6 minutes d'informations, M6 offre à ses téléspectateurs l'une des meilleures séries mondiales : le Cosby Show. M6, c'est un nouveau choix en télévision. La politique vous ennuie ? Regardez Cosby sur M6. Vous êtes fatigués des grandes variétés ? M6 vous propose un film ou un téléfilm. C'est ça une chaîne originale et complémentaire. Alors rejoignez les 6 millions de Français qui tous les jours choisissent M6.



M6. La petite chaîne qui monte, qui monte.

مكنا من الأصل

Europe

URSS : Un scrutin qui ne remet pas en cause la prééminence du Parti communiste

M. Gorbatchev a lancé la première « campagne électorale »

Des limitations délibérées

MOSCOU
de notre correspondant

En annonçant, en juin dernier, devant la conférence du parti que les « organisations sociales » seraient désormais représentées au Parlement par des députés élus en leur sein, M. Gorbatchev avait suscité de grands espoirs dans les milieux les plus réformateurs.

Déjà les milliers d'associations informelles, qui se sont multipliées sur tout le territoire soviétique depuis le début de la perestroïka, rêvaient de constituer des fédérations leur permettant d'aller siéger au futur congrès des députés du peuple. Déjà les fronts populaires des pays Baltes échafaudaient des stratégies parlementaires au service de leurs ambitions autonomistes, et déjà aussi l'on se demandait qui seraient les premiers à bénéficier de l'immunité garantie aux élus.

Dès la mi-novembre, ces rêves ont pourtant été dissipés par la nouvelle loi électorale qui stipule que pour être représentés au congrès, les organisations sociales doivent non seulement être dotées de structures à l'échelle d'une république (ce qui élimine les informelles), mais à l'échelle de l'Union aussi : ce qui accorde une représentation à la Société de lutte pour la tempérance mais pas au Front populaire estonien.

Un recul

Délibérées, ces limitations marquent un indubitable recul par rapport au projet adopté par la conférence du parti. Elles ont d'autant plus choqué que la répartition des sièges entre les organisations retenues est extrêmement contestable dans la mesure où, totalement sclérosé et fantomatique (malgré des effectifs pléthoriques), le Comité des femmes dispose, par exemple, de cinq fois plus de représentants que l'Union des écrivains ou celle des cinéastes.

Pratiquement inconnues jusqu'à présent d'aucunes associations, comme les Amis du livre, décrochent des sièges que rien ne justifie et les organisations de coopérateurs ou de protection de l'environnement ont systématiquement été bannies sous de mauvais prétextes juridiques.

A peine entamé, le processus électoral a déjà ainsi ses déceptions et ses déceptions : malgré d'indéniables et très concrètes nouveautés. « Contrairement à ce qui se passait autrefois, vient ainsi d'expliquer au livre un responsable des opérations de vote, il faut des isolés. Avant, on prenait son bulletin de vote et, hop ! presque au pas de charge, on se dirigeait vers l'urne et c'est à peine si on avait le temps de lire le nom de l'élu. C'est pourquoi une bonne partie des frais (150 millions de roubles) est destinée à la fabrication d'isolaires et autres équipements ».

B. G.

MOSCOU
de notre correspondant

Pas plus qu'au temps du brejnevisme ou du stalinisme, rien dans les prochaines élections législatives soviétiques ne pourrait remettre en question la totale prééminence du parti. C'est sans risque aucun, mais pas gratuitement pourtant, que M. Gorbatchev a averti mardi 10 janvier le comité central que « le crédit de confiance n'était pas acquis à jamais » aux communistes.

Officiellement ouverte depuis le 26 décembre dernier, mais véritablement lancée par ce discours du secrétaire général, cette campagne électorale sera en effet une première pour l'URSS. Pour la première fois des candidatures peuvent être proposées de la base, tout citoyen peut se présenter lui-même, et, le jour du scrutin, le 26 mars prochain, il y aura plusieurs candidats par circonscription.

Cela implique qu'il y aura réellement campagne, et quel qu'en soit le niveau, soudain promus au rôle de citoyens et électeurs, les Soviétiques vont découvrir un avant-goût d'affrontements politiques, dont la presse - M. Gorbatchev l'a répété mardi - a reçu mission de rendre largement compte.

Dans certaines circonscriptions, la bataille sera absolument féroce, opposant blanc bonnet et bonnet blanc, tous deux désignés par un appareil local que la perestroïka n'a pas entamé ; dans d'autres, la bataille sera ouverte entre candidats des réformes et candidats du statu quo. Dans d'autres encore, on verra s'affronter, sur un palier arrière-fond politique, deux générations, celle qui veut les garder. Ailleurs enfin, essentiellement dans les républiques dont le nationalisme s'est réveillé,

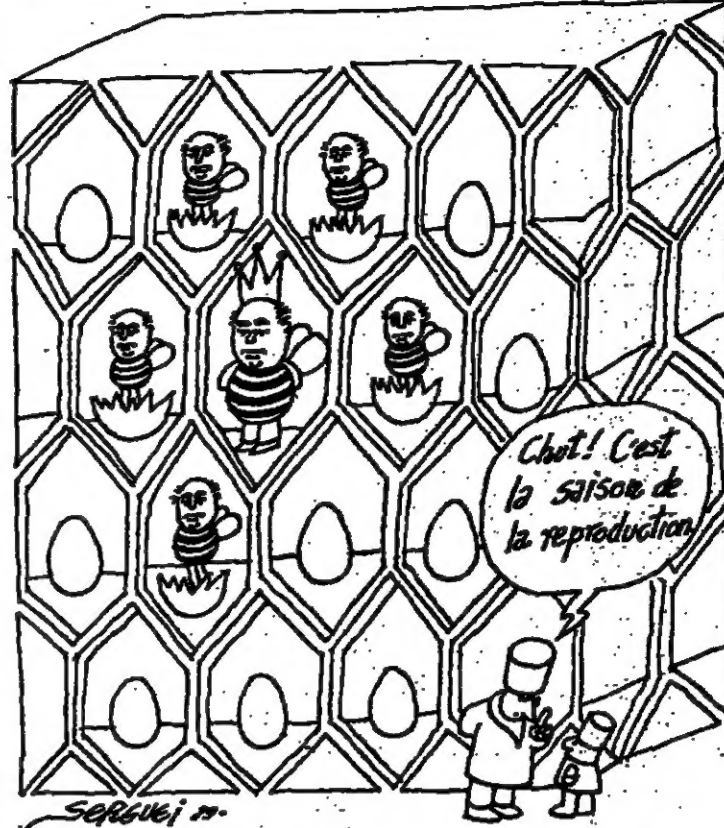
les enjeux seront autrement fondamentaux : là, dans certains cas, il pourra réellement s'agir de « choix de société ».

La seule chose sûre en un mot est que les situations seront extrêmement diverses, et cela d'autant plus que, parallèlement aux élections par circonscription, une quarantaine d'« organisations sociales » sont appelées à élire en leur sein un tiers des 2250 parlementaires qui siègeront au futur Congrès des députés du peuple. Ces organisations sociales vont du Parti communiste lui-même à la Société pansoviétique des philatélistes, et si toutes sont par définition légales - et rouges depuis toujours du régime - beaucoup d'entre elles sont aussi secouées par des débats internes qui en ont fait autant de bastions conservateurs, tantôt des bastions radicaux, tantôt des champs de bataille permanents.

Déjà largement entamé, le processus de sélection de ces 750 « députés d'organisations » est donc marqué (dans la presque totalité des cas) par des débats extrêmement vifs, aussi bien sur le choix des hommes que sur les orientations du pays. Et, là aussi, des propositions de candidature venues des secteurs de base aux décisions prises par les instances dirigeantes, la campagne est très diversifiée. Après avoir reçu de plus de 100 000 cellules ou directions locales 31 882 candidats, le bureau politique a ainsi fait adopter mardi par le comité central une liste de 100 candidats aux 100 sièges dévolus au parti.

Malaises traditionnels

Théoriquement, cette liste est maintenant soumise aux discussions de parti et ne sera définitivement



entérinée que le 16 mars prochain, à l'issue d'un nouveau plénum auquel sont conviés à prendre part les principaux dirigeants du pays, y compris militaires. En principe, cette liste peut donc être modifiée, mais il est clair que les plus mauvaises traditions ont été ici respectées et il est improbable que des changements significatifs soient introduits durant ces deux mois.

Il n'en reste pas moins qu'il y a eu, ce qui est nouveau, discussion à

la base, que dans d'autres organisations ce sont des congrès extraordinaires ou des conférences qui procéderont aux choix définitifs et qu'on semble s'orienter dans plusieurs d'entre elles vers l'apparition d'hommes nouveaux.

Rien ne menace la prééminence du parti puisque l'écrasante majorité des candidats, et plus encore des futurs élus, ont leur carte en poche, mais le danger évoqué par M. Gor-

batchev n'en est pas moins réel, car le futur Congrès comptera, aux côtés de députés directement élus par le parti et de députés élus dans les circonscriptions, d'autres parlementaires représentant, eux, l'Académie des sciences, l'Union des cinéastes ou les Jeunesses communistes dont l'effervescence n'a rien à envier à celle des pays Baltes.

Ce sera tout sauf le multipartisme, et, si exceptionnelle qu'elle promette d'être, cette campagne électorale n'en sera une que par comparaison avec les mauvaises farces de ces soixante-dix dernières années. Et néanmoins, quand M. Gorbatchev explique aux membres du comité central que le parti doit « justifier [son crédit de confiance] par sa pratique et sa théorie », et qu'il est plus que temps pour lui de « saisir pleinement ce qui est la dialectique de la vie publique », il ne fait que rappeler la réalité du défi auquel est confrontée la « force dirigeante » de l'URSS.

Défi du temps d'abord, puisque le parti finit maintenant, comme toute force politique dans l'Histoire, par être jugé sur son bilan, et défi sur tout de son propre secrétaire général qui le secoue de l'intérieur, balaise ses dogmes et lui crée même une situation électorale pour tenter de le sortir de son agonie léthargique.

Si réticent et prudemment mené qu'il soit (voir encadré ci-contre), ce jeu a sa propre dynamique - comme toute la perestroïka - et M. Gorbatchev n'avait pas tort non plus en déclarant dans ce même discours : « Dans les conditions de l'actuelle campagne électorale, nous pouvons avoir affaire à des phénomènes totalement nouveaux ».

Ces phénomènes ne seront pas forcément tous « positifs », a-t-il ajouté, en appelant le parti à ne pas seulement faire preuve d'audace mais de vigilance aussi.

BERNARD GUETTA.

Le bateau et le train français pour l'Arménie sont arrivés à destination

Le bateau, le train et dix-sept camions partis de France avec 100 tonnes de dons privés et gouvernementaux collectés pour les victimes du séisme d'Arménie sont arrivés à destination, a-t-on appris mardi 10 janvier à Erevan, auprès des responsables de ces opérations.

Le bateau, la *Paimpolaise*, parti le 30 décembre, était arrivé samedi au port de Pori, en Géorgie, sur la mer Noire. Trois trains devaient partir mardi avec son chargement, directement vers la ville sinistrée de Leninakan, accompagnés par des représentants des organisations non gouvernementales (ONG) donatrices.

Un train de quarante-trois wagons, parti de France le 28 décembre, a commencé mardi à être déchargé à la gare d'Erevan, a indiqué M. Claude Matoufian, de SOS-Arménie-Croix-Blanche. Après avoir traversé, en un temps record pour l'URSS, 4 500 kilomètres en territoire

soviétique, le train a cependant dû faire un aller-retour entre la gare d'Erevan et celle, située plus au sud, de Massis, engorgée par les wagons amenant des secours de toute l'URSS.

Soixante-six bungalows de chantiers

Enfin, dix-sept camions du convoi des postes, partis le 29 décembre, sont arrivés mardi et stationnent sur la place Lénine à Erevan, face au ministère des postes arménien.

L'aide ainsi apportée va de soixante-six bungalows de chantiers - don de la CEE - à des centaines de tonnes de vêtements, farine, nourriture, médicaments et matériel - médical aussi bien que logistique. Cet afflux d'aide ne va pas sans poser des problèmes de stockage et de distribution. Le principe de l'indispensable collaboration entre les antennes sur place des diverses ONG et les autorités arméniennes semble maintenant admis de part et d'autre. - (AFP.)

DANEMARK

Un conservateur devient président du Parlement

COPENHAGUE
de notre correspondante

Le premier ministre danois, M. Poul Schlüter, a procédé, mardi 10 janvier, à un mini-remaniement de son gouvernement tripartite de centre droit, constitué en juin 1988. Cette opération avait été rendue nécessaire par la démission prévue de M. Svend Jakobsen (social-démocrate) de la Chambre unique, le Folketing.

La succession de M. Jakobsen avait donné lieu durant trois semaines à des tractations, les différentes formations de l'Assemblée n'arrivant pas à se mettre d'accord sur le nom d'un candidat susceptible de recueillir un consensus aussi large que celui dont jouissait le président sortant, en poste depuis 1981. Finalement, c'est le conservateur Erik Ninn-Hansen, ministre de la justice depuis 1982, qui l'a emporté par trois voix seulement (75 contre 72) sur l'ancien premier ministre social-démocrate, M. Anker Jørgensen, présenté par la gauche.

Agé de soixante-six ans, M. Erik Ninn-Hansen est le doyen d'ancienneté du Parlement. Il a été ministre de la défense (1968-1971) et des finances

(1971) dans une précédente coalition non socialiste. Il aura pour successeur la justice le professeur Hans Peter Clausen (conservateur), spécialiste du droit public, ancien ministre de la culture.

M. Knud Oestergaard, qui fut ministre de la défense, hérité des travaux publics et des transports, M. Torben Rechendorff devient ministre des télécommunications et des médias.

Toutes ces modifications ne concernent que des représentants du Parti conservateur du premier ministre, M. Schlüter, qui renforce ainsi sa position à l'Assemblée puisque le président du Parlement est le troisième personnage de l'Etat.

CAMILLE OLSEN.

ROUMANIE : la destruction des villages

Les ennemis de M^{me} Cornea

La dissidente roumaine Doina Cornea, dont on était sans nouvelles depuis le 14 novembre, a déclaré au correspondant de l'AFP, à Bucarest, qu'elle « avait été harcelée et constamment suivie dans tous ses déplacements » au cours des derniers mois mais qu'elle n'avait pas été arrêtée. Dans un entretien accordé samedi à son domicile de Cluj (Transylvanie), cette enseignante de cinquante-neuf ans a précisé que son téléphone était coupé et qu'elle était privée de courrier.

M^{me} Cornea, qui avait écrit en septembre au chef du parti et de l'Etat roumain, M. Nicolae Ceausescu, pour protester contre le plan de destruction des villages et avait donné en novembre une interview à un journaliste de la radio-télévision belge, a indiqué qu'elle avait été convoquée par la milice locale à deux reprises, en septembre et en novembre. « Je me considérais comme bloquée à mon domicile (...). J'ai été harcelée, de même que les amis qui voulaient me contacter. Jusqu'au 5 janvier, un poste de contrôle était installé devant ma maison », a-t-elle ajouté.

Le chef de la délégation britannique à la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe (CSCE), M. Laurence O'Keefe, avait exprimé au début du mois, devant cette conférence à Vienne, son « inquiétude » sur le sort de M^{me} Cornea.

Selon les observateurs, les autorités roumaines ont permis cette interview et cet entretien téléphonique pour ne pas être sur la sellette à quelques jours de la fin de la CSCE.

« La Roumanie est en pleine misère économique. La destruction des villages s'y poursuit mais elle s'est ralentie depuis l'été dernier, lorsque les protestations contre le programme d'aménagement du territoire ont été les plus vives », a déclaré, le 10 janvier, à Vienne l'AFP à son retour d'un voyage d'une semaine fin décembre dans ce pays M. Pius Strobl, secrétaire général du parti des Verts autrichiens.

Se référant à ses observations et à « des dizaines de conversations » avec des Roumains, M. Strobl, qui était accompagné par deux de ses collaborateurs, a indiqué que « les conditions de vie » étaient « catastrophiques et intolérables dans les nouveaux immeubles où ont été forcés d'emménager les habitants des maisons détruites ».

Lors d'un voyage privé en voiture au cours duquel le groupe a réussi à échapper à la vigilance des autorités policières, les trois Autrichiens ont assisté à des démolitions de maisons dans le village de Cernătești à 25 kilomètres au nord-est de Bucarest et visité en Transylvanie deux autres villages en cours de destruction. Ils ont visité les nouveaux immeubles, dans lesquels « les habitants ne disposent que d'une seule salle de bain et d'un seul cabinet pour trente appartements de deux à trois pièces où, fin décembre, régnait une température de 4 à 5 degrés Celsius ».

(Publicité)

GIULIO ANDREOTTI À ARABIES

L'énigmatique chef de la diplomatie italienne, doyen de la classe politique européenne, se livre à un essai sur « l'horizon » du Maghreb à la Palestine et de l'Iran à la Corne de l'Afrique... Une contribution précieuse au Collège sur le paix en Orient, organisé au Sénat les 12 et 13 janvier.

Dans le numéro de janvier d'Arabes en kiosques et en librairies 78, rue Joffroy 75017 Paris Tél. : 46.22.34.14

● RFA : vingt-huit mois de prison pour le vol d'archives nazies. - Le principal inculpé dans l'affaire du vol des documents du Centre d'information sur le nazisme de Berlin, administré par les Etats-Unis (le Monde du 6 avril 1988), a été condamné, lundi 9 janvier à Berlin-Ouest, à vingt-huit mois de prison.

Alfred Darko, quarante-huit ans, ancien chef du service photographique du centre, était accusé d'avoir vendu entre 1983 et 1987 plus de quatre mille documents pour environ 45 000 DM. Trois brocanteurs et propriétaires de salles de vente en RFA ont été condamnés pour recel à des peines d'années et de prison avec sursis. - (AFP.)

PAYS-BAS : l'accueil des demandeurs d'asile

Les sénateurs défendent l'hospitalité néerlandaise

AMSTERDAM
de notre correspondant

« Un train de sénateurs », M. Frits Kortbeek-Altes, le ministre de la justice, s'est déclaré ce jour-là, la première Chambre du Parlement - la Chambre basse - a reporté de six jours l'adoption d'une loi dite... d'urgence, réglant les conditions d'accueil des demandeurs d'asile à l'aéroport Schiphol d'Amsterdam. Le 21 décembre dernier, les sénateurs avaient déjà refusé de débattre - ils étaient à deux jours de la fin de leur session. Rendez-vous avait été pris pour cette semaine.

L'urgence invoquée par le ministre ne les convainc pas. Même en tout cas que les députés qui avaient voté le 15 décembre cette loi, quatre jours seulement après qu'un arrêt de la Cour suprême, la plus haute instance judiciaire du pays, eut déclaré illégale la « détention » des demandeurs d'asile dans un centre d'accueil spécialement construit à Schiphol en 1986.

Dans l'attente de l'examen de leur requête, les réfugiés ne pouvaient ni sortir des bâtiments, ni

recevoir des visites, situation assimilée à une privation abusive de liberté. M. Frits Kortbeek-Altes souhaite « légiférer » le centre de Schiphol en modifiant la loi en vigueur sur les étrangers, mais une majorité du Sénat voit derrière cette simple retouche une volonté plus large du gouvernement de durcir les conditions d'accueil des réfugiés aux Pays-Bas.

Les chrétiens-démocrates notamment, dont la position est décisive, réclament des garanties et insistent sur le respect de la tradition néerlandaise d'hospitalité et de la Convention européenne des droits de l'homme. Ils ont remarqué que, depuis son adoption en 1987, le nombre des demandeurs d'asile aux Pays-Bas a régressé de 13 500 à 7 500. A leurs yeux, la législation actuelle est suffisamment dissuasive et elle est aussi appliquée sans concessions, comme l'illustre l'expulsion samedi 7 janvier de deux femmes syriennes et de la fille d'une d'elles, âgée de quatre ans.

Elles étaient arrivées avec plusieurs dizaines de leurs compatriotes il y a trois ans pour fuir, selon leurs dires, les persécutions antichrétiennes en Syrie. Leur

groupe avait trouvé abri au sein d'une communauté de deux cent cinquante chrétiens orthodoxes à Enschede, dans l'est des Pays-Bas, et avait commencé à s'intégrer : plusieurs enfants fréquentaient des écoles néerlandaises, mais à la fin de l'année dernière les autorités judiciaires rejettent les demandes d'asile.

Les dix familles syriennes se réfugiaient alors dans la clandestinité, sauf quatre personnes qui, pour des motifs mystérieux, se présentèrent à la police le 3 janvier. Un homme fut relâché pour des raisons médicales. Deux femmes et un enfant furent en revanche appréhendés et détenus pendant quelques jours - dans l'espoir vain que leurs parents s'en livrent - à leur tour - puis expulsés en fin de semaine dernière, malgré un ultime référendum et l'intervention pressante du conseil municipal d'Enschede.

Ces trois personnes auraient été arrêtées et emprisonnées dès leur arrivée à Damas, affirme l'association néerlandaise Vluchtelingenwerk, qui défend les intérêts des demandeurs d'asile aux Pays-Bas.

CHRISTIAN CHARTIER.

SAVIMBI
DEMAIN LA LIBERTÉ

Ce livre brûlant d'actualité
cristallise la vérité et chante la liberté

432 pages - 150 F

NOUVELLES ÉDITIONS LATINES
1, rue Polaire - 75006 PARIS

Y. BRÉHÉRET - E. SABLIER
O. D'ORMESSON Député Européen

SAVIMBI
DEMAIN LA LIBERTÉ

Ce livre brûlant d'actualité
cristallise la vérité et chante la liberté

432 pages - 150 F

NOUVELLES ÉDITIONS LATINES
1, rue Polaire - 75006 PARIS

Asie

Une étape charnière dans l'histoire de l'archipel

L'avènement d'un nouvel empereur est pour les Japonais l'occasion de se libérer des fantômes et des tabous du passé

TOKYO
de notre correspondant

Le Japon vit plus qu'une simple succession dynastique, un moment d'accélération de son histoire. Une page est tournée, et quelle page ! L'ère Showa (1926-1989), celle du règne de l'empereur Hirohito. Soixante-deux ans (1) qui concentrent la saga du Japon moderne : l'entrée à part entière de l'archipel dans le concert des grandes nations, fruit de la restauration de Meiji (1868), le militarisme, la guerre du Pacifique, la défaite, l'occupation américaine, le redressement économique et, aujourd'hui à nouveau, la puissance. La figure de Hirohito plane sur ce cortège de tragédies, sur les ruines comme sur la renaissance du Japon.

Si sa disparition revêt une telle importance, ce n'est pas seulement parce que le Japon est un pays de rituel et que la droite a refait du monarque constitutionnel de l'après-guerre une figure tabou. C'est aussi parce qu'elle est obscurément ressentie, même par les Japonais indifférents au système impérial, comme le symbole de quelque chose qui s'achève. Au début du siècle, l'émir vain Sasaki Nakano, écrivant à propos de la mort de l'empereur Meiji : « L'esprit d'une génération disparaît avec lui. Le pauvre Cœur des hommes ». La fin de l'ère Showa présente des similitudes avec cette époque.

« La liquidation de la guerre »

Au-delà du débat sur ce « temps des empereurs » qu'instaure le système des trônes et qui semble couper le Japon de l'histoire du reste du monde, il y a dans l'avènement de l'ère Heisei, celle de l'empereur Akihito, la solennité des ruptures inaugurales. Elle coïncide avec un moment où le Japon est appelé à — et entend — jouer un rôle international à la mesure de sa puissance éco-

nomique. Et elle est perçue par beaucoup comme l'occasion de tirer un trait sur une mémoire déchirée.

Le camp conservateur compte donner à la disparition de Hirohito la signification d'une libération des stigmates de la défaite. Exploitant le néo-nationalisme diffus né de la fierté des succès économiques, il s'emploie à panser la politique poursuivie par l'ex-premier ministre Nakasone, « la liquidation de la guerre » : en d'autres termes, il s'agit de se dégager définitivement de la mauvaise conscience pour recouvrer une « authentique indépendance ». Ce qui, aux yeux de beaucoup, implique à terme une révision des contraintes constitutionnelles imposées par les Américains en 1945.

Une telle tentative s'efforcera-t-elle subrepticement ou donnera-t-elle lieu à un débat ? La mort de Hirohito constitue la première occasion depuis la guerre d'une réflexion sur l'avenir d'une société emportée depuis quarante ans par un changement incessant qui semble l'avoir dispensée de s'interroger sur elle-même.

Les questions sont là : le passé et ses responsabilités ; le sacré qui tend aujourd'hui à envahir l'espace laïque ; enfin le rôle international d'un pays qui a appliqué avec la tragique efficacité que l'on sait les recettes « impérialistes » des grandes nations qu'il s'efforçait d'égaler, et qui est aujourd'hui l'« enfant terrible » de l'équilibre économique mondial.

La disparition de Hirohito paraît lever une hypothèque. Cet homme à la silhouette frêle, aux gestes saccadés, chaplinesques, entretenait une curieuse familiarité avec l'opinion publique. Selon le professeur Shuichi Kato, il était cependant moins le symbole de l'unité des Japonais — comme l'affirme la Constitution — que de leur division. Si la majorité accepte le système de monarchie constitutionnelle actuel, les attitudes à l'égard du trône ne sont en rien unanimes ; elles vont de

Treize étudiants ont été arrêtés, mardi 10 janvier à Tokyo, au cours d'une violente manifestation contre le régime impérial. A Okinawa, dans le sud du pays, un poste de police a été incendié lors d'une attaque attribuée à un groupe extrémiste. En outre, le gouvernement japonais a annoncé que le coût des funérailles de Hirohito s'élèvera à 360 millions de francs. Près du tiers sera consacré à assurer la sécurité des cérémonies, auxquelles devraient assister les représentants de plus d'une centaine de pays, dont le nouveau président américain George Bush.

la nostalgie à l'indifférence en passant par l'opposition ouverte. Les jeunes entrent dans la deuxième catégorie. La génération de la guerre est partagée. Mais s'il divise les Japonais, Hirohito les soude aussi dans une troublante complicité.

Une complicité partagée

En son nom ont été commis bien des crimes. Ceux qui en furent complices comme ceux qui ne furent que les simples exécutants — toute une génération — se sentaient obscurément liés dans une complicité partagée à cette figure emblématique des erreurs comme du repentir. Une faute souvent vécue comme une sorte de fatalité. Sans doute, nombre de Japonais condamnent-ils la guerre d'agression que mena leur pays, mais ils n'en pensent pas moins aussi que celui-ci fut contraint au combat, afin de disposer, par la maîtrise d'un espace, d'une liberté d'action que lui niaient les grandes puissances.

La nature même du régime totalitaire des années 1930 et 1940 facilite cette perception du passé. Au Japon, l'ultranationalisme n'a jamais eu de structure conceptuelle solide. Il n'eut pas plus de *Mein Kampf* que de dictateur ou de parti unique. Il est difficile, en outre, de marquer clairement le moment où le système politique de Meiji bascula dans le totalitarisme. Une telle perception concourt, comme d'ailleurs le démontrent les audiences du tribunal de Tokyo (pendant de celui

de Nuremberg), à créer un sentiment d'« irresponsabilité collective ». A cela s'ajoutent les explosions atomiques de Hiroshima et de Nagasaki, qui semblent avoir « lavé » des mémoires les crimes antérieurs. Les Japonais se sentent davantage le « premier peuple atomisé du monde » que responsables de millions de morts en Chine et dans le reste de l'Asie.

Aussi, excepté par ceux qui ont une vision historique et politique tranchée, Hirohito était-il perçu comme la figure expiatoire qui avait justifié leurs actes, mais aussi comme l'homme qui avait eu le courage de se rendre, qui avait souffert et subi avec eux la défaite.

Comment Hirohito entrera-t-il dans une histoire largement manipulée par les manuels scolaires ? La responsabilité de l'institution impériale est indubitablement engagée

dans la dérive totalitaire ; celle de l'individu l'est aussi, moralement. Le moins qu'on puisse dire est qu'il laissa faire. Pourquoi-il agit autrement ? C'est aux historiens de le dire. Le silence actuel sur cette question est révélateur : le Japon moderne n'a jamais regardé en face les démons de la guerre.

« Liquidier l'après-guerre » n'est pas seulement un mot d'ordre des nostalgiques : y souscrit une bonne partie de la génération qui sera demain à la tête du pays et qui estime que les fantômes du passé ne doivent plus être l'aune des choix du présent. Le Japon puissance militaire ? Le Japon puissance nucléaire ? Pourquoi pas ? « Si notre pays entend occuper la place qui lui revient du fait de sa puissance économique, il doit avoir les moyens d'asseoir sa crédibilité », font valoir les « jeunes loups » de l'administration.

Une jeune génération largement ignorante de l'histoire en raison de son apolitisme, mais aussi d'un enseignement éludant les responsabilités du passé et d'un néo-nationalisme latent fruit des succès, et qui facilitent la tâche des dirigeants souhaitant voir le Japon se dégager des contraintes et des tabous de l'après-guerre. Depuis la période de « consensus par la croissance » du début des années 60, le débat politique a été neutralisé par

le monopole du pouvoir détenu par le parti conservateur. Aujourd'hui, les grands objectifs ont été atteints. D'ici, l'atmosphère du scandale politico-boursier Recruit, dans lequel est impliquée toute la classe dirigeante, a entamé leur image. Mais ils ont cependant un atout majeur : une opinion publique d'« avant » docile lorsqu'on ne touche pas directement aux intérêts acquis.

Ce conservatisme politique va de pair avec un conformisme social prononcé. Dans un tel contexte, le système impérial est loin de n'être qu'une survivance passiste : c'est une force stabilisatrice du conservatisme.

Le camp conservateur estime enfin qu'il est important de renforcer le ciment national au moment où le pays s'internationalise. Or l'idée moderne de nation est relativement jeune au Japon : née à l'époque Meiji, elle fut construite autour de l'empereur et de l'Etat-famille. La Constitution de 1946 a conjugué le système impérial et la souveraineté populaire, donnant naissance à une conception hybride de la nation : la continuité culturelle de celle-ci s'identifie à la figure impériale en faisant implicitement peser une hypothèque sur la souveraineté du peuple.

PHILIPPE PONS.

(1) C'est à partir de la restauration de Meiji (1868) que fut retenu le principe d'une ère par règne impérial.

New York/Paris/Jérusalem

On les dit secrets
Ils adorent la pub

(Publicité)

Mille cent vingt mercis !

Mille cent vingt mercis, c'est autant de Boeing 737 de la nouvelle génération vendus ferme par Boeing. Et autant de bravos que nous adressons à la SNECMA pour un triomphe que nous sommes fiers de partager avec elle : plus de mille commandes en cinq ans. Un record.

Nos nouveaux 737 sont tous équipés de moteurs CFM56, créés et coproduits en France par la SNECMA dans le cadre de CFM International. Pour répondre aux besoins des compagnies aériennes

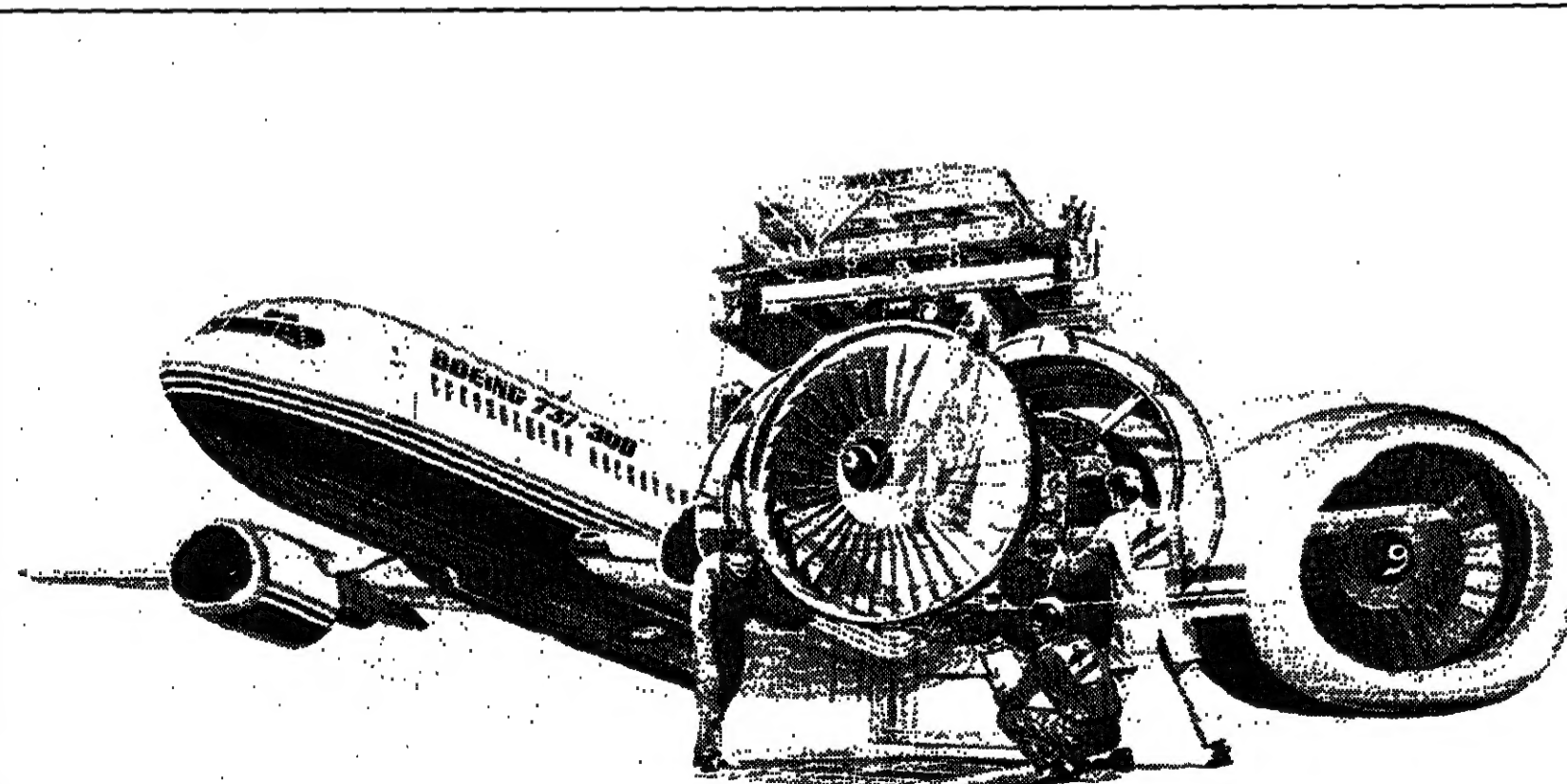
du monde entier et faire du 737 un succès sans précédent, des modifications majeures ont été apportées au CFM56. La SNECMA a pris en charge une grande partie de leur conception technique et engagé des investissements considérables en réoutillage.

Ce partenariat exemplaire a porté ses fruits. Le 737 de la nouvelle génération est peu bruyant, économe

en carburant, ses coûts d'exploitation sont les plus bas de sa catégorie et sa fiabilité est la plus élevée. Le 737 est le courrier à réaction le plus vendu dans l'histoire de l'aviation.

Un grand bravo également à nos nombreux autres fournisseurs français qui, avec la SNECMA, nous permettent de rapporter, sur nos seuls avions civils, plus d'un million de dollars par jour à la France.

BOEING



Enquête

PACIFIQUE SUD : la stratégie des grandes puissances

Faut-il encore avoir peur

PAPETE
de notre envoyé spécial

FAUT-IL avoir peur des Russes ? Sous les coccodons de la réputation paradisiaque, aux antipodes de l'Europe et donc de Moscou, la question peut paraître incongrue. Pourtant en Polynésie française, où l'on teste notre force de frappe, la méfiance est de règle contre les adversaires potentiels et les curieux, qu'ils soient communistes ou néo-zélandais ; l'organisation Greenpeace en a eu la preuve avec le *Rainbow Warrior*, coulé par des « hommes grenouilles » français dans le port d'Auckland en 1985. Mais cette crainte des Russes remonte bien plus loin dans la région : dès 1859, les Néo-Zélandais avaient pris aux Maoris, dans ce qui est aujourd'hui Auckland, quelques arpents en bord de mer pour construire des positions de défense contre la flotte russe. En 1905 et pour les mêmes raisons, les Australiens bâtaient un fort dans la baie de Sydney.

Dans cet océan Pacifique, les Soviétiques ont longtemps fait d'autant plus peur qu'ils étaient peu présents. Le manque de finesse de leur diplomatie ou l'invasion de l'Afghanistan n'avaient pas de quoi séduire les démocrates australiens et néo-zélandais ou les nouveaux pays insulaires, coulés dans le moule d'un christianisme omniprésent. Les puissances blanches (Etats-Unis, Australie, Nouvelle-Zélande, mais aussi France) faisaient tout pour décourager des contacts entre Mélanésiens, Polynésiens, Micronésiens et les émissaires du Kremlin.

L'URSS d'ailleurs était au centre de la longue polémique entre la France et les Etats du Pacifique à propos de la Nouvelle-Calédonie. Paris a en effet longtemps affirmé qu'en s'opposant à l'indépendantisme des Canaques il lutait pour la défense de l'Occident. Les autres capitales jugeaient au contraire que la poursuite des troubles risquait de déstabiliser la région, créant un appel d'air dont les Soviétiques pourraient profiter pour s'implanter dans la seule partie de la planète dont ils étaient tenus à l'écart. Et de tirer argument des initiatives — peu suivies d'effet — du bouillant colonel Kadafi, à

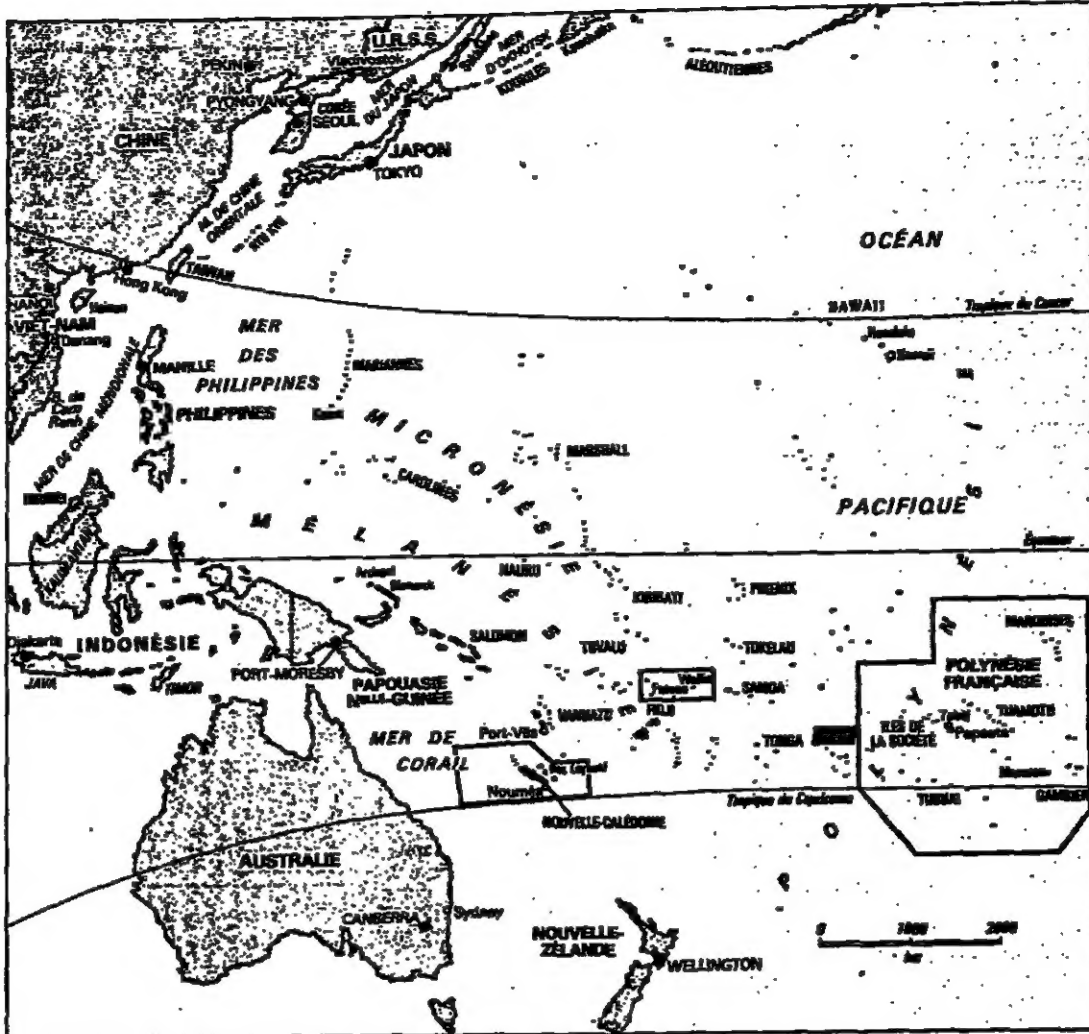
Vanuatu, mais aussi chez les Canaques, les aborigènes australiens ou les Maoris.

Les essais nucléaires à Mururoa ont suscité un débat du même ordre. Echaudés par les tests britanniques et américains, les pays de la région sont devenus allergiques à la bombe, qu'ils ont excommuniée par le traité de Rarotonga. « Allez donc la faire exploser chez vous ! », disent-ils chacun à sa manière. Tandis que, pour les Français, il s'agit non seulement d'un moyen de dissuasion national, mais aussi d'une participation à la sécurité d'un monde libre qui s'étend jusqu'aux mers du Sud. Longtemps responsables de ce dialogue de sourds, ces profondes divergences cèdent graduellement la place à des contacts entre partenaires ayant des vues différentes. « Il n'y a aucune raison que nos relations soient moins bonnes que celles que nous entretenons avec l'URSS », disaient, il y a un an, à l'ancien ministre de la défense André Giraud les dirigeants australiens.

La popularité de M. Rocard

Paris a réalisé l'effet désastreux du splendide isolement dans lequel se complaisaient les TOM, ainsi que la nécessité, pour reprendre des propos entendus à Papeete, « de bien traiter, de ne pas mépriser les Etats du Pacifique et de reprendre contact avec eux. Il vaut mieux leur faire connaître notre volonté et notre présence. » « Nous devons accepter le fait que les essais nucléaires sont un problème sur lequel nous ne pouvons nous mettre d'accord. Mais cela ne doit pas être et ce n'est pas un obstacle majeur dans nos relations », répond-on à Canberra à cette évolution, qui tranche avec l'attitude abrupte du gouvernement Chirac.

L'image de la France a bénéficié de l'accord de Matignon entre caldoches et Canaques, et la popularité de M. Rocard est grande dans le Pacifique. D'autant que le premier ministre français y dispose de deux atouts sensibles : il est protestant et il s'intéresse depuis longtemps au secteur. En outre, Paris a mis en place en 1988 une commission interministérielle sur le Pacifique sud, dirigée par l'ambassadeur



Philippe Baudet, et a donné au chef du gouvernement de Polynésie, M. Alexandre Léonideff, une lettre de mission lui permettant de discuter avec les Etats voisins des problèmes de pêche. Ministre délégué auprès du ministre des affaires étrangères, Mme Edwige Avice se rendra le mois prochain dans le Pacifique.

Cette évolution se produit alors que le Pacifique, jusqu'alors stable et conservateur, entre dans une nouvelle période. Les institutions démocratiques héritées de la colonisation, les alliances exclusives avec l'Occident, la stabilité, ne peuvent plus être tenues pour entièrement acquiescées par les nouvelles générations qui arrivent au

pouvoir dans des conditions économiques difficiles, comme on l'a vu à Fidji ou à Vanuatu. Au même moment, avec le discours de Vladivostok de 1986, l'URSS de M. Gorbatchev a réaffirmé sa vocation de puissance du Pacifique. Mais cette fois, les « rouges » font preuve de souplesse, envoient des diplomates plus sophistiqués — donc plus dangereux, craignent certains — qui pratiquent plus la séduction que la subversion ouverte.

Ainsi l'ambassadeur soviétique à Wellington a-t-il visité par trois fois les îles Cook en un an et négocié-il avec la Nouvelle-Zélande l'installation d'une base

de pêche. Moscou souhaite ouvrir une ambassade à Port-Moresby, qui serait la première dans un Etat insulaire, et négocie le renouvellement de son accord de pêche avec Vanuatu. Les visites de délégations se multiplient, les invitations et les honneurs aussi. Les Soviétiques se livrent à d'importants travaux océanographiques, renouant avec une ancienne tradition maritime russe dans la région.

« Ni le Nicaragua ni l'Albanie ! »

Mais la flotte soviétique du Pacifique, la plus puissante, ne s'aventure pas dans le Pacifique

sud, qui demeure la chasse gardée des marines occidentales. « Un déploiement de navires de combat serait un élément nouveau, inquiétant, contre-productif pour la politique d'ouverture du Kremlin », estime un militaire. Il n'empêche que Moscou ne peut que se réjouir du développement du sentiment antiaméricain et des divergences entre alliés.

« Il n'y a aucune évidence de présence militaire soviétique », affirme le ministre néo-zélandais des affaires étrangères, M. Russell Marshall, un ancien prédicateur méthodiste. L'URSS est une puissance légitime dans le Pacifique sud. Nous sommes à son égard de nos relations. Mais notre mémoire reste fraîche. « Nous ne sommes ni le Nicaragua ni l'Albanie. Nous avons des affinités naturelles avec l'Occident, et toutes les marques de l'alignement. Nous ne sommes pas non alignés », ajoute le premier ministre, M. David Lange. Précision qui n'est pas inutile de la part d'un pays dont l'opinion dérive vers le neutralisme et le non-alignement, et dont l'alliance avec les Etats-Unis au sein de l'ANZUS s'est brisée sur la question nucléaire.

Ce qui n'empêche pas M. Lange, en dépit de fortes pressions venues de son propre parti, de négocier avec Canberra sur la construction en commun de frégates, nécessaires pour patrouiller la haute mer de l'équateur à l'Antarctique. Or l'Australie demeure l'allié le plus sûr des Etats-Unis dans l'hémisphère sud. Le rapport du ministre néo-zélandais de la défense de 1987 insiste par ailleurs sur les « obligations » de défense envers certains micro-Etats et sur la nécessité de se prémunir contre le terrorisme. « Comme l'a prouvé le *Rainbow Warrior* ! »

Devant la valse-matrimoniale de leur voisin, les Australiens ne cachent pas leur inquiétude. « Nous leur devons clairement », écrit le *Canberra Times*. Les affaires étrangères Gareth Evans, qu'ils ne peuvent s'attendre à ce que nous remplissions nos obligations de défense s'ils ne font pas un effort de leur côté en conservant une marine de haute mer. S'ils ne participent pas au projet de frégates, ils n'auront plus de défense crédible.

La Nouvelle-Zélande à l'épreuve du nationalisme maori

Waitangi
de notre envoyé spécial

DANS ce superbe site touristique de la Bay of Islands, un gazon à l'anglaise entoure une petite bâtisse de style colonial. C'est là qu'en 1840 Britanniques et chefs maoris signèrent le traité de Waitangi par lequel les insulaires polynésiens reconnaissent la souveraineté de la reine Victoria sur Aotearoa, la terre du long nuage blanc. Un musée retrace l'histoire des deux îles devenues Nouvelle-Zélande. Chaque année, le 6 février, le pays célèbre le « Jour de Waitangi », resté longtemps jour de honte pour bien des Maoris. Car, derrière le folklore, comme la danse guerrière à laquelle se livrent les rugbymen des All Blacks avant chaque match, la réalité est moins pittoresque.

Les Maoris ne sont plus ces gentils sauvages qui dansent en tirant la langue sur du vert gazon. En trente ans, 80 % des pêcheurs et paysans se sont urbanisés, déracinés, dans des banlieues modestes. Ils y ont appris à vivre dans un monde moderne qui dévore les plus faibles comme eux-mêmes dévoreraient jadis leurs ennemis. Mais, les premiers à quitter l'école, à être licenciés, les plus nombreux à toucher l'allocation-chômage, perdant rapidement leur langue et leurs coutumes, occupant les emplois non spécialisés (dockers, ouvriers des usines), ils se situent loin derrière les Pakehas, les Blancs, sur tous les indicateurs statistiques. Ils souffrent plus que tout autre de la brutale restructuration économique. Les jeunes, sans travail, traînent dans les rues, hors de la protection des structures tribales traditionnelles. C'est ainsi que les Maoris forment plus de la moitié de la population carcérale.

Et pourtant ils ne représentent que 12,5 % des Néo-Zélandais, chiffre auquel s'ajoutent plus de 3 % d'immigrants polynésiens. Majoritaires il y a cent cinquante ans, réduits à 5 % il y a un siècle, ils pourraient atteindre, grâce à leur taux de natalité plus élevé, 19 % dans vingt-cinq ans. Si l'on tient compte

sous d'une émigration croissante des Pakehas, l'équilibre ethnique du pays est en train de se modifier.

On pourrait dire cyniquement que la plus grande erreur des colonisateurs venus de l'autre bout du monde fut de conclure un traité avec les indigènes, même s'ils n'avaient pas l'intention de le respecter. Car, depuis lors, les choses ont changé, et les Maoris ont pris conscience de leurs droits. Le traité, considéré pendant un siècle comme un chiffon de papier, est devenu un des fondements juridiques de la Nouvelle-Zélande d'aujourd'hui. Après avoir été spoliés de leurs terres ancestrales et contraints de vivre en étrangers sur leur propre sol — où ils étaient arrivés il y a six siècles —, les Maoris se sont réveillés. Pour assésir leurs droits, ils ont ressorti un texte qui, pour les nouveaux venus, n'avait le plus souvent qu'une valeur historique, et demandent à celui-ci de respecter enfin leurs engagements. Longtemps blanche, la Nouvelle-Zélande serait-elle en train de devenir une nation multiraciale ?

La traite et le requin

Pendant des années, les protestations maories furent le fait d'individus excentriques, comme celui qui dévoila son postérieur lors d'une visite de la reine Elisabeth. Elles ont pris de l'ampleur avec le renouveau des revendications foncières et la radicalisation des intellectuels. En 1975, le gouvernement travailliste a reconnu les droits des Maoris en créant un « tribunal de Waitangi » chargé de faire des recommandations sur l'application du traité. De retour au pouvoir en 1984, le Labour convoqua un Hui (conférence des représentants maoris) et donna le droit au tribunal de recevoir les plaintes des tribus spoliées remontant jusqu'à 1840. Le temps de l'assimilation — « l'association de la traite et du requin », dit le proverbe maori —, est passé de mode. La société doit devenir « une mosaïque », selon un responsable du département des affaires maories.

La saga du renouveau maori passe par quelques étapes célèbres : ainsi l'occupation pendant cinq cent sept jours (en 1977-1978) de Bastion Point, dans une banlieue résidentielle d'Auckland, par la tribu des Ngati Whata, lassée d'une justice qui avait laissé le gouvernement prendre lambeau par lambeau, depuis 1859, leurs terres ancestrales. Le tribunal de Waitangi vient de leur donner raison et de leur restituer 70 hectares. Plus au nord, l'ancien ministre travailliste Mervyn Dymally, fondateur du parti Mana Motuhake (Autonomie limitée), a obtenu pour sa tribu des Muriwhenua le retour de ses droits de pêche sur 5 000 kilomètres carrés. Affaire d'autant plus importante que le gouvernement est en litige avec les Maoris dans son plan de rationalisation de la pêche. Il voudrait confier celle-ci à de grosses sociétés alors que le traité prévoit expressément la protection des zones de pêche tribales. Un accord sur un partage progressif 50/50 a échoué, et les Maoris envisagent de porter l'affaire devant les tribunaux. La privatisation des forêts est contestée pour les mêmes raisons.

Les Maoris ont limité leurs revendications aux seules terres de la Couronne (domaniales), à l'exclusion de toute propriété privée, afin de ne pas inquiéter les Pakehas. Mais, reconnaît l'avocat Tipene O'Riagan, « la majorité des gens craignent que les Maoris prennent leurs terres, et ils ne nous croient pas quand nous disons que nous ne voulons que celles de la Couronne. Il ne faut pas nous prendre pour des extrémistes. Il n'y a qu'un groupe d'intellectuels qui réclame la souveraineté des Maoris et des structures séparées ».

Encore ne faut-il pas voir un boutefeu dans le professeur Sydney Hiriimako Mead, de l'université de Wellington, qui demande une plus grande représentativité des Maoris au Parlement (où quatre sièges leur sont réservés), la reconnaissance de l'autorité tribale et l'égalité : « Nous n'avons aucun pouvoir réel. Nous sommes le glaçon du gâteau. Or nous voulons être aussi le gâteau. » Autre universitaire, le professeur Ranginui Walker

use d'un langage plus cru : « Les Blancs ont épuré notre histoire, nous dit-il. Nous ne formons pas un seul peuple néo-zélandais, mais deux peuples dans une nation. Il faudra que les Pakehas apprennent à leur tour notre culture. Notre renaissance les amènera ! »

Il reconnaît toutefois la bonne volonté du premier ministre David Lange — pour qui « il n'existe pas un problème maori, mais un problème néo-zélandais », — même si le gouvernement ne semble pas prêt à tenir toutes ses promesses. Il faut dire qu'il doit tenir compte des craintes de son électorat européen, comme de l'opposition d'une frange du Labour. Car la question maorie divise l'opinion au-delà des clivages politiques et même ethniques. Ainsi, le chef adjoint de la minorité parlementaire conservatrice, M. Don McKinnon, admet qu'il faut « rendre aux Maoris les terres qui leur ont été prises par la force », tandis que son collègue Winston Peters — pourtant lui-même Maori — joue la carte de la démagogie : « La question maorie a été exacerbée depuis 1985, suscitant l'hostilité et l'émigration chez les non-Maoris. Il faut une seule loi pour tous. Je suis contre les quotas dans l'emploi ou l'éducation : il n'y en a pas dans les sports ! Il n'est pas possible qu'un texte vieux de cent cinquante ans puisse avoir une valeur légale aujourd'hui. »

L'inquiétude des Blancs

Voilà de quoi satisfaire la New Zealand Foundation, les extrémistes blancs qui dénoncent l'« apartheid » des mesures prises en faveur des Maoris — accusés de troubler l'ordre public — les fondamentalistes chrétiens qui retirent leurs enfants des écoles publiques parce qu'on y apprend des choses « fétichistes et païennes », c'est-à-dire des rudiments de culture maorie, ou ceux qui se disent « malades de la mort des Maoris, bons seulement à distraire les touristes ».

Voilà aussi qui plaît à des Maoris conservateurs comme ce vieux chef descendant d'un signataire du traité, Marlin

Epina, de Matauri Bay, qui ne voit de solution qu'en « l'arrêt, tous ces jeunes qui traînent dans les rues vers leur tribu, où ils réapprennent la discipline, l'agriculture et la pêche », et en faisant taire « ces intellectuels qui ne savent rien de la vie ». Le traité, c'est « de la merde » ! Son neveu, Dover Samuels, un dignitaire du Labour, estime qu'il ne reste plus un seul Maori à 100 % dans ce pays. Ceux qui croient que le traité leur donnera du boulot vivent sur un nuage. Je suis un homme d'affaires immigré et je crains la réaction en retour des Pakehas ».

Les milieux d'affaires sont également divisés, avec un grand patron comme Hugh Fletcher reconnaissant les devoirs du pays et de son groupe envers les Maoris ! Il est évident que les réactions les plus brutales viennent de ceux qui côtoient le chômage, la pauvreté et l'insécurité dans les banlieues urbaines. Le pouvoir en est conscient et ne peut aller trop loin dans des réformes qui risquent d'être impopulaires, donc électoralement désastreuses. Malgré une générosité évidente, il manque parfois de doigté dans ses relations avec les Maoris.

Mais jamais la Nouvelle-Zélande ne redeviendra comme avant, ce cocon d'un confort anglais transporté au sein d'un monde indigène. Les Maoris, un voisinage inconfortable, mais suffisamment éloigné pour ne pas être gênant. Beaucoup de Pakehas ont reconnu et sont prêts à faire une partie du chemin. La plupart des Maoris aussi, qui luttent pour préserver ce qui peut encore l'être de leur identité.

Il ne faudrait pas croire qu'il s'agit seulement de revendications raciales : elles touchent aussi des Maoris de l'establishment. Des gens que l'on croirait bien « intégrés » et qu'on a parfois de la peine à reconnaître tant ils sont mélangés, orientés leur éducation et leur vie avec autant de force que les intellectuels ou les « activistes fonciers ». Dans cette période de crise économique, même un pays aussi pacifique que la Nouvelle-Zélande n'est plus à l'abri d'affrontements raciaux.

Enquête

et les nouveaux problèmes régionaux

des Russes ?

S'ils veulent s'abriter derrière le luxe de la géographie, il leur faudra se débrouiller seuls. Car, même si elle considère que « la présence économique et diplomatique plus apparente des Soviétiques n'a créé aucun changement substantiel d'équilibre dans la région » et que « le Pacifique sud reste un lac occidental », selon les termes de M. Evans, l'Australie n'en a pas moins entrepris de modifier et de renforcer sa stratégie de défense.

La fin d'une longue stabilité

Le ministère de la défense de Canberra a publié en 1987 un Livre blanc basé sur deux postulats. D'abord que l'allié américain répondra à toute menace globale et que la contribution de l'Australie à l'Occident et à sa propre sécurité consiste à assurer la défense du Pacifique sud. Ensuite, qu'en cas de conflit régional — jamais cité, le voisin indonésien apparaît toujours en filigrane — il n'est pas sûr que les États-Unis viendront à son secours ; il convient donc qu'elle se dote d'une défense avancée, pour maintenir l'adversaire potentiel le plus loin possible de son territoire. D'où la modernisation de sa marine et de son aviation, et sa coopération militaire avec les micro-Etats.

Mais, comme toujours, le problème est arrivé là où l'on ne l'attendait pas : non pas de Moscou ou de Nouméa, mais de ces archipels où l'influence australienne et néo-zélandaise demeure prédominante ; à Fidji avec le putsch militaire et l'exacerbation de la tension raciale, ou à Vanuatu avec l'explosion de rivalités personnelles au sein du parti au pouvoir. Wellington et Canberra n'avaient pas prévu ce « grand choc » que fut le coup d'Etat du colonel Ramabuka. Leurs pressions politiques et éco-

nomiques pour un retour à la démocratie sont restées, à leur grande surprise, lettre morte. « Les petits Etats ont pris plus confiance en eux-mêmes, et ils ont appris à jouer le petit jeu de l'aide internationale », nous ont confiés des diplomates néo-zélandais.

Les deux « grandes puissances régionales » ont compris les limites de leur influence. Elles réalisent également que d'autres pays sont à la merci de poussées de fièvre nationaliste ou de crises intérieures, la Papouasie-Nouvelle-Guinée avec sa myriade de tribus, Tonga et Samoa occidentales, dont le système féodal usé est contesté par les nouvelles générations, et même la Nouvelle-Zélande avec ses Maoris. Sans parler des menaces extérieures sur des micro-Etats sans défense, comme l'a montré l'exemple récent et remarqué de l'invasion manquée des Maldives. « Les acteurs sont devenus plus nombreux, la situation plus complexe, mais pas nécessairement plus menaçante », estime un officiel australien.

Canberra et Wellington risquent donc d'être obligées, peut-être à leur corps défendant, d'intervenir un jour au-delà de leurs frontières. Car elles redoutent tout changement de l'équilibre régional qui pourrait faire du Pacifique sud un nouveau théâtre des rivalités entre super-puissances, ce à quoi il a jusqu'à présent échappé. La France peut avoir son rôle à jouer si elle accepte de s'insérer dans le jeu régional, en ancrant sa présence sur une coopération avec le pays qui compte le plus dans le Pacifique sud, l'Australie, plus que sur des régimes changeants de petits pays insulaires.

Enquête de PATRICE DE BEER

Les îles Cook, ou les avantages de l'indépendance sans les inconvénients

RAROTONGA de notre envoyé spécial

« QUAND vous irez aux îles Cook, vous verrez que c'est un véritable paradis. Voilà comme devrait être la Polynésie. » Cette appréciation du responsable indépendantiste tahitien Oscar Temaru contraste avec les propos des dirigeants de cet archipel quasi indépendant, en « libre association » avec la Nouvelle-Zélande : « Nous envions la Polynésie française, répond en écho M. Norman George, l'ancien policier devenu ministre des affaires étrangères du gouvernement sortant de Rarotonga (des élections sont prévues au début de 1989). Pourquoi les Néo-Zélandais ne peuvent-ils pas faire comme les Français et nous donner une infra-structure, des ports, des routes, l'électricité, au lieu de ne nous avoir laissé que deux vieux générateurs ? » Avant toutefois d'ajouter : « Je ne tolérerais jamais que des soldats néo-zélandais se promènent partout comme à Tahiti. »

A une heure et demi d'avion de Papeete, l'île de Rarotonga dresse ses montagnes vertes en plein océan. C'est là que se trouve Avana, le village-capitale de ce petit Etat de 17 000 âmes, non compris les Néo-Zélandais émigrés en Nouvelle-Zélande et en Australie. Ce micro-Etat, autosuffisant sur le plan alimentaire, vit de l'agriculture, du tourisme et de son statut de paradis fiscal. Deux banques, sept sociétés-paravents, un secret garanti et de bonnes télécommunications lui ont permis de jouer les Liechtenstein du Pacifique sud. Ce qui lui rapporte 2,5 millions de dollars néo-zélandais (la monnaie officielle) par an, soit l'équivalent de 20 % des recettes budgétaires.

L'idée en revient à Sir Thomas Davis, ex-premier ministre, renversé en 1987 par ses propres amis, qui le jugeaient trop autoritaire, après avoir été médecin au service de la

NASA. Ne risque-t-on pas une intrusion de la Mafia à la recherche d'un endroit tranquille pour « blanchir » ses gains ? « C'est possible, mais pas plus qu'aux Bahamas. De toute façon, s'ils ne le font pas ici, ils le feront ailleurs », répond avec philosophie Sir Tom. Retiré dans sa maison au pied de la montagne, il cultive sa terre, écrit ses Mémoires et peste contre la corruption et le « socialisme » de ses successeurs.

Clocherie sur-Pacifique

Socialisme est un bien grand mot dans une société dominée par les églises et bien au calme. Mais les invectives volent de tous côtés alors que la campagne électorale bat son plein dans la confusion des équilibres. Les deux grands partis qui dominent la vie politique de l'archipel, le Cook Islands Party (CIP) et le Parti démocrate, sont divisés depuis qu'ils se sont débarrassés chacun de leur chef pour gouverner ensemble. Sir Tom, le vieux chef démocrate, a pris une retraite gracieuse.

M. Geoffrey Henry a battu le rappel des fidèles du CIP. Il compte emporter plus de la moitié des vingt-quatre sièges et succéder au premier ministre Pupu Roberti. Il fustige l'incapacité et la concussion des ministres en place, accusés de « voyager à l'étranger comme des pachas ». Il faut dire que, pour un pays aussi isolé, le seul moyen de se faire connaître est de visiter les autres capitales. Ce qui explique que le budget voyages dépasse celui de l'éducation ou de la santé !

Mais s'il est un thème dont aucun candidat ne débat, c'est celui des relations avec la Nouvelle-Zélande. Elles sont encore plus anciennes que la colonisation plus récente des îles par les Maoris : les descendants des sept siècles de l'île de Rarotonga. Personne ici ne veut couper le lien constitutionnel conclu librement en

1965, en vertu duquel les Cook sont maîtres chez elles tout en partageant avec Wellington les responsabilités en matière de défense et de diplomatie. Dans ces deux domaines, les deux Etats doivent se consulter. Pour le reste, le Parlement cookien légifère en dehors de toute ingérence de l'ancienne puissance coloniale.

Pendant longtemps, Wellington a assuré la représentation extérieure de l'archipel. Mais celui-ci a renforcé sa position internationale, traitant directement avec les pays voisins et même avec les grandes puissances : ainsi les premiers ministres cookiens ont-ils à plusieurs reprises été reçus à Paris.

En plus de ces liens, que les Cook peuvent rompre de leur seule volonté — après référendum — pour accéder à l'indépendance totale, elles reçoivent une aide considérable de Wellington, indispensable pour un micro-Etat qui n'a aucune chance de devenir économiquement viable. Les insulaires ont la double nationalité, ce qui leur donne libre accès à « Aororua », où ils trouvent aussi un débouché pour leurs produits. M. David Lange, le premier ministre néo-zélandais, n'a pas caché son souhait que Rarotonga franchisse le pas. Mais il n'a aucun pouvoir pour l'imposer.

Un exemple pour la Nouvelle-Calédonie ?

Pourquoi les Cookiens se priveraient-ils de liens dans lesquels ils voient plus d'avantages que d'inconvénients ? « Nous sommes satisfaits de notre statut, qui est unique. Nous sommes maîtres de nos propres affaires », affirme M. Roberti. « Nous sommes heureux de notre association et de nos nombreux liens, et nous ne voyons aucune raison de les modifier. Nous avons un faible pour la Nouvelle-Zélande. Nous pouvons avoir des désaccords, mais nous savons les résoudre en partenaires adultes », confirme M. Henry.

Un tel statut, qui a fait ses preuves depuis près d'un quart de siècle et montré ses capacités d'évolution vers de plus en plus de liberté, est considéré dans le Pacifique sud comme un exemple, ou au moins un précédent, pour l'avenir de la Nouvelle-Calédonie. Les TOM français du Pacifique pourront entrer au Forum — qui regroupe les Etats de la région — le jour où ils auront le pouvoir législatif d'accéder à l'indépendance s'ils le désirent, dit-on d'ailleurs à Wellington. La fameuse « indépendance-association » du plan Pissani n'était pas sans affinités avec la « libre association » des Cook, dont la population est cousine de celle de Polynésie française.

Cette parenté explique les bonnes relations des Cook avec Paris, même si les Cookiens déplorent les essais nucléaires de Mururoa. Nous nous trouvons au ministère des affaires étrangères — modeste bâtiment où travaillent une dizaine de personnes, face à la poste au premier étage de laquelle se trouve le bureau du premier ministre — quand est arrivée l'aide française : deux cartons contenant le Robert et des livres de droit. Rarotonga espère obtenir en outre du Quai d'Orsay un abonnement au Monde et un instituteur tahitien pour enseigner le français ! Des souhaits somme toute modestes.

« En plus de la Nouvelle-Zélande et de l'Australie, la France, à mon avis, comprend bien le Pacifique sud », estime M. Henry. Elle est ici depuis aussi longtemps que n'importe qui d'autre. A travers Gaston Flosse (secrétaire d'Etat au Pacifique sud du gouvernement Chirac), la France a acquis dans la région un profil avantageux. Mais elle a trop tendance à laisser ses territoires au lieu de les laisser se développer en association. Nous souhaitons des relations plus étroites avec elle. Nous serions même prêts à la représenter au Forum dans certains domaines. »

PRIX CHATEAUBRIAND

« Avec de belles allégresses de plume, une documentation implacable, Jean-François Revel chasse le mensonge de toutes parts avec une sorte de fureur. »
Françoise Giroud / Le Figaro Littéraire

« A tous les esprits chagrins qui nous expliquent qu'il n'y a plus de pensée politique en France, ou que personne ne peut succéder à Raymond Aron, je conseille vivement de lire La connaissance inutile. »
Guy Sorman / Le Figaro Magazine

« Aux avant-postes du savoir, Jean-François Revel mène un beau et salubre combat. »
Jean-Marie Domenach / Le Point

« Il y a dans cette audace interrogation du refus par l'homme de la vérité une profondeur dont l'information-spectacle nous a fait perdre l'habitude. La connaissance inutile a des accents pascaliens. »
J.M. de Montremy / La Croix

« L'éruption volcanique est garantie. »
Albert du Roy / L'Expansion

Jean Daniel / Le Nouvel Observateur

« La connaissance inutile est à notre époque ce que l'Opium des intellectuels fut à la sienne. »
Alain-Gérard Slama / Le Figaro

« Jean-François Revel redécouvre ce que les Grecs savaient bien : la démocratie, l'égalité juridique de parole, ne vaut rien si elle ne s'appuie chez le citoyen sur la vertu la plus improbable : le courage du dire-vrai. »
François Ewald / Le Magazine Littéraire

« De livre en livre, la question posée par Jean-François Revel devient plus pressante et plus angoissante. Pourquoi l'homme, même débarrassé du tyran, fait-il risette à la tyrannie ? »
Paul-Jean Franceschini / L'Express



Politique

La préparation des élections

Dreux n'est plus dans Dreux !

Dreux, la ville par qui le scandale est arrivé en septembre 1983 quand, à l'occasion d'une municipale partielle, la droite classique a fait alliance avec le Front national; Dreux, la ville symbole d'un comportement politique qui préfère mettre sous le boisseau les convictions au nom de la rentabilité électorale, ne sera plus la référence obligée qu'elle était depuis cinq ans, à tous les débats, toutes les polémiques de campagne. Jean Hieaux a décidé de ne pas conclure d'accord avec les amis de Jean-Marie Le Pen. Après tout, le maire (divers droite) de Dreux ne fait que respecter la condamnation émise par le bureau politique du RPR le 8 septembre dernier, de « toute alliance,

nationale ou locale, avec le Front national ». Quelques jours plus tard, M. Valéry Giscard d'Estaing assurait que l'UDF « maintiendrait son cap libéral et centriste sans aucun compromis avec les valeurs extrémistes ». Tout cela venant après le mauvais calambour du président du FN sur « Durefour crématore » et la demande de Raymond Barre d'interdire aux municipalités les fusions de listes entre les deux tours.

L'opposition n'a pas renoncé aux ententes de gestion qui lui permettent de

diriger un certain nombre de conseils régionaux. Elle compte sans doute sur la marginalisation de l'extrême droite, constatée dans les sondages, pour que, traduite dans les urnes le 12 mars, elle ne soit pas un élément de pression à laquelle localement ses candidats ne résisteraient pas. Quitte à ce que le « troisième tour » ne soit pas aussi limpide.

L'opposition RPR-UDF peut légitimement nourrir quelques craintes sur la discipline de ses représentants dans les villes.

Les ententes aux accords conclus la semaine dernière se multiplient en effet : après Lille, Lyon, Cannes, voilà que flote un parfum de dissidence à Mantes-la-Jolie, Vichy et même Melun (où le maire sortant (RPR), M. Jean Melpet, a l'intention d'être candidat bien que RPR et UDF aient investi M. Jacques Marinelli (RPR).

Les conséquences de la « bevure » de Lyon ressemblent à s'y méprendre aux effets de la polémique engagée au PS pour Marseille. La querelle prend un tour nation-

nal quand Jean-Claude Gaudin dénonce la « seconde décision unilatérale » prise par le RPR (la première était en décembre le dépôt d'une motion de censure), quand Pierre Méhaignerie annonce que le CDS « soutiendra totalement » Bruno Durieux à Lille; quand le RPR menace de présenter en conséquence une liste contre le voisin (centriste) André Diligent à Roubaix, l'engrenage de l'union connaît pour le moins des ratés. Voilà de quoi satisfaire une gauche qui, à la veille de la rencontre au sommet Mauroy-Marchais, le 12 janvier, veut croire que ses difficultés à négocier un accord national ne seront pas plus grandes que celles de ses adversaires.

ANNE CHAUSSEBOURG.

A Marseille

M. Michel Pezet veut « faire tomber les masques »

M. Michel Pezet, candidat officiel du PS à la mairie de Marseille, confronté à la candidature dissidente du maire socialiste sortant, a affirmé, mercredi 11 janvier, sur Europe 1, à propos de M. Vigouroux : « [Il] a été élu [maire] au nom du PS. S'il est maire, c'est grâce au PS. Qu'il veuille le quitter ou qu'il se mette en position de le quitter, c'est son droit. Mais qu'il aille jusqu'au bout de sa logique et qu'il quitte son fauteuil ».

Dans un entretien publié le même jour par *Libération*, M. Pezet déclare notamment : « Les médias nationaux ont passé leur temps à me calomnier, à me peindre en

noir. Maintenant, ça suffit. Fini, le bon docteur et le méchant politicien. On va faire tomber les masques au sabre d'abolition. [...] Maintenant, c'est le moment de se battre. Au fond de moi, j'ai confiance en l'intelligence des Marseillais. Ils vont finir par trouver que ça fait beaucoup. Trop, c'est trop. »

A propos de sa situation personnelle, M. Pezet affirme : « Je préférerais qu'on m'aime. Comme Mozart qui ne se mettait au piano que lorsqu'on lui disait qu'on l'aimait. Mais la seule chose que je revendique, c'est la force, l'ambition. Eh oui,

l'ambition ! Tout ce qu'on m'attribue en négatif, je le revendique en positif. Et je n'ai pas peur de donner des coups. Nous allons faire éclater la vérité. On a failli des parties de notre histoire politique locale. Il y a des responsabilités dans la situation actuelle. Démassons les tartufes [...]. Robert Vigouroux critique les politiciens, mais il oublie qu'il a vingt-cinq ans de vie politique derrière lui. [...] Aujourd'hui, il se pare des plumes du paon, inaugure des projets de Gaston Defferre même à bien par Philippe Sanmarco, moi-même ou d'autres adjoints. Comment croire qu'il est porteur d'un projet ? »

Bataille d'images

« démythifier » Robert Vigouroux. Deux numéros spéciaux du *Point* et la *Rose*, l'organe de la fédération, vont être diffusés, l'un auprès des militants, l'autre dans les 300 000 foyers marseillais. En exergue, une citation de Gaston Defferre, reprise de Léon Blum : « On n'a jamais raison contre son parti. » Il s'agit de faire passer le message que M. Vigouroux n'est pas la victime mais le responsable du conflit socialo-socialiste à Marseille et qu'il est « l'objet de la droite ».

Bien d'autres difficultés pèsent sur la tête du candidat officiel du PS. Avant de partir en campagne, il faut encore résoudre au mieux, et vite, les problèmes de la constitution des listes et des alliances politiques. Deux exercices périlleux, compte tenu de la vulnérabilité de sa position. Le courant Socialisme et République, en particulier, veut, au moins, deux têtes de liste. L'un, celui qui doit revenir au député Philippe Sanmarco, dans le 1^{er} secteur, ne soulève pas de discussions. L'autre, réclamée par le député Martin Masse, dans le 7^e secteur, est également convoitée par M. Lucien Weygand (courant A-B). Mais où sont, arrivés à ce point, les deux MM. Sanmarco, Masse et Jean Bonat, les trois principaux élus de Socialisme et République, qui n'ont pas encore déposé leur candidature sur les listes Pezet ?

Volontiers sibyllin, M. Sanmarco n'est guère enclin, en fait, d'avoir probablement à affronter, dans son propre secteur, M. Vigouroux : il a été de ceux qui l'ont porté au pouvoir puis ont longtemps soutenu le maire puis les attaques de M. Pezet. Il aurait, semble-t-il, cessé l'espoir, avec M. Masse, que M. Vigouroux leur laisse la place libre au nom d'une sorte d'union gratuite.

Si M. Pezet est facilement arrivé à un accord avec le MRG et le GAM (divers gauche), sa marge de manœuvre est beaucoup plus étroite avec le PC. Certains des responsables communistes marseillais ont ouvertement exprimé leur préférence pour une liste séparée - leur permettant éventuellement d'avoir plus d'élus - et le député Guy Herminier, l'homme fort du PC, a lui-même manifesté des réserves à traiter avec des socialistes divisés. Exposé à l'inévitable surenchère, tout en étant condamné à une alliance, M. Pezet aura, qu'il en soit, du mal à faire accepter une simple reconduction des accords de 1983. Lors du précédent scrutin, le PC n'avait obtenu qu'une seule tête de liste sur les deux qu'il exigeait et qu'il a remises sur le tapis.

Le maire inaugure

M. Pezet est pressé. Le 19 janvier, au plus tard, date de la convention fédérale qui précédera la convention nationale du PS des 21 et 22 janvier, il devra non seulement avoir bouclé listes et alliances mais être également en mesure de présenter aux militants un programme et l'organisation de la campagne. Dans le camp Vigouroux, au contraire, on se donne le temps d'entrer dans l'arène électorale.

Les conseillers du maire de Marseille l'ont persuadé d'entretenir le plus tard possible son image de « maire qui continue à travailler, à être présent dans sa ville » et

d'exploiter tranquillement son calendrier municipal - rempli d'inaugurations diverses - avant d'endosser son habit de candidat. Ses listes ne seront publiées qu'au début février. La moitié des places seraient occupées par des candidats qualifiés de « socialistes » et l'autre moitié par des représentants de la société civile. M. Vigouroux, il l'a répété, n'a d'exclusive qu'à l'égard des « idéologues du Front national ». Les anciens députés PS, MM. René Olmeta, actuellement directeur du secrétariat politique du maire de Marseille, et Jean-Jacques Léonetti devraient figurer à ses côtés. L'ancien premier secrétaire de la fédération et député européen, M. Charles-Emile Loo, réserve encore, quant à lui, sa décision. Bien qu'il s'en défende, il attend les résultats de l'élection législative partielle des 22 et 29 janvier dans le 6^e arrondissement en grande partie à son fief du 3^e secteur municipal et où M. Bernard Tapie tente, une deuxième fois, de se faire élire.

Le troisième tour

Les résultats de ce scrutin intéressent l'ensemble de la classe politique marseillaise puisqu'ils retiendront à l'évidence sur les municipales. Mais qu'il mette un terme, ou non, au bail de cinquante-deux ans qui le lie au parti, « Milon » sera la cheville ouvrière de la campagne du maire de Marseille. On a déjà vu sa main dans la chute considérable des effectifs 1988 des sections socialistes des quartiers sud qu'il contrôle. But apparent de la manœuvre : permettre à des militants d'être candidats sans être exclus et de revenir ultérieurement dans le parti. Le même phénomène a été observé dans les sections dirigées par MM. Olmeta et Léonetti (1).

« Si les élections avaient lieu aujourd'hui », explique lucidement M. Rosmini, nos chances de gagner seraient minimes. Mais la campagne va ressouder et remobiliser le

parti. C'est ce qu'espère M. Pezet qui doit, en plus, restaurer sa propre image, qu'il sait négative, d'apparatnik et de politicien calculateur. « Je ne peux pas me présenter, dit-il, comme Pezet l'énergique, la force, l'ambition pour la ville. » Sa l'ambition est que la présence du maire de Marseille dans la compétition électorale handicape autant que lui le chef de file de la droite, M. Jean-Claude Gaudin.

« Dans les secteurs de gauche », explique M. Pezet, M. Vigouroux nous gênera mais ne nous empêchera pas d'avancer en tête. Dans ceux où nous sommes les plus faibles, je ne crois pas, non plus, qu'il nous devance. Par contre, dans certains secteurs où le Front national et la droite sont proches l'un de l'autre, il peut prendre suffisamment de voix à Gaudin pour que celui-ci soit coiffé par le FN et que tout son système d'accords de désistement entre les deux tours avec l'extrême droite s'effondre ».

Même si ce scénario se réalisait - les proches de M. Vigouroux ont une autre vision des choses - la victoire des listes PS-PC serait loin d'être en vue. Les experts socialistes sont, en effet, arrivés à la conclusion que pour remporter la majorité absolue, devraient non seulement triompher dans quatre secteurs réputés favorables ou gagnables (2, 6, 7 et 8) mais en conquérir un supplémentaire (le 3), où M. Michel Pezet devrait être tête de liste et où tout, donc, se jouerait. « Si nous gagnons », résume sévèrement M. Morel, ce ne sera pas à cause de moi. Et si nous perdons ce n'est pas Gaudin qui nous aura tués mais nous qui nous serons suicidés. A Marseille, une idée fait cependant son chemin : c'est que le futur maire ne sortira réellement des urnes qu'au « troisième tour », lors de l'élection du maire par le nouveau conseil municipal.

GUY PORTE.

(1) Les effectifs de la fédération pour 1988 sont tombés d'environ 18 000 adhérents à 16 500.

A Grenoble

Une personnalité socialiste se rallie à M. Carignon

GRENOBLE de notre correspondant

Le maire RPR de Grenoble, M. Alain Carignon, recruté à gauche. Après le ralliement, il y a quelques jours, de la présidente de la fédération de l'Isère du MRG, M^{me} Liliane Billière, c'est au tour d'une importante personnalité socialiste grenobloise, M. Guy Névache, d'annoncer qu'il figurera sur la liste qui conduira en mars prochain le maire sortant.

Selon M. Névache, M. Carignon a décidé d'ouvrir sa prochaine équipe municipale à « un groupe de gauche structuré et responsable, doté de moyens et disposant d'une totale liberté de jugement ». Une dizaine de personnes devraient en faire partie. « C'est une proposition courageuse et significative. Elle recouvre effectivement la notion d'ouverture », estime l'ancien sup-

pléant de Pierre Mendès France lors des élections législatives de 1967 et de 1968 et de Hubert Dubedout en 1973. M. Névache, qui fut conseiller général d'un canton populaire grenoblois pendant neuf ans, a été battu sur un candidat RPR, en 1982. Cet échec fut à l'époque interprété par certains membres du Parti socialiste comme un signe annonciateur de la défaite qu'allait, l'année suivante, connaître Hubert Dubedout (PS). Lors des élections municipales, remportées par M. Carignon.

Elu conseiller municipal d'opposition en 1983, M. Névache a renoncé à son mandat aussitôt, préférant se consacrer à sa fonction de secrétaire général du Syndicat intercommunal de l'agglomération grenobloise (SIEARG) et du Syndicat mixte des transports en commun (SMTC), qui disposent chacun d'une majorité de droite. Au cours des cinq dernières années, M. Névache a travaillé en tant que fonctionnaire intercommunal, en étroite collaboration avec le maire de Grenoble, tout en restant membre du PS. « Je suis et je resterai un homme de gauche. Je suis et je resterai fortement ancré dans la majorité présidentielle », prétend M. Névache qui déclare avoir couru, au contact du maire RPR de Grenoble, une personnalité « libre vis-à-vis des appareils politiques et de leurs mots d'ordre (...) ayant une sensibilité populaire ».

« Réprobation » socialiste

Le ralliement d'hommes de gauche, comme M. Haroun Tazieff, sous la bannière de M. Carignon, s'était déjà produit lors des dernières élections cantonales. Il avait assuré à celui-ci une solide majorité au sein de l'assemblée départementale.

Le candidat socialiste à la mairie de Grenoble, M. Michel Destot, n'a pas souhaité commenter la décision prise par M. Névache, laissant aux instances de son parti le soin d'exprimer leur « réprobation ». Pour le premier secrétaire fédéral du PS, M. Didier Migaud, M. Névache « a changé de camp et d'une manière ou d'une autre s'est rallié au RPR. Il s'est exclu lui-même du PS ». Plusieurs dirigeants socialistes, notamment M. Pierre Mauroy, ami de longue date de M. Névache, et M. Louis Mermaz, président du groupe socialiste à l'Assemblée nationale et maire de Vienne, ont tenté jusqu'à la dernière minute de le convaincre de renoncer à se présenter sur la liste de M. Carignon. « On a fait tout ce qui était possible et imaginable pour qu'il reste à nos côtés », commente M. Jean Verhaeghe, conseiller municipal de Grenoble.

CLAUDE FRANCHILLON.

A Dreux

Le maire sortant refuse de reconduire l'alliance avec l'extrême droite

DREUX de notre correspondant

Le « tonnerre de Dreux » ne se produira pas. Dreux, ville symbole, permit au Front national d'effectuer, en septembre 1983, sa première percée et d'assurer son entrée au sein de la nouvelle équipe municipale, conduite par M. Jean Hieaux (divers droite). Ce dernier, pour être élu, dut accepter une alliance avec Jean-Pierre Stirbois.

Cinq ans après, le maire sortant brigue un second mandat à la tête d'une liste « non-inscrite » RPR-UDF, mais annonce qu'il ne fera en aucun cas alliance avec le Front national, ni pour le premier ni pour le second tour. Plusieurs élus locaux de l'UDF et du RPR en faisaient la condition de leur nouvel engagement derrière le maire de Dreux.

Celui-ci explique toutefois sa position par « le durcissement du parti

de M. Jean-Marie Le Pen, qui déclare vouloir faire pression sur les maires ». La réaction de M^{me} Marie-France Stirbois (la veuve de J.-P. Stirbois, mort dans un accident de la route il y a trois mois) qui emmène la liste du FN, ne s'est pas fait attendre. Elle accuse M. Hieaux de se « plier à la branche centriste et gauchiste du RPR » et ne désespère pas qu'un second tour « certaines personnes sur sa liste le feront changer d'avis ».

Assurément, en refusant l'appui du Front national, M. Hieaux, qui espère arriver en tête au premier tour, prend de gros risques pour le second, auquel deux autres listes peuvent espérer participer : la liste PS de M. Maurice Ravanne, et une liste d'ouverture baptisée « Aurore », composée, entre autres, du CDS M. Yves Cauchon, du socialiste M. Jacques Duval, du MRG M. Christian Mager-Maury et du socioprofessionnel M. Yves Leroy.

C.H.

A Lyon

M. Collomb estime que M. Noir a pris une « grave responsabilité »

M. Francisque Collomb, maire (UDF) de Lyon, sénateur du Rhône, a estimé, mardi 10 janvier, qu'en annonçant la constitution d'une liste RPR pour les élections municipales à Lyon M. Michel Noir a pris « la grave responsabilité de diviser pour la seconde fois la majorité municipale ». « Nul ne peut mesurer quelles pourront être les conséquences de cette volonté de séparation », a-t-il ajouté.

M. Collomb a précisé que « le maire de Lyon doit avoir naturellement, comme tous les maires des grandes villes de France en conviennent, et notamment celui de Paris, le choix de son premier adjoint ».

M. Noir faisait de sa nomination au poste de premier adjoint l'une des conditions d'une liste d'union.

L'UDF, regrettant « la décision unilatérale du RPR, qui n'a pas cru devoir l'informer du changement brutal de son analyse », a renouvelé, mardi, son soutien au maire sortant. La commission nationale d'investiture de l'UDF rappelle que, de 1986 à 1988, la mairie de Lyon « n'a jamais manqué de soutenir le gouvernement que dirigeait M. Jacques Chirac ».

M. Gérard Longuet, délégué général du Parti républicain, a estimé pour sa part que M. Noir avait « parfaitement le droit d'être candidat aux municipales », mais que le RPR n'avait « pas le droit de lui donner son investiture ».

La confirmation de cette investiture

serait un camouflet pour tous ceux qui veulent une union loyale UDF-RPR », a ajouté M. Longuet.

Partisan lui aussi de l'union, M. Alain Mérieux, vice-président (RPR) du conseil régional, a indiqué, dans un entretien accordé à *Libération* du 11 janvier : « Je ne participerai pas au combat des chefs et je ne me sens ni blessé ni amer. Peut-être un peu déçu. Il a indiqué qu'il ne fera pas partie du comité de soutien à M. Noir (M. Mérieux, dirigeant du groupe pharmaceutique du même nom, avait été le président du comité régional de soutien à Jacques Chirac et avait participé au financement de sa campagne).

Sur la constitution de sa liste, M. Noir a précisé qu'elle serait « ouverte à des personnalités qui n'ont pas d'attache politique, mais qui souhaitent apporter leurs compétences, leur énergie, leur cœur ». A propos de M. Raymond Barre, M. Noir a estimé qu'il était « un homme de fidélité et de clarté » et qu'il était « tout à fait loyal et logique de sa part qu'il soit soldat de M. Collomb ».

Interrogé aux « Mardis de l'ESSIC - le Monde », à Cergy-Pontoise (Val-d'Oise), M. Pierre Méhaignerie a reproché au RPR de baptiser « pluralisme » la situation à Lyon et « division » celle de Lille, où le centriste Bruno Durieux maintient sa candidature face à M. Turk (RPR).

PCF devrait...

Mésententes...

Les Dumas RPR...

Les Dumas RPR...

Politique

municipales

Avant la rencontre entre M. Mauroy et M. Marchais

Le PCF devrait s'engager à ne pas censurer le gouvernement

Les délégués du Parti communiste et du Parti communiste, qui se sont retrouvés, mardi 10 janvier, au siège du PCF, ont achevé la préparation d'une déclaration commune qui sera signée jeudi 12 janvier par M. Pierre Mauroy et Georges Marchais. La séance de mardi a permis d'aboutir à un accord sur la nécessité d'apprécier la représentativité en fonction de laquelle sera déterminée, dans les négociations locales, la place de chacun des deux partis sur les listes communes (le PCF demandant la reconnaissance pure et simple des accords de 1983, tandis que le PS entendait voir reconnaître l'évolution du rapport des forces depuis six ans).

La déclaration commune devrait, donc, comporter une partie politique générale, qui avait été mise au point le 5 janvier et dans laquelle les communistes s'engagent à ne pas mépriser la voix de la droite, ce qui revient à garantir au gouvernement

qu'une motion de censure ne pourra pas être votée contre lui. Le texte comporterait, ensuite, un volet consacré aux programmes municipaux et à la « solidarité » qui doit être respectée dans la gestion commune des villes. Il préciserait, enfin, que les instances locales des partis devront, dans les prochains jours, évaluer le rapport des forces entre les deux partis.

Les négociations socialistes et communistes ont prévu que, après les discussions locales, rendues possibles par la signature d'une déclaration commune (le PS avait bloqué tout pourparler jusqu'à la conclusion d'un accord national), ils formeront une instance nationale de conciliation chargée d'examiner les problèmes éventuels. M. Marcel Debarge, Gérard Collomb et Gérard Le Gall, pour le PS, M. Paul Laurent, Mme Madeleine Vincent et M. Jean Wlos, pour le PCF,

devraient donc se réunir de nouveau d'ici huit à dix jours. Il s'agit, là encore, d'une concession de la part des communistes qui, initialement, estimaient que les discussions devaient avoir lieu exclusivement au niveau local.

Les revendications socialistes

La déclaration commune ne mentionnera pas la possibilité de « primaires » entre les deux partis, au premier tour des élections, les communistes refusant d'admettre qu'ils puissent être à l'origine d'une modalité, fût-elle exceptionnelle, d'application de l'accord. Les socialistes estiment, au contraire, que, dès lors qu'il y a un accord, les « primaires » ne peuvent se multiplier. M. Mauroy a répété, mardi soir, à Tremblay-Lamy-Gossus, en ouvrant la campagne du candidat socialiste à l'élection législative partielle dans la onzième circonscription

de la Seine-Saint-Denis, le souhait qu'« il y ait le moins de « primaires » possibles, du moment qu'il y a un bon accord ».

Néanmoins, les négociations socialistes ont tenu à « prévenir » les communistes, au cours de la séance de mardi, que le PS revendique la tête de la liste d'union de la gauche dans un certain nombre de villes dirigées par le PCF, ce qui signifie que les deux partis iront séparément à la bataille du premier tour, les communistes ne pouvant accepter de considérer de leur plein gré qu'ils ne seraient plus aptes à assurer la direction des municipalités qu'ils détiennent. Les revendications des socialistes concernent une dizaine de villes, dont ils refusent, pour le moment, de rendre publique la liste officielle (les demandes de leur « base » concernaient, initialement, environ vingt-cinq villes communales).

PATRICK JARREAU.

A Talence et Bègles

Mésententes entre membres du PS

BORDEAUX de notre correspondante

La préparation des élections municipales à Talence et à Bègles, deux communes de la banlieue bordelaise, pose problème aux socialistes girondins.

A Talence, M. Catherine Lalumière, ancien secrétaire d'Etat aux affaires européennes, éprouve des difficultés à se faire accepter comme tête de liste par la section socialiste locale, qui n'a jusqu'alors pas procédé à une désignation en règle. A priori, pourtant, l'affaire paraissait simple et M. Lalumière disposait d'arguments solides. Talence se situe au cœur de la troisième circonscription, dont elle est député depuis 1981. La commune, quatrième par ordre d'importance des vingt-sept villes de la communauté urbaine bordelaise (CUB), a échappé à la gauche en 1983 en raison de dissensions politiques entre le maire sortant et de celle de la commune voisine de Pessac dépend le retour au pouvoir des socialistes à la CUB. « La député de la circonscription doit être la première à prendre des risques et à mener le combat », assure donc M. Lalumière.

Une partie des socialistes talenciens ne l'entendent cependant pas de cette oreille et oppose à M. Lalumière

mière depuis novembre 1988 la candidature d'un conseiller local sortant, M. Roger Lacaze. Le débat a tourné à l'algèbre entre les partisans des deux candidats. Dans un premier temps, la fédération du PS de la Gironde s'est gardée d'intervenir, voyant dans une entreprise de « conciliation ». Mais M. Lalumière n'y compte pas que des amis. En 1987, elle en a perdu le contrôle au profit de M. Gilbert Mitterrand.

Les dirigeants départementaux se sont résolus à indiquer leur préférence pour M. Lalumière. Ce choix fut confirmé le 16 décembre 1988 par un télégramme de M. Marcel Debarge, puis le 21 décembre au cours d'une réunion devant la commission exécutive nationale. M. Lacaze, sollicité comme second de liste, n'en continua pas moins à décliner l'offre. M. Debarge doit, dans le courant de la semaine prochaine, venir sur le terrain pour tenter une dernière fois de ramener les contestataires à la raison.

Le cas Mamère

Le second problème auquel sont confrontés les socialistes girondins se situe à Bègles, également dans la troisième circonscription. Le 19 décembre dernier, le journaliste Noël Mamère, suppléant de M. Gil-

bert Mitterrand dans la circonscription de Libourne, annonce qu'il prend la tête d'une liste socialiste à Bègles, ville jusqu'alors dirigée par le PCF. Noël Mamère bénéficie sur place de l'appui du conseiller personnel de M. Gilbert Mitterrand, M. Georges Layre. De quoi, une fois encore, alimenter rumeurs et soupçons.

Cependant, dans un communiqué publié le 21 décembre, M. Gilbert Mitterrand met en garde les socialistes béglaïes et invite Noël Mamère à le rejoindre sur la liste qu'il constitue à Libourne. Le 4 janvier, à Paris, les socialistes béglaïes sont informés que, en cas d'accord national PCF-PS, Bègles ne saurait faire exception à la règle commune. « J'irai jusqu'au bout », affirme pourtant avec détermination Noël Mamère, qui n'est pas membre du PS. M. Gilbert Mitterrand va-t-il hausser le ton ? « Si les socialistes béglaïes franchissent le Rubicon, il y aura, précise la loi, dans un rapport qui est le premier secrétaire fédéral girondin. Qu'on ne vienne surtout pas dire que je pousse Noël Mamère à Bègles, et je ne veux pas que ce qui pouvait passer pour un symbole de l'ouverture civile soit interprété comme une attitude anticomuniste ».

GINETTE DE MATHA.

Les Jeunes socialistes veulent « poursuivre le changement »

Le conseil national du Mouvement des Jeunes socialistes (MJS) a adopté à l'unanimité, dimanche 8 janvier, un texte d'orientation proposé par les membres du courant Socialisme et République (proche de M. Jean-Pierre Chevènement). Ce texte, amendé à la demande, notamment, du groupe Questions socialistes (qu'anime M. Julien Drai) et des Saboteurs, s'intitule « Poursuivre le changement ».

Les Jeunes socialistes se réfèrent au président de la République et à sa Lettre à tous les Français pour souhaiter que « le gouvernement s'engage plus avant dans la politique de réduction des inégalités ». Ils refusent la logique libérale, où toujours plus d'austérité débouche sur toujours plus de chômage, et ils souhaitent une juste redistribution des fruits de la croissance et des efforts. Ils demandent qu'« aucune allocation d'insertion ou de formation ne soit inférieure au montant du RMI » et que celui-ci soit, ainsi, étendu aux jeunes de moins de vingt-cinq ans sans charge de famille.

Le texte d'orientation du MJS affirme que le gouvernement ne doit pas appréhender « de façon négative » les mouvements sociaux et que « le rôle du Parti socialiste est d'être la traduction politique » de ces mouvements. Il estime, d'autre part, qu'il faut « agir avec détermination » pour l'Europe sociale, afin que la construction européenne ne soit pas dominée par une logique financière et qu'elle apporte « un plus » dans le progrès social, et non un « moins ».

Partisans d'une loi de programmation pour l'éducation nationale, afin de « financer les réformes annoncées » dans la future loi d'orientation, les Jeunes socialistes demandent, aussi, que 1989 soit « une grande année pour l'intégration des immigrés », notamment par l'attribution du droit de vote aux élections locales et par l'abrogation de la « loi Pasqua ». « Il serait regrettable », écrivent-ils, que les socialistes donnent le sentiment que leurs annonces, sur ce sujet, ne sont pas suivies d'effets (...).

L'équipe nationale du MJS, qu'anime M. Claude Bartolone, membre du secrétariat national du PS, ne participe pas aux votes du conseil national, qui réunit les représentants des fédérations.

A Chambéry

M. Pierre Dumas (RPR) ne se représente pas

CHAMBERY de notre correspondant

M. Pierre Dumas, sénateur et maire RPR de Chambéry (Savoie), ne sollicitera pas aux élections municipales un quatrième mandat. Elu en 1959, l'ancien ministre du général de Gaulle avait été battu en 1977 par M. Francis Ampe (PS) avant de lui reprendre le maire en 1983. Pour expliquer sa décision, il a invoqué à la fois des raisons personnelles (une grave maladie) et surtout ses mandats de sénateur et de vice-président du conseil régional Rhône-Alpes, auxquels il est très attaché.

M. Dumas a rendu public le nom de son successeur à la tête de la future liste RPR-UDF : M. Jean Bolla, son premier adjoint UDF-RPR, son délégué adjoint UDF-RPR, adjoint aux finances RPR, qui, à la suite de cette décision, s'est mis en congé de parti et a fait des offres de service à M. Louis Besson (PS).

Cette division de la droite pourrait renforcer les ambitions de M. Louis Besson, député PS. Fortement sollicité par son parti et par des personnalités locales, le maire de la petite commune de Barby devrait annoncer dimanche 15 janvier sa candidature à la tête d'une liste de « large ouverture » dans laquelle on pourrait retrouver des représentants de l'actuelle majorité.

M. D.

Le premier rapport de la commission pour la transparence financière de la vie politique

Une exactitude et une sincérité perfectibles

La formation des deux gouvernements Rocard et les suites du renouvellement triennal des conseils généraux des 25 septembre et 2 octobre 1988 ont donné suffisamment de matière à la commission (l'essentiel des 95 déclarations qu'elle a reçues et examinées) pour qu'elle estime pouvoir, après six mois d'existence, faire part de ses premières constatations. Elle peut le faire à chaque fois qu'elle le juge utile » et elle y est venue au moins trois fois ces trois mois, précise la loi, dans un rapport qui est publié au Journal officiel (du 11 janvier pour ce premier rapport).

De création très récente pour pouvoir déjà remplir sa mission d'« appréciation » de la variation des situations patrimoniales, elle a d'ores et déjà constaté une certaine amplitude dans le respect des délais de dépôt de la déclaration (quinze jours). Pour les deux gouvernements, les délais ont été « dans l'ensemble » respectés. Un membre du premier gouvernement Rocard a toutefois attendu plus d'un mois avant de remettre à la commission sa déclaration.

Imprecisions et omissions. Mais quatre sur six des présidents de conseils régionaux soumis à déclaration n'ont pas respecté les délais. « Si la totalité des déclarations a finalement été reçue, observe la commission, il reste que cinq présidents de conseils généraux ont attendu plus d'un mois et trois présidents de conseil régional ont attendu plus d'un mois et trois mois pour satisfaire à l'obligation légale, prenant ainsi le risque de s'exposer à l'indélicatesse d'un an » prévue par l'article 3 de la loi.

Rendue indulgente par l'obésité, même tardive, des déclarants et par la grève des postes, la commission n'a pas « estimé nécessaire

de déclencher les procédures conduisant à une éventuelle constatation de telles indélégibilités ».

D'autre part, un quart des déclarations (le plus souvent une simple lettre, mais parfois des documents notariaux ou fiscaux) se sont révélés suffisamment déficients pour être « ommission apparente de certaines catégories de biens (...), imprécision des renseignements communiqués » — pour conduire la commission à réclamer des informations complémentaires.

« Tous les éléments composant le patrimoine dans son universalité doivent (...) être mentionnés, insiste la Commission, quelle que soit leur nature, ou leur situation géographique ». Conséquence de cette exigence : la Commission « ne saurait, en principe, se satisfaire » d'une copie de déclaration souscrite au titre de l'impôt de solidarité sur la fortune (où ne figurent ni les œuvres d'art ni les avoirs assimilés à l'outil de travail).

Le rapport note encore l'absence presque totale de mentions relatives, notamment, à la possession de biens situés à l'étranger, de métaux précieux ou, dans un autre domaine, d'actions de chasse ou de bateaux de plaisance.

Enfin, la commission a constaté l'absence d'homogénéité des déclarations quant aux dates d'évaluation des biens », quelquefois à l'intérieur d'une même déclaration. Hétérogénéité à haut risque, souligne la commission, « une sous-évaluation excessive pourrait être opposée au déclarant, faire apparaître une évolution trop marquée du patrimoine en cours de mandat ».

La commission, qui se propose de publier son deuxième rapport après les échéances électorales de cette année, exprime le souhait que ses premières observations et recommandations permettent « à l'avenir

de mieux respecter les délais et de répondre plus parfaitement au vœu d'exactitude et de sincérité » du législateur.

Elle ne manque pas non plus d'insister sur les précautions prises pour assurer la « confidentialité absolue » des informations qui lui sont confiées. De fait, ses travaux se sont toujours déroulés loin de toute machine à photocopier et les documents qu'elle examine ont trouvé abri dans un coffre-fort acquis à cette occasion.

MICHEL KAJMAN.

Le débat sur les « nouvelles solidarités »

L'abbé Pierre fait un tabac à la Sorbonne

C'est débuté que les deux mille travailleurs sociaux rassemblés à la Sorbonne pour débattre des « nouvelles solidarités », mardi 10 janvier, ont applaudi et acclamé l'abbé Pierre. Voûté, menu et sanglé dans un curieux vêtement tenant à la fois de la soutane et de la salopette, mais, la barbe conquérante et le verbe clair, le créateur des Communautés d'Emmaüs a su parler au cœur après deux journées d'exposés austères et parfois technocratiques. Il est vrai qu'il succédait à M. Laurent Fabius, président de l'Assemblée nationale, qui, à la tribune, avait lu un discours sans chaleur et sans imagination.

L'abbé Pierre a parlé vrai, direct, sans notes, d'instinct. Il a rappelé quelques chiffres : 30 millions de nécessiteux aux Etats-Unis, là où s'accumulent les plus immenses richesses du monde, 44 millions en Europe.

« Oui, je suis un vieux fou, dit-il, mais, comme il y a quarante ans, je continue à déclarer la guerre à la misère et je fais appel pour cela à un nouveau patriotisme mondial. » Toujours en veine d'idées, le vieil homme a proposé qu'à l'occasion du bicentenaire de la Révolution on change en un message d'amour les paroles de haine de La Marseillaise.

Il y avait vingt ans, exactement depuis mai 1968, que les verrières un peu lugubres du grand amphithéâtre de la Sorbonne n'avaient entendu de tels accents. Pierre Méhaignerie, qui avait présidé sans passion les travaux de l'après-midi, et Laurent Fabius, qui avait fait son exposé en bon élève, n'en revenaient pas. L'abbé Pierre, avec son langage de curé, faisait un tabac en parlant simplement de la misère.

M. A.-R.

PROPOS ET DÉBATS

M. Méhaignerie

« Jamais ! »

M. Pierre Méhaignerie, président du CDS, qui intervenait le 10 janvier aux « Mardis de l'ESSEC-le Monde » à Cergy-Pontoise (Val-d'Oise) a déclaré : « Je ne me rallierai jamais car la Lettre aux Français de François Mitterrand n'est pas un objectif ambitieux pour la France ».

M. Méhaignerie, qui en a « marre des vieilles bagarres qui ne visent que l'alternance », estime que « l'opposition dispose d'une capacité d'influence et qu'il serait criminel de ne pas l'utiliser dans l'intérêt du pays ».

Il a également indiqué sa « préférence » de voir se constituer deux listes d'opposition pour les élections européennes « pour des raisons de clarté ».

M. Emmanuelli

M. Pasqua et le « moi »

M. Henri Emmanuelli, numéro deux du PS, a déclaré mardi 10 janvier dans un communiqué que « sur le plan de la psychanalyse, M. Pasqua souffre d'un Front national mal intégré qui crée manifestement des ravages dans son moi profond ». Commentant la prestation de l'ancien ministre de l'Intérieur à l'émission télévisée « L'heure de vérité », lundi 9 janvier, M. Emmanuelli a observé qu'« avoir des valeurs communes avec une formation concurrente et mortifère n'est pas une situation commode ».

M. Léotard

L'UDF, d'abord !

M. François Léotard a souhaité, mardi 10 janvier, qu'il défait d'accord avec le RPR pour les élections européennes UDF se présente une à une. « La liste UDF seule », a précisé le président du PR, « n'est pas chose qui m'effraie. Si nous ne sommes pas d'accord au niveau national avec le RPR ce n'est pas grave, chacun ira sous ses couleurs ». M. Léotard a conclu que « dans cette affaire, le PR n'était pas une sorte d'objet que l'on déplace, que l'on met tout à tour avec les uns ou avec les autres. Nous sommes dans l'UDF, nous ne sommes pas un objet qui va dans une stratégie animée par d'autres ».

« Noms de baptême des nouvelles frégates de la marine. — Les deux premières frégates de surveillance d'une nouvelle série, dont la construction est prévue par le ministre de la Défense, porteront les noms de Floréal et de Prairial, et les suivantes seront aussi baptisées d'après le calendrier révolutionnaire », selon l'état-major de la marine nationale. Ce n'est pas la première fois en France, que des navires de guerre portent de tels noms. D'autre part, les trois premières frégates légères, dont la construction a été décidée en avril 1988, porteront les noms de La Fayette, Surcouf et Courbet. Les suivantes « continueront d'honorer de grands serviteurs de la France », précise l'état-major de la marine. Ces navires déplacent environ 3 000 tonnes.

هكذا من الأصل

Société

JUSTICE

L'assassinat de Georges Besse devant les assises de Paris

Des accusés pour un procès « à la carte »

A la fin de la première journée, lundi 9 janvier, ils s'étaient fait expulser de la salle d'audience. Mardi 10 janvier, ils furent d'avis d'y repasser, mais seulement pour le temps qui leur convenait, c'est-à-dire celui — une heure et dix minutes — qu'il fallait à Joëlle Aubron pour lire une vingtaine de feuillets griffonnés durant la nuit, texte qui se veut une explication et, semble-t-il, une justification de l'assassinat de Georges Besse. Après quoi, d'eux-mêmes, ils expriment le souhait de se retirer. Il y fut volontiers consenti.

Qu'en sera-t-il maintenant pour la suite du débat ? On peut aisément le deviner : Jean-Marc Rouillan, Nathalie Ménigon, Joëlle Aubron et Georges Cipriani ont opté pour un procès à la carte. Ils en prennent ce qui leur convient et, ce qui leur convient, c'est uniquement de livrer leur discours, de le répéter à satiété, de le figer, d'y glisser éventuellement une formule de plus qui, dans leur esprit, devrait faire mouche. Ce discours, dans ces conditions, peut être sans limites. Il peut occuper une heure ou dix, ou davantage encore. Il peut assourdir ou assommer un auditeur, qu'il importe ! Il peut aussi blâmer.

Car si l'on écoute Joëlle Aubron, mardi 10 janvier, c'est M^{me} François Besse, ses trois filles et ses deux fils que l'on regardait dans le même temps. Il leur fallait entendre dénommer sèchement « Besse » ou même « la brute Besse », celui qui fut un mari et un père, ils devaient supporter, atterrés d'incompréhension, un discours qui mettait Georges Besse au rang des « spoliateurs de l'humanité », dont la vie et le rôle de « technocrate » ne pouvaient être pour lui que « la chronique d'une mort annoncée ».

Il fallait qu'ils sachent encore que cette mort s'inscrivait dans « une stratégie révolutionnaire de lutte armée, instrument stratégique de la libération prolétarienne » et ne devait surtout pas être présentée comme « un acte isolé de quelques illuminés », ce qui « rendrait incompréhensible une politique de la guérilla, tout comme l'offensive généralisée du front anti-imperialiste ».

Il fallait que l'on en sache « les actions principales ». Elles furent énumérées : la tentative d'assassinat de Guy Drame, vice-président du CNRP, l'attaque de commando contre le siège d'Interpol, le mitraillage de l'immeuble de l'OCDE et, enfin, « l'action du commando Pierre-Ouvert contre Besse ».

Bref, en ces hommes ou en ces organismes, il ne saurait être ques-

tion de voir autre chose que l'appareil d'exploitation et d'oppression de la bourgeoisie, servi par des « technocrates, au détriment des masses rejetées et spoliées ».

La guérilla du prolétariat

Joëlle Aubron n'en garde pas moins le moral. « La guérilla ouest-européenne du prolétariat a ébranlé le centre du système imperialiste. Mais, à cette « guérilla », il faut savoir que répond, bien sûr, « l'offensive anisoprolétaire ». Que faisait Georges Besse à la tête de Renault ? « Il appliquait à la Régie les normes du secteur privé ; il y instrumentalisait la précarité. » Autant, pour les accusés, « d'actes anisoprolétaires ».

Dès lors, « le sens de l'action du commando Pierre-Ouvert » (c'est ainsi seulement que les accusés désignent ceux qui tuèrent Georges Besse) devient parfaitement clair. Il est « une illustration de l'affrontement entre le prolétariat international et la bourgeoisie ». Au service de la bourgeoisie et « d'une stratégie bourgeoise anticrise ».

Georges Besse avait, si l'on comprend bien, choisi son camp. Quo'on n'allait pas croire, comme voudraient le faire l'accusation et, avec elle, les médias — toujours pris à partie — que cette mort suscita une révolte, une révolte générale. M^{me} Aubron nous le dit clairement : « L'exécution de Besse a été expressément souhaitée par des dizaines de textes rédigés contre lui. Aujourd'hui, on vient nous dire : pourquoi a-t-on assassiné un homme si brave ? Il ne faudrait plus faire état de ce dont il s'est rendu responsable. Il faudrait ignorer que deux ouvriers, licenciés sous sa direction, se sont suicidés ».

Quant à cette formule, « la brute Besse », c'est « le surnom que lui avaient donné les ouvriers de Pechiney et de Renault ». Et comme Georges Besse « a parfaitement ignoré les conséquences de ses plans, là où il est passé, ces conséquences l'ont bientôt rattrapé et il en est mort ».

Voilà ce qu'a dû entendre, pendant plus d'une heure, la famille Besse. Entre le banc de la partie civile où elle se trouve et le banc des accusés d'où parlait — ou plus exactement lisait ce texte — Joëlle Aubron sans la regarder, il n'y a pas plus de 5 mètres.

Le discours étant achevé, Jean-Marc Rouillan fit savoir que pour le reste de la journée ils préféraient, lui

et ses camarades, se retirer. On le prit au mot. Le président Xavier Versini, qui, visiblement, a forcé sa nature pour ne pas interrompre le fil du discours Aubron, sait parfaitement qu'il n'a rien à attendre de celle de Georges Besse. Mais, tout simplement, parce qu'il avait eu le sentiment que c'étaient les accusés, eux, qui en doutaient, en dépit de leur mutisme affiché, et qu'il valait donc mieux prendre les devants.

Elle lui fut d'office accordée, avec la meilleure grâce du prétoire.

M. Vuillemin a donc expliqué que s'il avait demandé une deuxième expertise balistique, ce n'est point qu'il doutait des mérites de celle de M. Coccardi, mais, tout simplement, parce qu'il avait eu le sentiment que c'étaient les accusés, eux, qui en doutaient, en dépit de leur mutisme affiché, et qu'il valait donc mieux prendre les devants.

Un carnet à spirale

Ces expertises sont en effet capitales, tout comme sont essentielles des pièces à conviction de différentes natures saisies à Vitry-aux-Loges. Avocat de la famille Besse, M^{me} François Sarda ne manqua d'ailleurs pas de faire remarquer que, tout au long de l'instruction, la défense ne montra qu'un seul souci : obtenir de la chambre d'accusation une décision qui frapperait de nullité les saisies opérées. L'entreprise fut vaine. Car lorsqu'on a pu parler à l'audience, entre autres choses, d'un carnet à spirale, sur lequel fut écrit le texte suivant : « Après les remous suscités par l'exécution de Georges Besse par le commando Pierre-Ouvert, de nombreuses questions se sont posées. Pourquoi Georges Besse ? L'homme en lui-même, dans sa vie privée, nous était inconnu, comme lui étaient inconnus les vingt-cinq mille ouvriers licenciés en raison de sa politique. » Un expert en écritures, M. Pierre Faideau, a planché sur ce manuscrit. Il en a retiré une certitude : l'écriture est celle de Georges Cipriani. Pour l'accusation, comme pour la partie civile, ce n'est pas à négliger. Georges Cipriani, des quatre accusés, peut apparaître comme celui contre lequel on dispose le moins de charges. Il n'a pas été formellement reconnu comme l'un des hommes présents sur les lieux ; seule sa silhouette a paru correspondre à celle de l'un des deux hommes remarqués boulevard Edgar-Quinet le 18 novembre 1986. Aussi bien, peut-on avoir au moins des présomptions.

Les policiers et les experts entendus mardi 10 janvier ont exposé ce qu'ils ont pu réunir contre les uns et les autres. Durant les deux jours qui vont suivre, on doit écouter les témoignages, c'est-à-dire principalement les hommes et les femmes qui se trouvent boulevard Edgar-Quinet dans les dernières heures de l'après-midi et qui tous ont vu et souvent reconnu.

JEAN-MARC THEOLLENYE.

Au tribunal de Wuppertal (RFA)

Les dix-sept meurtres de « l'ange de la mort »

BONN
de notre correspondant

Michaela Roeder, trente ans, un visage de bonne fille toute simple, a fait, mardi 10 janvier, une entrée un peu gauche dans le box des accusés du tribunal de Wuppertal, ville située en bordure de la Ruhr. Celle que toute l'Allemagne fédérale surnomme « l'ange de la mort » doit rendre compte de son activité d'infirmière dans le département des soins intensifs de l'hôpital Saint-Pierre de Wuppertal entre 1984 et 1986. Les « soins » prodigués par Michaela Roeder aux patients sortant de la salle d'opération se sont soldés par la mort de dix-sept personnes âgées de cinquante-trois à soixante-dix ans.

Jouissant de toute la confiance du médecin-chef et de ses collègues, l'infirmière diabolique leur injectait, après l'opération terminée, une préparation à base de chlorure de potassium destinée à abaisser la pression artérielle et qui, administrée à haute dose, provoque une mort semblable à celle consécutive à un arrêt cardiaque. Longtemps mis sur le compte de la fatalité, les fréquents décès intervenant pendant le service de Michaela Roeder intriguèrent la direction de l'hôpital. Le 13 mars 1986, entendue par la police, elle avoua avoir pratiqué l'injection mortelle à six patients. Le lendemain, après avoir consulté ses pro-

ches et son avocat, elle se refusa à toute nouvelle déclaration sur les autres cas.

La maîtresse de la vie

Tout au long de l'instruction, elle se défendit en affirmant qu'il s'agissait, dans les six cas reconnus par elle, d'abaissement de la tension de malades voués à une mort certaine. L'avocat général Karl Hermann Majorowski contesta absolument cette thèse de l'euthanasie : « L'accusée s'est instituée en maîtresse de la vie et de la mort. Nous avons affaire à des meurtres commis de sang-froid pour de bas motifs », écrit-il dans son acte d'accusation.

Quels sont ces motifs ? L'accusation ne les mentionne pas. Pendant un temps, la presse de boulevard ouest-allemande avait laissé entendre que Michaela Roeder avait commis ses crimes pour mettre dans l'embarras la médecine, chef de son service avec laquelle elle aurait eu des rapports de nature homosexuelle. Cette explication n'a pas été confirmée. L'infirmière, au cours de sa détention, a longuement été examinée par des psychiatres dont les conclusions vont être exposées au cours du procès qui doit durer plusieurs semaines. Peut-être y aura-t-il alors un peu plus clair.

LUC ROSENZWEIG.

L'affaire Canson

M. Jean-Pierre Bernard affirme avoir subi « des pressions nombreuses et multiples »

M. Jean-Pierre Bernard, ancien juge d'instruction à Toulouse, qui vient d'être nommé vice-président du tribunal de grande instance à Lille, a affirmé avoir subi des « pressions nombreuses et multiples » lorsqu'il instruisait, encore récemment, le dossier Canson.

Interviewé sur la Cinq, le mardi 10 janvier, le magistrat a précisé qu'il s'agissait de « pressions qui prennent des formes différentes ; ce peut être des conseils amicaux, des conseils de gens que vous ne connaissez pas qui viennent vous voir pour vous dire qu'on arriverait à régler tel ou tel problème (...), que si telle ou telle chose n'était pas faite, ça serait beaucoup mieux ».

Le magistrat a encore estimé que l'affaire Canson était une « instruction complexe par la nature des personnes qu'elle met en cause. Il est évident que

lorsque ce dossier prend la direction de cabinets d'avocats, il y a des règles de procédure qui sont particulièrement strictes. Il y a des règles relatives au secret professionnel. Lorsqu'on prend également la direction des proches du ministère de la culture et de la direction des musées de France, il y a également des règles non écrites auxquelles on n'a pas accès, et évidemment la tâche est difficile ».

Arrivé à Lille le 10 janvier pour y prendre ses nouvelles fonctions, M. Bernard a, par ailleurs, déploré que sa voiture ait été prise feu à la suite d'un incident dont l'origine est encore inexpliquée. « J'espère qu'il s'agit d'un incident mécanique », a déclaré le juge, qui, à la suite de plusieurs menaces, bénéficie d'une protection policière lorsqu'il était en poste à Toulouse.

Les « disparus de Fontainebleau »

Les cadavres de Gilles Naudet et d'Anne-Sophie Vandamme retrouvés

Les gendarmes sont persuadés que les deux cadavres humains et le cadavre animal découverts, mardi 10 janvier, dans la forêt de Fontainebleau sont ceux de Gilles Naudet, d'Anne-Sophie Vandamme et de leur chien Dundee disparus depuis le 31 octobre 1988.

Il est près de 14 heures, mardi, lorsqu'un garde-chasse de l'Office national des forêts (ONF) et quatre chasseurs de Milly-la-Forêt (Essonne), partis à la recherche d'un gibier blessé dans la zone marécageuse de la Mare-aux-Jones, dans le massif de Coquillins, découvrent les cadavres d'un homme et d'un chien, dissimulés sous des fourrés et des branches.

L'alerte aussitôt donnée, une soixantaine de gendarmes et de garde-chasse, ainsi que le juge d'instruction chargé de l'enquête sur la disparition, le 31 octobre, de Gilles Naudet, d'Anne-Sophie Vandamme et de leur chien Dundee, inspectent les talus aux abords des mares. Un troisième corps est rapidement retrouvé, celui d'une femme. Les enquêteurs sont persuadés d'être en présence des cadavres des « disparus de Fontainebleau ». Les vêtements, encore reconnaissables, sont identifiés et l'homme porte le bracelet-montre de Gilles Naudet. Il faudra cependant attendre les résultats de l'autopsie qui doit être pratiquée ce mercredi 11 janvier.

Les gendarmes de Fontainebleau ont toutefois peu de doutes. Ce secteur de la forêt de Fontainebleau, entre les lieux-dits la Gorge-aux-Loups et la Gorge-aux-Voleurs, est relativement peu éloigné du parking de la Feuillandière, sur le département 409, où Gilles Naudet avait garé son véhicule, le 31 octobre. Entre la route et la zone marécageuse, l'allée de la Bouilligne, un sentier praticable, que les deux jeunes gens avaient sans doute emprunté.

La découverte de ces trois cadavres, en état de décomposition

avancé, met fin à l'une des hypothèses émises lors de leur disparition. Gilles Naudet et Anne-Sophie Vandamme ne se sont pas égarés dans la forêt. Ils sont morts probablement ensemble, et leur chien a été abandonné par Peugeot 304.

Ne restent alors que trois possibilités : le suicide. Mais tous les proches des jeunes gens, âgés de vingt-cinq ans, évoquent le souvenir d'un couple heureux, promeneurs assidus de la forêt. Gilles Naudet, employé dans une banque parisiennaise, et Anne-Sophie Vandamme, tous deux domiciliés à Versailles, passaient fréquemment les week-ends dans la maison des parents de la jeune fille, à Bois-le-Roi. Le 31 octobre, Gilles Naudet avait tenu à montrer à sa compagne l'un des lieux qu'il préférait de la forêt, depuis son service militaire. Ils devaient être rentrés avant la nuit.

Un crime crapuleux : aucun élément de l'enquête, pendant les deux mois de battue et de recherche de témoignage, n'a permis d'établir la présence, ce jour-là, dans le massif, d'un rodéur ou d'un groupe d'individus.

Enfin, un accident de chasse qui aurait pu se conclure en meurtre : c'est l'hypothèse la plus souvent avancée par les gendarmes. Près de quarante personnes se trouvaient dans cette partie de la forêt le jour de la promenade des deux jeunes gens, et des traces de pneus de voiture 4 x 4 ont été retrouvées mardi, sur les lieux de la découverte.

Les gendarmes ne s'expliquent pas comment deux personnes et un chien ont pu être victimes seulement d'un accident de chasse en quelques secondes. Ils s'interrogent également sur l'endroit où ont été retrouvés les trois cadavres. Ce secteur, très feuillu l'automne et d'accès difficile, avait été fouillé à diverses reprises. Des chiens policiers, spécialisés dans la recherche de corps, avaient même été amenés sur place. En vain.

Après un important incendie dans un entrepôt de tissus à Paris

Polémique sur la sécurité dans le quartier du Sentier

Un important incendie s'est déclaré, mardi 10 janvier vers 15 heures, dans un entrepôt de tissus situé à l'entresol d'un immeuble, 84, rue Réaumur à Paris (2^e). Ce sinistre, qui a provoqué l'intervention d'une centaine de sapeurs-pompiers venus de neuf casernes de la capitale, a pu être maîtrisé en fin d'après-midi, non sans avoir provoqué de très importants dégâts matériels, le feu ayant été alimenté par des stocks de tissus synthétiques.

Après cet incendie, M. Pierre Schapira, tête de liste du Parti socialiste pour les prochaines élections municipales dans le 2^e arron-

dissement, a publié un communiqué dénonçant « le laxisme de la municipalité qui a laissé ce quartier à l'abandon. Les immeubles du quartier du Sentier n'ont pas été construits pour accueillir une industrie textile aussi importante », précise M. Schapira, qui a demandé la tenue d'une table ronde entre les riverains, les associations de commerçants du Sentier, les élus et la préfecture de police pour envisager des solutions raisonnables ». Le candidat du PS estime, en effet, que « le Sentier doit respecter les lois élémentaires de la sécurité s'il veut continuer d'exister ».

Après la réunion de jeunes néo-nazis dans une maison de quartier

Le maire de Saint-Maur-des-Fossés dépose plainte

Le maire de Saint-Maur-des-Fossés (Val-de-Marne), M. Jean-Louis Beaumont (div. droite), a porté plainte, mardi 10 janvier, pour « apologie de crimes de guerre », « incitation au racisme » et « dégradation d'objets d'intérêt public », après la réunion, dimanche 8 janvier, dans une maison de quartier de militants néo-nazis.

Selon les riverains du quai de la Pie, à Saint-Maur, plusieurs dizaines de jeunes, certains en tenue paramilitaire ou portant un brassard rouge frappé d'une croix celtique blanche, se sont rassemblés toute la journée dans cette salle. Une réunion du même genre avait déjà eu lieu le 16 octobre dernier et quelques habitants se sont déclarés choqués.

Dans un communiqué, M. Beaumont indique que le local a été loué à un jeune Saint-Maurien par l'asso-

ciation des maisons de quartier de la ville. « Des centaines de réunions ont lieu chaque année dans les maisons de la ville, et c'est la première fois qu'un habitant abuse de ce service arts apprécié de la population », regrette le maire.

DEMAIN NOTRE SUPPLÉMENT

Le Monde

DES LIVRES

Au tribunal de Paris

Les bombes de l'huissier de la 16^e chambre

Jean-André Mozziconacci, vingt-trois ans, paraît très à l'aise dans le box des accusés de la 16^e chambre correctionnelle de Paris. Accusé nonchalamment, il répond à la présidente, M^{me} Martine Anzani, sur un ton désinvolte. Pourtant, mardi 10 janvier, ce jeune homme dégingant comparait pour répondre d'une série de délits graves : « détention d'armes et d'explosifs, reconstitution de faux disques et association de malfaiteurs, en relation avec une entreprise individuelle ou collective ayant pour but de troubler gravement l'ordre public par l'intimidation ou la terreur ».

Le 20 mars 1987, il avait été interpellé incidemment à Boulogne-Billancourt par des policiers, alors qu'il était porteur d'un sac contenant deux bombes, deux détonateurs et un pistolet 7,65 approuvé. Un explosif semblable avait été utilisé pour un attentat commis peu de temps auparavant contre le gendarme de Meudon et, le lendemain, le Corse commettait une « nuit blanche », avec soixante-dix explosions.

« Je suis militant du FLNC », rétorque Jean-André depuis son arrestation, à chaque fois qu'on lui pose une question. Il a donc refusé de participer à l'instruction. « Mais on vous connaît quand même », remarque-t-il, souriant la présidente. « On se connaît... », admet le jeune homme, d'un air entendu. Les locaux aussi lui sont familiers, car, au moment de son arrestation, Jean-André était... huissier-audencier dans cette même

chambre correctionnelle, pendant qu'il suivait ses études de droit. Ce jeune professionnel, lui permettait d'entrer au palais de justice sans être fouillé. Et, lorsqu'il fut arrêté, cette circonstance provoqua un frisson rétrograde dans les rangs des services de sécurité.

Le temps du pardon

Malgré leurs anciennes relations professionnelles, M^{me} Anzani n'a pas obtenu de Jean-André qu'il renonce à son mutisme. C'est, apparemment, avec indifférence que le jeune homme a entendu le substitut du procureur de la République demander au tribunal de le condamner à cinq ans d'emprisonnement, dont un en détention assorti du sursis. Ses avocats ont su trouver à sa place les mots qu'il fallait. Parmi eux, M^{me} Claire Freyhaud et M^{me} Patrick Maisonneuve ont souligné que « l'époque avait changé », en évoquant la trêve du FLNC, alors que M^{me} Antoine Solacorp soulignait qu'après « le temps de la répression » vient « le temps du pardon ».

Après une courte délibération, le tribunal a condamné Jean-André Mozziconacci à quatre ans de prison, dont deux à temps avec sursis, ce qui lui permettrait d'être libéré le jour même. Une sentence accueillie par les applaudissements d'une salle uniquement composée de sympathisants et par les sourires discrets des huissiers.

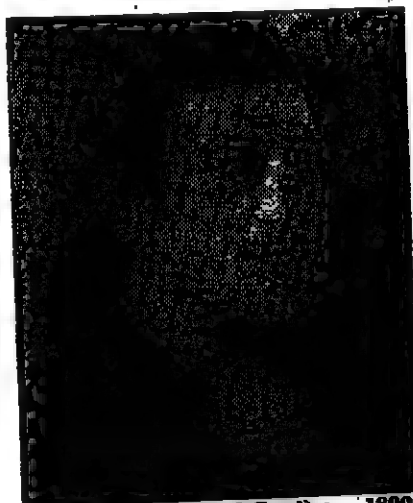
MAURICE PEYROT.

Le Monde

ARTS ET SPECTACLES

Gauguin au Grand-Palais L'Inca de Polynésie

Après une semaine d'inaugurations en série, l'exposition Gauguin sera ouverte au public le samedi 14 janvier. Première rétrospective de grande importance en France depuis celle de 1949, qui célébrait, avec un an de retard, le centenaire de la naissance du peintre, elle rassemble des œuvres venues des collections publiques et privées de tous les coins du monde.



Autoportrait au Christ jeune, 1890.



Autoportrait au Christ jeune, 1890.



Autoportrait à la palette, 1891.

GAUGUIN au Grand Palais : l'événement ne saurait passer inaperçu. D'autant que, annoncé par les expositions de Washington et de Chicago, on l'attendait depuis l'année dernière. En sera-t-on déçu ? Un peu peut-être justement pour cela. Et parce qu'aucune exposition Gauguin ne saurait être complète, malgré les efforts considérables accomplis pour rassembler dans les cinq continents. Seul le gros catalogue propose le parcours idéal de l'œuvre telle qu'aujourd'hui on la perçoit, aussi savante que sauvage, avec ses ombres et ses nuances. Avec tous ses chefs-d'œuvre dont certains, présentés aux États-Unis ne sont pas venus à Paris, dont certains, présents à Paris, ne sont pas non plus allés là-bas.

Il n'empêche, l'exposition parisienne — comme les expositions américaines —, réjouira, étonnera même par le nombre d'œuvres que l'on croit connaître, que l'on sait par cœur seulement par la reproduction et qui, enfin à portée de vue, perdent ou gagnent en consistance, l'image de la chair brune et sensuelle qui peuple nos rêves, l'arbre exotique et ses senteurs ont caché plus d'une fois la forêt et ses habitants, harmonies colorées autant qu'appariées de monstres tapis sous les feuillages luxuriants. Et puis il y a les tableaux dansants, Gauguin connaissait l'existence, comme la plupart des peintures venues des collections soviétiques, qui fort heureusement comblent des lacunes en fin de parcours.

Il est chronologique et sage, mis sur fond différent, à chacun des trois étages : gris pour les années de Pont-Aven et du Pouldu, violet pour les premières œuvres polynésiennes, bien sombre pour la fin du voyage. Ne pouvait-on faire autrement et penser pour une fois un blanc, un simple blanc, d'autant que le peintre, toujours fort soucieux de ses effets et de la présentation de son œuvre au public, a aimé la montrer justement dans des cadres blancs, depuis longtemps remplacés par des dorures ? Ou bien il a forcé la dose, comme toujours, et donné dans le mur jaune de chrome et vert dans son atelier-exposition de la rue Vercingétorix. Le gris est un peu triste, mais convient cependant pour le « spleen » breton, le violet va bien, mais le bleu a quelque chose d'imparadisaire, il nuit aux couleurs, au bleu de la couche de *Nevermore*, entre autres. Et parfois on ne sait pas, on ne sait plus si cet assourdissement de la

palette vient du peintre ou du mur, ou de notre souvenir des œuvres sur papier glacé.

Le parcours est bien venu qui associe peintures et céramiques-sculptures dans les salles, et réserve les rondes aux œuvres graphiques, une des révélations de l'exposition. Les bois gravés pour Noa Noa en particulier sont bien plus qu'un répertoire d'images destinées à résumer l'œuvre, à la faire connaître, à la diffuser, à l'expliquer, comme la voulait l'histoire de l'estampe, un travail au doigt, comme les céramiques, où le sauvage, le primitif, s'éveille d'abord. Dès la période de Pont-Aven, le premier bout du monde, le Finistère du peintre, parti à la conquête de son « coin de moi encore inconnu », de son « *maître mot de sauvages* », et, plus prosaïquement, cherchant bonne auberge à bon marché pour y peindre en paix sans soucis d'argent. Ce premier « ailleurs » est aujourd'hui trop proche de nous, et certes pittoresque (encore ?), mais pas assez exotique pour faire partie de l'image convenue de l'œuvre de Gauguin. Il fut pourtant le lieu des années

décisives d'influences conjuguées et dépassées, de hardiesses et d'inventions formidables, dans la foulée de Pissarro le sage d'abord, de Degas ensuite, du japonais, de Delacroix et de bien d'autres. Le lieu aussi où s'est fixée une thématique que Gauguin déplacera sous les tropiques.

Le peintre à part entière

Sur ces années, l'exposition parisienne est remarquable qui, des images de l'enfance, conduit à la lutte de Jacob et de l'ange sur plateau de scène rouge en contre-plongée avec ligne ondulée de coiffes blanches en découpe, et cet arbre qui sépare réalité et fiction lointaine. Inspirée ou pas, volée ou pas au jeune Emile Bernard, l'idée de la *Vision du sermon* fera son chemin, et la rouge de s'éteindre dans la formidable *Nature morte à la fête Gloanec* du musée d'Orléans, le plateau cette fois portant des fruits et déjà de ces fleurs à la Redon. Plus de rouge, plus de vert, plus de jaune de chrome... Des couleurs vivifiées par le voyage à la Martinique. Et des compositions qui font basculer l'espace pictu-

ral, le ramènent au plan avec autorité.

Des jeunes peintres furent suivis d'autres grands essais de synthèse et de simplicité (plutôt que de simplification) dont est sorti le *Christ jeune* aujourd'hui à Buffalo, après l'épisode lamentable et tragique de la tentative de travail aux côtés de Van Gogh à Arles. Qui ne plaide guère en faveur de Gauguin, sans doute plus intéressé par les activités marchandes de Théo que par les rêves de communauté de Vincent. Qui joue ou ne joue pas et parle de « *ce long calvaire à parcourir que la vie d'artiste* », et ne cesse de peaufiner son image de peintre à part entière, devant faire oublier l'amateur, l'employé de Bourse qu'il a été. Une image fière, hautaine, tour à tour d'Inde, d'Indonésie, de monstre, de primitif au front court mais néanmoins éclairé, puis de Christ. Comme on le voit dans les autoportraits regroupés en fin de parcours. Celui-ci rappelle l'homme après avoir invité à considérer l'œuvre. Ce qui est très bien.

Si l'on ajoute au Christ aux cheveux et à la barbe rouges du jardin des Oliviers, où le peintre se représente et à l'autoportrait au Christ jeune la copie fidèle de l'Olympia de Manet, on peut comprendre la perplexité des milieux parisiens à l'égard du peintre, qui fascinait autant qu'il pouvait déplaire. Octave Mirbeau, quelque peu encouragé par Mallarmé, défend l'homme et l'œuvre, à la veille du premier départ pour Tahiti. De son côté, et en réponse, Félix Fénéon assassine les deux en bonne et due forme. Le premier parle de sa « *passion dévorante* », de sa « *recherche toujours d'un au-delà* », de son œuvre « *étrangement cérébrale* » dans une analyse conforme à l'atmosphère parisienne en pleine effervescence symboliste. Le second évoque sa « *fièvre littéraire* »... « *lui qui, jusqu'alors, avait avec la plus paradoxale obstination ignoré les librairies et généralement les idées* », et en fait la « *proie des littérateurs* ».

Proie des littérateurs ou non, Gauguin est parti, revenu malade, puis reparti, définitivement, pour devenir « *l'artiste inouï qui du fond de l'Océanie envoie ses œuvres déconcertantes, inimitables. Œuvres définitives d'un grand homme pour ainsi dire disparu du monde* », lui écrit son fidèle Daniel de Monfreid. Entre souvenirs de France et images de contes et légendes tahitiennes d'avant la colonisation, ces grandes œuvres sont toujours de lecture incertaine, et les exégètes

Six livres

ANNONCÉE de longue date, la rétrospective Gauguin a stimulé le zèle des auteurs et des éditeurs. La Réunion des musées nationaux publie un fort catalogue rangé suivant l'ordre chronologique, somme de science gauguinienne à laquelle il ne manque ni une date ni une source. Conservateurs américains et français se sont associés pour rassembler tout ce que l'on sait des œuvres et de leur auteur — les notices des œuvres sont remarquables d'érudition — et une documentation photographique très dense. Résultat : un bel « *incunable* » de plus de 500 pages et de 750 illustrations (300 F.).

Plus légères (relativement...), plus séduisantes et d'une lecture plus aisée parce que plus narratives et plus synthétiques, mais scrupuleusement informées et écrites, deux biographies ont paru récemment, celle de Michel Hoog l'an dernier (Nathan, 328 p., 625 F.), celle de Françoise Cadrin cet hiver (Flammarion, 321 p., 317 F., 450 F.). Cette dernière a justement reçu le prix Elle-Faure 1988. Par comparaison, le Gau-

guin de la Bibliothèque des expositions des éditions Adam Biro ne peut faire figure que de manuel d'initiation, réunion de contributions inégales de qualité et d'ambition (96 pages, 149 F.).

Autre façon enfin de fêter l'exposition : réviser des toiles peu connues et s'attirer ainsi la reconnaissance des amateurs de rareté. Le Centre d'art propose ainsi les vingt-neuf Gauguin des musées soviétiques, certains reproduits à grand renfort de détails et commentés par les conservateurs de Leningrad et de Moscou (188 pages). Enfin, Jean Leymarie a publié une analyse brillante de l'œuvre sur papier. Un domaine peu connu de la planète Gauguin. (Skira/Flammarion, 98 p., 130 F.).

Ph. D.

* Outre ces ouvrages, on peut noter la réédition de la biographie de Gauguin par Maurice Malagou (*La Vie prodigieuse de Paul Gauguin*, Bachelier-Chastel, 314 p., 145 F.) et le *Sur les traces de Gauguin* de Yvan Le Pichon, Robert Lafont, 266 p., 250 illustrations, 430 F.).

de Gauguin risquent encore de s'y perdre, ayant cette fois à démêler non plus le jeu des références picturales enfermées dans la musicalité des tableaux, mais celui des références littéraires dont Gauguin se sert en permanence dans l'évocation de son Eden. Qu'on doit pouvoir retrouver à travers ses écrits, sa correspondance.

Méditation sur la mort

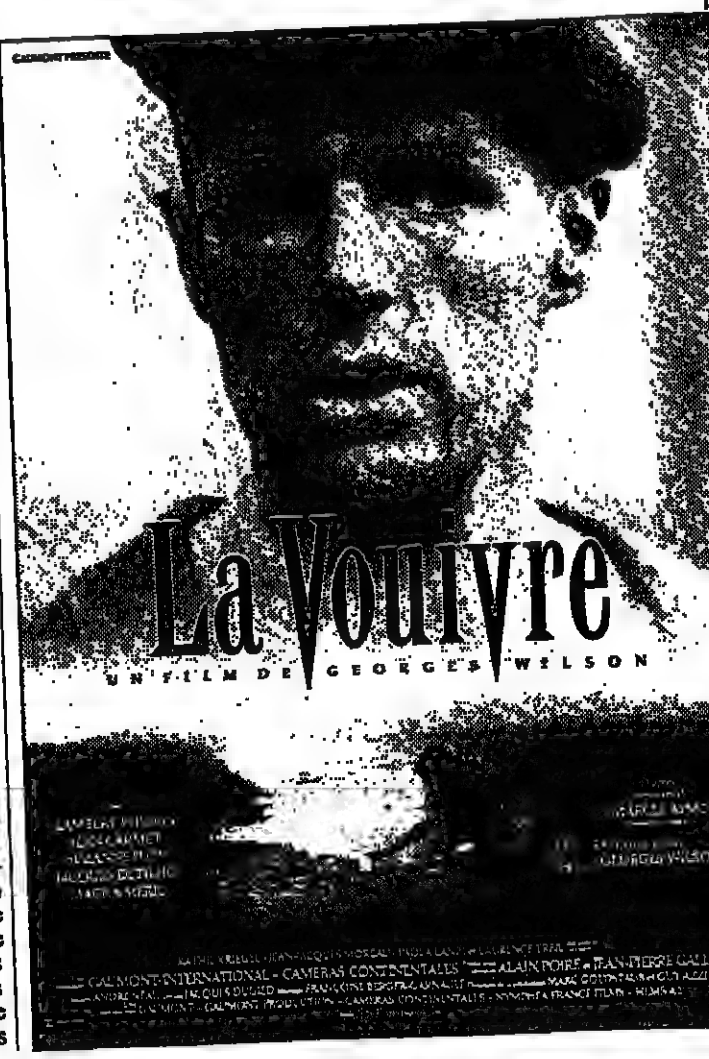
Il y a là des dessous passionnants, encore insuffisamment étudiés, qui montreront sûrement comment Gauguin cultivait son primitivisme, qui peuvent contribuer à éclairer son univers en cassant la légende, mais ont peu de chances d'ébranler l'édifice pictural, ce monde clos placé sous le signe d'une grande méditation sur la mort, cela bien avant le grand

D'où venons-nous ? Que sommes-nous ? Où allons-nous ? resté à Boston ; et d'une angélique transmuée en rêve de société parfaite, mêlant le meilleur des anciennes civilisations de l'Orient, d'Océanie et de l'Occident. Un monde dont la magie opère toujours, par la force, la plasticité de sa construction, par la couleur, par la monumentalité. Malgré les faiblesses de certains tableaux, décoratifs sans plus, ou bien brossés trop vite et à contre-cœur. Qui pouvaient être des commandes, quand Gauguin, vivant moins misérablement qu'on ne le croit généralement, avait, les dernières années de sa vie, Ambroise Vollard pour marchand. Chez qui de nouveaux peintres le découvriront. L'un d'eux était Picasso.

GENEVÈVE BREERETTE.

* Au Grand Palais, jusqu'au 24 avril.

GAUMONT AMBASSADE - GAUMONT OPÉRA - GAUMONT LES HALLES
GAUMONT PARNASSE - GAUMONT CONVENTION - 14 JUILLET ODÉON
PUBLICIS ELYSÉES - GAUMONT ALÉSIA
Périphérie : TRICYCLE ASMÉRIES - GAUMONT OUEST BOULOGNE
CYRANO VERSAILLES - 4 TEMPS LA DÉFENSE - BELLE-ÉPINE PATHE THIAIS



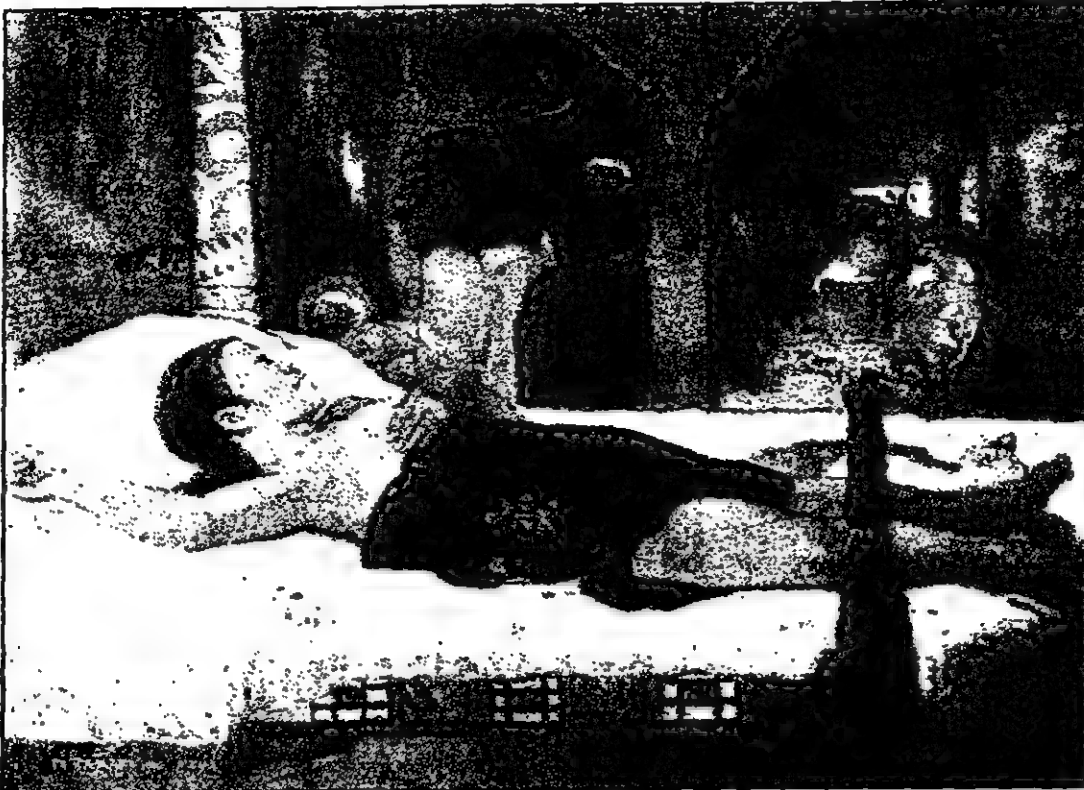
هكذا من الأصل

Paradis artificiels

Un vrai primitif, Paul Gauguin ? Ou l'inventeur raffiné d'une « simplicité » très peu sauvage et curieusement éclectique ?

« *L'art de la peinture faite à la main, le motif étant sauvage, enfant.* » Comme tout serait clair si l'art de Gauguin n'était que l'application de ce précepte, que l'on relève dans une de ses lettres à sa femme, sa danoise et protestante épouse, « Sauvage », « enfant » : on a depuis longtemps glissé sur ces mots. On a depuis longtemps affirmé que la vie de Gauguin s'expliquait par là et qu'il était allé en Bretagne, à la Martinique et en Océanie au nom de cet impératif de purification. Comment en douter en effet, quand le peintre déclarait à Jules Huret, avant de s'embarquer pour Tahiti, qu'il avait « besoin de [se] retremper dans la nature vierge, de ne voir que des sauvages, de vivre de leur vie, sans autre préoccupation que de rendre, comme le ferait un enfant, les conceptions de [son] moyen avec l'aide seulement des couteaux d'art primitif, les seuls bons, les seuls vrais ».

Pour l'avoir annoncé, Gauguin a-t-il rempli cependant son programme ? A-t-il révolutionné la peinture en n'usant plus que des « moyens d'art primitif » ? Le pouvait-il ? On sait la réponse habituelle, celle qu'impose la mythologie peu à peu suscitée par la vie de Gauguin, véhiculée par les magazines et quelques reconstructions filmées mémorables. Comme il était facile de prendre ses déclarations au pied de la lettre et d'imaginer un nouveau Crusso, héros exilé rompant avec son siècle et sa culture, c'est devenu un article de foi que de faire de Gauguin le père fondateur du primitivisme, ce mouvement esthétique dont le but fut la régénération par l'innocence. Une généalogie s'est constituée, qui



Le Tamariki No Atua (la naissance du Christ), 1896.

même du peintre des îles aux fauves et aux cubistes, puis de ces derniers aux surréalistes et aux expressionnistes abstraits.

Quelques historiens ont eu beau objecter, par exemple, que la part de l'art nègre dans les *Demiseilles d'Avignon* était fort réduite, nulle peut-être, il reste courant d'expliquer l'art moderne par le recours au primitif. Tel est donc l'un des enjeux de l'actuelle révision du cas Gauguin : pouvoir vérifier, pièce en main si l'on peut dire, l'exactitude de la thèse et mesurer la part du « sauvage » dans son œuvre.

Une évidence d'abord : il serait absurde, sous couvert de révision, de prétendre nier l'importance du primitif. Les voyages et le mode de vie de Gauguin dans les îles, son emploi d'une iconographie

nouvelle et de motifs décoratifs « autochtones », les titres rédigés en tahitien — fût-il fautif et imprécis — la sculpture sur bois et la céramique, les albums consacrés à la transcription de mythes océaniques, tout cela témoigne surabondamment de l'énergie avec laquelle l'artiste a introduit dans son œuvre des inspirations et des procédés non européens.

Celui qui a représenté des tiki des îles Marquises et des cérémonies religieuses, celui qui a taillé et poisé des figures sacrées sur l'exemple des fétiches « canaques », comme on disait alors, on ne peut le soupçonner de n'avoir pas mis ses maximes en pratique. Mais ces maximes ne lui étaient pas personnelles. Mais son exotisme doit plus aux ethnologues qu'à l'observation sur place. Mais

l'« océanisation » de son art a d'étroites limites.

Le mythe de Gauguin-Crusso

Quoique cette réserve fasse perdre un peu de son éclat au mythe de Gauguin-Crusso, il faut admettre en effet qu'il n'a été ni le seul ni le premier à prêcher l'exil loin de l'Europe aux « anciens paraps ». Faut-il remonter à Chateaubriand ? Faut-il aller plus avant et évoquer le « bon sauvage » du dix-huitième siècle, les voyages de Cook et de Bougainville ? Gauguin, lettré plus que bien de ses « confrères » peintres, est l'héritier d'une mode fort ancienne et largement partagée. Delacroix était allé au Maroc, Flaubert en

Egypte. Baudelaire et Mallarmé, qui n'allèrent pas si loin, ont poétisé l'exotisme et orchestré le lyrisme de l'ailleurs. « *Fuir ! Lâchez fuir ! Je sens que les oiseaux sont ivres.* », a écrit celui dont Gauguin a fait le portrait, plaçant sur son épaule le noir corbeau de Poe. Le voyage dans l'inconnu des océans et des tropiques a fait rêver le dix-neuvième siècle entier, et le symbolisme des années 1880 a repris à son compte ce qui ressemble fort à un lieu commun.

Bien avant que Gauguin n'annonce son départ, Pierre Loti, point encore écrivain à succès, avait visité l'île de Pâques, dessiné ses têtes de pierre et rapporté des statuettes de bois. Il avait publié le récit de son exploration, et l'on sait que Gauguin n'y fut pas indifférent. En 1887, quatre ans avant le premier séjour à Tahiti du peintre, Villiers de l'Isle-Adam, proche lui-même de Mallarmé, situait encore dans une île du Pacifique l'épisode essentiel de son roman comique et fantastique *Tribulat Bonhommet*, qui eut un fort succès.

Mieux encore : années de colonisation, d'explorations systématiques, les années 1880 sont celles du premier épanouissement de l'ethnologie française. Elle a son rouage au Trocadéro depuis 1878. Elle a ses publications savantes, dont la *Revue d'ethnologie*, où il n'est pas rare de lire des enquêtes sur les « indigènes » maoris illustrées de dessins et de photographies de villages et d'objets rituels. La vogue de la préhistoire — science des primitifs d'Europe — celle de l'américa-

Il l'a donc réinventé, ou rêvé peut-être, à l'aide de récits de voyages. Gauguin ne l'a pas dissimulé, au reste : les légendes autochtones dont il s'est inspiré et qu'il a transcrites dans ses cahiers et dans *Noa-Noa*, il les a recopiées dans le *Voyage aux îles du Grand Océan* du consul Morenhouse, qui écrivait vers 1830. Vahinés et pêcheurs eussent été fort incapables de récrire au peintre des mythes de plus en plus oubliés. Ils n'eussent pas pu le guider davantage dans l'excitation de ses toiles et de ses bois, qui doivent leurs formes et leur archaïsme à une démarche rétrospective et nostalgique. Gauguin s'est efforcé de recomposer un style « primitif » à partir d'éléments disparates, les uns tahitiens, d'autres venus de Nouvelle-Calédonie, quelques-uns hindous, quelques autres indonésiens. Barbare si l'on veut, mais barbare d'archéologue, barbare passablement éclectique.

Un syncrétisme religieux

C'est ainsi que la belle Teha'amana pose pour Gauguin, un échantillon à la main, vêtue à la française d'une robe à col de dentelle, devant un fond où se distinguent des idéogrammes de Pâques relevés dans le catalogue de l'Exposition universelle de 1889 et trois figures vaguement maoris : la toile est admirable, mais le « primitif », n'est là qu'à l'état d'effet, d'allusions légèrement incohérentes, d'ornements et de jeu d'esprit.

Cet éclectisme, qui n'a que de peu rapport avec le primitivisme gauguinien tel qu'on l'est-plein à l'imaginer, fonde la véritable originalité de l'œuvre. Elle n'est pas innocente — comment le pourrait-elle ? — elle n'est ni enfantine ni sauvage, mais merveilleusement complexe et riche. Telle toile, dont Gauguin écrivait qu'elle lui avait été suggérée par un épisode de sa vie tahitienne, doit sa composition à une gravure néo-classique, Telle autre s'inspire de Cranach. Telle rend hommage à l'Égypte ancienne, telle aux reliefs de Borobudur. Il en est qui citent Degas ou Pissarro. Leur couleur, cette couleur qui éblouit souvent, doit un peu de son éclat à l'impressionnisme, un peu aux estampes japonaises, un peu à Cézanne et à Van Gogh aussi.

Quant à leurs sujets, les plus océaniques sont aussi ceux que Gauguin a délibérément « complétés » de références chrétiennes, cherchant un syncrétisme religieux qui justifie de peindre la Vierge en vahiné et le peintre en prophète souffrant ou en Christ.

A vrai dire, on ne finirait pas d'énumérer les sources de Gauguin, qui était parti pour Tahiti en emportant un portefeuille de photographies et de gravures d'après les maîtres. Dans sa case, cette case d'indigène ornée de bois par lui sculptés à la manière des sauvages d'autrefois, qu'il n'a jamais connus, il avait un musée secret où puiser des idées et des références.

Il serait absurde de lui faire grief de ces procédés et de l'accuser d'impureté : quel peintre pourrait se vanter de n'avoir ni mémoire ni savoir ? Mais il serait tout aussi absurde de soutenir que Gauguin fut le fondateur d'un art absolument nouveau et déhanché de toute réminiscence. Son œuvre n'est pas plus fondée sur une rupture que celle d'un Picasso ou d'un Matisse. Il n'a pas renié une tradition, mais l'a enrichie d'autres venues d'ailleurs.

Ses contemporains le savaient. Ceux qui l'ont le plus défendu contre la sottise, ses avocats les plus intelligents, ne songeaient pas à faire l'éloge d'un primitif et d'un sauvage mais à admirer la complexité de sa démarche synthétique. Matisse l'avait parfaitement exprimé dès 1891 : « *Il y a dans cette œuvre un mélange inquiétant et savoureux de splendeur barbare, de liturgie catholique, de rêverie hindoue, d'imagerie gothique, de symbolisme obscur et subtil ; il y a des réalités épiques et des vols éperdus de poésie, par où M. Gauguin crée un art absolument personnel, et tout nouveau.* »

PHILIPPE DAGEN.

Un entretien avec Françoise Cachin

Le sens d'une exposition

Françoise Cachin, directrice du Musée d'Orsay, est aussi l'une des quatre commissaires de cette rétrospective Gauguin. Elle y voit une occasion de faire justice de diverses légendes qui occultent l'œuvre du peintre.

« *Deux cents œuvres de Gauguin sont rassemblées au Grand Palais pour trois mois. D'où viennent les pièces qui sont exposées ici ?* »

— En dehors de la France, de près de vingt pays. Onze tableaux viennent d'URSS, deux du Japon, deux autres d'Amérique latine, trois, très importants, de Grande-Bretagne. Mais les principaux prêteurs sont les musées de Washington, de Chicago, de Cleveland, de Buffalo et de New-York. L'exposition a d'ailleurs été organisée par une équipe de quatre personnes représentant la National Gallery de Washington, l'Art Institute de Chicago et le Musée d'Orsay de Paris. Elle a été montrée dans ces trois villes.

— Aujourd'hui ces grandes rétrospectives sont souvent élaborées collectivement. Est-ce une nécessité ?

— Heureusement, ou malheureusement, nous n'avons plus guère le choix. D'abord ces expositions sont de plus en plus chères, nous pouvons ainsi en partager certains frais ainsi que la rédaction du catalogue. Ensuite, puisque les organisateurs représentent des établissements différents, il est plus facile d'obtenir des prêts. Enfin nous sommes plus armés vis-à-vis des autres institutions. Ainsi, si nous avons pu faire venir onze tableaux des musées russes, c'est qu'en échange, Washington, Chicago et Paris prêtent chacun cinq ou six œuvres qui permettront aux Soviétiques de montrer une exposition Gauguin autour de leurs propres collections.

— En dépit de ces apports, il y a quelques manques notables dans l'exposition du Grand Palais.

— Chacune des trois expositions comporte une partie originale. A Washington, par exemple, on pouvait voir le fameux *Autoportrait à l'auréole*, qui n'est pas à Paris. Cette œuvre fait partie de la collection Chester Dale dont une clause interdit tout transport hors de la ville. A Chicago des collectionneurs privés ont refusé que leurs biens quittent le territoire des États-Unis. A Paris, nous avons pu obtenir certains tableaux de la période bretonne — la *Vision après le Sermon*, en particulier que l'on a pas vu, ailleurs. Il faut comprendre qu'il est difficile pour un musée de se séparer d'une pièce importante pour une longue période. Alors certains choisissent. Nous avons obtenu de la Courtauld's Collection le *Navemore* que nous voulions montrer à la fin du parcours du Grand Palais. D'autres pièces de cette collection sont allées à Chicago, d'autres encore à Washington.

— Enfin il y a le problème de la fragilité de certaines œuvres. Le seul vrai grand manque historique de notre exposition est le célèbre *D'où venons-nous ?* Que sommes-nous ? Où allons-nous ? C'est un tableau très grand, quatre mètres de long, exécuté sur de la toile à sac, très rapidement. Gauguin le raconte. Le Musée de Boston qui le possède a estimé à juste titre qu'il était intraversable.

— Depuis quelques années, à la veille d'une rétrospective de cette taille, on répète que de telles expositions sont si coûteuses (les assurances, les transports) que c'est la dernière fois que l'on verra ainsi rassemblées autant d'œuvres de Manet, de Degas, de Gauguin, etc. N'est-ce pas un peu exagéré ?

— Non. C'est vrai. L'organisation d'une même exposition dans trois endroits différents est si

compliquée qu'on en verra de moins en moins. Ce genre d'opération très coûteuse n'est aujourd'hui possible que grâce à l'intervention de mécènes privés : ATT a subventionné le passage des expositions aux États-Unis, Olivetti s'en est chargé en France.

— Qu'est-ce qui coûte si cher ?

— Essentiellement les assurances et le transport qui représentent environ 60 % du coût global d'une telle exposition. Le taux des premières est toujours le même, mais quand le prix du tableau augmente, l'assurance suit la hausse. Ensuite les compagnies d'assurances refusent que dans un même transport d'avion le montant global de l'assurance dépasse une certaine somme. On est donc obligé de multiplier les voyages... Pour faire venir les œuvres des seuls États-Unis, nous avons eu besoin de vingt-cinq vols différents.

— Cette exposition, comme ses semblables, va attirer une foule énorme. Cet engouement est-il lié à l'emballement du marché de l'art — la fascination de la cote — ou toute autre chose ?

— L'engouement dont vous parlez a commencé il y a une quinzaine d'années avec les expositions Toutinikharon et Picasso. Mais aujourd'hui cette vague a gagné les musées — 4 millions de visiteurs par an à Orsay — et la hausse du marché de l'art n'en est pas seule responsable. Ceux qui se sont fourvoyés à l'exposition Van Gogh d'Orsay pour voir ses *Tournevis*, n'étaient qu'une petite frange. Faut-il faut-il parler plutôt d'une sorte de sacralisation de l'art, même si entre l'argent et le sacré des passerelles existent. Dans le cas de Gauguin, la fascination du public est sans doute liée à une certaine idée du plaisir, du paradis terrestre, de l'exotisme.

— Et à la légende de « l'artiste maudit » ?

— Je dirais que les gens qui fréquentent ces expositions s'inté-

ture. Regardez le succès de l'exposition des œuvres de la jeunesse de Cézanne. Il n'y a pas de roman à construire autour de l'existence de ce peintre et les sujets qu'il a choisis ne font pas forcément rêver : 400 000 visiteurs sont quand même venus lui voir à Orsay. Il faudrait cerner de près la montée de cette curiosité que les sociologues analyseront peut-être un jour.

— Curiosité liée au snobisme ?

— Peut-être. Mais comme tous les snobismes, il s'accroche sur un fond plus solide : le besoin du sacré, d'une forme de perfection perdue. Que sais-je ? Il y a enfin le sentiment de quelque chose qu'il ne faut pas laisser échapper, qu'on ne verra plus. Et c'est en partie vrai. Ceux qui viendront au Grand Palais en espérant y trouver la représentation d'une certaine idée du bonheur seront sans doute déçus, car l'Éden de Gauguin est assez mélancolique. En revanche, ils seront peut-être surpris de découvrir, contrairement aux idées reçues, un immense artiste. La légende de Gauguin occulte l'importance du peintre, et l'imagerie, la qualité de son œuvre, que l'on juge « trop jolies », un peu facile, voire vulgaire.

— C'est une sorte de passeur essentiel de l'art moderne ?

— On peut dire effectivement qu'il fait le lien entre les grands impressionnistes et des peintres comme Matisse ou Picasso. Mais c'est oublier sa qualité intrinsèque. Il a essayé de faire passer ce qu'il avait à dire à travers quelques naïvetés, mais finalement, ces petites histoires comptent peu face à son œuvre. C'est un artiste total, un peintre, mais aussi un sculpteur et un céramiste. Il voulait mettre de la beauté et de l'autorité dans la vie quotidienne à une époque où l'éclectisme du goût régnait. Une attitude somme toute nouvelle et très moderne.

Propos recueillis par EMMANUEL DE ROUX



L'une des cannes gravées par Gauguin.

Grand Palais

Un fou qui peint des chevaux roses

On peut voir au Grand Palais, pour la première fois à Paris, l'autoportrait de Gauguin. Près du Golgotha, qui appartient au Musée de Sao Paulo. Cette toile a fait partie de l'ensemble d'œuvres du peintre sauvées par Victor Segalen et ramenées en France.

AFFECTÉ comme médecin de marine sur un navire de la flotte française du Pacifique, Segalen est arrivé à Tahiti en janvier 1903. Il avait fort peu de choses de Gauguin, qui vivait à Hiva-Oa, dans les îles Marquises, à une semaine de mer, et chercha à se renseigner : « Aucun écho à travers les « Blancs » de Tahiti. L'un me disait : « Gauguin ? Un fou. Il peint des chevaux roses ! » Un autre, un marchand : « Il est bien mieux dans ses affaires, voilà qu'il commence à vendre. Il y a des imbéciles. » Un magistrat : « Gauguin nous donne beaucoup de mal. » Une personne pieuse : « Il fait tous les jours des prosternations devant un magot de terre cuite, et on prétend qu'il adore le soleil. »



Statuette Ovi

Au début de 1903, l'avis de la Durance, sur lequel servait le jeune médecin, en dehors de ses périodes de mouillage à Papeete, fut envoyé vers d'autres îles que les Marquises. Segalen se trouvait à Nouméa au moment de la mort de Gauguin, le 8 mai 1903, la nouvelle ne lui parvenant qu'après son retour à Tahiti. Mais c'est la Durance qui, envoyée dans les Marquises à la fin du mois de juillet, fut chargée de ramener tout ce qui subsistait des œuvres et des objets laissés par le peintre.

Le 3 août, la Durance arrivait dans l'île de Nuku-Hiva, centre administratif des Marquises. L'administrateur François Fiquet ne savait déjà rien de Gauguin. L'un de ses autoportraits et une caisse contenant des manuscrits, des lettres et des papiers. Le 4 août, Segalen a noté dans son journal : « Ça et là, chez l'administrateur, des bribes de lui. Son portrait, très oblique, forte encolure. Et surtout cette caisse de papiers où je puiserai si curieusement. » Les autorités coloniales et les gendarmes étaient en train de régler le sort des biens laissés par Gauguin avec beaucoup de désinvolture. Piquet avait pour principale préoccupation de rembourser les créanciers du peintre. Il avait écrit le 23 mai au « curateur aux successions vacantes » de Tahiti, un certain Vermeersch, pour lui demander l'autorisation d'organiser une vente aux enchères. Vermeersch lui avait donné satisfaction, tout en prescrivant deux ventes : l'une à Hiva-Oa pour le gros du mobilier et des objets usuels, l'autre à Tahiti pour le « surplus, tels que tableaux, esquisses, dessins, harmonium, tubes à peinture, palettes, pincesaux ». La première avait déjà eu lieu.

C'est le brigadier de gendarmerie Clavierie qui, deux semaines plus tôt, le 20 juillet, à Hiva-Oa, faisant fonction de commissaire-priseur, avait mis aux enchères publiques divers objets mobiliers ayant appartenu à Gauguin ainsi que son cheval. Pendant la vente, Clavierie avait égaré une canne sculptée qui avait le tort de représenter un sujet érotique.

Avec le portrait, la caisse fut chargée, à Nuku-Hiva, à bord de la Durance, et Segalen eut la possibilité d'examiner son contenu à loisir. Un inventaire indique qu'elle contenait plus de cent lettres reçues par Gauguin, des portraits de ses enfants, un petit album de photos, et douze manuscrits. A la date du mardi 4 août, à Nuku-Hiva, Segalen a recopié dans son Journal des passages entiers du cahier Notes éparpillées par Gauguin à sa fille Aline, en particulier son « credo » auquel le triste sort de ses œuvres entassées donnait un relief bien tragique : « Je crois en un jugement dernier où seront condamnés à des peines terribles tous ceux qui, en ce monde, auront osé trafiquer de l'art sublime et chaste, tous ceux qui l'auront souillé et dégradé par la bassesse de leurs sentiments, par leur vile convoitise pour les jouissances matérielles. » Du même manuscrit, il a recopié aussi un fragment, intitulé « La genèse d'un tableau », où Gauguin explique comment il a eu l'idée de sa toile Tupapa (l'esprit des morts).

A Hiva-Oa, Segalen rendit visite à la case de Gauguin, qu'il a décrite dans son Journal comme un « long fero quelconque, maintenant tout nu, tout dépouillé ». Seule œuvre de Gauguin laissée dans le jardin, la statue de terre cuite Ovi représentant un dieu imaginaire. Gauguin s'est identifié à lui au point d'écrire son nom (qui signifie sauvage en maori) sur l'autoportrait de profil dont on peut voir le bronze au Grand Palais. A Paris, Gauguin avait fait un statut en céramique presque semblable qui avait été refusé au Salon des Beaux-Arts. Il l'avait réclamée en 1900 à son ami Daniel de Monfreid pour la mettre dans son jardin, mais, la statue n'ayant pu être envoyée de France, il avait réalisé aux Marquises la réplique de terre cuite qu'a vue Segalen. La statue était

trop fragile pour qu'on l'emporte. Mais, en l'embarquant sur son bateau, Segalen a sauvé le bois sculpté et peint lui servant de socle. Il a rencontré sur place quatre témoins des dernières années de la vie de Gauguin qu'il a évoqués en ces termes dans son Journal : « Monsieur Vernier, pasteur », « l'impayable brigadier Clavierie », le « fidèle Tioka » et le « sympathique député politique » Ky-Dong Tioka, un grand Maori barbu d'une cinquantaine d'années, protestant et ami du pasteur Vernier, avait voulu garder, lors de la vente, le bétier du peintre, et, trois mois après sa mort, il le conservait encore jour et nuit sur la tête. Avec l'aide de Nguyen Van Cam, dit « Ky-Dong », député politique vietnamien qui faisait office d'infirmier dans l'île, Segalen a dispensé quelques soins aux habitants. Nguyen Van Cam conservait le dernier tableau de Gauguin, l'autoportrait aux lunettes, qu'il avait poussé à peindre quelques mois plus tôt. Segalen prit sur lui de lui laisser des médicaments qui faisaient cruellement défaut dans l'île. En plus de la caisse et du tableau chargés à Nuku-Hiva, quinze caisses furent embarquées à Hiva-Oa, et la Durance ramena son chargement à Papeete le 20 août.

Des commentaires peu flatteurs

« Les reliques », a noté Segalen, sont minablement logées dans les dépendances de l'ancien palais des Pomaré, le palais du dernier roi de Tahiti dont Gauguin avait vu les obéquences lors de sa première venue dans l'île. On chargea le dénommé Lemoine, professeur de dessin, de préparer la seconde vente aux enchères. Ce « professeur sans élèves », comme l'a appelé Segalen, écrit : « Lorsque les objets provenant de la succession Gauguin arrivèrent à Papeete, M. Vermeersch, receveur de l'enregistrement, me pria en qualité d'artiste peintre (professeur de dessin, élève de Luc-Olivier Merson) de vouloir bien inventurer avec lui les peintures, dessins et sculptures de Gauguin. Notre détermination fut émise à M. Vermeersch et à moi, de ne trouver que six ou sept esquisses peintes sur des toiles d'emballage, sans cadres ni châssis, pour la plupart écaillées,

crquelées, incapables d'être convenablement emballées et de supporter le voyage. Le tout au milieu de papiers informes, croquis vagues, obscénités, ébauches de sculptures, dans un état de saleté invraisemblable. Je passai tout un après-midi à classer les dessins, croquis et papiers dont je vous ai parlé et dont une grande quantité plus ou moins froissés et maculés de taches douteuses furent mis aux ordures, c'est-à-dire à leur vraie place. Le reste, à peine plus présentable, fut mis en vente, ainsi que les peintures, sculptures, livres, etc., et fut adjugé à quelques amateurs curieux ou à des passagers amusés par les obscénités dues à ce que vous appelez la « géniale mentalité » de Gauguin et que j'appelle, moi, son imagination malpropre. »

Les commentaires du public assemblé le 2 septembre sur la place du marché pour la vente aux enchères ne furent guère plus flatteurs. Léonore, qui avait polycopié le Journal de Gauguin Le Sourire, a raconté : « Quand on a vu ses tableaux et ses statues aux enchères à Papeete, on criait : « Caches ça ! Caches ça ! Ma foi, je me rappelle encore d'une statue bien coquette : c'était une femme nue, la tête par terre et le cul en l'air ! Elle fut brisée sur place ! » Pratiquement aucune œuvre de Gauguin ne fut achetée par les Européens installés à Tahiti, qui ne s'intéressaient qu'à sa voiture à chevaux, son harnais ou son harmonium, dont les prix au procès-verbal furent parmi les plus hauts de la vente. La machine à coudre de Gauguin fut vendue 80 F, tandis que l'une de ses toiles fut adjugée... 2 F.

Segalen était conscient que des chefs-d'œuvre défilaient au milieu des rires. Même après le tri effectué par Lemoine et Vermeersch, les œuvres étaient plus nombreuses qu'ils ne le prétendaient pour justifier cette vente à la sauvette. Il y avait en tout dix toiles, les planches de bois sculptées en bas-relief entourant la porte de l'atelier de Gauguin, un masque et une douzaine de sculptures diverses, au moins cinq plaques de bois ayant servi à imprimer les statues du Sourire, une dizaine d'objets de bois travaillés dont cinq cannes, de multiples dessins et estampes.



Dessin de Victor Segalen, d'après un bois sculpté de Gauguin, aujourd'hui disparu.

Segalen acheta tout ce que sa modeste solde de médecin de deuxième classe de la Marine lui permettait d'obtenir. Sur les dix toiles, il en a acquis sept, dont Scènes de la vie tahitienne, Autoportrait, Près du Golgotha, l'avant-dernier autoportrait de Gauguin qu'il avait découvert à Nuku-Hiva, Nuit de Noël et Village breton sous la neige : quatre des cinq plaques de bois sculpté entourant la porte de la case ; deux plaques de bois pour gravures ; la palette du peintre ; une grande partie des livres, albums, carnets et dessins, de nombreuses épreuves de gravures sur bois, des monotypes, une épreuve de la seule eau-forte de Gauguin, des photographies et reproductions de tableaux dont il s'était inspiré, souvent crayonnées au hasard de croquis de sa main.

Un legs intellectuel

Segalen a évoqué ainsi la vente : « Pour acquiescer des marchands et des fonctionnaires ;

quelques officiers de Marine ; le gouverneur régnant à cette époque ; des badauds et un professeur de peinture sans élèves devenu écrivain public... Le professeur de peinture essaya, d'un air entendu, la souplesse des poils des brosses sur l'angle de son pouce gauche et en acquit tout un lot pour 3 francs. La palette m'échut pour 40 sous. J'acquis, au hasard de la criée, tout ce que je pus saisir au vol. » La toile Village breton sous la neige fut présentée à l'envers par le commissaire-priseur, qui l'appela Chutes du Niagara... Segalen l'acheta 7 F. Il acquit pour 16 F les bois sculptés entourant la porte de la « Maison du Joueur ». Grâce à lui, tout cela se trouve aujourd'hui dans les collections du Musée d'Orsay.

Il découvrit à Tahiti d'autres œuvres de Gauguin, en particulier, chez maître Goupil, le portrait de sa fille, Vairi Goupil, et une tête de femme en bois sculpté, aujourd'hui disparue, qu'il a dessinée et photographiée. Il a collé sur la première page de son journal un fragment d'une gravure de Gauguin et, à l'intérieur, la photographie de l'un des modèles favoris du peintre, Tehamana.

Il ramena en France au début de l'année 1903 la totalité des œuvres qu'il avait sauvées et les montra aussitôt à Monfreid, puis à Fayet et à Vollard dont il eut aussi l'occasion d'admirer les collections personnelles d'œuvres de Gauguin. En 1905 et 1906, il écrivit Les Immémoriaux, où, précisément, il se fixa pour objectif « d'écrire les gens tahitiens d'une façon adéquate à celle dont Gauguin les vit pour les peindre ». Ce livre achevé, Segalen resta obsédé par Gauguin. Écrivant un article sur les musiques maories, il eut l'idée d'un autre livre, Le Maître du Joueur, dont le titre fait écho au nom donné par Gauguin à son frère et dont le thème est sa lutte pour sauver les populations de Polynésie menacées par la civilisation européenne. Le Maître du Joueur, inachevé à sa mort, comme la plupart des écrits de Segalen, est resté inédit. Ce texte montre combien les idées de Gauguin sur des questions comme la religion et l'art ont influencé profondément sa pensée.

Pour financer la publication des Immémoriaux puis son départ pour la Chine, Segalen vendit la plupart des œuvres ramenées de Tahiti. Bien qu'il en ait conservé certaines jusqu'à sa mort, le legs de Gauguin était pour lui avant tout esthétique et intellectuel.

GILLES MANCERON.

G. Manceron, qui présente une communication sur Segalen et Gauguin lors du colloque organisé au Musée d'Orsay à l'occasion de l'exposition au Grand Palais, prépare une biographie de Victor Segalen à paraître chez Lattès.

Pour informer sur l'œuvre de Segalen et tout ce qu'elle suscite aujourd'hui, une Association Victor Segalen vient de se constituer. Pour tous renseignements : Association Victor Segalen, 38, rue de Valenciennes, 75006 Paris.

Segalen sur les traces de l'artiste

La haine de l'artiste officiel

« On va vendre à Papeete les quelques pauvres choses qui lui restaient, et quelques toiles, des manuscrits. Par une monstrueuse ironie, ces reliques sont minablement logées dans les dépendances de l'ancien « palais » des Pomaré, dont la grande salle est occupée par l'exposition terne des œuvres d'un cabotin officiel, Bopp du Pont, qui, accompagné de sa cabotine famille, mais nanti d'une lettre politique, est venu ici gruger la colonie (on donne des leçons de piano, de déclamation, cor, violon, et on raccommode les pianos). Naturellement, il hait Gauguin. Et naturellement il méprise la peinture Bopp du Pont. Je combats le bon combat, j'ai la FOI, et des armes, et le Mercure comme appui. »

(Lecture à ses parents, du 27 août 1903.)

Le projet du Maître du Joueur

« Un Européen de personnalité puissante, le peintre Gauguin, par exemple, débarque dans ces îles ; et s'attache à s'élever de l'état où la « civilisation » les a réduites. Il veut tenter de ressusciter la race. Pour cela, il lui rendra ses dieux, dont il taillera les images ; il rendra les jeux et l'enthousiasme païens ; il tentera de ressusciter cette joie de vivre si éclatante avant les arrivées convertisseuses. Ses efforts. Sa presque réussite. Ses admirables fêtes qu'il ordonne. Enfin ses déboires, avec un élément nouveau, non plus méthodiste et catholique, mais non moins lugubre : l'administration européenne. Ses insuccès. Peut-être sa mort. »

(Lecture à Daniel de Monfreid, du 24 mars 1907.)

Une sorte de génie d'espèce

« Il importe assez peu que cet homme se soit appelé d'un nom ou d'un autre, bien que celui qui fut

Poète rigoureux et secret, l'auteur d'Equipée et de Stèles a commencé sa carrière comme médecin de marine. Le voyage qu'il fit à bord de la Durance lui a permis de parcourir le Pacifique et de découvrir Gauguin. De ce séjour, il rapporta un roman, les Immémoriaux, violente charge contre l'œuvre « civilisatrice » des Européens dans cette partie du monde. Un autre roman, le Maître du Joueur, dont la figure centrale devait être Paul Gauguin, est resté inachevé. Nous en publions ci-dessous quelques extraits ainsi que deux lettres inédites.

Les paroles et les formes

« D'abord, il prit grand soin de recueillir toutes les paroles sorties des bouches d'autrefois, certain d'avance que par cela même qu'elles étaient dernières et irrépétibles elles tenaient un prix singulier. Il vint ainsi par de longs soirs, de maisons en maisons, supplier qu'on s'en souvint encore et qu'on les lui confiât ; mais on se moqua de sa curiosité, et qu'il voulait attacher quelque prix à des récits de « mangeurs d'hommes ». Or, c'étaient les fils mêmes qui disaient cela, oubliant que dans la chair de leurs ancêtres ils avaient communiqué aux festins rituels et qu'ils en gardaient en eux des parcelles transmises. Il ne put rien obtenir. Devançant la mort de la Race, les paroles étaient mortes déjà.

Il renonça à faire œuvre de conteur et voulut, au moins, fixer les formes et la beauté figurale de ces beaux et forts agonisants, mourant en pleine robustesse d'allure... Mais ces formes, surtout féminines, se cachaient obstinément, par pudeur apprprise et décence importée, aux yeux de tous les étrangers ; l'allure même avait perdu de sa magnificence en se pliant aux tournures étrangères. Enfin, il tenta d'écouter les chants et de recueillir le dernier écho des voix vraiment indigènes : vraiment sauvages ou guerrières.

(Fragment du Maître du Joueur.)

هكذا من الأصل

BEUYS
BROODTHAERS
RAUSCHENBERG
WARHOL

12 janvier / 11 mars 1989
Galerie Isy Brachot
35, rue Guénégaud / 75006 Paris

11-13 janvier
AUDITORIUM
DU MUSÉE D'ORSAY
Colloque Gauguin

Ouvert au public
Programme disponible
aux comptoirs d'accueil
Renseignements : 40-49-48-49

MURIEL 23 ans, diplômée scripte, anglais
souhaiterait effectuer stages :
SCRIPTURE - PRODUCTION - MONTAGE

A partir du mois d'avril 1989 (séjour USA dix-huit mois à Boston)
Ecrire sous le 177 1242 LE MONDE PUBLICITE, 5, rue du Montparnasse, PARIS 75014

Histoires de Mode d'Hier et d'Aujourd'hui
donations, acquisitions récentes
jusqu'au 19 février 1989

Musée des Arts de la Mode - Pavillon de Marsen - 109 rue de Rivoli Paris 1er
M^e Palais Royal 12h30-18h00 - dimanche 11h00 - 18h00
fermé lundi et mardi - téléphone : 42 60 32 14

PASSIONS
JAZZ
89

Vendredi 13 Janvier 1989
AU C.A.C. DE MONTMARTRE
BARRET ROMANO-TEXIER
DANIEL HUMAIR REUNION

Samedi 14 Janvier 1989
AU C.A.C. LES PLATEAUX - ANGOULEME
MARC DUCRET TRIO
CELEA COUTURIER SPECIAL PROJECT

Production Scaux What! CAC Les Coteaux

LES MOMENTS HEUREUX D'UNE REVOLUTION
MISE EN SCENE CATHERINE DASTÉ
TEXTE ET MUSIQUE MICHEL PUIG

RESERVATIONS 46.72.37.43

la Ville d'Avignon
MARAT
Peter WEISS
mise en scène Gérard GELAS

SADE
Pierre Clementi
Ludwig Stephane
Marianne-Anska
Nina Crepan
Jean-Marc Avocat
Philippe Graton
Leo Ferrer

SERGE VALLETTI
SALLE 1
Le jour se lève
Léopold!

mise en scène CHANTAL MOREL
au mardi au samedi 20 h 30
dimanche 17 h

SALLE 2
SERGE VALLETTI
ECRIVAIN DE THEATRE
CHACQUE WEEK-END
UN PROGRAMME DIFFERENT
SAMEDI 18 h 30 - dimanche 15 h

THEATRE DE
la Tempête

THEATRE CONTEMPORAIN DE LA DANSE

Cinquième Saison
Octobre 88/Jan 89
2^e SEMESTRE

REGINE CHOPINOT
23 janvier au 4 février
ELSA WOLLASTON
22 au 26 février

LOIC TOUZÉ - BERNADETTE DONEUX
23 février

HERVE JOURDET
VALERIE RIVIERE - OLIVIER CLEMENTIZ
1^{er} au 5 mars

JEANNETTE DUMEX - MARC VINCENT
6 au 9 mars

SIDONIE ROCHON
10 au 12 mars

JEAN-FRANÇOIS DUROURE
18 au 21 avril

CATHERINE DIVERRES
25 au 28 avril

DOMINIQUE BAGOUET
5 au 7 juin

ABONNEZ-VOUS
De 5 à 9 spectacles : 55 F la place

Théâtre Contemporain de la Danse 9, rue Geoffroy-l'Asmeur Paris 6^e TB - (1) 42.74.44.22

Grand Palais
Av. W. Churchill, pl. Clemenceau, av. G. Eisenhower

GAUGUIN, Galeries nationales (42-89-54-00). T.J. et mar. de 10 h à 18 h, mer. jusqu'à 22 h. Entrée : 25 F. Du 14 janvier au 29 janvier.

MOI ET LES AUTRES PORTRAITS DE JACQUES-HENRI LARTIGUE, (42-56-37-11). T.J. et mar. de 10 h à 18 h, mer. de 12 h à 19 h. Entrée : 12 F. Jusqu'au 15 mai.

Cité des sciences et de l'industrie
150, av. Carnot-Carlier (46-43-13-13). Mar. jeu. ven. de 10 h à 18 h, mer. de 12 h à 21 h, sam. dim. et jours fériés de 12 h à 20 h. Fermé lun.

L'IMAGE CALCULÉE, Espace Claude Bernard. Entrée : 30 F (Cité pass). Jusqu'au 1^{er} août.

Musées
PAUL ARADIE, Architecte 1812-1884. Musée national des Monuments français, palais de Chaillot, place du Trocadéro (47-27-35-76). T.J. et mar. de 9 h 45 à 12 h 30 et de 14 h à 17 h 15. Entrée : 15 F. Jusqu'au 16 janvier.

LES ANNEES U.A.M. L'Union des artistes modernes, 1929-1958. Musée des Arts décoratifs, 107, rue de Rivoli (42-60-32-14). T.J. et mar. de 10 h à 18 h, mer. de 11 h à 18 h. Entrée : 20 F. Jusqu'au 29 janvier.

LES ARTS ET METIERS EN REVOLUTION, Itinéraire dans les collections de Musée national des Techniques. Musée national des Techniques, 270, rue Saint-Martin (40-71-23-75). T.J. et mar. et jours fériés de 13 h à 17 h 30. Entrée : 10 F (gratuit dim.). Jusqu'au 31 août.

AIN FRONTIERES DU CHAOS, Palais de la Découverte, av. Franklin-Roosevelt (43-59-16-65). T.J. et mar. de 10 h à 18 h, mer. de 11 h à 18 h. Entrée : 15 F. Jusqu'au 30 juin.

CAMEROUN, ART ET ARCHITECTURE, Musée national des Arts africains et océaniques, 293, av. Daumesnil (43-43-14-54). T.J. et mar. de 10 h à 12 h et de 13 h 30 à 17 h 30, sam. dim. de 10 h à 18 h. Entrée : 22 F, 13 F (dim.). Jusqu'au 13 février.

HENRI CARTIER-BRESSON, 48 photographies, Palais de Tokyo, 13, av. du Président-Wilson (47-33-36-51). T.J. et mar. de 9 h 45 à 17 h. Entrée : 30 F (compr. l'ensemble des expositions). Jusqu'au 16 janvier.

LES CHAMPS-ELYSEES ET LEUR QUARTIER, Musée Jacquemart-André, 158, bd Haussmann (42-69-04-91). T.J. et mar. de 13 h à 18 h. Entrée : 35 F. Jusqu'au 15 janvier.

EXPOSITIONS

Centre Georges-Pompidou

Place Georges-Pompidou (42-77-12-33). T.J. et mar. de 12 h à 22 h, sam. dim. et jours fériés de 10 h à 22 h.

ALVARO ALTO, De remanence nationale à l'architecture viticole. Centre d'Information Cci. Entrée : Entrée libre. Jusqu'au 23 janvier.

ACCROCHAGE DES COLLECTIONS D'ART CONTEMPORAIN DU MUSÉE, Galeries contemporaines. Entrée : 16 F. Jusqu'au 9 avril.

B-COMME UN BIJOU, Galeries des brèves du CCI. Entrée : Entrée libre. Jusqu'au 20 février.

CHATEAUX BORDEAUX, Histoire et culture des architectures de la châtellenie du vin. Galerie du Cci. Entrée : 15 F. Jusqu'au 20 février.

DE MATISSE A AUJOURD'HUI, Salle d'actualité. Entrée : Entrée libre. Jusqu'au 31 janvier.

ENSEMBLE D'ENSEMBLES, Musée national d'Art moderne. Entrée : 22 F. Jusqu'au 27 mars.

THOMAS HUBERT, sept lienz. Galeries contemporaines. Entrée : 16 F. Jusqu'au 31 janvier.

SITE ET SABLE, Atelier des enfants. Entrée : Entrée libre. Jusqu'au 30 janvier.

JEAN TINGUELY, 1954 - 1987. Grande galerie - 5^e étage. Entrée : 30 F. Jusqu'au 27 mars.

Musée d'Orsay

1, rue de Bellechasse (40-49-48-14). T.J. et mar. de 10 h à 18 h, dim. de 9 h à 18 h, jeu. de 10 h à 21 h 45.

L'ARCHITECTURE HOSPITALIERE AU XIX^e SIECLE, L'EXEMPLE PARISIEN. Exposition dossier. Entrée : 23 F (billet d'accès au musée). Jusqu'au 22 janvier.

DESSINS D'ALEXANDRE HESSE, Photographies des graphiques - exposition dossier. Entrée : 23 F (billet d'accès au musée). Jusqu'au 22 janvier.

PAUL-EMILE MONTY, VOYAGE A TAHITI ET AUX ILES MARQUISES. Exposition dossier. Entrée : 23 F (billet d'accès au musée). Du 17 janvier au 23 avril.

RUINES ET CANAUX DE VENISE - LES ALBUMS PUBLIES PAR ONGANIA, Photographies arts graphiques - exposition dossier. Entrée : 23 F (billet d'accès au musée). Jusqu'au 22 janvier.

Palais du Louvre

Entrée gratuite sur le quai des Tuileries (42-60-32-14). T.J. et mar. de 9 h 45 à 17 h.

PEINTRES MEMBRANESQUES AU LOUVRE, Pavillon de Flore. Entrée : 20 F (billet d'accès au musée). Jusqu'au 27 janvier.

REMBRANDT ET SON ECOLE - DESSINS DU MUSÉE DU LOUVRE, Pavillon de Flore. Entrée : 20 F (billet d'accès au musée). Jusqu'au 30 janvier.

Musée d'Art moderne de la Ville de Paris

11, av. du Président-Wilson (47-23-61-27). T.J. et mar. de 10 h à 17 h 30, mer. jusqu'à 20 h 30.

ROLAND FISCHER, A.R.C. Du 14 janvier au 12 mars.

IMAGES CRITIQUES, DENNIS ADAMS, ALFREDO JAAR, LOUIS JAMMES, JEFF WALL, A.R.C. Entrée : 15 F. Du 14 janvier au 12 mars.

LA PHOTOGRAPHIE ET LE PHOTOGRAPHE, Sélection de photographies à partir des collections du Musée. Entrée : 15 F. Jusqu'au 26 février.

Grand Palais

Av. W. Churchill, pl. Clemenceau, av. G. Eisenhower

GAUGUIN, Galeries nationales (42-89-54-00). T.J. et mar. de 10 h à 18 h, mer. jusqu'à 22 h. Entrée : 25 F. Du 14 janvier au 29 janvier.

MOI ET LES AUTRES PORTRAITS DE JACQUES-HENRI LARTIGUE, (42-56-37-11). T.J. et mar. de 10 h à 18 h, mer. de 12 h à 19 h. Entrée : 12 F. Jusqu'au 15 mai.

Cité des sciences et de l'industrie

150, av. Carnot-Carlier (46-43-13-13). Mar. jeu. ven. de 10 h à 18 h, mer. de 12 h à 21 h, sam. dim. et jours fériés de 12 h à 20 h. Fermé lun.

L'IMAGE CALCULÉE, Espace Claude Bernard. Entrée : 30 F (Cité pass). Jusqu'au 1^{er} août.

Musées

PAUL ARADIE, Architecte 1812-1884. Musée national des Monuments français, palais de Chaillot, place du Trocadéro (47-27-35-76). T.J. et mar. de 9 h 45 à 12 h 30 et de 14 h à 17 h 15. Entrée : 15 F. Jusqu'au 16 janvier.

LES ANNEES U.A.M. L'Union des artistes modernes, 1929-1958. Musée des Arts décoratifs, 107, rue de Rivoli (42-60-32-14). T.J. et mar. de 10 h à 18 h, mer. de 11 h à 18 h. Entrée : 20 F. Jusqu'au 29 janvier.

LES ARTS ET METIERS EN REVOLUTION, Itinéraire dans les collections de Musée national des Techniques. Musée national des Techniques, 270, rue Saint-Martin (40-71-23-75). T.J. et mar. et jours fériés de 13 h à 17 h 30. Entrée : 10 F (gratuit dim.). Jusqu'au 31 août.

AIN FRONTIERES DU CHAOS, Palais de la Découverte, av. Franklin-Roosevelt (43-59-16-65). T.J. et mar. de 10 h à 18 h, mer. de 11 h à 18 h. Entrée : 15 F. Jusqu'au 30 juin.

CAMEROUN, ART ET ARCHITECTURE, Musée national des Arts africains et océaniques, 293, av. Daumesnil (43-43-14-54). T.J. et mar. de 10 h à 12 h et de 13 h 30 à 17 h 30, sam. dim. de 10 h à 18 h. Entrée : 22 F, 13 F (dim.). Jusqu'au 13 février.

HENRI CARTIER-BRESSON, 48 photographies, Palais de Tokyo, 13, av. du Président-Wilson (47-33-36-51). T.J. et mar. de 9 h 45 à 17 h. Entrée : 30 F (compr. l'ensemble des expositions). Jusqu'au 16 janvier.

LES CHAMPS-ELYSEES ET LEUR QUARTIER, Musée Jacquemart-André, 158, bd Haussmann (42-69-04-91). T.J. et mar. de 13 h à 18 h. Entrée : 35 F. Jusqu'au 15 janvier.

CITES OUBLIEES DE L'INDUS

Archéologie du Pakistan. Musée national des Arts asiatiques - Guimet, 6, pl. d'Iéna (47-23-61-65). T.J. et mar. de 9 h 45 à 17 h. Entrée : 15 F pour l'exposition seule, 22 F comprenant la visite du musée. Jusqu'au 30 janvier.

COULEURS DU TEMPS, Photographies stéréoscopiques et autocromes prises par E. Cresset. Musée Rodin, hôtel Biron, 77, rue de Varenne (47-05-01-34). T.J. et mar. de 10 h à 17 h. Entrée : 16 F. Jusqu'au 27 février.

COUP D'ENVOI DU L'ART A LA LETTRE, Cont. artistes et écrivains. Musée de la Poste, galerie du Messager, 34, bd de Vaugirard (43-20-15-30). T.J. et mar. de 10 h à 17 h. Entrée : 10 F. Jusqu'au 25 mars.

CROCODILES ET KANGOUROUS, Peintures des aborigènes d'Australie. Musée national des Arts africains et océaniques, salle Australie, 293, av. Daumesnil (43-43-14-54). T.J. et mar. de 10 h à 12 h et de 13 h 30 à 17 h 30, sam. dim. de 10 h à 18 h. Jusqu'au 29 janvier.

JULES-ELIE DELAUNAY (1828-1891). Musée Hébert, 85, rue de Cherche-Midi (42-22-33-42). T.J. et mar. de 14 h à 18 h, mer. de 12 h 30 à 18 h. Entrée : 16 F, 8 F (dim.). Du 14 janvier au 20 mars.

DESTINATION L'ORIENT, Palais de Tokyo, 13, av. du Président-Wilson (47-23-61-27). T.J. et mar. de 9 h 45 à 17 h 15. Entrée : 25 F (compr. l'ensemble des expositions). Jusqu'au 16 janvier.

GARGAT-JONEMANN, Créateurs de bijoux. Musée des Arts décoratifs, 107, rue de Rivoli (42-60-32-14). T.J. et mar. de 10 h à 18 h, mer. de 12 h 30 à 18 h. Entrée : 10 F (billet groupé avec les autres expositions de musée). Jusqu'au 12 février.

LES GRANDES BAIGNEUSES DE PICASSO, Musée de l'Orangerie, place de la Concorde, jardin des Tuileries (42-97-45-16). T.J. et mar. de 9 h 45 à 17 h. Entrée : 15 F (8 F dim.). Jusqu'au 6 mars.

ICONES ET MERVEILLES, HOMMAGE AU MILLENAIRE DU BAPTÊME DE LA RUSSIE, Collections françaises et étrangères. Musée Comtesse, 7, av. Vélasquez (45-63-50-75). T.J. et mar. de 10 h à 17 h 40. Visites conférences les 14, 21, 28 janvier, 4 et 11 février à 10 h 30. Entrée : 20 F. Jusqu'au 19 février.

MORCEAUX CHOISIS, La XIX^e siècle dans les collections des musées d'Ile-de-France. Hôtel Thiers, 27, place Saint-Germain (48-78-14-33). T.J. et mar. de 11 h à 19 h. Entrée : 25 F. Jusqu'au 29 janvier.

L'ORDRE DE MALTE ET LA FRANCE, Musée national de la Légion d'Honneur et des ordres de chevalerie, hôtel de Salm - 2, rue de Bellechasse (45-53-93-14). T.J. et mar. de 14 h à 17 h. Entrée : 15 F. Jusqu'au 19 mars.

POUPÉES AMÉRICAINES, 1840 - 1985. Musée des Arts décoratifs, galerie des joies, 107, rue de Rivoli (42-60-32-14). T.J. et mar. de 10 h à 18 h 30 à 18 h. Entrée : 10 F. Jusqu'au 5 mars.

QUARANTE ANS D'AFFICHES UNICEF, Musée de la publicité, 18, rue de Paradis (42-46-13-09). T.J. et mar. de 12 h à 18 h. Entrée : 15 F. Jusqu'au 13 février.

QUI MANGE QUI ? ET LA RÉSERVE SOUS MARINE DE MONACO, Aquarium du musée national des Arts africains et océaniques, 293, av. Daumesnil (43-43-14-54). T.J. et mar. de 10 h à 12 h et de 13 h 30 à 17 h 15, sam. dim. de 10 h à 18 h. Entrée : 22 F. Jusqu'au 28 février.

ARY SCHEFFER ET SON ENTOURAGE, Musée de la Vie romantique, maison Rostand-Schiffel, 16, rue Chaplat (48-74-95-38). T.J. et mar. de 10 h à 17 h 40. Entrée : 10 F. Jusqu'au 15 mars.

LE SYMBOLISME DANS LES COLLECTIONS DU PETIT PALAIS, Musée de la Vie romantique, 16, rue Chaplat (48-74-95-38). T.J. et mar. de 10 h à 17 h 40. Entrée : 10 F. Jusqu'au 15 mars.

LE TEMPS DE LA VILLE, Maison de la Ville, 30, av. Carnot-Carlier (42-74-70-00). T.J. et mar. et jours fériés de 14 h à 19 h. Entrée : Entrée gratuite. Jusqu'au 13 mars.

TÊTES DE PUIR, LES ÉCOLES S'AFFRONTENT, Musée de la publicité, 18, rue de Paradis (42-46-13-09). T.J. et mar. de 12 h à 18 h. Entrée : 18 F. Jusqu'au 13 février.

UN VILLAGE AU TEMPS DE CHARLEMAGNE, Musée national des arts et traditions populaires, 6, av. du Mahatma-Gandhi (40-67-90-00). T.J. et mar. de 10 h à 17 h 15. Entrée : 14 F, dim. : 9 F. Jusqu'au 30 avril.

UNE TERRE DES HOMMES, Palais de la découverte, av. Franklin-Roosevelt (43-59-16-65). T.J. et mar. de 10 h à 18 h. Entrée : 15 F. Jusqu'au 26 février.

LA VIE ET L'ART DES INUIT DU NORD QUÉBÉCOIS, Musée de la Ville de Québec, 100, rue de la Capitale (41-69-11-11). T.J. et mar. de 10 h à 17 h. Entrée : 12 F. Jusqu'au 4 février.

ELIZABETH FRANZHEIM, Galerie d'Art International, 12, rue Jean-Ferrand (45-48-84-28). Jusqu'au 28 janvier.

GILLOLLI, Galerie Dim Vieux, 36, rue Jacob (42-60-22-18). Jusqu'au 31 janvier.

ALAIN GROSSET, Galerie Nanc Stern, 26, rue de Charonne (48-06-78-64). Jusqu'au 25 février.

RAYMOND HADIS, Galerie Heyram - hôtel Schaller, 36, rue de l'Université (42-77-38-19). Jusqu'au 26 février.

DAVID HODGES, Galerie Farid-Cadot, 77, rue des Archives (42-78-08-36). Jusqu'au 13 février.

MOISSANSON, Peintures 1963-1978. Galerie Reparat, 11, rue des Blancs-Manteaux (42-77-19-61). Jusqu'au 11 février.

P. KIRKEBY, M. LUPERTZ, A.-R. PENCK, Peintures et sculptures récentes. Galerie Laga-Salomon, 57, rue de Temple (42-78-11-71). Du 13 janvier au 4 février.

HAROLD KLINGHOLZER, Galerie Ghislaine Hussot, 3 bis, rue des Haridettes (48-67-60-81). Jusqu'au 7 février.

GÉRARD KOCH, Galerie Clara Serrini, 39, rue de Charonne (43-55-65-56). Jusqu'au 4 février.

GEORGES KOSKAS, à côté des Jeunes filles en fleurs. Galerie Raphaël, 12, rue Pavée (48-57-80-36). Jusqu'au 5 mars.

ANGE LECCIA, Galerie Montmar, 31, rue Mazarine (43-54-85-30). Du 12 janvier au 11 février.

GALERIES

YACOV AGAM, Galerie Denise René, 196, bd de la Chapelle (43-22-77-57). Jusqu'au 28 janvier.

NICOLAS ALQUIN, Galerie Adrien Maingin, 46, rue du Bac (42-22-12-59). Jusqu'au 31 janvier.

BABOU, Galerie Krief, 50, rue Mazaria (43-29-32-57). Du 12 janvier au 12 février.

EDWARD BARAN, Galerie François Paillet, 91, rue Quincampoix (42-71-84-15). Jusqu'au 10 février.

BEUYS, BROODTHAERS, RAUSCHENBERG, WARHOL, Galerie Isy Brachot, 35, rue Guénégaud (43-54-23-40). Du 12 janvier au 11 mars.

CLAUDE BORDIER, DOMINIQUE PERREARD, Galerie Peinture Française, 29, rue de Bourgogne (45-51-00-85). Jusqu'au 4 février.

RICHARD BOUTIN, Galerie Philippe Jacob, 26, rue Jacob (42-60-36-31). Jusqu'au 27 janvier.

FREDÉRIC BRECK, Galerie Bernard Jordan, 52-54, rue du Temple (43-72-39-84). Jusqu'au 2 février.

LES BROSSES DE REMBRANDT BUCATTI (1885 - 1916). Galerie Claude et André Bailly, 25, quai Voltaire (42-60-36-47). Jusqu'au 10 février.

BRUNO CECOCHELLI, Galerie Yvon Lambert, 108, rue Vieille-du-Temple (42-71-78-13). Jusqu'au 10 février.

LES CENT BEAUTÉS, Révélés et peints par Gal-Off (1774-1828). Galerie Gérard Levy, 17, rue de Beaune (42-61-26-55). Jusqu'au 30 janvier.

CAMILLE CLAUDEL, 1864 - 1943. Peintures. Galerie Cézanne-Chapelle, 83 bis, rue du Faubourg-Saint-Henri (42-66-92-58). Jusqu'au 31 janvier.

SERGE CLÉMENT, Galerie du Centre, 5, rue Pierre-et-Lard (42-77-37-92). Du 12 janvier au 25 février.

DALL, Sculptures. Galerie Patrice Trépan, 4 bis, rue des Beaux-Arts (42-71-15-01). Jusqu'au 29 janvier.

OTTO DDL, Dessins de guerre 1915-1917. Galerie Tendances, 105, rue Quincampoix (42-78-61-79). Jusqu'au 18 février.

DORNY, Galerie La Hune, 14, rue de l'Abbaye (43-25-54-06). Du 12 janvier au 14 février.

FERRANTE FERRANTI, Galerie Agathe Ollard, 3, rue de Pont-Louis-Philippe (42-77-38-19). Du 14 janvier au 4 février.

ELIZABETH FRANZHEIM, Galerie d'Art International, 12, rue Jean-Ferrand (45-48-84-28). Jusqu'au 28 janvier.

GILLOLLI, Galerie Dim Vieux, 36, rue Jacob (42-60-22-18). Jusqu'au 31 janvier.

ALAIN GROSSET, Galerie Nanc Stern, 26, rue de Charonne (48-06-78-64). Jusqu'au 25 février.

RAYMOND HADIS, Galerie Heyram - hôtel Schaller, 36, rue de l'Université (42-77-38-19). Jusqu'au 26 février.

DAVID HODGES, Galerie Farid-Cadot, 77, rue des Archives (42-78-08-36). Jusqu'au 13 février.

MOISSANSON, Peintures 1963-1978. Galerie Reparat, 11, rue des Blancs-Manteaux (42-77-19-61). Jusqu'au 11 février.

P. KIRKEBY, M. LUPERTZ, A.-R. PENCK, Peintures et sculptures récentes. Galerie Laga-Salomon, 57, rue de Temple (42-78-11-71). Du 13 janvier au 4 février.

HAROLD KLINGHOLZER, Galerie Ghislaine Hussot, 3 bis, rue des Haridettes (48-67-60-81). Jusqu'au 7 février.

GÉRARD KOCH, Galerie Clara Serrini, 39, rue de Charonne (43-55-65-56). Jusqu'au 4 février.

GEORGES KOSKAS, à côté des Jeunes filles en fleurs. Galerie Raphaël, 12, rue Pavée (48-57-80-36). Jusqu'au 5 mars.

ANGE LECCIA, Galerie Montmar, 31, rue Mazarine (43-54-85-30). Du 12 janvier au 11 février.

GALERIES

ANDRÉ LEOCAT, L'été du trait. Galerie Zabriske, 37, rue Quincampoix (42-72-35-47). Jusqu'au 19 janvier.

MASQUES MEXICAINS, Galerie Margot Virgil, 11, cité Vercin - entrée 94, bd de Clichy (42-62-21

Société

MÉDECINE

Polémique après le jugement d'un tribunal de Rennes

Les sirènes trop bruyantes de SOS-Médecins

Un gyrophare et la mention SOS-Médecins figurant sur la portière d'une voiture peuvent-ils être considérés comme une publicité et ainsi contrevenir aux dispositions de l'article 23 du décret du 28 juin 1979 interdisant aux médecins tout procédé direct ou indirect de publicité ? La fonction même de médecin d'urgence à plein-temps peut-elle être génératrice de détournement de clientèle et contrevenir ainsi à l'article 51 du même décret ?

Selon les syndicats médicaux qui, comme à Rennes, ont créé, depuis parfois longtemps, des services de garde d'urgence, la concurrence exercée par SOS-Médecins serait déloyale. C'est le sens de la procédure entamée à Rennes par l'association Domus Medica. Son président, le docteur Patrick Brossault, affirme : « Puisqu'il existe un code de déontologie médicale, respectons-le. Et empêchons SOS-Médecins de faire — ce n'est qu'un exemple — de la publicité dans les boîtes à lettres des particuliers. »

Le même traitement qu'un généraliste

C'est en 1974 que fut créé à Rennes le premier service de garde. Très vite, plusieurs dizaines de médecins de la ville décidèrent d'y participer. « Les gardes étaient mal assurées, explique le docteur Yves Lelou, président de SOS-Médecins. Rennes et ancien directeur administratif de Domus Medica. C'est pour cette raison que nous avons décidé,

Le jugement rendu lundi 9 janvier par le tribunal de grande instance de Rennes, condamnant l'association SOS-Médecins-Rennes à cesser toute publicité par autocollants ou distribution de cartes et à ne plus utiliser le sigle SOS-Médecins ou des gyrophares sur les voitures de ses médecins (le Monde du 11 janvier), a suscité de nombreuses réactions. La Confédération des syndicats médicaux français (CSMF) s'est félicitée de cette décision, la jugeant « saine », tandis que, de son côté, la direction nationale de SOS-Médecins déclarait ne pas comprendre un jugement « en contradiction totale avec l'arrêt du 30 octobre 1987 délivré par les préfets de France ».

En 1987, de démissionner et de créer SOS-Médecins-Rennes. »

Jusqu'à cette date, Urgence Rennes-Médecins (le service de garde de Domus Medica) effectuait en moyenne 1 500 interventions par mois. Par la suite, son volume d'activité passa à 1 200 par mois, celui de SOS-Médecins tournant autour de 900. « Si je compte bien, explique le docteur Brossault, cela fait donc 600 actes supplémentaires dus d'urgence gérés par la seule création de SOS-Médecins. Qu'on ne me parle donc pas du déséquilibre de la Sécurité sociale et du bon usage de la visite. » Ces 600 actes supplémentaires, réplique le docteur Lelou, sont la preuve de la plus grande confiance qu'ont les gens en SOS-Médecins. « Il ajoute : « J'aimerais beaucoup qu'on m'explique comment un médecin d'urgence peut se passer de gyrophare. L'arrêt préfectoral du 30 octobre 1987 nous autorise d'ailleurs à utiliser de tels appareils. »

On remarquera que les médecins de Urgence Rennes-Médecins en utilisaient également jusqu'en juin 1987 et que, depuis, « pour nous mettre en conformité avec la loi », dit l'un d'eux, « ils ont cessé d'en avoir. »

Le plus scandaleux, ajoute le docteur Lelou, rejoint en cela par les responsables nationaux de SOS-Médecins, c'est que l'association de Patrick Brossault, parce qu'elle n'arrive pas à s'équilibrer financièrement, reçoit une subvention importante de la municipalité. Qu'on ne vienne pas, dans ces conditions, nous parler de concurrence déloyale.

Dans les états-majors parisiens, on suit l'affaire de très près. « De quel droit un tribunal de grande instance peut-il aller contre une décision préfectorale ? », demande le docteur Dominique Mynard, secrétaire général de SOS-Médecins. Il rappelle que cet organisme, créé en 1966 à Paris, comprend aujourd'hui 45 associations départementales et

500 médecins, que plus d'un million d'appels sont reçus chaque année nécessitant 600 000 interventions dont 200 000 pour une pathologie grave. 6 000 dérembourses graves sont prises en charge tous les ans par SOS-Médecins. L'adhésion à SOS-Médecins se fait selon le principe du rachat de la clientèle (à Paris il en coûte environ 400 000 francs), environ 20 % des honoraires perçus sont reversés à l'association et, globalement, un médecin de SOS gagne à peu près autant qu'un médecin généraliste.

« Où est le scandale ? interroge le docteur Mynard. Chacun se félicite de notre fonctionnement. A commencer par le S.A.M.U. 75, qui nous a demandé d'intervenir à sa place 600 fois en 1988 et la brigade des sapeurs-pompiers de Paris qui, en décembre dernier, a fait appel 500 fois à nous. »

En définitive, la question est de savoir si, dans une même ville, plusieurs associations de médecins d'urgence peuvent coexister. Faut-il que les gardes soient assurées à tour de rôle par des médecins généralistes installés ou par des « spécialistes » de l'urgence ? A SOS-Médecins, on va plus loin : « Pourquoi certains syndicats médicaux veulent-ils nous mettre en difficulté ? Ne serait-ce pas pour avoir le monopole des urgences et ainsi négocier seuls au niveau national les prix de la visite d'urgence ? »

FRANCK NOUCH.

SPORTS

RAID-MARATHON : le onzième Paris-Dakar

Un spectacle pour enfants

Le Japonais Kenjiro Shinzuka (Mitsubishi Pajero) a remporté, mardi 10 janvier, la douzième étape chronométrée (501 kilomètres) du raid-marathon Paris-Dakar, disputée entre Bamako et Labé, en Guinée. Le Finlandais Ari Vatanen (Peugeot 405 Turbo 16) conserve la tête du classement général de la catégorie autos. Chez les motards, la victoire est revenue au Français Gilles Lalay (Rothmans Honda), qui conforte ainsi son avance sur l'Italien Franco Picco (Yamaha) au classement.

LABÉ
de notre envoyé spécial

Femmes en boubous bleus au pied des cases de paille : l'Afrique des curies postales est présente à Labé. Dans cette préfecture du nord de la Guinée, les images du passé sont au rendez-vous. Dans ces collines boisées au-dessus desquelles rôdent des oiseaux de proie à l'impressionnante impressionnisme, l'ancien semble encore prêt à surgir : les artisans et les commerçants du marché central s'entendent pour entretenir les souvenirs. Mais Labé ne se réduit pas simplement à ces clichés surannés. Les bâtiments de béton comme les maisons de briques recouvertes de tôles ondulées veulent prouver que la cité sait s'ouvrir au progrès. Les agents de sécurité dépechés par le Comité militaire de redresse-

ment national depuis Conakry témoignent de cette ouverture à la civilisation occidentale, kalachnikov en bandoulière. Fort heureusement, ces petits hommes au casque trop vaste assurent qu'ils n'ont « pas le droit de se servir de leurs armes ». Ils sont simplement là pour éloigner les importuns. Et maintenir à distance les curieux n'est pas aisé !

Manis de branches flexibles, les militaires de la garde du général-président s'y emploient avec dévouement. Les courses poursuites dans les hautes herbes jaunies provoquent des mouvements de foule. Un jeu auxquels de nombreux enfants semblent prendre un grand plaisir. Pour voir de près les avions, pour approcher les bolides, pour essayer de toucher les motos, ils sont capables de courir très vite, toujours en vain. Hélas ! ces enfants, beaucoup moins qu'on le croit, ne sont pas des curieux. Ils sont des enfants de la guerre, des enfants de la violence, des enfants de la mort. Ils ont vu des choses, ils ont vécu des choses, ils ont perdu des choses. Ils ont des larmes, ils ont des larmes de Jacky Ickx.

Les larmes de Jacky Ickx

L'histoire de la pièce de 10 francs illustre parfaitement cette situation. Les deux champions de l'écurie Peugeot, malgré leur palmarès, se sont revêtus de vêtements gais au cours des étapes qui ont précédé l'épisode de Gao. Dans cette bagarre sans répit pour occuper la première place, aucun des deux protagonistes n'a voulu donner l'impression de céder.

Même lorsque le jeu a commencé à devenir dangereux et risqué pour l'entreprise qui les emploie, ils ont été incapables de s'entendre. Il a fallu l'intervention de leur patron et le verdict du sort pour qu'ils s'inclinent.

Après cette « décision », leurs réactions sont demeurées dignes des cours d'écoles primaires. Malgré ses problèmes de reins, le Finlandais Ari Vatanen le comble légèrement le torse, et le Belge Jacky Ickx s'est mis à l'écart pour écouler quelques larmes. Mais, une fois l'émotion passée, les deux bons élèves ont res-

pecté les consignes, sans états d'âme apparents, sans réactions imprévues, à l'image d'écoliers respectueux obéissant à leurs maîtres.

Vatanen doit gagner et Ickx se contente de le suivre. Il arrive quelques minutes après lui sur la ligne ainsi qu'il l'a fait mardi 10 janvier à Labé. Chez le constructeur automobile, on est satisfait, et les autres « enfants-baroudeurs » qui sont encore en course se refusent à juger « une affaire privée ». Voilà le Dakar tel qu'il se présente aujourd'hui : des gamins que l'on empêche d'approcher pour regarder d'autres « enfants ».

SERGE BOLLOCH.

● Classement général autos. — 1. Ari Vatanen (Peugeot 405 Turbo 16), à 21 h 45 mn 1 s ; 2. Jacky Ickx (Christian Turin (Bel./Peugeot 405 Turbo 16), à 7 mn 14 s ; 3. Patrick Tambay (Domini-que Lemoyne (Fra./Mitsubishi Pajero), à 3 h 54 mn 1 s ; 4. Guy Frégu-lier (Pescosil (Fra./Peugeot 205 Turbo 16), à 3 h 50 mn 5 s ; 5. Michel e Kees Tijstman (P-B./Mitsubishi Pajero), à 6 h 23 mn 1 s.

● Classement général motos. — 1. Gilles Lalay (Fra./Rothmans Honda), à 51 h 28 mn 39 s ; 2. Franco Picco (Ita./Yamaha), à 33 mn 55 s ; 3. Max Morillas (Fra./Rothmans Honda), à 1 h 38 mn 57 s ; 4. Stéphane Peterhansel (Fra./Yamaha Sonar), à 1 h 56 mn 58 s ; 5. Cyril Neveu (Fra./Yamaha), à 3 h 23 mn 1 s.

Le Carnet du Monde

Naissances

— Pascale MOLLARD
et Bruno FRANCESCHI,
sont heureux d'annoncer la naissance de
Raphaël,
le 22 décembre 1988.
114, rue de la Convention,
75015 Paris.

Décès

— Rivo-de-Gier. Arles. Vichy. Dakar.
La Fouillouse.

M. et M^{me} Pierre Garcia,
M. et M^{me} Charles Garcia,
Le RP Henri Garcia (S.M.),
M. et M^{me} Gilles Garcia,
Le docteur et M^{me} Jean-Noël Garcia,
leurs enfants et petits-enfants,
font part du décès de

docteur J.-B. GARCIN,
chevalier de la Légion d'honneur,
croix de guerre 1914-1918,
chevalier de la Santé publique.

Ses funérailles seront célébrées le
vendredi 13 janvier en l'église Notre-
Dame de Rivo-de-Gier, à 14 h 30.

Les Grandes-Flèches,
42800 Rivo-de-Gier.

— M. Jacques Lefèvre,
son épouse,
M. l'abbé Patrick-Jacques Lefèvre,
son fils,
M. et M^{me} Alexandre Straglati,
M. et M^{me} Michel Perrin,
M^{me} Jacqueline Lefèvre-Chabaut,
ses beaux-frères et belles-sœurs,
ses neveux et nièces,
Cousins et cousines,
Sa famille,
Et ses amis,
ont la douleur de faire part du décès de

M^{me} Juliette LEFÈVRE,
née Rousselle,

survenue le 9 janvier 1989, dans sa
soixante et onzième année.

La messe de la résurrection sera célé-
brée en l'église Notre-Dame-du-Rosaire,
7, rue Jean-Moulin, Les Lilas (Seine-
Saint-Denis), le vendredi 13 janvier
1989, à 9 heures.

14, rue François-Villon,
93140 Bondy.

— M^{me} Lucien MORENO,
son épouse,
Sophie, Olivier et Laurence,
ses enfants,
M^{me} Gustave Moreno,
sa mère,
M^{me} André Bouchetot,
sa belle-mère,
Ses frères, sœurs, belles-sœurs,
Neveux et nièces,
ont la douleur de faire part du décès de

M. Lucien MORENO,

survenue le 7 janvier 1989, au terme
d'une longue maladie.

La cérémonie religieuse aura lieu le
vendredi 13 janvier, à 13 h 45, en
l'église Saint-Thomas-d'Aquin, 1, rue
Montalembert, Paris-7^e.

10, boulevard Raspail,
75007 Paris.

— M^{me} Philippe Ventre,
Mathieu,
Sylvie,
Ses parents,
Ses frères,
Et ses sœurs,
Ses neveux et nièces,
Les familles Ventre
Et Le Bris,
ont le regret de faire part du décès de

M. Philippe VENTRE,

survenue le 9 janvier 1989, dans sa
cinquante-troisième année.

Une cérémonie religieuse sera célé-
brée le jeudi 12 janvier 1989, à 10 h 30,
en l'église Saint-Merri, 76, rue de la
Verrière, Paris-4^e.

Cet avis tient lieu de faire-part.

198, cours Aquitaine,
92100 Boulogne-sur-Seine.

Nos abonnés, bénéficiant d'une
réduction sur les insertions du « Carnet
du Monde », sont priés de joindre à
leur envoi de trois ou quatre dernières
bandes pour justifier de cette qualité.

CARNET DU MONDE

Renseignements : 42-47-95-03
Tarif : la ligne H.T.

Toutes religieuses 83 F
Abonnés et actionnaires 73 F
Communications diverses 86 F

dans : **Éditions Christian**

de cette semaine,
en vente dans les kiosques et à TC,
49, Fbg Poissonnière 75009 Paris,
tél. (1) 42.46.37.50

288, rue Saint-Honoré
75001 Paris
Téléphone 42.60.22.19

ONE LOOK TELLS YOU ITS DAKS

DAKS

SOLDES

288, rue Saint-Honoré
75001 Paris
Téléphone 42.60.22.19

ONE LOOK TELLS YOU ITS DAKS

Le Monde

7, RUE DES ITALIENS,
75427 PARIS CEDEX 09

Édité par la SARL Le Monde

Gérant : André Fontaine,
directeur de la publication

Anciens directeurs :
Hubert Beuve-Méry (1944-1969)
Jacques Fauriol (1969-1982)
André Lacroix (1982-1985)

Durée de la société :
cette année à compter du
10 décembre 1944.

Capital social :
430 000 F

Principaux associés de la société :

« Société civile »

« Les Rédacteurs du Monde »

Société anonyme
des lecteurs du Monde,
Le Monde-Entreprises,
MM. André Fontaine, gérant,
et Hubert Beuve-Méry, fondateur.

Administrateur général :
Bernard Wozniak

Rédacteur en chef :
Daniel Verdet

Correspondant en chef :
Claude Sales

ABONNEMENTS
PAR MINITEL
36-15 Taper LEMONDE
codé d'accès ABO

Reproduction interdite de tous articles,
sauf accord avec l'administration

Commission paritaire des journaux
et publications : n° 57 437
ISSN : 0395-2037

Renseignements sur les microfilms
et index du Monde sur (1) 42-47-99-87.

Le Monde

TÉLÉMATIQUE
Composés 35-15 - Taper LEMONDE

Le Monde

PUBLICITE

5, rue de Montessuy, 75007 PARIS
Tél : (1) 45-55-91-82 ou 45-55-91-71
Tél. MONDPUB 206 136 F

Tél : (1) 42-47-97-27
Tél. MONDPAR 550572 F
Tél. MONDPUB : (1) 45-23-06-81

ABONNEMENTS
BP 507 09
75422 PARIS CEDEX 09

Tél : (1) 42-47-98-72

1 an 1 308 F 1 308 F 1 308 F 1 308 F

6 mois 720 F 720 F 720 F 720 F

3 mois 365 F 365 F 365 F 365 F

1 an 1 308 F 1 308 F 1 308 F 1 308 F

1 an 1 308 F 1 308 F 1 308 F 1 308 F

1 an 1 308 F 1 308 F 1 308 F 1 308 F

1 an 1 308 F 1 308 F 1 308 F 1 308 F

1 an 1 308 F 1 308 F 1 308 F 1 308 F

1 an 1 308 F 1 308 F 1 308 F 1 308 F

1 an 1 308 F 1 308 F 1 308 F 1 308 F

1 an 1 308 F 1 308 F 1 308 F 1 308 F

1 an 1 308 F 1 308 F 1 308 F 1 308 F

1 an 1 308 F 1 308 F 1 308 F 1 308 F

1 an 1 308 F 1 308 F 1 308 F 1 308 F

1 an 1 308 F 1 308 F 1 308 F 1 308 F

1 an 1 308 F 1 308 F 1 308 F 1 308 F

1 an 1 308 F 1 308 F 1 308 F 1 308 F

1 an 1 308 F 1 308 F 1 308 F 1 308 F

1 an 1 308 F 1 308 F 1 308 F 1 308 F

1 an 1 308 F 1 308 F 1 308 F 1 308 F

ÉTRANGER : par voie
aérienne tarif sur demande.

Pour vous abonner
RENOVEZ CE BULLETIN
accompagné de votre règlement
à l'adresse ci-dessus

PORTAGE : pour tous renseignements
tél. : 05-04-03-21 (numéro vert)

Consignes d'adresse définitives
ou provisoires : nos abonnés sont invités à
formuler leur demande deux semaines
avant leur départ. Joindre la dernière
bande d'envoi à toute correspondance.

Vous avez l'obligance d'écrire
tous les noms propres en capitales
d'imprimerie.

81 MCM01

802 من الأصل

مركز من الأصل

Education

Les négociations sur la rénovation de l'enseignement et la revalorisation des rémunérations

12 milliards de francs supplémentaires pour 1989 et 1990

Six milliards de francs dès 1989, grâce à un collectif budgétaire de 2 milliards. 6 milliards de francs supplémentaires l'année suivante. Tel devrait être le montant de l'enveloppe budgétaire déposée par le gouvernement sur la table des négociations sur la rénovation du système scolaire et la revalorisation des rémunérations des enseignants qui ouvrira, mardi 17 janvier, M. Lionel Jospin.

« Au moins 4 milliards » par an, avait promis le premier ministre le 8 décembre, au moment où le ministre de l'éducation nationale l'informait de ses propres exigences qui s'élevaient à... 20 milliards au bas mot. Le différentiel entre les deux hommes sur ce dossier dont l'enjeu politique est à l'échelle des 14 millions d'élèves et étudiants et 1,2 million de fonctionnaires de l'éducation nationale n'allait pas tarder à devenir public.

A la volonté de M. Jospin d'obtenir une revalorisation spectaculaire et généralisée des salaires des enseignants, s'opposait l'exigence de M. Rocard de lier cette amélioration financière à une progression de la qualité de l'enseignement et de n'en faire bénéficier que les personnels particulièrement motivés. Dans

l'optique du premier ministre, des nouveaux corps d'enseignants, mieux rémunérés, mais soumis à des obligations de services nouvelles, seraient créés pour les jeunes recrutés et les enseignants en exercice volontaires.

Ce bras de fer, en coulisse, aura finalement décalé d'un mois le calendrier initialement annoncé par le ministre de l'éducation nationale, qui fixait à la mi-décembre le début des négociations. Il aura aussi contribué à intensifier l'impression de désordre gouvernemental. Depuis lors, le premier ministre a tranché en dévoilant publiquement son projet de création de corps nouveaux et en affirmant que la revalorisation des salaires et la rénovation de l'école étaient « liées par une nécessité logique [...] absolue » (Le Monde de l'éducation de janvier et le Monde du 3 janvier).

En dévoilant le premier une partie de ses batteries, M. Rocard a remporté la première manche : les négociations avec les syndicats vont s'ouvrir sur les bases fixées par lui. Mais la pression du ministre de l'éducation nationale qui jugeait les 4 milliards proposés par M. Rocard dangereusement insuffi-

sants pour faire face à l'attente du milieu enseignant, n'aura pas été vaine.

M. Jospin a obtenu tout d'abord qu'un collectif budgétaire pour l'année 1989, d'un montant de 2 milliards de francs, soit présenté. Cette somme devrait s'ajouter à l'augmentation de 11 milliards déjà votée à l'automne, dont 7 correspondent à la dérive naturelle du budget de l'éducation nationale (effet de progression des carrières des personnels, pour l'essentiel) et 4 à des mesures nouvelles, comme l'amélioration de la formation, et la création de bourses pour les futurs enseignants. Ces 2 milliards devraient notamment donner un coup de pouce symbolique aux rémunérations de tous les enseignants de la rentrée prochaine. De quel montant ?

Accéder aux nouveaux corps

C'est l'un des objets de la négociation. Il serait question de généraliser à tous les professeurs l'indemnité pour participation aux conseils de classe versée actuellement aux seuls professeurs de collège. Au-delà, le collectif budgétaire pourrait faciliter la mise en place du système de

revalorisation à deux vitesses retenu par le gouvernement.

Pour les enseignants en exercice, deux types d'indemnités substantielles seraient créés : une première série prendrait en compte la difficulté particulière d'un poste (classe d'élèves en échec ou située en zone prioritaire), en contrepartie d'un engagement de l'enseignant à y demeurer un certain temps. Un autre type d'indemnité récompenserait les enseignants qui, considérant l'évolution de leurs fonctions, remplissent des tâches complémentaires à leur enseignement, telles que le suivi de l'orientation des élèves ou l'aide individuelle aux devoirs.

Ces enseignants auraient aussi la possibilité d'accéder aux nouveaux corps (instituteurs, professeurs de collège, professeurs de lycée), dont l'échelle des rémunérations et les conditions d'avancement seraient plus avantageuses, mais qui impliqueraient d'accepter des missions complémentaires et, probablement, une requalification du temps de travail sur une base annuelle et non plus hebdomadaire. Ce dernier aménagement rendrait possibles des modulations dans l'emploi du temps des enseignants, permettant d'organiser des cours par semestre et facilitant le travail interdisciplinaire.

Au budget de 1990, 6 nouveaux milliards seraient ajoutés à l'accroissement « naturel » du budget pour asseoir le nouveau système ; 4 milliards seraient affectés à ce que le premier ministre appelle la rénovation de l'enseignement (recrutement dans les nouveaux corps, notamment pour alléger les effectifs, incitation au recrutement, aide à la mobilité professionnelle, équipement et création de locaux universitaires), dont les grandes lignes doivent être dessinées dans le projet de loi d'orientation préparé par M. Jospin. Quant aux 2 autres milliards, ils serviraient à améliorer les conditions de travail des enseignants déjà en exercice, les plus méritants.

PHILIPPE BERNARD.

Défense d'un style de vie

Derrière le débat sur les milliards nécessaires pour revaloriser la fonction des enseignants se cache la révolution culturelle contenue dans les projets gouvernementaux. S'ils sont adoptés, la notion de mérite et, dans un principe, celle de qualité de l'enseignement feront, une entrée spectaculaire dans l'éducation nationale, bien que progressivement.

Les implications du professeur envers ses élèves, en dehors des cours, feraient l'objet d'une gratification.

Ainsi apparaîtrait l'idée que pour prétendre à de meilleurs salaires, les enseignants devraient montrer qu'ils suivent individuellement leurs élèves, participent à des réunions de concertation, reçoivent les parents, acceptent une nouvelle organisation de leur travail et donc, implicitement, qu'ils sont à la tâche plus que n'exigent leurs quinze, dix-huit ou vingt et une heures de cours hebdomadaires. Ce qui est déjà le cas de nombre d'entre eux.

Combien ? Le ministère de l'éducation nationale vient de faire réaliser, sur un échantillon de deux mille professeurs du second degré, une enquête d'opinion qui brosse un tableau globalement assez conservateur du milieu. En moyenne, les professeurs interrogés reconnaissent travailler quarante-deux heures par semaine tout compris, ce qui, rapporté aux trente-deux semaines de l'année scolaire, équivaut aux deux tiers du temps de travail d'un employé.

Les enseignants entretiennent peu d'illusions sur leur statut social, puisque la catégorie dont ils se sentent le plus proche est celle des agents de maîtrise et cadres moyens. Seulement 20 % des professeurs ont une activité rémunérée supplémentaire et la majorité ne souhaite pas ajouter d'occupations à son emploi du temps, surtout s'il s'agit d'empêcher sur les vacances : 60 % refusent de suivre des stages de formation continue rémunérés et 75 % refusent

d'assurer les sessions d'examen, même correctement payées, si ces stages et ces sessions avaient lieu sur le temps de vacances (respectivement 25 % et 30 % répondent « non », par principe » à ces propositions).

Le refus des heures supplémentaires

Plus étonnant : 60 % refusent de faire des heures supplémentaires pour remplacer pour une courte durée un collègue absent et 34 % jugeraient même cela « inadmissible ».

Les professeurs semblent donc prêts à défendre vigoureusement un style de vie qu'ils ne sont pas disposés à remettre en cause, même pour gagner un peu plus. Ils ne sont pas pour autant réticents à l'égard de tout changement. La moitié d'entre eux accepterait que leurs obligations de service soient calculées sur une base annuelle et non plus hebdomadaire, et un quart se portait volontaire pour être le tuteur pédagogique des élèves.

Une majorité (55 %) estime nécessaire que leur activité professionnelle soit évaluée individuellement, tout en prélevant le maintien du système actuel de notations. Si des moyens supplémentaires étaient accordés à leur établissement, la quasi-totalité (81 %) les utiliserait d'abord pour diminuer les effectifs des classes. Les besoins de formation continue et la concertation viennent ensuite (50 %), loin devant ce qui concerne directement les élèves, comme les études dirigées ou les relations avec les familles.

Des éléments déjà largement commentés dans les cabinets du ministère, et qui devraient inciter le gouvernement à la prudence et à la modestie : l'exigence moyenne du professeur, quant à la revalorisation de son traitement mensuel, s'élève à... 2.500 F.

Ph. B.

Un scénario chargé

Le dispositif sur l'enveloppe financière et l'organisation des négociations, mis au point par le gouvernement n'est pas sans inconvénients pour le ministre de l'éducation nationale. S'il est indispensable pour M. Jospin d'aborder les négociations avec les syndicats sur des bases claires, il ne peut non plus le faire sans une marge de manœuvre minimale. Sauf à donner à ses partenaires la désagréable sensation que les choses ont été ficelées à l'avance et que les négociations officielles ne sont guère qu'un trompe-l'œil. Ou à cantonner le ministre de l'éducation dans le rôle un peu équivoque de l'arbitre confrontant, puis renvoyant dos à dos, syndicats et financiers, revendications enseignantes et contraintes budgétaires. La pédagogie du réalisme n'est peut-être pas la partition principale que Lionel Jospin s'attendait à jouer en arrivant rue de Grenelle.

C'est pourtant celle qu'il aura sur son pupitre quand seront frappés, la semaine prochaine, les trois coups du débat sur l'éducation. Avec un scénario particulièrement chargé. Le prélude aura lieu, dès le 16 janvier, avec l'émission « Face au public » de France-Inter.

Le lendemain matin, Lionel Jospin fera, en conseil des ministres, une communication sur l'ensemble du dossier éducatif. Le hasard fait bien les choses, il présentera le même jour, à midi, ses vœux à la presse. Et il donnera une certaine solennité à cette cérémonie en l'organisant dans les salons de la Sorbonne et en y invitant la presse spécialisée, mais également politique.

Le premier acte se déroulera dans la foulée avec l'ouverture, le 17 janvier, dans l'après-midi, d'une vaste table ronde sur le projet de loi d'orientation sur l'éducation. La plupart des acteurs (enseignants, étudiants et même un représentant

lycéen) et des partenaires (parents, associations périscolaires et collectivités locales) sont invités.

Le ministre devrait, à cette occasion, présenter les grandes orientations du gouvernement en matière d'éducation (le triptyque « rénovation-modernisation-revalorisation ») et les illustrer par des exemples qui constitueront autant de chapitres de la future loi d'orientation : contenus d'enseignement, parcours scolaires, vie des établissements, recrutement et formation des enseignants, évaluation...

Le lendemain matin, 18 janvier, s'ouvrira la deuxième acte : la concertation sur la loi d'orientation, on passera à la négociation proprement dite sur la revalorisation de la condition enseignante avec les organisations syndicales. Un intermède est prévu le 19 janvier avec la participation de Lionel Jospin à la conférence des présidents d'université qu'il ne manquera pas d'informer de l'effort spécifique prévu dans l'enseignement supérieur.

Désamorcer toute poussée de fièvre

Enfin le troisième acte, dans les semaines à venir, reste encore largement à écrire. L'objectif du gouvernement est de pouvoir déposer le projet de loi d'orientation au cours de la session de printemps. Ce qui suppose une concertation très ramassée. Mais l'espoir de le discuter avant l'été est désormais très mince.

Dans la négociation sur la revalorisation, en revanche, le ministre de l'éducation veut aborder assez vite, ne serait-ce que pour désamorcer toute poussée de fièvre dans les lycées : ainsi les mouvements de grève administrative lancés par les professeurs de plusieurs lycées, qui consistent à refuser de remplir des

bulletins trimestriels et à remplacer les notes par des appréciations écrites, sont à nouveau à l'ordre du jour. Et les lycéens, qui ont besoin de bulletins scolaires complets pour déposer des dossiers d'inscription dans certaines filières de l'enseignement supérieur, commencent à s'impatienter.

Pourtant que par la poursuite de tables rondes avec l'ensemble des organisations syndicales, la négociation devrait donc se poursuivre de façon bilatérale entre le ministre et chaque syndicat, qu'il s'aborde en cours de route, de façon élargie, les problèmes spécifiques de chaque ordre d'enseignement (notamment pour l'enseignement supérieur).

Le ministre de l'éducation n'a jamais caché que la complexité du dossier ne permettait pas d'obtenir un accord de tous sur tout. Mais son ambition est d'apporter des réponses qui suscitent une acceptation explicite ou implicite des enseignants. Enfin, on envisage au ministère d'ouvrir, parallèlement à cette négociation, des discussions avec les personnels ATOS (administratifs et de service) sur la modernisation de leurs tâches.

Toutes ces réflexions sont activement préparées par des discussions à différents niveaux avec les principaux syndicats d'enseignants depuis quelques jours. De même le bureau exécutif du Parti socialiste consacre sa réunion du 11 janvier aux problèmes de l'enseignement et ne manquera pas d'aborder le double dossier de la loi d'orientation et de la revalorisation. Comme si le ministre de l'éducation souhaitait faire la démonstration tous azimuts qu'il n'est pas, lui, homme à vouloir surprendre son monde par des initiatives ou des effets d'annonce intempestifs...

GÉRARD COURTOIS.

ENVIRONNEMENT

Les nouvelles centrales nucléaires françaises souffrent « d'un défaut de conception »

Petit problème, qui pourrait devenir grand, pour les dernières centrales nucléaires françaises construites, celles du « palier P4 » (cinq réacteurs à Belleville, Cattenom et Nogent) : les alvéoles où l'on stocke les barreaux d'uranium, soit avant leur utilisation, soit après leur extraction du réacteur et en attendant leur envoi pour retraitement à La Hague, semblent souffrir d'un défaut de conception.

Le phénomène a été découvert en juillet lors d'un chargement du réacteur de Nogent-2 et a été publié en octobre dans le bulletin *Sûreté nucléaire* du ministère de l'Industrie. Un barreau a refusé de sortir de son alvéole : il a fallu forcer sur l'éclément et, quand il a été extrait, on a constaté qu'il était déformé et ne pouvait plus être chargé dans le réacteur.

Une inspection des autres alvéoles de stockage a mis en évidence sur certaines une sorte de gonflement de la paroi interne qui a pour effet de bloquer l'élément combustible contenu dans l'alvéole. La cause de ce gonflement n'est pas encore

connue. Ce pourrait être une réaction chimique entre l'eau de la piscine de stockage et les parois toutes nouvelles de ces alvéoles, formées d'aluminium et de carbure de bore. Les alvéoles du palier P4 ont une structure différente de celles des centrales antérieures, ce changement ayant pour but de stocker plus de barreaux combustibles dans le même volume de piscine et d'optimiser le fonctionnement du réacteur.

Le Service central de sûreté des installations nucléaires a demandé à EDF d'expliquer le phénomène et de lui indiquer les mesures qu'il compte prendre. Il a demandé qu'on fasse spécialement attention à ne pas abîmer les éléments combustibles au cours des manipulations. Mais, pour M. Henri Edme Wallard, du SCISIN, « en termes de sécurité, c'est bien maîtrisé ».

A la direction de la production d'EDF, M. Pierre Haller indique qu'un instrument de métrologie est en cours de développement qui permettra d'étudier très précisément les six cent trente alvéoles associées à

chaque réacteur, pour repérer et condamner celles où un gonflement apparaît. Ces défauts ne devraient pas avoir d'impact sur la disponibilité du réacteur mais ils pourraient conduire à évacuer le combustible irradié vers La Hague un peu plus tôt qu'on ne le prévoyait.

● Greenpeace et l'Antarcétique. — Interrogé mardi 10 janvier sur TF 1, M. Paul-Emile Victor, fondateur et ancien directeur des Expéditions polaires françaises, s'est indigné des démonstrations faites actuellement à la base antarctique française Dumont d'Urville par une quinzaine de membres de Greenpeace pour s'opposer aux travaux de construction d'une piste aérienne.

M. Jacques-Yves Cousteau a déclaré le même jour : « Une fois de plus Greenpeace s'en prend à la France... La piste ne menace probablement pas les manchots et il y a des pollutions et des choses en Antarctique beaucoup plus graves que cela ».

RADIO FRANCE

Passant de 20,7% à 21,4%
le réseau de Radio France renforce sa position de

PREMIER RESEAU DE FRANCE

FRANCE INFO AVEC UNE PROGRESSION DE 36% DU NOMBRE DE SES AUDITEURS CONFIRME SON ÉCLATANT SUCCÈS

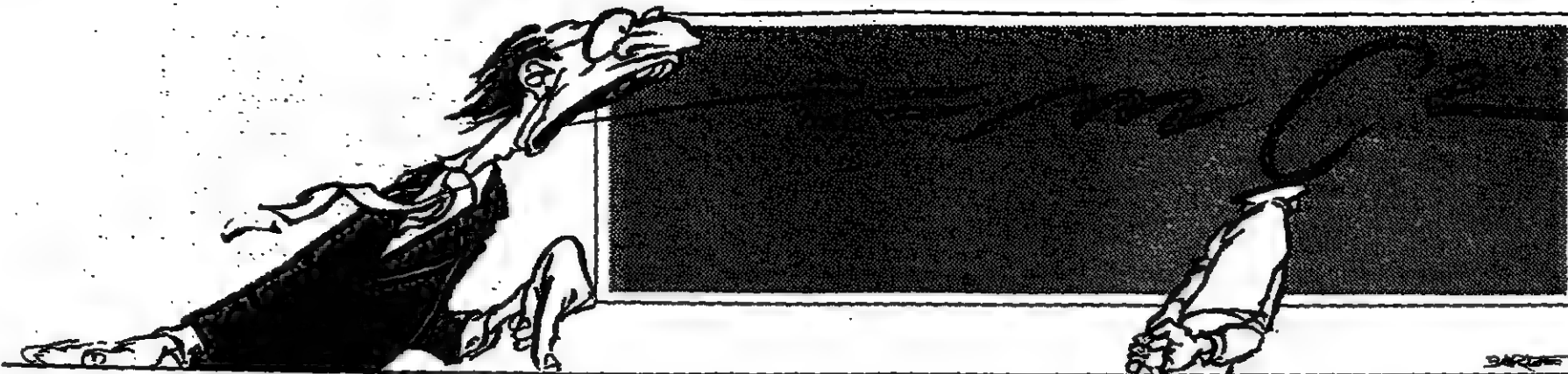


Radio france

Enquête Mediametrie 55000 - Novembre-Décembre 1988

Le Monde

CAMPUS



Humaniser l'enseignement des mathématiques

Le ministre de l'éducation nationale, qui a critiqué à plusieurs reprises le « rôle excessif joué par les mathématiques » dans le système scolaire, a chargé, en juillet dernier, M. Didier Dacunha-Castelle, professeur de mathématiques à l'université Paris-Sud (Orsay), d'une mission d'étude sur les programmes de cette discipline. Après avoir réuni plusieurs groupes de travail incluant des enseignants, de l'école élémentaire à l'université, et consulté les syndicats et associations de spécialistes, M. Dacunha-Castelle s'apprête à remettre ses propositions à M. Jospin. Dans l'entretien qu'il nous a accordé, M. Dacunha-Castelle critique le rôle ségrégatif et asséchant des mathématiques dans l'enseignement secondaire. Il plaide pour une redéfinition des contenus et des méthodes, plus tournés vers l'expérimentation, reliés aux autres disciplines et mieux adaptés aux aptitudes et aux projets de chaque élève. Il préconise l'instauration d'un véritable enseignement de soutien pour les collégiens en difficulté et, en classe de seconde, l'adaptation des rythmes d'apprentissage à chaque type de lycéen. Critiquant l'actuelle série C (mathématiques-physique), symbole de l'impérialisme des mathématiques, M. Dacunha-Castelle suggère la création d'une nouvelle filière scientifique qui ne serait pas divisée en sections étanches (C, D, et E) mais serait structurée autour d'un enseignement de base en mathématiques, aux horaires allégés. Les lycéens complèteraient cette formation en choisissant des options parmi des disciplines variées : mathématiques, physique-chimie, biologie, économie... Pour les élèves littéraires, il propose de replacer l'enseignement de mathématiques dans un cadre pluridisciplinaire, destiné à transmettre une culture scientifique. Ces suggestions pourraient bien inspirer de prochaines décisions ministérielles. M. Jospin, en lançant sa vaste entreprise de redéfinition des contenus d'enseignement, a en effet affirmé sa volonté de « mettre en œuvre les innovations à la rentrée 1990 ».

« La France souffre d'une grave pénurie de mathématiciens, de professeurs en particulier, alors que son système scolaire sélectionne essentiellement à l'aide des mathématiques. Comment sortir de ce paradoxe ? »

« Le vrai paradoxe est que le système sélectionne par les mathématiques des élèves qui ne se destinent en aucune façon à des carrières d'ingénieur, de professeur ou de chercheur. La fameuse section C est, en fait, plus sécuritaire que scientifique : on se bat pour y entrer car elle ouvre toutes les portes, de HEC à la médecine, en passant par l'économie et les IUT. Mais on peut décrocher le bac C avec des notes en sciences inférieures à la moyenne. C'est la principale perversité. »

« La sélection par les maths est d'abord un problème social : elles ont remplacé le latin pour dégrader les élites, sous le prétexte qu'elles permettent une évaluation plus objective et en raison de leur valeur culturelle indiscutable. Mais l'esprit créatif ne s'est pas généralisé pour autant. A quoi sert-il de sélectionner par les maths des gestionnaires qui n'auront jamais à exprimer, ni au laboratoire, ni à l'atelier, ni au tableau noir, leurs qualités scientifiques ? On pourrait remplacer les mathématiques par autre chose, le résultat serait le même. »

« Vous préchez contre votre propre chapelle ! »

« Pas du tout. Les enseignants en mathématiques souffrent de voir leur discipline désaturée. Le drame est que beaucoup d'élèves vivent les maths comme un traumatisme nécessaire, une sorte de purge désagréable mais indispensable. Leur hantise de la sélection finit par masquer leur goût — réel — pour cette matière. Si l'impérialisme des mathématiques disparaissait, elles deviendraient certainement plus attrayantes. »

La fin

des grands errements

« Qui est responsable ? »

« Le pilotage par l'aval du système éducatif français. Sous la pression des classes préparatoires et des grandes écoles, l'élève moyen est maltraité, soumis à des exigences trop fortes qui dépassent le cadre strict des programmes. Les enseignants subissent de plein fouet ces pressions et celles des parents qui veulent préserver toutes les chances de leurs enfants. Mais beaucoup de professeurs se passeraient volontiers d'être les principaux agents d'un système aussi pervers et antidémocratique. Ils vivent mal le procès qui leur est fait à travers celui de la sélection, dont ils se sentent peu responsables. »

« Les « mathématiques modernes » ont tout de même causé beaucoup de dégâts ! »

« Les conséquences de cette période de grands errements sont à peu près effacées. La réaction s'est amorcée dès 1975 et les programmes actuels sont raisonnables. On est revenu des excès de formalisme comme du langage abstrait. »

Développer l'approche expérimentale. Créer une section scientifique unique, avec une formation mathématique de base et des options (maths, physique, biologie, économie...), telles sont les principales propositions de M. Dacunha-Castelle, chargé par M. Jospin de repenser les programmes du secondaire.

« Tout de même, une enquête de la Société mathématique de France (voir page 24) montre que les lycéens rechignent à considérer un problème mathématique comme un véritable objet de réflexion, surtout ceux des sections dites scientifiques. »

« C'est vrai, l'enseignement français ne transmet pas aux élèves la méthode scientifique, n'incite pas suffisamment à la réflexion, à l'analyse des erreurs et à l'invention. Le formalisme que l'on dénonce en mathématiques existe tout autant dans les autres enseignements scientifiques. »

Montrer à quoi

servent les maths

« Est-ce l'explication des graves difficultés éprouvées par les élèves de seconde ? »

« La classe de seconde est un passage effectivement crucial. Les élèves y sont souvent mal à l'aise : la sélection qui s'opère à la fin de l'année les paralyse. D'autre part, on prend mal en compte les enfants lents, les élèves curieux mais peu adaptés à un système dogmatique et ceux qui pratiquent intensément une activité extrascolaire, comme le sport ou la musique. Ceux-ci sont en difficulté, car la seconde exige une accélération en peu de temps des apprentissages. Mais des expériences de classes de seconde étalées sur deux années permettent souvent de rattraper ces élèves : beaucoup passent ensuite aisément le bac sans redoubler. »

« Un professeur constatait récemment que « les maths répondent à des questions que les élèves ne se posent pas ». Comment accrocher les enfants qui ne répondent pas aux casus traditionnels de « mathéux » ? »

« Toutes les disciplines scolaires répondent à des questions que les élèves ne se posent pas. A priori, personne ne s'interroge sur le laser ou sur la réduction des oxydes. On fait toujours un procès d'intention aux mathématiques en posant la question de cette manière. Mais il est vrai que certains concepts mathématiques devraient être d'abord abordés dans d'autres disciplines, comme la physique, la géographie ou l'économie, pour être bien compris. »

« Ainsi, pour certains élèves, les vecteurs devraient être introduits d'abord en physique comme représentation des forces, avant d'être repris en maths. Au collège, la notion — fondamentale — de fonction devrait être dégagée de façon expérimentale par des relevés graphiques : en biologie, on peut étudier et comparer la température d'un hérisson, d'un écureuil, d'un ours en état d'hibernation, en fonction de la

consommation de graisses et de sucres ; en géologie, la perception du relief comme fonction de la distance d'observation. De gros efforts d'interdisciplinarité doivent être faits pour montrer aux élèves à quoi servent les maths. Le rapport que publiera notre mission proposera des présentations alternatives de certaines notions. »

« Comment complexifiez-vous remédier à l'échec spécifique des filles en mathématiques et combattre leur tendance à sous-estimer leurs capacités dans les matières scientifiques ? »

« Le problème est d'abord lié aux images sociales que les jeunes filles ont dans la tête : les sciences sont censées être masculines. C'est le rôle du professeur de détruire ces préjugés et de leur donner confiance en leurs possibilités. Mais il faut à tout prix remettre en cause l'idée fausse selon laquelle les mathématiques seraient une science déductive qui exigerait surtout des capacités en logique formelle, que les femmes n'auraient pas, tout en excluant l'intuition, qui, elle, serait une vertu spécifiquement féminine. C'est une erreur sur les femmes mais aussi sur les mathématiques, car le rôle de l'intuition y est très important. »

Un horaire

de base plus léger

« La généralisation de l'usage des calculatrices et des ordinateurs ne rend-elle pas fautes certains apprentissages scolaires ? »

« Beaucoup de gens ne savent plus effectuer les divisions à plusieurs chiffres, car c'est un problème rare et très facile à résoudre avec une calculatrice. Il est donc plus important que les enfants apprennent à voir quels problèmes la division va pouvoir résoudre plutôt que le mécanisme de la division elle-même, dont l'apprentissage pourrait être repoussé du cours moyen au collège. Mais nous allons surtout être confrontés, d'ici quatre ou cinq ans, à l'arrivée sur le marché grand public de machines de poche capables de donner le comportement de toutes les fonctions usuelles. Avec elles, un élève moyen pourra résoudre en dix minutes un problème du niveau du bac qui demande aujourd'hui deux heures. L'enseignement des maths doit être repensé dans cette perspective. Il faudra éliminer certains apprentissages fastidieux pour favoriser des concepts beaucoup plus riches. »

« Certains élèves resteront de toute façon allergiques aux maths. Comment vous alléger les horaires, voire rendre leur enseignement optionnel dans les sections littéraires ? »

« Au collège, les horaires ne sont certainement pas trop lourds.

Nous préconiserons l'obligation de quatre heures hebdomadaires de maths complétées par des heures de soutien en petits groupes pour les élèves en difficulté (1). Au lycée, la classe de seconde doit conserver un horaire important, mais l'enseignement doit être réorienté vers l'interdisciplinarité, afin que les élèves situent mieux les maths et se situent eux-mêmes par rapport aux maths. En première et en terminale, nous souhaiterions un horaire commun à tous les élèves qui veulent faire des sciences ou se destinent à des métiers à base de technologie ou d'économétrie. »

« Au-delà de cette base commune, nécessairement importante mais plus légère qu'actuellement, les élèves pourraient exprimer leur sensibilité propre en choisissant parmi des enseignements optionnels en mathématiques (en complément), physique, biologie, économie, notamment. Ceux qui choisiraient ces deux dernières spécialités ne le feraient pas nécessairement au détriment des maths, comme aujourd'hui. Il devrait donc devenir possible de préparer la médecine avec un bac à dominante biologie ou l'enseignement commercial avec de bonnes bases en sciences humaines et en économie. »

« Pour les littéraires, un enseignement mathématique devrait être conservé, mais replacé à l'intérieur d'un « bloc scientifique » pluridisciplinaire adapté à leurs motivations. Ils pourraient ainsi appréhender des notions mathématiques comme les probabilités à propos de la génétique ou de la philosophie. Il s'agirait pour eux d'acquiescer une culture scientifique générale, qui ne passerait pas exclusivement par les mathématiques. »

Limites

le formalisme

« Dans ce système, les élèves qui choisissent le supplément optionnel de maths auront des horaires équivalents à ceux de l'actuelle section C. Qu'y aura-t-il de changé ? »

« Il s'agira d'élèves scientifiques spécialement orientés vers les mathématiques. Ils ne devraient pas être privilégiés pour les études scientifiques par rapport à leurs camarades qui auraient choisi la biologie. Si le système des grandes écoles est maintenu, il faudrait créer de véritables classes de « chimie sup » et de « bio sup », équivalentes aux maths sup mais à fort contenu expérimental. »

« Mais comment atténuer l'impérialisme que vous dénoncez si l'accès aux études médicales et à

l'enseignement commercial exige un niveau élevé en mathématiques ? »

« Ce ne sont pas les maths qui jouent un rôle dominant pour l'entrée en médecine. Les pièces maîtresses sont la chimie et la physique. Cela explique qu'aujourd'hui la plupart des étudiants qui réussissent les études médicales viennent du bac C et rarement du bac D. Il faudrait que la biologie tiende une place plus large pour l'accès en médecine. Ainsi les élèves qui auront obtenu le bac scientifique devront pouvoir préparer la médecine s'ils ont choisi la dominante biologie. »

« Pour HEC, des efforts sont déjà en cours pour recruter des bacheliers économistes et littéraires. Mais les écoles de commerce et de gestion devront réorienter leurs concours en faisant davantage appel aux connaissances en sciences humaines. »

« Si l'enseignement des maths et leur place dans le système change, prévoyez-vous de modifier le niveau d'exigence et le mode d'évaluation ? »

« Les exigences actuelles en maths sont quelquefois trop importantes, mais des efforts d'harmonisation et d'adaptation sont en cours. Il faut surtout mettre au point un contrôle continu qui autorise de fréquents retours en arrière. Trop souvent, on cherche à mesurer l'acquisition des concepts mathématiques sans leur laisser le temps d'avoir mûri chez les élèves, alors qu'il faudrait les réexaminer périodiquement. »

« Cela pourrait-il avoir des conséquences sur le baccalauréat ? »

« Les aptitudes expérimentales ne sont mesurables que sur un certain laps de temps, et des pans entiers des maths comme la géométrie dans l'espace ou certains aspects des statistiques ne sont pas enseignés, car non évaluables par les examens actuels. L'introduction d'une forme intelligente de contrôle continu permettrait d'améliorer l'enseignement en limitant son formalisme. En même temps, on éviterait de privilégier en physique et en chimie les parties qui se prêtent aisément à des exercices mathématiques. »

« Quel calendrier d'application proposerez-vous pour les mesures que vous préconisez ? »

« Le calendrier est le seul ressort du ministre. Aucune modification ne sera proposée par notre mission pour la rentrée de 1989. Pour celle de 1990, cela dépendra d'un éventuel changement dans l'architecture des enseignements. Les modifications essentielles de programme ne pourront être mises pleinement en application que lorsque les formations initiales et continues nécessaires pour les enseignants auront été mises en œuvre et les manuels scolaires adaptés. »

Propos recueillis par PHILIPPE BERNARD.

(1) Actuellement, l'obligation est de trois heures, mais la quasi-totalité des collégiens bénéficient d'une heure supplémentaire de « soutien », qui est en réalité un cours ordinaire (NDLR).

Lire aussi page 24 : « Les mathéux n'ont pas la foi »

Les « matheux » n'ont pas la foi

Pour les élèves des sections scientifiques, les mathématiques servent à réussir, mais non à réfléchir. Une enquête menée dans cinquante lycées met en lumière le statut ambigu de la discipline-reine.

Si tous les lycéens font des maths, seule une minorité d'entre eux savent vraiment pourquoi. C'est l'un des enseignements majeurs de l'enquête « Les maths et vous », menée par l'Institut de recherche sur l'enseignement des mathématiques (IREM) de l'université Louis-Pasteur de Strasbourg, pour le compte de quatre associations de professeurs (1). Un constat inquiétant, qui souligne l'urgence d'une redéfinition du rôle des mathématiques dans l'enseignement secondaire, plus souvent considérées comme le critère dominant de la sélection des

« bons » élèves que comme un terrain de réflexion scientifique.

Au mieux, c'est une science vieille et figée ; au pis, une langue morte : 52 % des lycéens pensent qu'aucune découverte n'a été faite en maths depuis vingt ans et 81 % sont incapables de citer le nom d'un mathématicien contemporain. Ils connaissent généralement Thalès — théorème oblige —, beaucoup plus rarement Chasles ou Euclide. Et une minorité seulement considère que les mathématiques ont pu être une source d'inspiration pour des philosophes ou des peintres.

Les lycéens hésitent donc à considérer les maths comme un élément de culture. Plus curieux encore : ils semblent réticents à admettre qu'il s'agit d'une science. Un sur quatre — voire plus d'un sur trois dans les sections littéraires — pensent qu'elles ne conduisent pas à des résultats objectifs, et une majorité estime que l'activité mathématique n'est pas contrôlable de bout en bout.

Ces résultats soulèvent, selon les auteurs de l'enquête, « bien des questions sur les déformations de la perception de l'activité mathématique que l'enseignement entraîne ». Tout se passe, en effet, comme si les élèves développaient, au fil de leur scolarité, une conception quelque peu frénétique des mathématiques, apparentées à une sorte de course d'obstacles, indispensable mais pas forcément passionnante. Une sorte de gymnastique dans laquelle il n'est pas question de réfléchir bien longtemps. « Pour la majorité des lycéens, écrivent les auteurs de l'enquête, l'activité mathématique semble exclure tout délai de réflexion ou de recherche (...) dans la compréhension d'une solution. » Une grosse minorité d'élèves (de 22 % à 36 % selon les niveaux) jugent « excessif et déprimant » le fait d'être arrêté pendant une heure pour traiter une question mathématique posée en temps libre. « Perverse ! », commente M. Raymond Duval, maître de conférence en sciences de l'éducation à Strasbourg et co-auteur de l'enquête : « Les maths sont intéressantes en tant qu'excellent instrument de formation à toutes les activités intellectuelles. L'apprentissage ne peut en être second si les élèves n'acceptent pas de s'arrêter sur un problème. »

laire des parents détermine nettement la réussite des élèves en maths : les diplômés de l'enseignement supérieur ont des enfants généralement « à l'aise », à l'inverse des parents n'ayant pas atteint le niveau du baccalauréat. « Les sections C et D sont finalement plus élitistes que scientifiques ; il faudrait créer une vraie terminale scientifique », proclame le chœur des mathématiciens.

En dénaturant le sens et l'esprit des mathématiques, notre système scolaire opère un gâchis considérable. Car les vrais « matheux » existent : 35 % des élèves interrogés en seconde trouvent les maths « passionnantes », 58 % en terminale C et 42 % en première et terminale technologiques. Encore faudrait-il ne pas les décourager. La classe de seconde, où 49 % des élèves jugent les maths « difficiles à comprendre » (contre 32 % en classes de quatrième et troisième), apparaît comme le lieu central du malaise.

« Pathologie gravissime »

Pis encore, les classes où se recrute la plus grande proportion d'élèves réticents à l'idée de passer du temps à réfléchir sont les sections... scientifiques. Même les « mousus » des mathématiques préfèrent travailler à des expériences ou à la programmation plutôt que résoudre des questions mathématiques : ils semblent plus motivés pour les activités scientifiques que pour les maths elles-mêmes. En terminale C et D, les élèves sont plus nombreux à trouver « excessif et déprimant » de s'écarter sur une question qu'à estimer cela « normal et stimulant ». « Pathologie gravissime, diagnostique M. Jean-Pierre Bourguignon, professeur à Polytechnique et vice-président de la Société mathématique de France. Ce sont les élèves de terminales scientifiques qui ont le comportement le plus anti-mathématique ! »

D'où une voie de bois vert en direction de la fameuse section C, symbole de la dictature des maths au lycée, où ces dernières sont accusées de servir d'alibi à une sélection absurde et socialement discriminatoire. L'enquête confirme aussi que le niveau so-

devenait facultative. Un taux qui tombe cependant dans les classes littéraires.

Les filles

dévalorisées

Jugées nécessaires, les maths n'ont pourtant pas bonne réputation : 42 % des lycéens trouvent excessif leur rôle dans la sélection, la proportion grimant logiquement chez les moins bons élèves et singulièrement chez les jeunes filles. On savait que ces dernières étaient l'objet d'une ségrégation spécifique pour l'accès aux enseignements scientifiques. L'enquête sur les « 50 lycées » en révèle l'ampleur, qui est considérable. Deux lycéennes de seconde sur trois, contre seulement un lycéen sur deux, affirment éprouver des difficultés à comprendre les maths, et le décalage persiste dans les classes supérieures, où l'on constate pourtant une sur-sélection des filles.

Non seulement ces dernières peinent davantage, mais elles doutent beaucoup plus largement de leurs capacités : 50 % des filles s'estiment « douées ou assez douées », contre 71 % des garçons. Parmi les lycéennes qui s'estiment douées, un tiers seulement pense qu'elles obtiennent de bons résultats, tandis que la moitié des garçons « doués » ont la même bonne opinion d'eux-mêmes. Les lycéennes se révèlent aussi beaucoup plus critiques à l'égard de la sélection par les maths dont elles se savent victimes. « Voilà qui remet en cause les discours rassurants sur l'insertion réussie des femmes et montre la nécessité d'une politique plus volontariste », lance Catherine Goldstein, ancienne normalienne, chargée de recherche au CNRS et militante de

l'association Femmes et mathématiques, créée en 1987.

Les filles sont beaucoup plus nombreuses que les garçons (40 % contre 28 %), à croire que la « bosse des maths », « on l'a ou on ne l'a pas ». Mais c'est pour estimer très majoritairement qu'elles ne l'ont pas, à l'inverse des garçons. Les mathématiques n'apparaissent-elles pas à travers l'enseignement actuel comme « une activité qui néglige les qualités intellectuelles importantes aux yeux de la population féminine ? », s'interrogent les auteurs de l'enquête.

Un constat

inquiétant

Mais garçons et filles se retrouvent quand on les interroge sur leurs désirs professionnels. Leur goût, les porte surtout vers la recherche (mais hors mathématiques), l'économie et l'industrie, mais aussi vers l'enseignement. Pourtant, ils placent l'éducation nationale en dernière position pour l'attrait de ces salaires, et beaucoup d'entre eux pensent qu'elle offre très peu de débouchés. Un double constat inquiétant lorsqu'on connaît la gravité du déficit actuel en professeurs de mathématiques.

PHILIPPE BERNARD.

(1) « Les maths et vous », enquête réalisée auprès de 2.234 élèves de classes lycées par Gérard Barbançon, François Pivange et Claire Dupuis, enseignants en mathématiques à l'université Louis-Pasteur (ULP) de Strasbourg, et Raymond Duval, maître de conférence en sciences de l'éducation à l'ULP, sous le patronage de la Société mathématique de France, de la Société de mathématiques appliquées et industrielles, de l'Association des professeurs de mathématiques de l'enseignement public et de l'Union des professeurs de sciences. Références : (1) 43-36-23-25, poste 5308.

Les Actes du colloque

LES Actes du colloque « Mathématiques à venir », organisé par les mathématiciens français à l'école polytechnique en décembre 1987, viennent d'être publiés. Ils permettent de mieux apprécier la diversité du rôle des mathématiques aujourd'hui et l'importance des problèmes de formation et de débouchés. Une première partie évoque la mosaïque de domaines de recherche : « interne » en mathématiques, mais surtout en relation avec la physique, l'informatique et les sciences de la vie. Une seconde partie analyse le rôle des mathématiques dans la société d'aujourd'hui : enjeux européens de la formation (H. Curien), importance des mathématiques appliquées dans le projet Hermès (B. Périot), formation dans le secondaire (J. Martinet), formation des ingénieurs, et surtout, débouchés industriels.

* « Mathématiques à venir », « Quelles mathématiques pour l'an 2000 ? » Supplément au Bulletin de la Société mathématique de France, Gauthier-Villars, 400 p., 200 F.

Des audits pour les écoles de gestion

TOUT le monde s'accorde à reconnaître que le secteur de la compétitivité de l'économie française est étroitement lié au niveau de formation de ses cadres. A cela, s'ajoute la fascination que le diplôme exerce aux yeux des Français, que ceux-ci soient en position de parents, d'étudiants ou de chefs d'entreprises.

Cette double constatation permet d'expliquer la floraison d'écoles de commerce au cours des dernières années qui englobent dans des budgets de publicité considérables une bonne partie des droits de scolarité payés par leurs étudiants. Cette situation, typiquement française, conduit à jeter le trouble dans l'opinion et en priorité chez les parents d'élèves qui sont de plus en plus dans l'incapacité de faire la différence entre les écoles et n'ont d'autres ressources que de se fier à tel ou tel message publicitaire. Or, il est évident que tout franc investi par une école dans une publicité ne l'est pas dans la pédagogie. Une vigilance s'impose donc sur la qualité de l'enseignement développé au sein de certaines de ces écoles qui perdent de vue leur mission de formateur pour s'apparenter de plus en plus à des « entreprises de formation » qui contribuent à discréditer les meilleures grandes écoles françaises.

Même si les responsables de ces dernières ont la préoccupation d'équilibrer la gestion des établissements dont ils ont la charge et même, s'ils appliquent des méthodes de management proches de celles d'une entreprise, une grande école digne de ce nom ne peut pas être assimilée à une entreprise de formation. En effet, loin de dégager des bénéfices, les grandes écoles de gestion ne parviennent à équilibrer leur budget que grâce au soutien actif des entreprises, soit directement, soit par l'intermédiaire de chambres de commerce et d'industrie ou de collectivités territoriales, les droits de scolarité payés par les étudiants ne permettant de couvrir en général qu'une partie de formation d'un étudiant.



Parmi ces écoles, seules dix-sept (1) d'entre elles sont actuellement reconnues comme grandes écoles de gestion par la Conférence des grandes écoles (C.G.E.), à côté des grandes écoles d'ingénieurs, elles sont regroupées au sein d'un chapitre qui a fixé depuis plusieurs années des critères d'appartenance particulièrement sévères, garantissant aux étudiants, parents et chefs d'entreprise un « haut niveau de formation » sanctionné par un diplôme reconnu par l'Etat et pas seulement une formation.

En effet, une chose est de prétendre former des cadres supérieurs, une autre est de les mettre à un niveau tel qu'ils puissent un jour exercer des fonctions de direction générale.

Toute la difficulté réside dans l'appréciation de ce niveau de formation que souvent seules les grandes entreprises (BSN, l'Oréal, etc.), à travers leur direction des ressources humaines ou certains cabinets de recrutement, sont capables d'évaluer.

Afin de s'assurer de ce niveau de formation, plusieurs éléments peuvent néanmoins être pris en compte lors du choix d'une école par un étudiant ou d'un jeune diplômé par une entreprise : le nombre d'heures de

passent en classe de mathématiques spéciales.

— **Classes de mathématiques spéciales.** A l'issue d'une première année, 45 % des élèves entrent dans une école d'ingénieurs, 51 % effectuent une seconde année et 4 % changent d'orientation, en général, pour des études universitaires scientifiques. A l'issue de la deuxième année, 93 % des élèves entrent dans une école d'ingénieurs.

An total, sur 100 élèves entrés en classes préparatoires scientifiques, 78 intègrent une école d'ingénieurs. En ce qui concerne les 22 étudiants qui ne suivent pas cette voie (et comme le montrent les statistiques, il ne s'agit pas nécessairement d'échecs, mais souvent de changement d'orientation), nous ne connaissons évidemment pas leurs carrières ultérieures. Mais le fait que, au cours des dernières années, plus de 70 % des étudiants reçus à l'agrégation de mathématiques sont des candidats ayant effectué deux années de classes préparatoires, nous montre que le mot échec est peut-être un peu excessif.

CLAUDE DESCHAMPS, président de l'Union des professeurs de spéciales.

Les résultats des prépas scientifiques

DANS « Le Monde Campus » du jeudi 8 décembre, vous faites une étude des résultats des étudiants des classes préparatoires scientifiques en vous appuyant sur les chiffres publiés par le bulletin de notre association. Les chiffres que nous avons publiés sont des données brutes, et, avant d'en déduire des chiffres en pourcentage, il convenait d'éliminer certaines incohérences. Par exemple, le nombre des élèves dont nous donnions l'orientation à l'issue des classes de mathématiques spéciales est très inférieur au nombre des élèves de ces classes, cela tout simplement parce que nous ne disposons pas des résultats de quelques établissements.

Compte tenu de ces remarques, voici, en pourcentage, les résultats des étudiants des classes préparatoires scientifiques pour l'année scolaire 1986-1987.

— **Classes de mathématiques supérieures.** A l'issue de la première année, 87 % des élèves sont admis en classe de mathématiques spéciales, 3 % de ceux-ci préfèrent changer d'orientation et se dirigent alors vers d'autres études (médecine, université, autre type de classes préparatoires...) et au total 84 % des élèves

cours par semaine et par année, le contenu détaillé du programme de chacune des matières enseignées, le nombre de professeurs permanents attachés à l'école, les méthodes d'enseignement, le nombre d'étudiants par section, le nombre de cas d'entreprises étudiées, autant d'éléments illustrant le projet pédagogique de l'école.

Afin d'identifier l'ensemble de ces éléments et donc le bon niveau de formation d'une école, il serait peut-être souhaitable que des audits soient régulièrement réalisés — par exemple par des cadres confirmés d'entreprise ou par des cabinets de recrutement — dans le même esprit qu'un audit réalisé dans une entreprise. Ces audits seraient à la disposition de tout parent, étudiant, responsable de classe préparatoire ou chef d'entreprise, afin de mieux les éclairer sur la réalité du niveau de formation de telle ou telle école.

Les membres du Chapitre des grandes écoles de gestion ont pris récemment une initiative, qui va dans ce sens, en créant un comité d'évaluation animé par Bruno Dufour, directeur du groupe ESC Lyon. Ce comité sera chargé de réaliser régulièrement des audits sur les écoles membres du Chapitre ou sur tout établissement qui souhaiterait intégrer ce groupe.

Après avoir pris longuement en considération des critères d'évaluation essentiellement subjectifs qui relèvent parfois du seul esprit de corps, le moment semble venu d'apprécier ces écoles en fonction de leur plus ou moins grande capacité à assurer leur mission de formateurs de cadres de haut niveau, de la pertinence de leurs choix pédagogiques, de la qualité de leur corps professoral ou des moyens qu'elles consacrent à la recherche. C'est en effet sur ces critères-là que la différence se fera désormais entre des cadres bien formés et des cadres à fort potentiel capables de diriger ou de créer les entreprises de demain.

GEORGES VIALA, Directeur du groupe école supérieure de commerce de Bordeaux.

(1) HEC ; ESSEC ; écoles supérieures de commerce de Bordeaux, Clermont-Ferrand, Dijon, Le Havre, Caen, Lyon, Marseille, Nantes, Nice, Paris, Reims, Rouen, Toulouse, Tours ; EAP et EDEEC.

EDITIONS STH
LES CAHIERS DES SCIENCES ET TECHNIQUES HUMAINES
6, avenue Léon-Houzeau 75016. Tél. : 45.27.10.15
Des ouvrages qui font autorité et qui tentent d'éclaircir les grands problèmes de notre temps
• LA JURISPRUDENCE DU CONSEIL CONSTITUTIONNEL. BRUNO GENEVOIS.
« Les décisions du Conseil ont donné naissance à une jurisprudence qui concerne des domaines importants et variés et, en particulier, la protection des Droits fondamentaux des individus. Quels sont les principes directeurs de la jurisprudence constitutionnelle ? C'est à cette question que répond le présent livre. L'auteur : Secrétaire général du Conseil Constitutionnel, professeur à l'I.E.P. de Paris. »
• LES RELATIONS INTERNATIONALES DANS LE MONDE D'AUJOURD'HUI. PHILIPPE MOREAU-DEFARGES. 3^e édition.
« Le jeu de la puissance ne cessera que le jour où l'homme disparaîtra de la terre... En cette fin de XX^e siècle, les Etats-Nations sont pétrifiés, dialogues par la prohibition des interdépendances, économiques, politiques, culturelles. »
L'auteur : Professeur à l'Institut d'Etudes politiques de Paris, ancien élève de l'E.N.A.

Le Monde DE L'EDUCATION 17 F

ENQUETE
LE NIVEAU MONTE
• Les jeunes d'aujourd'hui en savent plus que ceux d'hier.
• Jamais les exigences de l'école, du collège et du lycée n'ont été aussi élevées.

UN ENTRETIEN AVEC MICHEL ROCARD
La réforme de l'enseignement, la formation des professeurs et la revalorisation de leur métier.

SOCIETE
LA CRISE DU SYNDICALISME ENSEIGNANT
Baisses des adhérents de 30 % en moins en dix ans. Les profits sauront-ils se remobiliser ?

SUPERIEUR
LES JEUNES CHERCHEURS
Dans le cadre du CNRS, dans un laboratoire d'université ou dans une entreprise, quel est le quotidien des jeunes chercheurs ?

NUMERO DE JANVIER, 116 PAGES
En vente chez votre marchand de journaux

Un « diable

ISTH INSTITUT INTERNATIONAL DE STRATÉGIE ET DE TACTIQUE
PARIS
100 rue de la République 75011 Paris
Tél. : 47.33.33.33
FAX : 47.33.33.33
www.isth.fr

CAMPUS
ÉTRANGER

Un « diable noir » en Chine

Tenemane Doumbia, étudiant malien, a passé trois ans à Pékin et à Nankin, de 1983 à 1986. Il raconte la difficulté des relations quotidiennes entre Africains et Chinois.

« **D**ès que j'ai commencé à avoir des problèmes avec les Chinois, je suis allé à l'ambassade du Mali pour leur demander mon rapatriement. Ils ont refusé : le ministre chinois de l'Agriculture venait de nous offrir 2 000 tonnes de maïs, et il n'était pas question de contrarier les bonnes relations entre la Chine et le Mali. Sous prétexte de coopération, on gâche des vies. » Sans euphémie et sans frime, Tenemane Doumbia résume en quelques mots son expérience d'étudiant malien en Chine entre 1983 et 1986, à Pékin et à Nankin, les deux grands campus universitaires — précisément — où se sont multipliés depuis quelques semaines les incidents entre étudiants africains et chinois.

Tenemane était parti pour Pékin, à l'automne 1983, sans enthousiasme excessif. Orphelin depuis l'âge de six ans, poussé vers une école d'apprentissage, il s'accroche et obtient son bac D à Bamako. « Parmi les cinquante premiers », précise-t-il. Du coup, il est orienté vers une université étrangère, pour commencer ses études de pharmacie. « Mais la France, la Belgique ou le Canada sont réservés aux enfants de riches. Les pauvres sont envoyés dans les pays socialistes. C'était mon cas. »

La première année à l'université des langues de Pékin passe rapidement. Sans doute le jeune étudiant malien découvre-t-il l'isolement des étrangers installés en vase clos, sur un campus surveillé par des vigiles, dans des résidences réservées, avec leur restaurant à part, chaperonnés par une administration particulière et regroupés pendant ces premiers mois pour apprendre le chinois. Sans doute découvre-t-il, stupéfait, le racisme ordinaire : dans une file de cinéma, on lui crache à la figure, sans explication ; des passants le croisent en grognant : « Diable noir ». Mais il est absorbé par l'apprentissage du chinois — pour lequel il ne semble pas manquer de talent — et se lie d'amitié avec plusieurs de ses professeurs.

C'est ensuite que les choses commencent à se gâter. Au terme de cette année préparatoire, Tenemane est envoyé, avec cinq autres étudiants africains, à l'université de Nankin pour commencer ses études de pharmacie. Et Nankin a déjà, dans la petite communauté étrangère, la réputation d'une « ville raciste, où les Chinois rejettent tout le monde ». La rumeur, à l'époque, voulait qu'un étudiant centrafricain y soit mort à la suite d'une bagarre.

Le démarrage de cette année universitaire 1984 est d'autant plus difficile que l'étudiant malien joue d'emblée les originaux. Il avait admis que les étudiants étrangers aient un sort à part tant qu'ils apprennent le chinois. Mais au bout d'un an, il refuse de suivre des travaux dirigés réservés aux étrangers et de se voir imposer une place, dans un coin de l'amphithéâtre, pour les cours magistraux auxquels assistent les étudiants chinois. Il fait le siège de l'administration et du recteur de l'université, pour obtenir de pouvoir s'asseoir à la place de son choix dans les

amphis, et suivre les mêmes TD que les étudiants chinois. « J'étais innocent », explique-t-il. J'étais en Chine : je voulais être avec les Chinois, partager leur vie. »

« Singe sans queue ! »

Finalement, il obtient gain de cause, mais il est, aussitôt, dans le collimateur. D'ancroches en accrochages, la tension monte peu



L'évacuation des étudiants africains de Nankin protégée par la police chinoise.

à peu. Un jour, le cuisinier du restaurant universitaire refuse de le servir, parce qu'il a passé sa commande en retard : éclats de voix, bousculade, première enquête de la police. Quelques semaines plus tard, un gamin lui jette une pierre, alors qu'il circule en vélo dans une rue de Nankin. Sur de son droit, Tenemane réclame la police et se retrouve rapidement entouré par une centaine de Chinois scandant, mi-moqueurs mi-menaçants : « Singe sans queue ! ». « Diable noir ! » ou encore : « Il dort plus dans les arbres ». Trois ans après, il s'en souvient comme si c'était hier et conclut, rageur : « Il faut qu'ils éduquent leur population, avant d'accueillir des étudiants étrangers. »

Enfin, Tenemane est accroché, à la sortie de l'université, par un cycliste. Sans motif, dit-il, celui-ci se précipite sur lui, le jette par terre et se met à lui taper dessus. La bagarre est sanglante. C'en est trop pour l'université comme pour l'ambassade du Mali : les autorités chinoises acceptent qu'il poursuive des études en Chine, mais lui demandent de changer d'université dans les quinze jours. Une manière de le pousser vers la sortie. Confiant, il rentre à Pékin et découvre rapidement qu'il n'y a plus de place pour lui à l'université.

« Ça a été une période d'angoisse », commente-t-il sobrement. Entre novembre 1986 et

juillet 1986, Tenemane va plonger dans la marginalité. Une enseignante chinoise de l'année de préparation l'héberge et l'aide, au risque de se voir sanctionner. D'autres professeurs tentent, sans succès, d'intervenir en sa faveur auprès du ministère de l'Éducation. Il est hébergé par des étudiants africains, mais clandestinement, car il n'a plus l'insigne de l'université de Pékin. Certaines nuits, il dort dans les rues. Finalement, il est embarqué au printemps 1986, dit-il, par des inconnus qui l'emmènent dans une cave à une vingtaine de kilomètres de la capitale et le soumettent, trois semaines durant, à des interrogatoires musclés. Il est accusé d'avoir violé des filles et d'avoir frappé le cuisinier de Nankin, bref d'avoir manqué de respect aux Chinois. Ramené à

habillés, ils sont jaloux. On devient des boucs émissaires, alors que les vraies causes de leur colère sont dans la société chinoise. Quant aux étudiants, quand on était injurié, ou agressé dans la rue, ils nous disaient toujours : « Laisse tomber, ne fais pas attention. Ils considèrent déjà qu'ils sont privilégiés d'être à l'université. Alors ils ne veulent pas avoir d'histoire. »

A cela s'ajoute une fantastique méconnaissance de l'Afrique. Y compris parmi les étudiants. « Un copain avec qui je faisais les TD de chimie me posait beaucoup de questions sur l'Afrique, se rappelle Tenemane. Et puis, un jour, il a fini par me demander comment j'étais venu en Chine, à pied ou en bateau ? Il n'arrivait pas à croire que moi, un Africain,

Pékin, il comprend qu'il n'a plus de solution. « Je n'étais pas fou, comme ils le disaient. Mais je n'avais plus d'espoir dans un monde que je n'arrivais pas à comprendre. »

La jalousie

envers les étrangers

Car le voyage de Tenemane, c'est bien l'histoire de cette incompréhension mutuelle entre des étudiants africains et la Chine. Il voulait « partager la vie » des étudiants chinois... Projet audacieux ou naïf... quand on sait tout ce qui sépare leur mode de vie et celui des hôtes étrangers du gouvernement chinois. A Nankin, en 1984-1985, un étudiant africain disposait d'une bourse de 180 yuans par mois, soit davantage que le salaire d'un professeur et beaucoup plus que la bourse d'un étudiant chinois (15 yuans par mois).

« Les Chinois ne comprennent pas qu'on ait de l'argent et de meilleures conditions qu'eux. Quand je suis arrivé dans les TD chinois, les étudiants étaient très méfiants. Ils croyaient que je venais pour essayer de décrocher la bourse de 240 yuans offerte à la fin de l'année au meilleur. L'évolution de la Chine, depuis quelques années, et son ouverture aux étrangers qui ont de l'argent ont accentué les disparités sociales. Quand les Chinois de la rue voient des étrangers bien

habillés, ils sont jaloux. On devient des boucs émissaires, alors que les vraies causes de leur colère sont dans la société chinoise. Quant aux étudiants, quand on était injurié, ou agressé dans la rue, ils nous disaient toujours : « Laisse tomber, ne fais pas attention. Ils considèrent déjà qu'ils sont privilégiés d'être à l'université. Alors ils ne veulent pas avoir d'histoire. »

Après d'ultimes péripéties, Tenemane sera finalement remis dans un avion et se retrouvera à Paris. A peine sortie de son cauchemar chinois, le voilà plongé dans le labyrinthe administratif des inscriptions à la fac. A l'automne 1986, en pleine obsession sécuritaire et au moment de l'adoption de la loi Pasqua. « J'ai cru devenir fou. » Grâce à un ami militant à SOS-Racisme, il parvient peu à peu à s'adapter.

Inscrit à l'université de Paris-XII-Créteil en AES (administration économique et sociale), car c'était là qu'il y avait de la place, il a recommencé à zéro, cette année, ses études de pharmacie. « Je crois que je ne suis pas encore très bien remis de tout ça », conclut-il avec pudeur. Quant à retourner en Chine... « Certainement pas, sauf, si c'était possible, pour revoir les gens qui m'ont aidé. »

GÉRARD COURTOIS.

EN 1988 140 ÉCOLES ONT CHOISI DE MIEUX INFORMER LES JEUNES ET LEURS PARENTS

• ACADEMIE CHARPENTIER • ACE • AID • CECE/CSTI • CECI • CEFAM • CENORI • CENTRE INTERNATIONAL DE GLION • CESCE • CESI • CESMA (GROUPE ESC LYON) • CFA BUREAUTIQUE • CIESEC • CNED • COMMISSARIATS DE L'ARMÉE DE TERRE, DE LA MARINE, DE L'AIR • CONTROL DATA • COURS BARONNAT • COURS PASCAL • COURS PRIVE D'ESTHETIQUE • CTE • DISTECH/FONDATION DE LA DISTRIBUTION • EAC • EAD • EAP • EBS • ECE/ECTE • ECOLES ASSELIN • ECOLE CAMONDO • ECOLE NATIONALE DES PONTS ET CHAUSSEES • ECOLE NATIONALE SUPERIEURE DES ARTS DECORATIFS • ECOLE NATIONALE SUPERIEURE DE CREATION INDUSTRIELLE • ECOLE RASPAIL DE COMMUNICATION VISUELLE • ECOLE SPECIALE D'ARCHITECTURE • ECOLE SUPERIEURE DES ARTS MODERNES • ECOLE DE SAVIGNAC • ECOSUP • ECOSUP DE CULTURE • EDEP • EDHEC • EEE • EERIE • EFAP • EFC/PIG • EFET • EFOM • EGC • EIA • EIST • EME GROUPE IEC • EMP • ENGDE • ENSAE (SUP AERO) • ENST • EPEC • EPEIGE • EPR • EPSCI • EPSI • ESA (ASSURANCES) • ESA • ESAM • ESCC • ESCI • ESCOM • ESD • ESDI • ESG • ESI • ESIEA • ESIG • ESIGTEL • ESJ/HEI/HES • ESME/SUDRIA • ESPI • ESRA • ESSEC • ESM • EST • ESTACA • ESTB • ETPA • ETS • ETT • EXCOSUP • GROUPE ESC REIMS • GROUPE ESCOM FRANCE • GROUPE SOFRACOM FORMATION • HEFC • HMG • ICAD • ICD • ICL • ICN • ICORGES • ICPI • IDAC • IEC • IFAG • IGPEPM • IGS • IHEDREA • INEAC • INFATH • INIG • INSA • INSEAD • INSTITUT SUPERIEUR DES AFFAIRES • INT • IPESUD • ISARA • ISC • ISCA • ISCG AIX • ISCOM • ISEP • ISG • ISGP • ISMV • ISI • ISIC • ISMAD • ISTE • ISTEAT • ISTV • LAFAYETTE SUPERIEUR • LIBS • MATH SUP/MATH SPE • MBA INSTITUTE • MJM • PREP. HEMI • SCHILLER INTERNATIONAL UNIVERSITY • SORNAS • STUDIO ECOLE DE FRANCE • SUPASA • SUPELEC • SUP DE CO BREST • SUP DE CO GRENOBLE • SUP DE CO LA ROCHELLE • SUP DE CO PARIS • UNIVERSITY OF HARTFORD BUSINESS SCHOOL • UTC

Meilleures écoles pour 1989

orientations SERVICE

un système de communication haut de gamme entre :
— des établissements qui veulent affirmer leur image de qualité auprès de leurs différentes cibles ;
— des jeunes et leurs parents à la recherche d'une meilleure information sur les filières de formation et leurs débouchés ;
— l'ensemble des professionnels de la formation et du recrutement, enseignants, conseillers d'orientation, gestionnaires des ressources humaines.
Grâce à quatre produits et services éprouvés, ORIENTATIONS SERVICE assure à ses partenaires une présence permanente et efficace.

Vous souhaitez vous faire mieux connaître, développer une promotion de votre école différente, rejoindre le club ORIENTATIONS SERVICE ou simplement vous informer sur notre expérience ?
Contactez-nous au (16-1) 47-23-01-51

ORIENTATIONS SERVICE
28, rue de La Trémoille, 75008 Paris

ISTH INSTITUT PRIVÉ DES SCIENCES ET TECHNIQUES HUMAINES
Plus qu'un Institut, une Institution

NOUVEAU PROGRAMME
SCIENCES-PO 2^e Année
• Enseignements complets de JANVIER à JUIN

HEC - ESCP 2^e Année
• Entretiens individuels
• Enseignements écrits et oraux de JANVIER à MAI
• Stages intensifs de 5 semaines en JUILLET/AOÛT

TAUX DE RÉUSSITES CONFIRMÉS
Antécl : 6, avenue Léon-Henry 75016 PARIS - Tél. : 42.24.10.72 +
Téléc : 23, avenue d'Italie 75013 PARIS - Tél. : 45.55.59.35 +

IPESUP
Niveau Sciences-PO
Niveau Sciences-PO

PREPASUP
Niveau Sciences-PO
Niveau Sciences-PO

PREPASUP enseignement privé secondaire et supérieur
23, rue Contambert 75116 PARIS
☎ (1) 45 03 01 66

STAGES DE PRÉPARATION AU BAC
• cycle continu de perfectionnement le mercredi après-midi, de février à juin, Bacs B et C.
• stages intensifs de révisions à Pâques et en juin, Bacs B, C et D.

TERMINALE C "PILOTE"
ORIENTÉE HEC

TERMINALE B "PILOTE"
ORIENTÉE SCIENCES-PO
remboursement intégral en cas d'échec au Bac.

مكتبة من الأصل

CAMPUS
REVUES



DROITS ET SCIENCE POLITIQUE
Cette sacrée démocratie

EDITORIALISTES, rédacteurs en chef de journaux, responsables de périodiques, analystes de la vie politique, juristes, tous semblent s'être donné le mot. La grande question, omniprésente dans les dernières livraisons, se résume à une seule, lancinante et inquiétante interrogation : dans quelle mesure la démocratie vivra-t-elle ? Comment la qualifier par un adjectif qui jetterait la lumière sur l'essentiel ?

Pour quelques pessimistes, sommes-nous plongés — jusqu'à l'épuisement — dans une « démocratie effrénée » ? Réponds contre des entreprises, commission de « décrets d'indis », OPA succédant à d'autres OPA, impossible séparation du fait et de l'état... Une démocratie n'est-elle pas en grand péril quand la moralité la plus élémentaire ne préside plus aux comportements de ceux qui devraient donner l'exemple ? (1)

Pour d'autres, notre démocratie serait avant tout « crépusculaire ». Entendez par là que, contrairement à de nombreuses intentions proclamées de faire entrer plus de clarté dans les zones décisionnelles, notre société reste viscéralement opaque. On n'y voit point encore faire réellement pénétrer la transparence démocratique. Si, vraiment, le gouvernement voulait reprendre le contrôle d'une société importante, que n'a-t-il eu le courage d'en appeler à la loi, qui, seule, peut définir l'intérêt général ? Et si on souhaite éviter pour l'avenir les malencontreuses bavures d'opérations de maintien de l'ordre ou de vites décisions, que n'ouvre-t-on publiquement le dossier de la formation des unités spécialisées et de la nature de leur encadrement ? (2)

Pour d'autres, enfin, notre démocratie est « malade de sa rigidité ». La société, certes, changée, malmenée successivement par l'expansion, puis par la crise, puis par l'évolution des mœurs, la soit de consommation, le bouleversement des conditions de travail. Mais nos institutions n'ont pas suivi. Les fonctions ont changé. Non les fonctionnaires, ni leur situation juridique, ni leurs indices, ni leur grille de rémunération. Quand le statut tiendra-t-il compte de la réalité spécifique de chaque fonction et de son évolution ? (3)

Trois autres caractères paraissent néanmoins revenir le plus souvent : notre démocratie, au plan des principes, est, aujourd'hui — plus que naguère — celle des droits de l'homme. Mais, structurellement, elle tend à évoluer vers une « démocratie des sages » ou d'oligarques, en même temps que, politiquement, elle tend à devenir une « démocratie du centre ».

Le combat pour les droits de l'homme est probablement devenu la pièce essentielle de l'héritage de notre histoire. Aussi, dans un monde où nous avons cessé d'occuper le devant de la scène, mais dans lequel nous demeurons, pour beaucoup, une référence symbolique, il n'est pas sans intérêt de voir fructifier ce petit capital, même si nous n'avons pas pour vocation d'être, en ce domaine, le gendarme du monde. Il faut en effet montrer une grande modestie, commencer par balayer devant notre porte, se persuader que l'on ne peut impunément mettre la liberté et la dignité de l'homme entre parenthèses au nom d'une stratégie de survie autorisant toutes les transgressions à notre morale parce qu'il serait payant — ce qui d'ailleurs est faux — de cautionner l'autoritarisme contre le totalitarisme (4).

Mais, parallèlement, il faut mener sur la notion même de droits de l'homme une réflexion en profondeur. L'un des plus grands dangers pour l'humanité serait d'escamoter la recherche d'un fondement universel aux droits de l'homme, car l'expérience montre bien que la légalité ne suffit pas à instaurer un état de droit conforme à la morale ou au respect des droits de l'homme (5).

Tout le monde ne partage pourtant pas cette évidente manière de voir. On savait déjà que la Révolution était un sujet de controverses. On

ignorait que la déclaration des droits elle-même pût devenir à son tour une pomme de discorde... Peut-on utilement répondre à ceux qui, louant à l'envi les révolutions anglo-saxonnes de 1688 et de 1776, qui furent des « révolutions du possible », estiment que, dans sa volonté d'absolu, la déclaration française possède le caractère suicidaire d'une fuite en avant sous l'impulsion d'un instinct de mort, d'un vœu de ne pas aboutir ? (6)...

La démocratie des droits de l'homme, c'est aussi celle des droits du travailleur et de l'immigré.

Le droit de grève est l'un de leurs droits. Il est reconnu par la Constitution. Même s'il semble clair que la grève dans les services publics n'a plus rien à voir avec la traditionnelle lutte ouvrière face à un adversaire patronal, même si elle prend d'une manière souvent inacceptable les usagers en otages, la grève ne saurait être contestée dans son principe. Mais, pour autant, le droit de grève n'est pas un droit absolu. Dans son importante décision du 28 juillet 1987 sur l'amendement Lamassoure (7), le Conseil constitutionnel a très opportunément rappelé que les limites au droit de grève (constituées par la notion d'intérêt général) sont celles qui résultent de la nécessité de sauvegarder les autres droits constitutionnellement protégés, à savoir le principe de la continuité du service public et celui de la protection de la santé, de la sécurité des personnes et de biens (8). Il semble, dans la réalité, que l'amendement Lamassoure soit destiné à être abrogé, mais contre un engagement des syndicats en faveur d'un service minimum, même si ce dernier s'avère, en fait, fort difficile à définir et à aménager (9).

Il faudrait qu'enfin soient mises sur pied une législation et une pratique qui favorisent l'insertion dans notre pays de ceux que nous y avons appelés pour travailler, à une époque où leurs bras nous étaient indispensables. Non point qu'il faille rouvrir toutes grandes nos frontières, ce que la personne n'envisage sérieusement, ou tolérer les étrangers clandestins, mais que ceux que des liens rapprochent déjà de notre pays, qui y ont été élevés, qui y vivent, qui, souvent, ne connaissent que lui, soient traités, sous tous les aspects de leur vie professionnelle et personnelle, comme le sont les travailleurs français ! La France s'honorait en faisant entrer

dans les faits les propositions et les vœux exprimés dernièrement par le président de la République (10).

Une « démocratie de sages ».

Evitons ici une confusion des genres qui consisterait à recourir d'une manière généralisée au qualificatif de « sages » pour désigner les membres d'institutions à vocation aussi radicalement différente que le Conseil constitutionnel, le CNIL, la COB ou la CNCL (devenir le CSA) ou la Commission de la nationalité. Seules, les commissions ponctuelles sont composées de « sages », c'est-à-dire de personnalités choisies pour leur notoriété, leur expérience, leur sagesse. Si ces qualités sont universellement désirables, ce n'est pourtant que du droit, de la technique et de la régulation que sont chargés de produire la COB ou la Commission de la concurrence.

Evitons aussi de faire de ces organismes les suppléants de législateurs défaillants. Ne disposant ni de la légitimité directe de l'élection ni de celle qui s'attache à l'appartenance organique au gouvernement, les autorités régulatrices indépendantes puisent leur légitimité dans les seuls principes qui leur servent de fondement et notamment dans celui du *due process of law* (11).

Plus sans doute que de « sages », c'est de « super-diplômés » dont notre démocratie semble aujourd'hui engorgée au sommet. Cette oligarchie du diplôme commence à envahir la classe politique, encouragée par de Gaulle, poussée par Pompidou, fustigée par Giscard, accueillie par Mitterrand.

- (1) Voir le *Nouvel Observateur*, chronique de Jacques Julliard, 22-28 décembre 1988, et *l'Express*, 23 décembre, p. 19.
- (2) *Réforme*, article de Thierry Pflister, samedi 17 décembre 1988.
- (3) *Le Croix*, article de Jacques Duquesne, 23 octobre 1988.
- (4) Pierre Milza, « Droits de l'homme : le combat de la France », in *Politique internationale*, 1988, n° 41, pp. 25 à 36.
- (5) Cardinal Jean-Marie Lustiger, « La rempart de la foi », in *Politique internationale*, 1988, n° 41, pp. 47 à 51.
- (6) Voir Georges Gusdorf, « La France, pays des droits de l'homme... », *revue Droits*, 1988, n° 3, pp. 23 à 31. Cette revue présente dans ce même numéro d'intéressants articles de MM. Rials, Tropper, Morange et Bienvieux.
- (7) L'amendement Lamassoure prévoit une retenue salariale pour fait de grève d'une journée (règle du « trimestre indivisible »), même quand l'arrêt de travail ne dure qu'une heure. Voir l'excellente étude d'Henry Michel

La fin des maîtres à penser, la lente dégradation de l'Université, tout comme la disparition progressive des grands systèmes de référence, ont libéré la place pour une culture plus simple, plus réaliste, plus terre à terre, plus européenne et plus naturellement coulée dans la société démocratique. Après la République des fous, des notables, des professeurs, des camarades, voici venir celle des « rapports ». Dans une époque de « soft-idéologie », nous avons affaire à un « soft-establishment » où les capacités sont grandes et les enthousiasmes petits (12). Est-ce là qu'il faut chercher l'origine du manque de conviction, du désir de consensus à tout prix, du « mollessement idéologique » qui débouche sur la « démocratie du centre » ?

Mais où se trouve ce « centre » ?

N'est-il, comme le rappelle Etienne Borne (13), que « ce marais où se rassemblent les basses eaux des démissions et des compromissions », ou, au contraire, le lieu géométrique de tous ceux qui, entre le « parti de l'ordre », qui vint après la modération politique, et un néo-jacobinisme qui, du socialisme idéologique au communisme en passant par le gauchisme, entretient la passion égalitaire si chère aux Français, s'accrochent sur un minimum de valeurs démocratiques ?

Serait-il vraiment si archaïque de s'essayer enfin à regrouper les Français ?

JACQUES ROBERT.

Crucis, « Les revenus de traitement pour fait de grève dans la fonction publique », *Revue du droit public et de la science politique*, 1988, n° 6, pp. 1315 à 1333.

(8) Voir Anny Roussot, « Les rapports Conseil d'Etat-Conseil constitutionnel : l'exemple du droit de grève dans les services publics », *Les Petites Affiches*, 16 novembre 1988, n° 138, p. 11.

(9) R. Hadas-Lebel, « Service minimum : le cactus », *l'Express*, 23 décembre 1988, p. 25.

(10) *Revue Pouvoirs*, « L'immigration », 1988, n° 47.

(11) Procédure régulière du droit. Voir Laurent Cohen-Tamir, « Une doctrine pour la régulation ? », *revue Le Débat*, novembre-décembre 1988, n° 52, pp. 56 à 66.

(12) Voir Laurent Joffrin, « De la technocratie à la super-élite », *revue Le Débat*, novembre-décembre 1988, n° 52, pp. 15 à 23.

(13) Etienne Borne, « Que faire contre trois ? », *Le Croix*, 17 décembre 1988.

CAMPUS
BIBLIOGRAPHIE



SOCIOLOGIE
Le tabou de l'héritage

Il arrive aux sociologues et aux ethnologues de nos sociétés de buter sur des pratiques aussi évidentes qu'énigmatiques. L'héritage est l'une d'elles. Anne Gotman constate qu'en France trois ménages sur quatre laissent après eux un héritage. Bien longtemps après la Révolution, nos comportements restent attachés à ce principe de transmission. L'héritage a la vie dure ; il suscite cycliquement quelque désordre dans les familles. Curieusement, comme le constate Anne Gotman, les sociologues et les économistes ont tendance à contourner avec précaution cette réalité. Les uns privilégient l'héritage culturel et scolaire ; les autres traitent ce type de transmission comme un phénomène résiduel de suraccumulation.

En abordant la question de l'héritage sous ses différentes facettes — économique, sociologique et symbolique —, ce livre nous fait pénétrer au cœur de nos classes moyennes. Des gens comme vous et moi, qui ne parlent pas chacun un rapport avec la mort et une contradiction parfois difficilement soutenable entre l'idéal égalitaire et l'arbitraire de la naissance. Anne Gotman a interrogé un certain nombre de ces héritiers « moyens », et ceux-ci nous livrent un témoignage fascinant. On entrevoit d'abord l'utilité que est faite de ces héritages qui avoisinent généralement 100 000 à 200 000 francs : il y a les héritiers qui utilisent l'héritage comme une rente ; il y a aussi les entrepreneurs qui le gèrent comme un capital. Mais limité, le bien transmis représente un apport. Mais chacun ne s'en défend pas moins de penser à l'héritage : « Recevoir un héritage est heureux, voire normal ; compter dessus n'est pas souhaitable, voire néfaste ».

Cette sorte de tabou qui interdit d'anticiper l'héritage est, plus que tout autre, révélateur du rapport qu'entretiennent aujourd'hui nos sociétés avec la mort. Tout se passe comme si « parler héritage », c'était une manière de déifier la mort. Anne Gotman fait bien apparaître la dimension anthropologique du problème. Il semble en effet étonnamment difficile pour nos contemporains d'envisager la mort de leurs ascendants, et ce, après comme avant. Les périodes qui suivent le partage des biens du défunt sont révélatrices. L'anthropologue peut observer cette curieuse pratique qui consiste à « faire une fête » en « offrant le plaisir d'une dépense somptueuse. Il s'agit bien là d'un acte de transgression », une manière de conjurer la proximité de la mort, par l'immediateté de la jouissance.

En prenant au sérieux la « polysémie » de l'héritage, Anne Gotman a su éviter l'écueil de nombre d'études aujourd'hui consacrées à la transmission ou à la circulation des biens. Bien souvent, en effet, on en rendait exclusivement les aspects statistiques, en omettant la dimension symbolique de ces phénomènes. Ici, l'auteur a su prendre l'héritage pour ce qu'il est, malgré toutes nos dénégations : un travail du deuil.

MARC ABÈLES.

• ANNE GOTMAN, *Héritier*, PUF, coll. « Economie et liberté », 243 p.

ANTHROPOLOGIE
L'islam et les Swahilis au Rwanda

par José Haimé Kagame. L'auteur étudie le processus de formation d'une petite communauté musulmane au Rwanda et sa marginalisation progressive, à partir des diaires des missions des Pères blancs, des rapports de l'administration coloniale et des biographies de musulmans immigrés ou d'autochtones convertis par les Arabes et les Swahilis venus de la côte orientale d'Afrique au début du vingtième siècle.

• Editions de l'Ecole des hautes études en sciences sociales, Paris, 276 p., 180 F.

EDUCATION
La tutelle aux prestations sociales, une action éducative et budgétaire

par Michel Bauer. Afin de garantir l'usage des prestations familiales au profit des enfants, la loi du 18 octobre 1966 et le décret du 25 avril 1969 ont établi une mesure de tutelle aux prestations sociales. C'est cette action d'origine, exercée par les travailleurs sociaux, que présente et analyse Michel Bauer, en restituant son utilité dans le cadre d'un revenu minimum d'insertion.

• Les Editions ESF, 166 p., 110 F.

Recherches impliquées. Recherches-actions : le cas de l'éducation

sous la direction de Marie-Anne Hugon et Claude Seibel. Autour de quels enjeux se développent les nouvelles pratiques de « recherche-action », situées à l'éducation et de la formation ? Comment se construisent les dispositifs d'association entre les participants à ces recherches ? Comment caractériser les démarches qu'elles permettent de définir ? Les actes d'un colloque international organisé par l'Institut national de recherche pédagogique (INRP).

• De Boeck Université. Editions universitaires (Belgique). Recueil pédagogique en développement, 183 p.

GESTION
La vie comptable de l'entreprise en exercices corrigés (avec rappels de cours)

par Jacques Jaumand et Yves Vivet. Ces exercices de comptabilité traitent huit thèmes principaux : la création de l'entreprise ; la taxe sur la chiffre d'affaires ; la facturation ; les règlements par effet de commerce ; les emballages ; les opérations pério-

diques ou occasionnelles ; les amortissements ; les écritures d'inventaire.

• Masson, collection « Droit-Sciences économiques », 276 p., 95 F.

LINGUISTIQUE
Analyse statistique des données textuelles

par Ludovic Lepart et André Salen. Ce manuel expose des nouvelles techniques destinées au traitement statistique de tout recueil d'information de type textuel (entretiens, articles, discours, publications...), et plus particulièrement des réponses aux questions ouvertes posées par les chercheurs en sciences sociales et humaines dans le cadre d'enquêtes.

• Dunod, collection « Dunod Décision », 209 p., 110 F.

BLOCS NOTES

BIJOUX ET PARURES. L'Atelier des enfants du Centre Georges-Pompidou organise, les mercredis, de 14 h 15 à 16 h 15, des séances de création de bijoux, avec des sculpteurs, des stylistes, des spécialistes de la mode et du théâtre. Les cycles comprennent de quatre à six séances (40 francs chacune).

• Centre Georges-Pompidou. Tél. 42-77-12-33, postes 49-17 et 48-96.

INNOVATION
Toutes les questions sur le système scolaire ont leur réponse dans un jeu de société édité par le Mouvement rural de la jeunesse chrétienne (MRJC) dans le but de populariser l'innovation à l'école, « Innove Story » est un jeu pour deux, quatre ou six joueurs, de quatorze à soixante-quatorze ans.

• MRJC, -53, rue des Remades, 75017 Paris. Tél. : (1) 42-27-14-18. Prix : 115 francs.

APPRENDRE PAR L'IMAGE. Utiliser intelligemment la pluie d'images qui déferle sur les enfants, tel est l'objectif d'*Images doc*. Cette nouvelle publication mensuelle de Bayard Presse se présente sous la forme d'un fascicule de petit format rempli d'images et de croquis en couleurs, qui font découvrir le monde aux élèves à partir de huit ans. Au sommaire du premier numéro : la Grèce antique, l'Airbus A 320 et les caravanes du sel au Sahara.

• Images doc, 27 francs (prix de lancement : 20 francs).



QUELLE ÉCOLE POUR L'EUROPE ?

Forum européen organisé à Lyon par



EUROPE ÉDUCATION ET L'UNIVERSITÉ LUMIÈRE LYON 2

en collaboration avec **Le Monde**

20 et 21 JANVIER 1989

Sous le haut patronage de François MITTERRAND
Président de la République française

sous l'égide de la

Commission des Communautés européennes,

sous le patronage de la

**Commission jeunesse, éducation, culture et information
du Parlement européen**

et du

**Comité de liaison des conférences des recteurs
des États membres des Communautés européennes**

Informations et inscriptions :
EUROPE ÉDUCATION
Institut européen d'éducation
c/o Université Paris-Dauphine
Place Maréchal-de-Lattre-de-Tassigny
75116 PARIS - Tél. : (1) 47-27-39-69

Sur place les 20 et 21 janvier
Campus
Université Lumière Lyon 2
avenue Pierre-Mendès-France
69500 Bron

Radio-télé

Mercredi 11

Jeudi 12

Vendredi 13

Samedi 14

Dimanche 15

Lundi 16

Mardi 17

Mercredi 18

Jeudi 19

Vendredi 20

Samedi 21

Dimanche 22

Lundi 23

Mardi 24

Mercredi 25

Jeudi 26

Vendredi 27

Samedi 28

Dimanche 29

Lundi 30

Mardi 31

مكتبة من الأصل

28 Le Monde • Jeudi 12 janvier 1989 •

REPRODUCTION INTERDITE



CARRIÈRES EUROPÉENNES EN ENTREPRISES.

NRC • HANDELSBLAD • LE SOIR • Le Monde • Süddeutsche Zeitung • CORRIERE DELLA SERA • EL PAIS • De Standaard • THE INDEPENDENT

CHIEF ACCOUNTANT

London £ 26 000 + car

This commercial company is the subsidiary of a french group specialising in the export of industrial products worldwide and is seeking a chief accountant to enhance its organisation.

He will cover a wide range of responsibilities including treasury, budgets as well as accountancy functions.

The successful candidate will preferably be aged about 35, with an accounting background and legal qualifications. This position requires good communication skills, maturity and the energy necessary to contribute effectively at this senior level; you may already occupy a similar position or be assisting a company secretary in his duties.

To apply, please send your detailed CV with the reference 1A1215-8MI to E.T.A.P. 71, rue d'Auteuil 75016 Paris - France

All applications will be treated with the strictest confidence.

Membre de Syntec

rue d'Auteuil 75016 Paris

etap

Comparer les systèmes européens de formation et de rémunération

CHARGE D'ETUDES

Le Groupe EGOR, conseil international en ressources humaines, assiste les Entreprises dans leurs investissements humains et met à leur disposition ses implantations européennes :

EN BELGIQUE	Anvers, Bruxelles et Liège
AU DANEMARK	Copenhague
EN ESPAGNE	Barcelone et Madrid
EN FRANCE	Bordeaux, Lille, Lyon, Nantes, Paris, Strasbourg et Toulouse
EN GRANDE-BRETAGNE	Londres
EN ITALIE	Come, Milan, Pérouse, Rome Turin et Venise
AUX PAYS-BAS	's-Hertogenbosch
AU PORTUGAL	Lisbonne et Porto
EN R.F.A.	Düsseldorf, Francfort, Hambourg et Munich

Pour compléter les services que nous offrons aux Entreprises, nous recherchons un spécialiste européen des rémunérations et des filières de formation pour mener, puis présenter, des enquêtes comparatives entre les différents systèmes européens.

Basé à Bruxelles ou à Paris, il est parfaitement bilingue anglais/français et connaît si possible une ou deux autres langues européennes. Mobile et disponible, il voyage dans l'ensemble des pays de la Communauté.

Nous vous remercions d'adresser lettre de candidature et CV complet sous référence M 25/2700 Y à :

GROUPE EGOR
8, rue de Berni - 75008 PARIS

EGOR

PARIS BORDEAUX LILLE LYON NANTES STRASBOURG TOULOUSE
BELGIQUE DANMARK DEUTSCHLAND ESPAÑA ITALIA NEDERLAND PORTUGAL UNITED KINGDOM BRASL

International Sales Manager ingrédients alimentaires/confiserie

L'un de nos clients est leader mondial sur le marché, en tant que producteur d'ingrédients fonctionnels à valeur ajoutée pour l'industrie alimentaire - en particulier l'industrie chocolatière et la confiserie. Cette société fait partie d'un important groupe international, dont le siège est situé près d'Amsterdam. Nous recherchons pour ce client des candidats au poste de International Sales Manager.

En tant que membre d'une équipe de ventes et de marketing intégrée au service d'une clientèle Européenne et Nord Africaine, le Sales Manager voyagea beaucoup dans les pays francophones. Il sera responsable de la vente d'un ensemble de services sur mesure et du service après-vente. Les candidats doivent avoir une expérience dans la vente industrielle et/ou le marketing, soit chez un fournisseur, soit chez un client actif dans le développement ou la fabrication des produits. Les candidats ont de préférence de l'expérience dans l'industrie de la confiserie. Une solide formation de base scientifique est requise, si possible complétée par une spécialisation en technologie alimentaire ou chimie. La langue maternelle des candidats est le français, ils auront une connaissance raisonnable du néerlandais et de l'anglais et seront prêts à apprendre/améliorer les deux rapidement.

De plus nous recherchons des candidats avec la même formation et la même connaissance des langues pour un poste de

Assistant Sales Manager

D'excellentes perspectives de carrière sont offertes à la fois dans le groupe et sa maison mère. Pour les deux postes les candidats doivent être prêts à déménager à Amsterdam ou ses environs proches.

Si vous êtes intéressés par ces postes, écrivez-nous ou téléphonez à Metaplan Consultants B.V. et demandez Enna H.W. van Linga.

metaplan

recruitment and selection executive search

apollolaan 193
1077 aw amsterdam
tel. (3120) 6647721
the netherlands

PA Consulting Group

HUMAN RESOURCES

Creating Business Advantage

PA HUMAN RESOURCES

N°1 DU CONSEIL EN RECRUTEMENT EN EUROPE

ABERDEEN 44 (224) 645 566	AIX EN PROVENCE 33 42 26 99 90
ANTWERPEN 32 (3) 216 3667	BARCELONA 34 (3) 200 53 22
BELFAST 44 (232) 327467	BIRMINGHAM 44 (21) 454 5791
BRISTOL 44 (272) 294 581	BRUSSELS 32 (2) 648 65 55
CAMBRIDGE 44 (763) 61222	CARDIFF 44 (272) 294 581
COPENHAGEN 45 (2) 88 85 55	DUBLIN 44 684 346
DUSSELDORF 49 (211) 71 50 27	EDINBURGH 44 (31) 225 4481
FRANKFURT 49 (69) 71090	FRIBOURG 41 (37) 22 15 85
GLASGOW 44 (41) 221 3954	GOTHENBURG 46 (31) 81 03 20
HAMBURG 49 (40) 33 17 95	HANNOVER 49 (511) 348 2325
HELSINKI 358 (0) 562 6366	LAUSANNE 41 (21) 22 44 81 82
LEEDS 44 (532) 424220	LILLE 33 20 72 32 25
LISBON 351 (1) 692117	LONDON 44 (1) 235 6060
LUXEMBOURG 352 24161	LYON 33 78 93 90 63
MADRID 34 (1) 279 6501	MALMO 46 (40) 7 42 10
MANCHESTER 44 (61) 236 4531	MILAN 39 (2) 65 31 51
MUNICH 49 (89) 34 10 51	NANTES 33 40 48 48 82
OSLO 47 (2) 83 08 00	PARIS 33 (1) 47 47 11 04
ROME 39 (6) 36 12 041	STOCKHOLM 46 (8) 24 90 20
STRASBOURG 33 88 22 01 54	STUTTGART 49 (711) 22 80 29
THE HAGUE 31 (70) 60 09 30	TOULOUSE 33 61 52 34 18
VALENCIA 34 (6) 351 08 61	

LE MONDE - EL PAIS - NRC HANDELSBLAD - LE SOIR - DE STANDAARD
CORRIERE DELLA SERA - SÜDDEUTSCHE ZEITUNG

CARRIÈRES

CC-Info

1993, VOUS
PRENDRE DES
EN

Jeunes Europe
Ingénieurs ou

CC-Info

Pour ne pas

Carl Urval

LE
CONSEIL
EUROPÉEN

de consultation

de recrutement

de 20 ans

de 10 ans

de 5 ans

de 2 ans

de 1 an

de 6 mois

de 3 mois

de 15 jours

de 10 jours

de 5 jours

de 3 jours

de 1 jour

de 12 heures

de 8 heures

de 4 heures

de 2 heures

de 1 heure

de 30 minutes

de 15 minutes

de 10 minutes

de 5 minutes

de 3 minutes

de 1 minute

de 30 secondes

de 15 secondes

de 10 secondes

de 5 secondes

de 3 secondes

de 1 seconde

مركز من الأصل

Le Parlement européen

recrute par concours sur titres et épreuves orales

la/le responsable de son bureau d'information de Paris

Assisté d'une équipe d'une dizaine de personnes, ce fonctionnaire hautement qualifié (grade A3) sera chargé des opérations de relations publiques dans le secteur français. Il devra notamment assurer les contacts avec les médias et la presse, diffuser l'information sur l'activité du Parlement européen, assurer la responsabilité du bureau d'information et de liaison de Paris.

Principales conditions requises:

- expérience confirmée en matière de relations publiques et/ou de journalisme;
- très bonne connaissance des problèmes communautaires;
- parfaite maîtrise de la langue française et très bonne connaissance d'au moins une autre langue officielle de la Communauté européenne;
- être ressortissant de l'un des Etats membres de la Communauté européenne;
- âge minimum: 40 ans (être né avant le 14 février 1949).

LE PARLEMENT EUROPEEN MET EN ŒUVRE, EN FAVEUR DE SON PERSONNEL, UNE POLITIQUE D'EGALITE DES CHANCES ENTRE HOMMES ET FEMMES. AFIN DE REMEDIER AU DESEQUILIBRE EXISTANT DANS LA CATEGORIE "A", IL ENCOURAGE TRES VIVEMENT LES CANDIDATURES FEMMINES.

Le numéro du Journal Officiel contenant toutes les informations utiles peut être demandé, de préférence sur carte postale, en rappelant la référence PE/44/A: au Bureau d'Information du Parlement européen, 288 boulevard St-Germain, 75007 PARIS ou au Parlement européen, Service de Recrutement, L-2929 LUXEMBOURG.

Les candidatures rédigées sur le formulaire contenu dans le Journal Officiel doivent être adressées au Parlement européen, Service de Recrutement, L-2929 Luxembourg.

Date limite de dépôt des candidatures: 13 février 1989.



Le Secrétariat Général du PARLEMENT EUROPEEN à Luxembourg

INTERPRETES

(m/f) en langue française

Principales conditions d'admission:

- ♦ formation universitaire sanctionnée par un diplôme ou expérience professionnelle garantissant le même niveau;
- ♦ parfaite maîtrise de la langue française et connaissance approfondie de la langue grecque ou de la langue espagnole et de deux autres langues officielles de la Communauté européenne. La connaissance d'une cinquième langue officielle de la Communauté européenne est souhaitable;
- ♦ être ressortissant d'un des Etats membres de la Communauté européenne;
- ♦ âge: 40 ans maximum (être né après le 6 février 1948).

Le Parlement européen met en œuvre, en faveur de son personnel, une politique d'égalité des chances entre hommes et femmes.

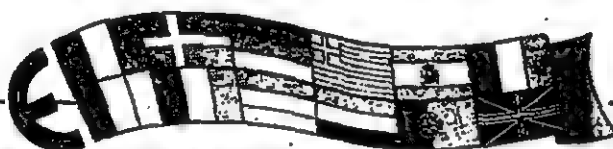
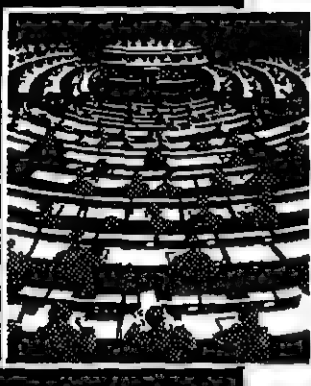
Lieu d'affectation: LUXEMBOURG ou BRUXELLES.

Le numéro du Journal Officiel contenant toutes les informations utiles peut être demandé, de préférence sur carte postale, en rappelant la référence PE/133/LA:

- au Bureau d'Information du Parlement Européen, 288 boulevard St. Germain, 75007 PARIS.
- ou au Parlement européen, Service de Recrutement, L-2929 LUXEMBOURG.

Les candidatures rédigées sur le formulaire contenu dans le Journal Officiel doivent être adressées au Parlement européen, Service de Recrutement, L-2929 LUXEMBOURG.

Date limite de dépôt des candidatures: 6 février 1989.



LA COMMISSION DES COMMUNAUTES EUROPEENNES

organise une sélection de candidatures en vue de la constitution de listes de réserve dans l'ensemble des domaines scientifiques et techniques indiqués ci-dessous. Ces listes permettront, le cas échéant, de recruter le personnel chargé de la mise en œuvre de ses programmes de recherche.

AGENTS SCIENTIFIQUES

carrière A8/A5 - (COM/R/A/40)

- (COM/R/A/40-1): Chimie
- (COM/R/A/40-2): Physique
- (COM/R/A/40-3): Sciences des matériaux
- (COM/R/A/40-4): Ingénierie (électronique, mécanique, etc.)
- (COM/R/A/40-5): Informatique (scientifique), mathématiques
- (COM/R/A/40-6): Sciences de la vie (biologie, médecine, etc.)
- (COM/R/A/40-7): Sciences de la Terre (agriculture, pêche, télédétection, etc.)

(COM/R/A/40-8): Gestion de programmes de recherche et/ou de leur exécution en laboratoire

Ces disciplines incluent différents sous-domaines qui seront communiqués avec l'acte de candidature. Tâches: en fonction du poste à pourvoir, gestion, suivi, exécution d'activités de recherche à haut niveau des différents programmes de recherche communautaire. Formation: de niveau universitaire sanctionnée par un diplôme afférent à la matière. Expérience professionnelle: appropriée à la recherche dans la discipline sélectionnée.

AGENTS TECHNIQUES

carrière C3/B5/B3 - (COM/R/B/10)

- (COM/R/B/10-1): Informatique (scientifique)
- (COM/R/B/10-2): Physique, chimie, biologie
- (COM/R/B/10-3): Instrumentation
- (COM/R/B/10-4): Electrotechnique, électronique, mécanique
- (COM/R/B/10-5): Techniques et technologie de l'agriculture
- (COM/R/B/10-6): Techniques et technologie de la pêche

Tâches: support technico-scientifique dans la gestion ou l'exécution d'activités de recherche dans le cadre des programmes communautaires. Formation: de niveau secondaire supérieur sanctionnée par un diplôme afférent à la matière. Expérience professionnelle: appropriée à la fonction.

Conditions générales:

Contrats: les contrats offerts au personnel de la Recherche sont exclusivement des contrats temporaires à durée déterminée ou indéterminée. Nationalité: être ressortissant de l'un des Etats membres de la C.E. Lieu d'affectation: le recrutement comme agent de la Commission exige une disponibilité à travailler dans tous les lieux d'affectation et, en particulier, en dehors du pays d'origine. Age: être né après le 31.3.1943 (agents scientifiques) ou après le 31.3.1953 (agents techniques). Connaissances linguistiques: connaissance approfondie d'une des langues officielles des Communautés (allemand, anglais, danois, italien, espagnol, français, grec, néerlandais, portugais) et connaissance satisfaisante d'une autre langue officielle des Communautés. Délai d'introduction: les formulaires de l'acte de candidature doivent être demandés par écrit avant le 15.02.1989 (le cachet de la poste faisant foi) à l'adresse suivante: C.E.E. - Secrétariat des Comités de Sélection Recherche, SMIR 82/82, 75 rue Montoyer, B-1040 Bruxelles (tél. 02/235.56.80). Ils doivent parvenir à l'adresse ci-dessus, dûment complétés et signés, avant le 31.03.1989. Recevabilité: l'acte de candidature n'est recevable que si: □ les délais ci-dessus sont respectés; □ l'acte est rempli lisiblement et complètement et signé; □ copies des diplômes et autres pièces demandées dans les formulaires sont jointes; □ les autres conditions ci-dessus sont remplies.

La Commission met en œuvre, en faveur de son personnel, une politique d'égalité des chances entre les femmes et les hommes.

UN DEFI A RELEVIER A NOTRE OBSERVATOIRE AU CHILI. L'ELECTRONIQUE DIGITALE AU SERVICE DE L'ASTRONOMIE

L'European Southern Observatory (ESO) est une organisation intergouvernementale chargée de recherches astronomiques dans l'hémisphère sud. Les huit pays membres de l'ESO sont: la Belgique, le Danemark, la France, l'Italie, les Pays-Bas, la République Fédérale d'Allemagne, la Suède et la Suisse. L'ESO, en tant que premier centre astronomique européen, occupe une place de choix au sein de la communauté scientifique mondiale. Ses recherches sont utiles à bon nombre de sciences ainsi qu'à l'industrie. L'ESO souhaite engager, dès que possible, un (m/f)

INGENIEUR DE CONTROLE DU TELESCOPE (réf. CTRI1)

Les collaborateurs de l'ESO ont l'occasion de faire preuve de tout leur talent en profitant de conditions très favorables: environnement international, technologies de pointe et ambiance créative à l'observatoire d'astronomie à La Silla, situé à 600 km au nord de Santiago, Chili, où les membres du personnel jouissent d'un statut international. Le lieu de résidence sera La Serena.

Fonctions:

Il sera chargé du développement et de la maintenance de l'équipement digital du télescope SST (système de suivi et de pointage) sur le site de La Silla. Il sera plus particulièrement responsable du système de contrôle d'antenne.

Expérience et connaissances:

Le candidat est titulaire d'un diplôme universitaire (ou équivalent) en physique ou en électronique, bénéficie d'une expérience de plusieurs années en électronique digitale et fait preuve d'une bonne connaissance des microprocesseurs, des logiciels et de leurs programmation. Une expérience des systèmes CAMAC, Hewlett Packard et une familiarisation des langages de programmation évolués comme le Fortran 77 et le Pascal constituent un avantage. Une bonne connaissance de l'anglais est indispensable, une connaissance de base de l'espagnol est un atout.

Rémunération:

La rémunération pour ce poste sera fonction de la qualification, de l'expérience et de la situation familiale du candidat. Le salaire mensuel de base, exempt d'impôts, ne sera pas inférieur à DM 4.061,-. A ce salaire de base peuvent s'ajouter des indemnités spéciales de non-résidence ainsi que d'autres allocations familiales correspondantes.

Les candidatures doivent être transmises, en précisant la référence du poste à pourvoir, avant le 31 janvier 1989 au: Service du Personnel, European Southern Observatory, Karl-Schwarzschildstrasse 2, D-8046 Garching bei München, République Fédérale d'Allemagne. Tél: (89) 320.04.316-8.

Bien qu'une préférence soit accordée aux ressortissants des Etats membres de l'ESO, aucune nationalité n'est à priori exclue.

L'INSTITUT UNIVERSITAIRE DE HAUTES ETUDES INTERNATIONALES - GENEVE

ouvre une inscription pour deux postes d'attachés de:

A. Professeur/Professeur adjoint d'organisation internationale

Les candidats doivent avoir une connaissance approfondie de l'histoire, des structures, du fonctionnement et de la pratique des organisations internationales - notamment des Nations Unies et de ses institutions spécialisées - dans les domaines du maintien de la paix et de la sécurité internationale, de la promotion et protection des droits de l'homme et de la coopération économique, sociale et culturelle. Ils doivent aussi avoir des connaissances étendues en matière de diplomatie multilatérale, ainsi que des connaissances historiques, juridiques, économiques et politiques.

B. Professeur/Professeur adjoint de politique internationale

Les candidats doivent avoir une connaissance approfondie de l'étude de la politique internationale, ainsi qu'une spécialisation dans le domaine des problèmes et théories relatifs à la coopération internationale, notamment multilatérale. Ils doivent également avoir l'expérience de l'étude de l'organisation internationale.

Les candidats, titulaires d'un doctorat, doivent avoir une bonne expérience de l'enseignement universitaire et justifier de publications substantielles. Selon leur expérience, la nomination pourra intervenir au niveau de professeur ou de professeur adjoint. L'enseignement pourra être donné en français ou en anglais, mais une connaissance suffisante de l'autre langue est nécessaire. Entrée en fonction: à convenir.

L'Institut se réserve le droit de recourir à des procédures par appel. Les dossiers complets, comportant une lettre de candidature, spécifiant le poste visé (A ou B), un curriculum vitae détaillé et une liste de publications, doivent parvenir le 15 mars 1989 au plus tard, au Directeur de l'Institut universitaire de hautes études internationales, 132, rue de Lausanne, 1211 GENEVE 21. Le coût des charges peut être obtenu à la même adresse. Aucun dossier de candidature reçu après le 15 mars 1989 ne sera pris en considération.

Brüel & Kjaer

Entreprise de renommée mondiale sur le marché des instruments de mesure, recherche

UN JEUNE INGÉNIEUR FRANÇAIS

Diplômé Grande Ecole

Pour un poste permanent dans son service de documentation technique. Il rédigera la documentation en français relative aux divers appareils, à partir de l'anglais et en collaboration avec les services d'étude et de vente.

Les qualités requises sont:

- Haut niveau technique;
- Aisance en français;
- Excellent niveau en anglais.

L'ambiance et les conditions de travail sont agréables au sein d'un service international et pluridisciplinaire situé à proximité de Copenhague. De par sa taille, l'entreprise offre diverses orientations de carrière.

Adresser curriculum vitae détaillé à:
Brüel & Kjaer - Bureau du Personnel (Afd 3) -
Linde Allée - 2850 Naerum - Danemark.
Tél.: (45, 2) 80 05 00.

REPRODUCTION INTERDITE

Le Monde INTERNATIONAL

L'ÉCOLE POLYTECHNIQUE FÉDÉRALE DE LAUSANNE

met au concours un poste de

professeur en électrotechnique

Orientation : énergie, machines et installations électriques industrielles.

Délai d'inscription : 28 février 1989.

Entrée en fonction : automne 1989 ou à convenir.

Les personnes intéressées voudront bien demander le dossier relatif à ce poste au :

Secrétariat général de l'école polytechnique fédérale de Lausanne, CE, Etablissements, 1015 Lausanne, Suisse.

Le Centre européen pour le développement de la formation professionnelle (Bundesallee 22, D-1000 BERLIN 31 - Tél. 49-30-884 12 146, Telefax 49-30-884 12 222), crée en 1975 par les Communautés européennes, cherche pour le secrétariat du directeur à Berlin

UN(E) SECRÉTAIRE (H.F.)

de langue maternelle française avec de bonnes connaissances de l'allemand et de l'anglais.

La préférence sera accordée aux candidats ayant participé avec succès à un concours organisé par une des institutions des Communautés européennes.

Le texte de l'appel de candidatures (emploi n° 4312/49) et le formulaire « Acte de candidature » peuvent être demandés au responsable de l'administration du Centre. Date limite pour le dépôt des candidatures : 15 février 1989.

INSEAD

INSTITUT EUROPEEN D'ADMINISTRATION DES AFFAIRES

Fontainebleau

Recherche

DIRECTEUR LOGISTIQUE

(H/F environ 35 ans)

POUR ADJOINT DIRECT A SON DIRECTEUR ADMINISTRATIF ET FINANCIER

Excellent relationnel, sens du service, esprit d'initiative, aptitude à travailler en contexte multiculturel. Anglais indispensable.

Plusieurs années d'expérience dans une responsabilité administrative impliquant animation, organisation et coordination. Formation Supérieure Gestion.

Adresser CV, photo & prétentions Scs personnel INSEAD Bd de Constance 77305 FONTAINEBLEAU CEDEX

ORGANISATION INTERNATIONALE proche banlieue Ouest de Paris - Décentralisation à LYON en juin 1989 recrute sur concours (date limite de dépôt des candidatures 31 janvier 1989)

UN TRADUCTEUR DE LANGUE MATERNELLE ARABE

Il est demandé :
• un diplôme universitaire sanctionnant au moins trois années d'études supérieures,
• une excellente connaissance du français et de l'anglais pour traduire à partir de ces deux langues,
• la connaissance de l'espagnol serait un atout.

Merci d'adresser lettre de candidature, CV détaillé et photo sous réf. 9261 à ORC - BP 220 - 75063 Paris Cedex 02, qui transmettra.

Le Monde

SÉLECTION IMMOBILIÈRE

appartements ventes appartements ventes appartements ventes

2^e arrdt

BOURSE

BEAU STUDIO. Excellent

travaux, nich. équip., lrm.

1^{er} ét. a/rue, proche m.

279 000 F. 43-46-33-35.

3^e arrdt

MARAI

POUTRES

2 chbres, bal. récept. caract.

96 m², 170000 F. 43-41-11-03.

ARTS ET MÉTIERS

Apprt 76 m² dans lrm.

pièce de 1. 1365 000 F

TRANS OPERA

43-46-23-15.

MARAI

Dans lrm. de caractère très

beau studio avec mezzanine,

out. équipés. 4 chbres, 1

642 000 F. 43-46-23-15.

4^e arrdt

MARAI IMM. XVII^e

50 m², caract. 950.000 F.

FLEURUS 45-44-22-36.

SULLY-MORLAND, bal

lrm. end. 4 pces, cuis. 1

1495.000 F. 43-46-53-53.

5^e arrdt

TOUR FRONT DE SEINE

Apprt 100 m², lrm., 23^e ét.

46-77-15-40, le 11^e apr-

midi ou 12/01.

6^e arrdt

220 m² + TERR.

7 pces, 4 s. de b. parq.

cime, char. 43-32-44.

matin.

PANTHEON RUE ST-JACQUES

lrm. pièce de 1. 2000 000 F

FRANÇOIS FAURE 45-67-85-17.

PRÈS CLAUDE-BERNARD

P. de t. 2/3 pces, rénov. 11

cft. cuisine, s. 1011.

1 380 000 F. 43-46-23-15.

studio, 10 cft. cuis. 30 m².

1500 000 F. 43-35-18-36.

Royce-Collard, Luxembourg.

clé de t. charment 2 p.

cft. char. cent. indiv. 840.000 F. 45-77-36-25.

Petite maison au gd char.

div. + 2 chbres. 2.450.000

+ bon. LEIG 45-46-28-25.

7^e arrdt

R. DE MONTESSEY

Apprt 76 m² dans lrm.

pièce de 1. 1365 000 F

TRANS OPERA

43-46-23-15.

8^e arrdt

R. DE PONTHEU

100 m²

bal. lrm. 2 p. 2500 000

ET. DUVERNET 45-41-11-03.

9^e arrdt

M. EUROPE

Apprt 5 p. 140 m² à rénover

48 m², 2 p. cuis. a-de-bn.

W.C. sec. p. de t. 1 170 000

M.G.N. 43-87-71-55

22, Bd BATHONOLLES,

75017 PARIS.

10^e arrdt

RÉPUBLIQUE BEAU

2 pces, char. caract.

clat. lrm. 4 p. 440 000 F.

45-06-35-35.

11^e arrdt

LOUIS-BLANC

4 p., 100 m² + bal. parq. lrm.

récent, stand. 1 785 000 F

TRANS OPERA

43-46-23-15.

12^e arrdt

PTE DORÉE

Gd 8 p., stand. v. 8/bois

de Vincennes. 2.150.000 F.

TRANS OPERA

43-46-23-15.

13^e arrdt

AV. LEDRU-ROLLIN

lrm. pierre de taille

entièrement rénové, asc.

3 p., 81 m², s.d.

2 chbres, 3^e ét.

3 p., 81 m², duplex, ét. d.

studio 32 m², cuis. équipée

visite tous les jours 9h/16h

de 14 à 19 h, si dimanche

79, av. Ledru-Rollin

TRANS OPERA

43-46-23-15.

14^e arrdt

MONTPARNASSE

2 p., libérable 4 ans

interdiction locat.

15 000 F/m².

Tél. : 46-02-13-43.

15^e arrdt

SAINT-AMBROISE

2/3 pces, 70 m², beaucoup

de charme. 1 625 000 F.

TRANS OPERA

43-46-23-15.

16^e arrdt

VUE SUR PARIS

lrm. récent 80 m², 1 chbre pos.

2 chbres, 3 bns, p. de t.

2 400 000 F. 45-41-11-03.

17^e arrdt

ETUDE DUVERNET

COPIERIE GRATUITEMENT

VOTRE APPARTEMENT

45-41-11-03.

18^e arrdt

RUE BEAUNIER

12 500 F le m²

Apprt 48 m², lrm. 48

de type 2 C. lrm. pièce

de salle, studio de 18 m².

2 pièces de 43 m².

ET. DUVERNET 45-41-11-03.

19^e arrdt

PLAISANCE

Beau 2 p., 46 m² + 8 m² balc.

11^e ét. rénové 998 000 F

TRANS OPERA

43-46-23-15.

20^e arrdt

ALÉSIA

4 pces, 100 m² + terr.

28 m² lrm. rénov. vue parq.

rem. sur Paris. 3 150 000 F.

TRANS OPERA

43-46-23-15.

21^e arrdt

M. BASTILLE

Loft 5 p., 100 m² char.

saline, box bon état.

2.442.000 F.

TRANS OPERA

43-46-23-15.

22^e arrdt

DUGOMMIER

3/4 pces, 58 m², rd. à tout.

1 470 000 F.

TRANS OPERA

43-46-23-15.

23^e arrdt

DAUMESNIL

Dans lrm. pièce de t. rénovée

de qualité, 3 p. 70 m²

part. 1 495 000 F. M.A.

REMOUEUR 43-46-23-15.

24^e arrdt

RUE DES MORILLONS

Réc. ans vls-vls, 4 pces

+ balc., 2 bns, 4^e ét., parq.

en s/d. 2 100 000 F.

PROGEDIM 45-75-88-07.

25^e arrdt

RUE LECOURBE

3/4 pces, a. à m., 1 chbre, lrm. w.c.

cuis. cave, exp. Sud, 3^e ét.

ch. cent. parq. parq. anc.

présv. 1 600 000 F. 45-

50-80-82.

26^e arrdt

CONVENTION

Beau studio 45 m², 46.

32 m², 4^e ét. sec. bon état

858 000 F. 43-46-23-15.

27^e arrdt

SEVRES-LECOURBE

VRAI 2 p., cuis. équipée, s.

balns, REFAIT NEUF.

charme, placards, soliel.

850.000 F. 47-66-23-64.

28^e arrdt

MÉTRO DUPLIX

RUE LOURMEL A SAUR

Récent 2 p., 61 m², cuis.

tout confort, ascenseur.

930.000 F. 45-04-85-85.

29^e arrdt

PERNETY

récent 85 m², 4 p., cuis.

balns, balcon, ch. centr.

parq., 1 630 000 F.

Tél. : 45-94-43-07.

30^e arrdt

GORELINS

Superbe

2/3 pces, lux. rénov.

Économie

SOMMAIRE

■ Le plan export présenté mercredi matin en conseil des ministres préconise une meilleure coordination de l'action des services publics et para-publics d'aide à l'exportation (lire ci-dessous).

■ Les investissements étrangers en France ont nettement repris en 1988 (lire ci-contre).

■ Framatome accélère sa diversification dans la connec-

tique en rachetant la société américaine Burndy (lire page 36).

■ La Société des Bourses françaises sera l'objet d'un redressement fiscal (lire page 38).

Les principales dispositions de la loi de finances pour 1989

Frais déductibles et aménagements du barème

Allègements de l'impôt sur le revenu, réduction pour les enfants à charge, limite d'exonération pour les petits contribuables: la loi de finances pour 1989 qui vient d'être publiée au Journal officiel (1) comporte plusieurs dispositions nouvelles et, bien sûr, le barème de l'impôt sur le revenu applicable cette année aux revenus de 1988.

Les tranches du barème de l'impôt sur le revenu sont relevées de 2,6 % (article 3 de la loi de finances), ce qui corrige la majeure partie de la hausse des prix (2) et évite — comme chaque année — un alourdissement de l'imposition réelle qui se serait produit si la partie nominale des hausses de revenus (celle qui correspond à la hausse des prix) avait été imposée (3).

Fraction du revenu imposable

N'exécédant pas 34 000 F ..	0
De 34 000 à 35 560 F	5
De 35 560 à 42 140 F	9,6
De 42 140 à 46 620 F	14,4
De 46 620 à 55 640 F	19,2
De 55 640 à 64 660 F	24
De 64 660 à 73 680 F	28,8
De 73 680 à 82 700 F	33,6
De 82 700 à 91 720 F	38,4
De 91 720 à 100 740 F	43,2
De 100 740 à 109 760 F	48
De 109 760 à 118 780 F	52,8
De 118 780 à 127 800 F	57,6

Economie

CONJONCTURE

L'indexation des dettes en valeur réelle

(Suite de la première page.)

Tel emprunteur emprunte les fonds qui lui sont nécessaires pour réaliser ses projets en s'engageant à rembourser les fonds empruntés augmentés des intérêts. L'efficacité de l'économie, comme la justice, implique que ces engagements soient respectés, et que ni les créanciers ni les débiteurs ne soient spéculeurs. Il convient donc que tous les contractants soient réciproquement protégés contre les variations du pouvoir d'achat de la monnaie.

En fait, face à ces variations, seule une indexation obligatoire en valeur réelle de tous les prêts et emprunts pourrait assurer un fonctionnement efficace et équitable de l'économie. Elle impliquerait la suppression de toutes les mesures légales s'opposant actuellement aux dispositions d'indexation de tous les prêts et emprunts. L'obligation d'indexer les emprunts à moyen et long terme de l'Etat, des entreprises et des particuliers, d'une garantie, en principe, d'achat, en principal et en intérêts, cette garantie étant assurée par l'indexation en valeur réelle des remboursements et des intérêts par référence à l'indice général des prix.

Une telle indexation reviendrait à introduire implicitement dans l'économie pour toutes les opérations sur l'avenir une unité de compte stable, unité dont l'utilisation est indispensable pour son fonctionnement correct, tant pour assurer son efficacité que pour ne pas compromettre l'équité de la répartition des revenus.

En tout état de cause, elle mettrait fin à l'incohérence indéfendable de la législation actuelle, les loyers étant par exemple légalement indexés, alors qu'est interdite l'indexation des obligations dont les intérêts peuvent être destinés par leurs détenteurs au paiement de leurs loyers indexés.

Enfin, un puissant besoin existe actuellement d'une protection efficace contre les variations de la valeur réelle de la monnaie par un

système approprié d'indexation, et il existe potentiellement un immense marché pour des obligations indexées en principal et en intérêts. Personne, en effet, n'est actuellement en mesure de prédire l'avenir, et des investissements judicieux, protégeant effectivement contre l'inflation, impliquent des coûts en temps et une recherche permanente d'informations, auxquelles la plupart des Français ne sont pas en mesure de faire face.

Il importe de bien comprendre la nature d'un tel système d'indexation. Il ne s'agit pas d'enserrer l'économie dans un système de contraintes incompatibles et impossibles à supporter. Il s'agit simplement d'établir pleinement le principe de l'homogénéité dans l'exécution des contrats.

La loi imposerait l'indexation pour tous les contrats de prêts et d'emprunts, mais elle laisserait les contractants entièrement libres du choix des modalités d'application de ce principe. Par exemple, toute entreprise, fonctionnant un emprunt en obligations indexées, pourrait proposer aux souscripteurs tel ou tel taux d'intérêt et telle ou telle modalité de remboursement. Par le jeu des offres et des demandes sur le marché des emprunts indexés, les intérêts, eux-mêmes indexés, s'établiraient à des niveaux tels que toute l'épargne nécessaire serait trouvée pour assurer tous les investissements utiles.

Quatre fausses objections

Comme le principe même d'une indexation des courants de prêts et d'emprunts a été souvent mis en cause, il convient d'examiner, au moins très brièvement, les principales objections qui ont été présentées :

- Tout d'abord on dit qu'une économie à monnaie stable serait préférable à une économie recourant à un système d'indexation généralisée. Mais une longue expérience

montre que, quelles que soient les intentions affirmées, les politiques mises en œuvre se révèlent effectivement incapables d'assurer l'utilisation dans les contrats d'une unité de valeur stable, condition qui, précisément, serait réalisée par l'indexation en valeur réelle de tous les contrats.

- On soutient également qu'une indexation des engagements sur l'avenir ne pourrait que susciter l'inflation. Cet argument se repose que sur une confusion : celle d'une indexation en valeur réelle de toutes les créances et de toutes les dettes, qui par nature sont à terme limitées, et celle d'une indexation automatique, pour une durée indéfinie, de tous les salaires sur l'indice général des prix, indexation qui ne pourrait conduire qu'à une inflation explosive dès lors qu'au départ le niveau des salaires serait incompatible avec les possibilités effectives de l'économie, comme l'hyperinflation brésilienne en constitue un excellent exemple.

- On dit encore que l'indexation en valeur réelle de tous les engagements sur l'avenir ferait peser une charge insupportable sur les entreprises et sur l'Etat. Mais le refus d'une telle indexation revient à dire qu'il convient d'admettre un transfert continu de richesses aux dépens des épargnants et au profit des emprunteurs.

Ce serait là admettre que le fonctionnement de l'économie doit reposer sur une escroquerie permanente dont les prêteurs sont les victimes, et vouloir la maintenir serait tout à fait immoral et éthiquement inadmissible.

En fait, et par exemple, si une entreprise industrielle émettait des obligations indexées, elle s'obligerait en valeur réelle, et si son calcul économique était correct, elle pourrait effectivement satisfaire à ses engagements. Si elle ne pouvait le faire, c'est que les investissements réalisés avec cet emprunt n'auraient pas été effectivement économiquement justifiés.

Loi de compromettre la vitalité des entreprises, l'indexation en valeur réelle de tous leurs engagements serait hautement bénéfique pour l'économie, car elle permettrait aux entreprises de trouver sur le marché tous les fonds nécessaires pour réaliser tous les investissements réellement utiles. Elle s'opposerait efficacement à toutes les revendications irréalistes et déraisonnables de salaires et d'avantages directs ou indirects, qui engendrent un chômage chronique permanent.

Les plus modestes, les plus frappés

Elle contribuerait encore à l'élimination de toutes les entreprises inefficaces qui, en réalité, pénalisent la collectivité par un gaspillage de capital masqué par l'inflation. La route de l'efficacité, comme celle de l'équité, passe par la vérité des coûts et des prix, et par l'élimination du parasitisme social de tous ceux qui ne se maintiennent que grâce aux revenus indus que leur assurent les variations de la valeur réelle de la monnaie.

- On dit, enfin, que l'indexation en valeur réelle des emprunts ne pourrait pas être envisagée dans le seul cadre français « en raison de l'élévation des taux d'intérêt réels qui en résulterait, aggraverait nos coûts, et constituerait donc un facteur de déficit de notre balance des paiements ».

C'est en réalité, un phénomène tout à fait opposé que l'on constate : en raison des souscriptions massives d'emprunts français indexés de la part des étrangers, soucieux de maintenir le pouvoir d'achat de leur épargne.

On ne peut décider valablement pour le futur que si l'on consent à dégarer du passé les enseignements qu'il comporte. En fait, l'indexation des créances et des dettes permettrait d'atteindre un triple objectif : protéger à la fois les épargnants et les emprunteurs, les créanciers et les

débiteurs contre toute spoliation ; donner aux entreprises toutes les possibilités de financement dont elles ont besoin pour leurs investissements ; éliminer toutes les inefficacités résultant de l'utilisation de calculs économiques et de comptabilités en valeurs nominales dépourvues de toute signification économique réelle.

Une telle réforme pourrait assurer tout à la fois l'efficacité de l'économie, et l'équité dans l'exécution de tous les contrats sur l'avenir. Elle permettrait le maintien en valeur réelle des épargnes, condition nécessaire à la fois de la rentabilité réelle des investissements et de la sécurité de la vieillesse, et elle mettrait fin, pour la plus grande part, au gigantesque « racket » qui résulte des fluctuations de la valeur réelle de la monnaie.

Il ne s'agit pas là d'une quelconque réforme s'ajoutant à des milliers d'autres, chacune s'efforçant simplement de réparer les dégâts résultant des précédentes et en suscitant de nouveaux. Il s'agit d'une réforme fondamentale qui intéresse la vie de tous les jours de millions de Français, justement inquiets pour leur avenir et leur vieillesse.

Cette réforme indispensable, et pourtant si facile à mettre en œuvre, n'a été réalisée ni même envisagée ni par les libéraux justement préoccupés de favoriser l'efficacité de l'économie ni par les socialistes justement attachés à l'équité de la distribution des revenus. La raison en est toute simple. Les uns et les autres n'ont cessé d'être aveuglés par la répétition incessante de toutes parts de pseudo-vérités et par des préjugés erronés. Le seul résultat n'en a été que de grands malheurs pour des millions et des millions de gens, les plus modestes étant les plus durement frappés.

MAURICE ALLAIS.

* Pour une analyse plus détaillée, voir : Allais, *L'impôt sur le capital et la réforme monétaire*, Hermann, et les *Conditions monétaires d'une économie de marché*, Moutardier.

ÉTRANGER

Faute de crédits

L'Eximbank américaine suspend ses prêts à l'exportation

L'export - import bank, l'agence fédérale américaine d'aide publique à l'exportation finit le second mandat Reagan comme elle avait entamé le premier, menacée de disparition. Victime des économies budgétaires de l'administration Reagan, l'Eximbank a dû annoncer, lundi 9 janvier, une suspension de ses prêts directs.

Tout en soulignant qu'une telle décision, si elle durait plus de quelques semaines, finirait par handicaper les exportateurs américains face à leurs concurrents, les responsables de l'Eximbank font part de leur impuissance. Sur les 695 millions de dollars (4,17 milliards de francs) d'autorisations de prêts dont elle dispose, l'institution a déjà déboursé 207 millions. Ses engagements sur des opérations en cours, qui seront honorés, absorberont largement le solde d'ici à la fin de l'exercice actuel se terminant le 1^{er} octobre 1989.

Le dernier budget présenté par le président Ronald Reagan pour 1989-1990 prévoit la fin de ce programme de prêts directs et une légère réduction du volume des crédits garantis, ramenés à 10,6 milliards de dollars contre 11 milliards en 1988-1989. Le président de l'Eximbank, John Bohn, a annoncé des « choix difficiles » pour tenter de résoudre le problème. Mais comme ce fut le cas au début des années 80, des critiques se sont entendues parmi les républicains sur les pratiques d'une banque qui ne fait pas de provision pour créances douteuses alors que l'essentiel des crédits alloués portent sur des opérations dans des pays en développement. Le Congrès et les exportateurs avaient obtenu en 1982 le sauvetage de l'Eximbank. La question se pose aujourd'hui, M. Bohn ne cachant pas sa volonté de quitter son poste alors que le président élu George Bush n'a encore rien fait connaître de ses intentions quant à son éventuel successeur.

(Publicité)

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE PRÉFECTURE DE LA DROME

Prolongement jusqu'à Valence
de la liaison ferroviaire
à grande vitesse dite « TGV Paris Sud-Est »

AVIS D'ENQUÊTE

Le public est informé que, en application du code de l'expropriation pour cause d'utilité publique et de l'arrêté conjoint des préfets de la Drôme, du Rhône, de l'Isère, de l'Ain, en date du 6 janvier 1989, une enquête publique, portant à la fois sur l'utilité publique du projet de prolongement jusqu'à Valence de la liaison ferroviaire à grande vitesse dite « TGV Paris Sud-Est » et sur la mise en comptabilité du plan d'occupation des sols de la commune de Saint-Quentin-Fallavier, sera ouverte pendant trente jours des sols de la commune de Saint-Quentin-Fallavier (Isère), à la suite d'une erreur matérielle relevée dans le document de mise en comptabilité du POS de Saint-Quentin-Fallavier au cours de l'enquête prescrite par l'arrêté interpréfectoral n° 6812 du 3 octobre 1988.

Cette enquête vaudra enquête publique en application de la loi n° 83 630 du 12 juillet 1983 relative à la démocratisation des enquêtes publiques et à la protection de l'environnement.

Pendant toute la période de l'enquête, les dossiers d'enquête d'utilité publique du projet et de mise en comptabilité du plan d'occupation des sols seront déposés :

- à la mairie de Saint-Quentin-Fallavier (Isère) ;
- à la préfecture de l'Isère, place de Verdun, 38021 Grenoble Cedex ;
- à la sous-préfecture de La Tour-du-Pin, 2, rue Pasteur, 38110 La Tour-du-Pin.

Aux jours et heures habituels d'ouverture des bureaux, le public pourra prendre connaissance des dossiers et formuler ses observations sur les registres d'enquête ouverts à cet effet. Ces observations pourront également être adressées par écrit à la préfecture de l'Isère pour être annexées au registre.

M. Raymond TARDY, ingénieur principal CNR, nommé commissaire-enquêteur par le tribunal administratif de Grenoble, se tiendra à la disposition du public le vendredi 24 février 1989 en mairie de Saint-Quentin-Fallavier de 14 h 30 à 16 h 30.

Il pourra être pris connaissance d'une copie du rapport et des conclusions du commissaire-enquêteur au lieu d'enquête pendant le délai de un an à compter de la date de clôture de l'enquête.

Par ailleurs, les personnes intéressées pourront obtenir communication du rapport et des conclusions en s'adressant au préfet du département de l'Isère dans les conditions prévues au titre 1^{er} de la loi du 17 juillet 1978.

Valence, le 6 janvier 1989.
Le préfet de la Drôme,
Daniel CONSTANTIN.

Lyon, le 6 janvier 1989.
Le préfet de la région Rhône-Alpes,
préfet du Rhône,
Gilbert CARRERE.

Grenoble, le 6 janvier 1989.
Le préfet de l'Isère,
Jean-Paul PROUST.

Bourg-en-Bresse, le 6 janvier 1989.
Le préfet de l'Ain,
Georges MAZENOT.

LOGEMENT FRANÇAIS

30 000 logements gérés en 1988
Un projet pour renouveler sa mission
de maître d'ouvrage social
construire, réhabiliter, gérer.

Ensemble en 1989

Elus et responsables municipaux
Locataires
Représentants de l'administration
Etablissements financiers
Maîtres d'œuvre
Entreprises du bâtiment

construisons la vie.

LOGEMENT FRANÇAIS
6, rue Jean Jaurès - 92807 Puteaux - Tél.: (1) 49 06 25 25

سكزا من الأصل

Economie

AFFAIRES

En investissant près de 1,9 milliard de francs

Framatome réussit son OPA amicale sur la société américaine Burndy

Framatome, le constructeur français de chaudières nucléaires, a réussi l'offre publique d'achat qu'il avait lancée le 9 décembre 1988 sur la compagnie américaine Burndy, spécialisée dans les connecteurs électriques et électroniques. Le groupe français a annoncé, le 10 janvier, qu'il avait acquis la quasi-totalité (97,5 %) du capital de Burndy, au prix prévu (26 dollars par action), pour une somme globale de 300 millions de dollars, soit environ 1,9 milliard de francs.

« C'est une étape très importante de la diversification de Framatome », a déclaré, le 11 janvier à New-York, son président, M. Jean-Claude Leny, assurant que l'ensemble que la société veut constituer dans la connectique représentera 30 % de son chiffre d'affaires en 1988, et 50 % dans cinq ans.

Framatome, contraint de sortir progressivement du nucléaire, menacé par le gel mondial des programmes d'équipement, a en effet déjà acquis la petite société française

Jupiter, également spécialisée dans la connectique, et détient 34 % du capital de Sourian, l'un des principaux constructeurs européens de connecteurs. Il négocie avec ce dernier une prise de contrôle qui pourrait être définitivement conclue d'ici moins d'un mois. Avec Jupiter, Burndy - 4 000 salariés, 1,7 milliard de chiffre d'affaires - et éventuellement Sourian, de taille équivalente, Framatome pourrait constituer un groupe international qui se situerait au deuxième ou troisième rang mondial du secteur.

« Ça a l'air tout simple après coup »

NEW-YORK
de notre envoyée spéciale

Leur premier réflexe a été de craindre. Pas question de parler dans un lieu trop public. « Nous connaissons des gens ici. Cherchons une table discrète. » Comme si l'offre du rachat de Burndy, à laquelle les deux jeunes « yuppies » ont consacré toute leur énergie depuis l'automne, n'était pas définitivement close depuis la veille. Hilda Kulkarni et Frédéric Cot, tous deux membres de la petite équipe de la BNP à New-York qui a mené à bien l'opération pour Framatome, ont l'air à la fois hébété et ravi des coureurs du fond après la victoire du marathon. « Ça a l'air tout simple après coup, mais c'était beaucoup de travail ! »

Tout est bien qui finit bien. « C'est une bonne opération. Bien conduite, bien menée, bien conclue... Le contraire de Télémeccanique ! », avoue Jean-Claude Leny, le patron de Framatome, si heureux qu'il en oublie ses rancunes et reconnaît que, tous comptes faits, l'affaire Télémeccanique, perdue par son groupe l'an dernier, aura été « un bon entraînement ».

Seconde offre française, par ordre de grandeur, lancée aux Etats-Unis en 1988 après Hachette et Pechiney, le rachat de Burndy fait en effet figure d'exemple, tant il contraste avec les « affaires » spectaculaires et plus ou moins sulfureuses qui défilent la chronique boursière depuis trois ans. Préparation minutieuse, secret bien gardé, exécution sans accroc, une OPA amicale s'il en fut, qui se clôture à la satisfaction de toutes les parties prenantes.

La vente aura pourtant duré moins de cinq mois, tout compris. C'est en août 1988 que le conseil d'administration de Burndy décide de trouver un acquéreur à la société. Le fondateur a disparu il y a quelques années, à un âge avancé ; ses héritiers n'ont guère de goût pour la gestion, et la compagnie, bien que rentable, a souffert de la crise. Le conseil a alors de bonnes raisons de craindre le lancement d'une attaque hostile. La famille fondatrice contrôle seulement, avec une banque amie, 34 % du capital, le reste est dilué entre plusieurs milliers de petits actionnaires. Aussitôt la décision de vente prise, c'est à la banque d'affaires Goldman Sachs, spécialiste de la défense des entreprises attaquées, que le conseil confie le soin de dénicher le meilleur acheteur possible, en évitant tout « raid », toute bagarre préjudiciable à la compagnie.

« Une série de nuits blanches »

Fin août, le président de Burndy annonce publiquement - selon une formule sibylline, mais limpide pour les initiés - la mise en vente de la société dans le cadre d'une procédure d'enchères confiée à Goldman Sachs. Aussitôt, la filiale new-yorkaise de la BNP, qui travaille depuis longtemps avec Framatome, fait savoir à son client que la compagnie américaine est à vendre. La décision d'« aller voir » est vite prise. « Nous les connaissons, c'était une bonne société, avec une taille à notre portée », raconte Jean-Claude Leny.

Contact est donc aussitôt pris avec Goldman Sachs, qui fournit,

sous réserve de confidentialité, un mémorandum de cent pages et donne à tous les candidats déclarés deux semaines pour remettre une première offre. « Une série de nuits blanches », se souvient Frédéric Cot. Début octobre, le premier « round » est clos. Après tri ne restent en lice que trois ou quatre prétendants jugés sérieux, sur une dizaine au départ. On ne connaît toujours pas aujourd'hui quels étaient tous les candidats, la banque d'affaires s'appliquant - c'est le jeu - à entretenir le suspense pour faire monter les enchères !

Le deuxième round commence alors. Il finira le 29 novembre avec la remise des offres définitives et le choix de l'heureux élu. Un mois de cauchemar pour la petite équipe - moins de dix personnes à la BNP et Framatome - chargée d'ausculter Burndy à fond. Les visites « approfondies » - usines, sièges, etc. - ne seront autorisées que pendant cinq jours précis, deux en Europe, trois aux Etats-Unis. Tous les documents demandés sont en principe disponibles mais... à consulter sur place et sans copie possible ! « C'était un déluge d'informations à assimiler trop vite. Une société moyenne comme Burndy avec des opérations partout, ce n'est pas simple à analyser », raconte Frédéric Cot.

A la pression du calendrier s'ajoute celle du secret absolu insupportable à la « séricité » et la hantise de la fuite. Tout se passe bien. L'action restera cotée jusqu'à la fin et son cours bougera à peine. Initiés absents... L'offre définitive de Framatome est remise le 29 novembre. « C'était un mardi... », se rappellent seulement aujourd'hui les deux jeunes analystes. Deux jours plus

tard, le 1^{er} décembre, le conseil d'administration de Burndy l'accepte. Le lundi 5, un accord est signé avec le groupe français. Il lui garantit une option inconditionnelle sur 25 % environ du capital, ceci afin de prévenir et de décourager toute tentative ultérieure de contre-OPA inamicale.

Elle n'aura pas lieu. Le 9 décembre l'offre est lancée à Wall Street à 26 dollars l'action, 8 à 9 dollars de plus que les cours précédents. Un mois plus tard, Framatome a ramassé la quasi-totalité des 12 millions de titres en circulation.

Aucune contre-offensive, pas l'ombre de contestations, pourtant fréquentes outre-Atlantique, de la part des petits porteurs avides ou grincheux. Outre l'option accordée à Framatome, Goldman Sachs a, en effet, pris une autre précaution salutaire : tous les candidats au rachat se sont engagés par écrit à accepter le choix final du conseil, sous peine de ne pouvoir participer aux enchères. Tous les concurrents sérieux sont donc juridiquement ligotés. Les autres ne se manifesteront pas.

Une procédure sans défaut en passe de faire école, la mise aux enchères, fréquemment utilisée pour la vente d'une division appartenant à un grand groupe, séduit de plus en plus les petites et moyennes entreprises, traumatisées par les exploits des « raiders » de Wall Street. Elle est encore rarement associée à une offre publique d'achat. Outre-Atlantique, la vogue des « OPA sauvages » aurait-elle fait son temps ? « L'enchère est une méthode idéale qui se développe de plus en plus, assure Hilda Kulkarni. Ici aussi, il y a des opérations amicales. »

VÉRONIQUE MAURIS.

Unilever négocie le rachat de Fabergé

Unilever, le géant anglo-néerlandais de la chimie et de l'alimentaire, négocie le rachat de la firme américaine Fabergé (articles de toilette, cosmétiques, parfums). D'un côté comme de l'autre, l'on se refuse à fournir la moindre indication sur la base de la transaction, en précisant que les conversations en sont au stade préliminaire.

L'objectif d'Unilever est assez clair. Grossi depuis moins de deux ans par OPA de la société américaine Chesebrough Ponds (crème de soies), puis de la firme néerlandaise Nardien (arômes et parfums), sa branche cosmétique et parfums se situe au troisième rang mondial derrière L'Oréal (n° 1) et Shiseido (n° 2). S'il réussissait à mettre la main sur Fabergé, le groupe ravirait sa couronne à L'Oréal.

Fabergé appartient à la famille Riklis, qui avait racheté l'American Brands. Depuis, cette société s'est elle-même agrandie en reprenant pour 700 millions de dollars (4 milliards de francs) un groupe plasma-centrique Eli Lilly (Etats-Unis) ses intérêts majoritaires dans Elizabeth Arden. Pour 1988, le montant consolidé de ses ventes a dépassé 1,1 milliard de dollars (6 milliards de francs). Ensemble, Fabergé et Unilever réaliseraient plus de 4 milliards de dollars (25 milliards de francs) de chiffre d'affaires dans les cosmétiques.

Les analystes américains s'interrogent toutefois sur le réel désir de la famille Riklis de revendre ses intérêts. A moins qu'Unilever y mette le prix. Selon certaines rumeurs, le groupe anglo-néerlandais aurait mis 2 milliards de dollars (12 milliards de francs) sur la table.

A. L.

« Caisses d'épargne américaines » le code du sauvetage estimé à 100 milliards. — Beryl Sprinkel, le chef des conseillers économiques de la Maison Blanche, a critiqué les opérations de sauvetage de caisses d'épargne américaines en difficulté auxquelles l'organisme d'assurance des dépôts dans les caisses d'épargne (FDIC) a récemment procédé. Confirmant les estimations officielles, M. Sprinkel a affirmé que le coût total de l'assainissement du système de l'épargne atteindrait 100 milliards de dollars (600 milliards de francs).

Le Crédit lyonnais relève de 10 % le tarif du tiers de ses cartes bancaires

A partir du 1^{er} février prochain le Crédit lyonnais va relever de plus de 10 % la cotisation annuelle applicable à ses cartes bancaires nationales à débit différé (30 % de ses cartes) qui sera portée de 95 francs à 105 francs. En revanche, les tarifs antérieurs sont maintenus pour la carte nationale à débit immédiat (75 francs) et la carte internationale à débit différé (135 francs), Visa, qui est la plus diffusée.

L'établissement n'a relevé que la cotisation qu'elle jugeait manifestement « sous-tarifée » et à laquelle elle applique une majoration correspondante, en gros, à l'inflation cumulée depuis sa dernière augmentation, en novembre 1983.

En septembre dernier, M. Pierre Bérégovoy, ministre de l'économie, des finances et du budget, avait réagi violemment à la décision prise par les grandes banques, BNP, Crédit lyonnais, Société générale, de relever de 14 % à 26 % les tarifs de leurs cartes. Il la jugeait « peu satisfaisante, inopportune et mal venue », estimant qu'« il était encore temps de revenir sur cette erreur ». En outre, il annonçait qu'il allait saisir le conseil de la concurrence pour « entente », envoyant des inspecteurs dans les trois établissements pour s'efforcer de réunir les preuves d'une telle entente. Pour le ministre, cette forte augmentation des tarifs constituait un dérapage de nature à compromettre sa politique de stabilisation des prix des services.

La Société générale, banque privatisée, avait fait la sourde oreille, son président, M. Marc Viennet, maintenant sa décision, à la très grande irritation de la rue de Rivoli.

Mais les deux banques nationalisées, la BNP et le Crédit lyonnais, avaient dû faire machine arrière, cédant aux pressions de leur actionnaire unique, l'Etat.

Réduire le déficit d'exploitation

M. Jean-Yves Haberer, nouveau PDG du Crédit lyonnais, avait diffusé un communiqué assez embarrassé, relevant que « le moment choisi et l'unilatéralité du procédé n'avaient pas été bons, il fallait savoir en tirer les conséquences ». Le Crédit lyonnais allait donc « ouvrir d'urgence, au niveau de sa direction générale, la concertation indispensable avec les usagers », et, en attendant, revenir sur ces augmentations. Depuis, sa direction générale a tenu trois réunions plénières avec une vingtaine d'organisations de consommateurs, discutant non seulement des tarifs des cartes, mais aussi de la qualité des services bancaires et de leur mise à disposition. Toutefois, elle maintient ses positions sur la nécessité de réduire le déficit d'exploitation des cartes bancaires. L'augmentation que le Crédit lyonnais a décidée, moins importante que la précédente annoncée, semble avoir recueilli l'agrément de la rue de Rivoli.

Quant à la BNP, dont le président, M. René Thomas, avait eu, en septembre dernier, cinq ententes avec M. Bérégovoy, parfois orageuses, au point de mettre son poste à nu, elle n'a pas renoncé à ses projets d'augmentation. Elle devrait, dans les mois à venir, procéder elle aussi à un relèvement de ses tarifs mais en prenant bien soin de ne pas donner prise à l'accusation d'entente.

FRANÇOIS RENARD.

Affaire Pechiney

M. Thérêt plaide la coïncidence

Max Thérêt, mis en cause dans les achats massifs de titres Triangle, quelques jours avant l'annonce officielle du rachat par Pechiney, le 21 novembre, de cette société américaine de la banque américaine Morgan Stanley à Londres « plus commode pour nous en raison du décalage horaire », déclare avoir conseillé à la COB de demander à Morgan Stanley l'enregistrement téléphonique des conversations qu'il a échangées avec elle.

Par ailleurs, il semble qu'une société suisse, basée à Genève et baptisée Unigestion SA, ait notamment acheté des titres pour le compte de clients français. Unigestion, société financière à caractère bancaire, fondée en 1971, a plusieurs filiales à l'étranger (Guernesey, Panama, Luxembourg) et a pris, en 1987, une participation de 10 % dans le capital de la banque J. P. Elkann, banque d'affaires créée à Paris en avril 1987.

ne se dément. « M. Thérêt précise à l'AFP qu'il a donné instruction le 14 novembre d'acheter des titres dans la limite de 2 millions de francs, en passant par le bureau britannique de la banque américaine Morgan Stanley à Londres « plus commode pour nous en raison du décalage horaire ». Il déclare avoir conseillé à la COB de demander à Morgan Stanley l'enregistrement téléphonique des conversations qu'il a échangées avec elle.

Par ailleurs, il semble qu'une société suisse, basée à Genève et baptisée Unigestion SA, ait notamment acheté des titres pour le compte de clients français. Unigestion, société financière à caractère bancaire, fondée en 1971, a plusieurs filiales à l'étranger (Guernesey, Panama, Luxembourg) et a pris, en 1987, une participation de 10 % dans le capital de la banque J. P. Elkann, banque d'affaires créée à Paris en avril 1987.

SOCIAL

En recevant FO le jeudi 12 janvier

M. Rocard entame une série de concertations avec les syndicats

M. Michel Rocard va recevoir les confédérations syndicales à partir du jeudi 12 janvier - FO ouvrant le ballet - les entretiens s'échelonnant jusqu'au 1^{er} février. En lui-même, ce fait n'a rien de surprenant : il est naturel que le premier ministre veuille s'entretenir avec les syndicats, alors que, au lendemain d'une période de mouvements sociaux à répétition, le calme social, qui est en apparence revenu, est propice à une concertation sereine, « à froid ».

An lendemain de la longue grève de la SNCF, fin 1986 début 1987, M. Jacques Chirac avait fait de même en entamant, le 24 février 1987, une concertation officielle avec les syndicats. Mais le premier ministre de l'époque avait attendu onze mois après son retour à l'hôtel Matignon pour renouer avec cette pratique, ayant préféré les discussions officielles, loin des caméras de télévision. M. Rocard, de son côté, va entamer sa troisième concertation officielle avec les syndicats, en dehors des contacts discrets habituels, en huit mois d'exercice gouvernemental. Il est vrai que si la « méthode Chirac » n'avait pas empêché la grève de la SNCF, la « méthode Rocard » n'a pas été beaucoup plus efficace au regard de la cascade de grèves catégorielles.

M. Rocard attache visiblement de l'importance à la pratique du dialogue social, mais il a désormais beaucoup moins d'ambition que lorsqu'il était encore qu'un candidat à la candidature à l'élection présidentielle et qu'il imaginait l'élaboration d'un « nouveau pacte social ». Le 20 octobre 1987, M. Rocard estimait ainsi qu'« une nouvelle conception du progrès social est à inventer ».

Le premier ministre, qui recevra ensuite le patronat, entend faire un tour d'horizon avec les syndicats, mais en mettant l'accent sur « le renouveau de la fonction publique ». Sur ce thème qui lui est cher, M. Rocard veut apparaître plus réformateur que gestionnaire. Pour cela, il peut s'appuyer sur des rapports auxquels les syndicats, sauf la CGT, étaient favorables, sur la modernisation de la fonction publique, comme le rapport Baquast en 1983. Mais il devra agir avec prudence... car il rencontrera bien des résistances.

MICHEL NOBLECOURT.

Excellente conjoncture pour les avionneurs

« Boeing aurait mauvaise grâce à se plaindre »

Les trois grands constructeurs aéronautiques ont profité de l'excellente conjoncture du transport aérien dans le monde qui a continué à croître à la cadence d'environ 10 % en 1988. Le numéro un, l'américain Boeing, s'est adjugé un montant record de commandes avec quatre cent soixante et un avions, soit 30 milliards de dollars

(180 milliards de francs). Il est suivi par l'européen Airbus avec cent soixante et une commandes fermes, soit 7,4 milliards de dollars (44,4 milliards de francs). C'est l'américain McDonnell Douglas qui ferme la marche avec cent trente avions vendus, soit 5 milliards de dollars (30 milliards de francs).

M. Henri Martre, président d'Aérospatiale, a pu, le 9 janvier, qualifier l'année 1988 « d'année miracle », tout en ajoutant que « la puissance dominante tend de plus en plus vers le monopole. Boeing aurait du mal à se plaindre. Il est toujours plus fort. Habituellement, il prenait 65 % du marché des avions commerciaux. Or, en 1988, il s'est adjugé 70 % des prises de commandes. Notre GIE Airbus Industrie annonce 18 % du marché, l'an

dermier, contre 15 % auparavant, mais nous étions montés à 24 % en 1984 ».

La pique de M. Martre contre Boeing s'explique par la nécessité de prévenir de nouvelles attaques des Américains qui ne ratent jamais une occasion de dire qu'Airbus livre une concurrence déloyale à leurs avionneurs et que leurs intérêts industriels et commerciaux sont menacés. Le président d'Aérospatiale souligne

donc qu'il ne peut y avoir de plaintes puisqu'il n'y a pas de dommage. Le jugement de M. Martre n'est pas seulement tactique. Il est vrai que Boeing se porte beaucoup mieux que ses concurrents. Tous les modèles de sa gamme connaissent le succès. En revanche, McDonnell Douglas continue à perdre des parts de marché et tombe à 12 % des prises de commandes mondiales. Son activité repose presque essentiellement sur son biréacteur MD-80, simple mise à jour de son vieux DC-9. Quant à Airbus, il constate que la bonne santé de son biréacteur A-320 (116 commandes en 1988) ne s'étend pas à l'A-300 et à l'A-310 qui enregistrent 45 commandes contre 56 en 1987. Les long-courriers A-340 et moyen-courriers A-330 n'ont été commandés qu'à 6 exemplaires.

Autrement dit, Airbus vend de plus en plus des avions lui rapportant relativement moins puisqu'un A-320 coûte 38 millions de dollars (230 millions de francs) alors que le prix d'un A-300 s'élève à 71 millions de dollars (430 millions de francs). Le consortium européen est très vraiment pas près de faire trembler Boeing qui vend trois biréacteurs court-courriers quand Airbus en place un et qui conserve, avec son 747, le monopole des long-courriers gros porteurs.

La vogue persistante des avions de petite capacité s'explique par la concurrence que se livrent les compagnies aériennes qui préfèrent offrir à leur clientèle plus de fréquences et donc employer des appareils plus petits. La conséquence de ce choix a déjà commencé à se faire sentir et l'embourgeoisement des aéroports et des couloirs aériens est devenu spectaculaire.

AL. F.

Des prises de commandes en hausse de 30 % en 1988 pour l'Aérospatiale

Le président de l'Aérospatiale, M. Henri Martre, a annoncé, lundi 9 janvier, que sa société avait enregistré, en 1988, pour 38 milliards de francs de prises de commandes, soit une augmentation de 30 % par rapport à l'année précédente. Le secteur civil représente 59 % de ce montant et les commandes à l'exportation atteignent 71 %. S'il se félicite de cet accroissement des activités civiles et de l'exportation, M. Martre considère néanmoins que « les défis et les risques sont de plus en plus forts ».

Pour la même année, le chiffre d'affaires, qui est passé à 27,5 milliards de francs, est en augmentation de 10 %, avec une part à l'exportation de 62 %. Le carnet de commandes, arrêté à la fin de 1988, s'élève à 64 milliards de francs, soit la valeur de deux années de plan de charge.

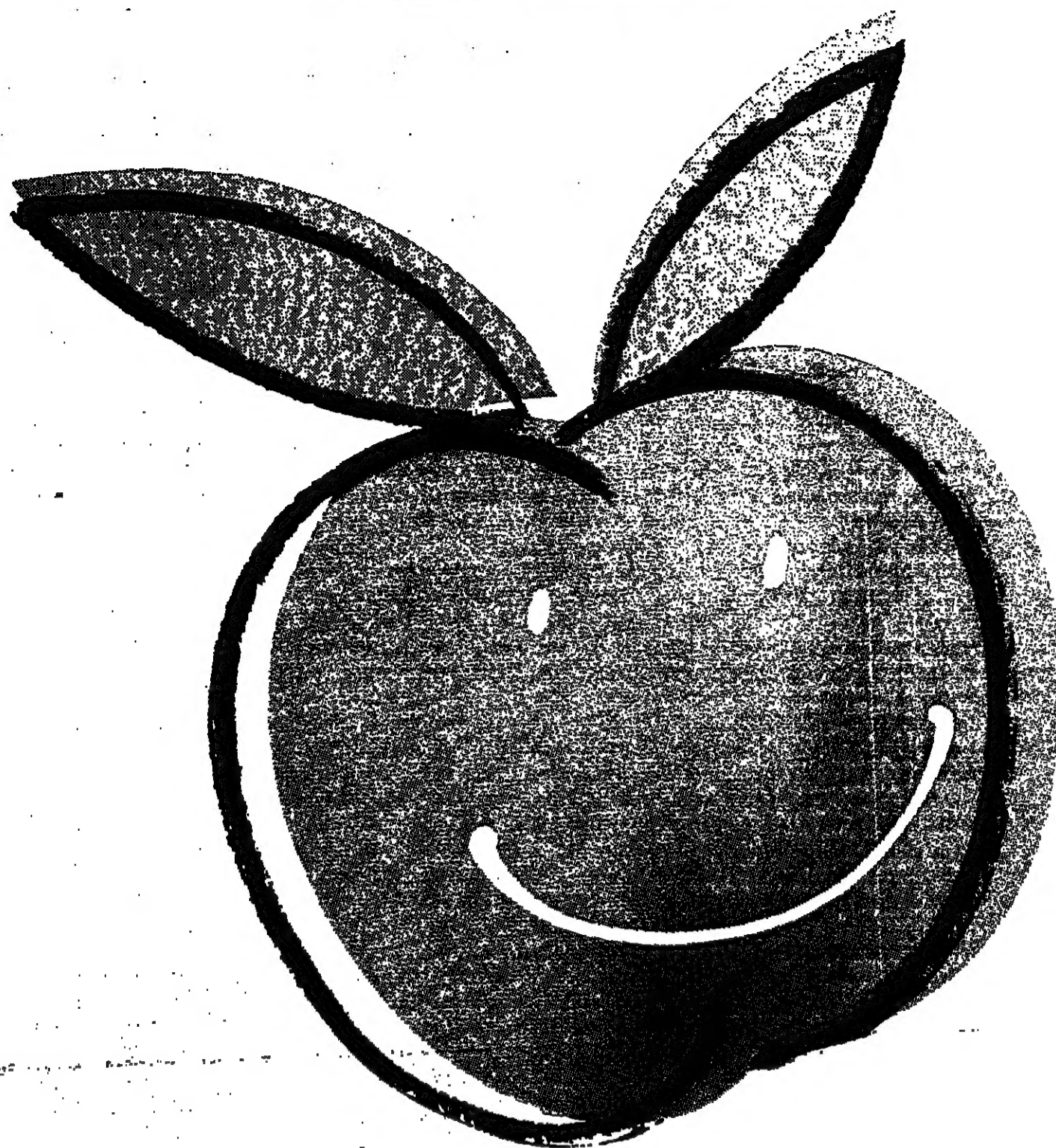
M. Martre a indiqué, en outre, que l'Aérospatiale était devenue

en 1988 le premier vendeur d'hélicoptères civils aux Etats-Unis et au Japon. Le montant des prises de commandes de la division « hélicoptères » est de 9,2 milliards de francs, soit 82 % d'augmentation par rapport à 1987. La part atteinte par les exportations a été de 88 %, malgré la concurrence très vigoureuse des constructeurs américains et européens.

A cette occasion, le président de l'Aérospatiale a indiqué que sa société menait avec l'industriel britannique Westland des conversations, qualifiées de « préliminaires », pour une éventuelle association du Royaume-Uni au programme d'hélicoptère de combat franco-allemand. « C'est une possibilité, s-t-il ajouté, mais on est très loin d'une décision commune. »

J. L.

SONDAGE MEDIAMÉTRIE NOVEMBRE-DECEMBRE 1988



la Pêche a la pêche.

Bravo à tous ceux qui ont la Pêche !

Ce mois-ci, vous êtes encore plus nombreux à rejoindre EUROPE 1 : plus de 6 200 000 auditeurs chaque jour selon le dernier sondage MEDIAMÉTRIE !*

La PÊCHE est un fruit qui tient ses promesses : EUROPE 1 est en effet, depuis la rentrée de Septembre 88, la seule grande radio à progresser pour la seconde fois consécutive, la seule à connaître un accroissement de ses performances sur tous les critères. Elle se déguste de plus en plus longtemps (durée d'écoute croissante de 105 à 116 minutes), et elle se réserve une part d'audience de plus en plus confortable (de 10.1 à 11.8). En choisissant l'optimisme et la tendresse dans ses programmes, et en gardant le noyau dur de l'information la plus actuelle... décidément, la Pêche a la pêche !

* Sondage MEDIAMÉTRIE Nov.-Déc. 88. Audience cumulée d'EUROPE 1 : 14.1. Seconde station en France.

EUROPE 1

C'est la pêche.

هكذا من الأصل

Marchés financiers

Grève à la Bourse lundi 16 janvier

La trêve aura duré six mois. L'agitation sociale qui avait secoué le palais Brongniart au début de l'été dernier a repris mardi 10 janvier. Au terme d'une assemblée générale des employés de l'ensemble des sociétés de Bourse parisiennes, qui a perturbé certaines cotations, un vote a approuvé la proposition de grève de vingt-quatre heures prévue pour le lundi 16 janvier. Les salariés entendent ainsi protester contre les suppressions d'emplois et la diminution des primes versées dans les rémunérations.

Selon les syndicats, six cents emplois sur un total de six mille environ sont appelés à être supprimés dans les mois à venir. M. Régis Rousselle, président de la Société des Bourses françaises (SBF), s'est refusé à confirmer ce chiffre, en ajoutant: « On ne peut pas croire que la France aille garder un caractère paradisique alors que sur toutes les Bourses étrangères, à l'exception de Tokyo, il y a des problèmes d'emplois ».

Redressement fiscal à la Société des Bourses françaises

Après le contrôle fiscal dont a été l'objet la Société des Bourses françaises (SBF), les rumeurs vont bon train sur l'importance du redressement qui sera demandé à cet organisme chargé du fonctionnement des marchés boursiers. Les estimations couramment avancées parlent d'au moins une centaine de millions de francs. Certains évoquent un montant supérieur, à moins qu'une transaction plus favorable soit obtenue d'ici là avec l'administration fiscale.

Le contrôle effectué l'année dernière portait sur la vérification des exercices 1985-1986-1987 de l'ex-Compagnie des agents de change, devenue depuis la SBF. Les investigations auraient permis de déceler d'importantes erreurs provenant d'une mauvaise interprétation des statuts de cet organisme qui est à la fois à caractère privé tout en ayant un régime d'établissement à but non lucratif. Les enquêtes achevées, l'examen du dossier va à présent débiter et des négociations devraient commencer entre les dirigeants de la SBF et le fisc sur un éventuel « compromis ». Les discussions devraient être longues et aucun accord ne devrait intervenir avant le printemps, estime-t-on dans les milieux boursiers. Cette situation confuse trouble nombre d'interven-

nants de la place qui s'inquiètent une fois de plus de l'absence de clarté des comptes de la Société des Bourses françaises. Au mois d'octobre, les opérateurs étaient appelés à renflouer cet organisme après des pertes de 1,25 milliard de francs. Les seuls données précises qu'ils avaient eu alors entre les mains étaient celles arrêtées au 31 mars 1988. Toutefois les résultats étaient très nuancés par le rapport des commissaires aux comptes qui émettaient des réserves sur l'« adéquation » des provisions au niveau des pertes futures (le Monde du 5 octobre). Parmi ces mises en garde étaient déjà évoqués les risques pouvant résulter d'un redressement fiscal qui n'était pas provisionné dans les comptes, ainsi que d'autres incertitudes.

Les sociétés de Bourses, tout comme certaines banques et compagnies d'assurance ont dû alors souscrire à une augmentation de capital de près de 700 millions de francs de la SBF. Certains le firent en renâclant devant l'imprécision des données comptables. Ils craignent à présent que cette opération ne soit pas suffisante pour redresser cette institution. Une augmentation de capital peut-elle en cacher une autre ?

D. G.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

Valeo

L'assemblée générale ordinaire et extraordinaire, réunie le 9 janvier sur première convocation extraordinaire, a délibéré sur l'ordre du jour proposé, 59 % de l'assemblée étant présente ou représentée.

Au cours de cette assemblée, les actionnaires ont décidé de renouveler des autorisations qui permettraient à Valeo de procéder à des opérations financières dans le but de saisir les opportunités du marché et de poursuivre son développement.

Les actionnaires ont approuvé des modifications statutaires, notamment la fixation à 2 % du seuil de franchissement de participation à partir duquel naît l'obligation pour l'actionnaire d'informer la société.

Noël Goutard, président de Valeo, a précisé à l'assemblée que le chiffre d'affaires consolidé de l'exercice 1988 devrait s'établir à 16,4 milliards de francs, soit une augmentation de 33 % par rapport au chiffre d'affaires de l'exercice 1987, et que le bénéfice net consolidé devrait doubler par rapport à celui de l'exercice précédent pour atteindre 880 millions de francs (800 millions par groupe).

Le résultat par action serait alors de 64 F au moins, contre 37 F en 1987. Enfin, commentant les opérations financières de l'année 1988, Noël Goutard a tenu à remercier les actionnaires de leur confiance dans l'avenir du groupe.

En effet, en 1988, après l'exercice des bons B en novembre pour 155 millions de francs, un total de 1,1 milliard de francs d'augmentation de capital a été réalisé, soit directement, soit par souscription de bons, soit par conversion d'obligations convertibles, représentant 91 % du potentiel maximum à souscrire.

L'augmentation des fonds propres de Valeo a ainsi contribué au désendettement de la société en 1988, le ratio d'endettement net total sur fonds propres passant de 0,6 à fin 1987 à 0,2 à fin 1988, tandis que le niveau des charges financières nettes tombe en dessous de 1 % du chiffre d'affaires.

Les résultats définitifs de l'exercice 1988 seront publiés à l'issue du conseil d'administration qui se tiendra à la fin du mois de mars prochain.



Métrologie International a conclu, le 9 janvier 1989, un accord avec le groupe britannique Unitech pour l'acquisition de la totalité du capital des trois filiales de distribution informatique et électronique de ce dernier.

Ces trois sociétés sont Rapid Recall Limited en Angleterre, Celdis Italiana Spa en Italie et Unitech Holding GmbH, société mère de Alfred Neye Enatechnik GmbH en Allemagne. Sur leur dernier exercice au 31 mai 1988, ces trois sociétés ont réalisé un chiffre d'affaires global de 1,1 milliard de francs pour un résultat avant impôts de 40 millions de francs.

Cette acquisition devra faire l'objet d'une approbation des actionnaires d'Unitech plc et sera réalisée à un prix global comprenant le rachat des créances inter-sociétés, de 45 millions de livres sterling, sous réserve des ajustements issus de l'audit en cours de réalisation par le cabinet international Arthur Andersen.

Le financement de cette acquisition se fera par une émission de titres dont les modalités seront fixées prochainement. Il est aussi dans l'intention de Métrologie International de revendre rapidement Unitech Holding GmbH, dont la filiale Alfred Neye Enatechnik GmbH est spécialisée dans la distribution de composants électroniques, réduisant ainsi l'investissement global d'à peu près un tiers.

Parallèlement à cet accord, Unitech a consenti une option pour le rachat des 17 % qu'il détient dans le capital de Métrologie International.

Paribas est la banque-conseil de Métrologie International dans cette opération. Cette acquisition majeure renforce considérablement la position de leader européen de Métrologie International dans la distribution informatique et porte en 1989 à plus de 30 % la part du chiffre d'affaires réalisée hors de France.

Métrologie International confirme que le chiffre d'affaires consolidé de l'exercice 1988 est de l'ordre de 1,74 milliard de francs et que les prévisions de résultats seront dépassées.

NEW-YORK, 10 janvier

Repli

Après quatre séances de forte hausse, la Bourse américaine s'est un peu repliée mardi. Le mouvement ne s'est pas immédiatement amorcé, le marché ayant d'abord poursuivi son avance, franchissant même pour la troisième fois la barre des 2 200 points. Il repartait ensuite tout le terrain gagné initialement, et même un peu au-delà. L'indice des industriels s'établissait finalement à 2 193,21, soit à 6,25 points en dessous de son niveau précédent. Le bilan de la journée a été mitigé. Sur 1 977 valeurs traitées, 814 ont baissé, 618 ont monté et 545 n'ont pas varié.

De l'avis général, Wall Street a, une fois de plus, buté sur le seuil des 2 200 points.

Mais ce coup d'arrêt, le marché new-yorkais le doit aussi aux déclarations de son ancien gouverneur, Henry Kissinger. Ce dernier juge le niveau actuel des taux d'intérêt trop bas pour combattre l'inflation et prédit que le FED va devoir inévitablement relever le taux de l'escompte.

L'activité a diminué et 140,42 millions de titres ont changé de mains contre 163,18 millions la veille.

VALEURS	Cours du 9 jan.	Cours du 10 jan.
Axon	58 1/8	58 5/8
A.T.T.	50	50 1/8
Chase Manhattan Bank	29 1/2	29 3/8
De Post de Hambourg	30 7/8	30 5/8
Eastman Kodak	44 1/8	44 1/8
Exxon	44 3/8	44
Ford	51	51 1/8
General Electric	44 1/8	44 1/8
General Motors	86 1/8	85 7/8
Goodyear	51 3/4	51 3/4
I.T.T.	52 1/8	52
J.P. Morgan	48 5/8	48 5/8
Johnson & Johnson	33 1/2	33 1/2
Kimberly-Clark	53	53 1/4
Lincoln	107 1/8	107 1/8
U.S. Steel	27 7/8	27 7/8
U.S.A.	31 1/2	31
Westinghouse	59 1/2	59 1/2
Wm. Corp.	59 1/8	59 1/8

LONDRES, 10 janvier

Troublé par l'OPA sur GEC

Après une hausse sensible, les cours des valeurs ont réduit leurs gains en milieu de séance dans la sillage de la faible ouverture de Wall Street. L'indice Footsie terminait sur un léger progrès de 4,5 points à 1836 (+ 0,24 %). L'ambiance a été particulièrement calme avec 304,4 millions de pièces échangées. Le groupe électronique GEC a terminé en baisse revenant à 217 pence, le marché étant sceptique quant aux chances de succès de l'éventuelle OPA du consortium international Messum. Plessey, membre de ce groupement et cible d'une OPA commune de GEC et Siemens progressait de façon appréciable. Hammerson s'est replié après le raid boursier de son actionnaire Standard Life, qui a porté sa participation de 18 % à 28,8 %. Standard Life est opposé à l'offre insinuant lancée par le néerlandais Rodamco sur Hammerson en décembre 1988.

La plupart des autres valeurs ont connu des progressions irrégulières, avec ce soit dans le secteur alimentaire ou dans celui des magasins. Les valeurs minières se sont dépréciées. Les fonds d'Etat se sont redressés de plus d'un quart de point.

FAITS ET RÉSULTATS

● Atochem achète Racon Inc. — La société chimique Atochem (groupe Elf-Aquitaine) se porte acquéreur de la firme américaine Racon Inc., filiale de Dow Chemical. Le montant de l'opération n'est pas rendu public. Racon Inc. (435 millions de francs environ de chiffre d'affaires) produit des substituts du fluorocarbure de carbone utilisés comme réfrigérant. Cette acquisition permettra à Atochem de renforcer son potentiel de fabrication de produits destinés à remplacer les chlorofluorocarbones (CFC) accusés de détruire la couche d'ozone. C'est la deuxième implantation d'Atochem en l'espace de trois mois aux Etats-Unis après le rachat en commun avec Orkem de Sartomer.

● Bataille boursière sur Hammerson Property. — La compagnie d'assurances britannique Standard Life vient de porter de 18 % à 28,8 % sa participation dans le groupe immobilier Hammerson Property, qui, depuis le 23 novembre dernier, est l'objet d'une OPA lancée par la société d'investissements néerlandaise Rodamco, spécialisée, elle aussi, dans l'immobilier. Cette OPA, tout à fait inattendue, d'un montant de 1,3 milliard de livres pour un cours de 818 pence (14,3 milliards de francs), avait, le 3 janvier, reçu le feu vert des autorités. Standard Life a payé 1 100 pence par action Hammerson, contre 960 pence la veille. Son porte-parole a indiqué que la compagnie n'accepterait pas d'offre d'achat de Rodamco qui, jusqu'à présent, n'a recueilli que 3 % des droits de vote d'Hammerson.

● La SNPE prend le contrôle de Brunel-Sicap. — La Société nationale des poudres et explosifs (SNPE), 2,8 milliards de francs de chiffre d'affaires, sept mille personnes, vient de racheter 52 % du capital de Brunel-Sicap, entreprise de matériaux composites basée à Liévin, qui a été rachetée par le groupe d'Etat.

PARIS, 11 janvier

Poursuite de la consolidation

Après trois semaines de hausse effrénée, la Bourse est entrée dans une phase de consolidation. Le mouvement amorcé dès lundi s'est amplifié au fur et à mesure de la semaine. Lundi, l'indice des industriels perdait 0,18 %, le lendemain 0,48 % et mercredi 0,76 % durant la séance. Le niveau des échanges semblait diminuer, contrairement à mardi. Ce jour-là, malgré la suspension des activités sur le MONEP et sur les valeurs-supports en raison d'un arrêt de travail, le niveau des transactions sur le marché à règlement mensuel dépassait les 2,5 milliards de francs.

La légère baisse de Wall Street et la crainte d'une remontée des taux d'intérêt aux Etats-Unis ont aussi contribué à la poursuite des ventes bénéficiaires sur la place parisienne. Il faut dire que la performance est à plus d'un titre remarquable. Depuis l'avènement du terme boursier de janvier, le 21 décembre dernier, la cote s'est appréciée de près de 10 %, ce qui inclut également à certaines prises de bénéfices. A cela s'ajoute également la crainte d'une tension sociale rue Vivienne. L'effervescence se calme autour du LYMH avec 12 500 titres échangés. La veille, 200 500 pièces avaient été traitées pour un montant de 1,16 milliard de francs. Toutefois le mystère demeure sur les acheteurs potentiels. Du côté des hausses, Via Banque enregistrerait la plus forte progression de la séance, tandis que des titres comme Vie-Hour, Saurat et Europe 1 atteignent leur plus haut niveau de l'année, tout comme le Sodisco. Ce groupe de restauration collective pourrait prochainement bénéficier d'un rachat de la Compagnie des Wagons-Lits. Les cotations de Dumenil-Labé et de Cécus doivent suspendre, dans l'attente d'un rapprochement de ces deux établissements financiers. Sur le second marché, l'enjeu de la semaine pour Agri Développement est DAFA. L'Agri Développement devrait reprendre cette société d'information financière dont l'actionnaire principal jusqu'alors était Cécus.

Parmi les valeurs en baisse figurent Locatrans, SAT et Eurymarché, dans des volumes peu élevés. Enfin, sur le MATIF, les cotations étaient bien orientées. L'écartance de mars s'appréciait de 0,48 %.

TOKYO, 11 janvier

Nouveau record

Pour la troisième journée consécutive, le Nikkei-Chi a battu mercredi un record d'altitude. Réamorcée dès le début de la séance, la hausse des cotations s'est poursuivie, en se ralentissant quand même un peu jusqu'à la clôture. Finalement, l'indice Nikkei s'établissait à 31 143,45 avec un gain de 136,94 points, portant ainsi son avance à plus de 3,5 % en trois jours.

Manifestement, « la Bourse japonaise reste très optimiste en ce début d'un nouveau régime impérial », assure un spécialiste.

L'intérêt des investisseurs s'est porté sur les valeurs étrangères et les constructions navales. L'activité est restée forte avec 1,4 milliard d'actions échangées contre 1,5 milliard la veille.

VALEURS	Cours du 10 jan.	Cours du 11 jan.
Alex	1 420	1 420
Breitling	1 420	1 420
Coca	1 420	1 420
Fujitsu	1 420	1 420
Honda Motor	1 420	1 420
Hitachi	1 420	1 420
Hitachi Heavy	1 420	1 420
Hitachi Corp.	1 420	1 420
Toyota Motor	1 420	1 420

PARIS:

Second marché (sélection)

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Amis & Associés	280	280	La Commande Eclair	271	271
Aspact	280	280	Le gérant de la	275	275
B.A.C.	240	240	Locatrans	175 50	175 50
B. Drouilly & Assoc.	275	275	Metallurg. Meuse	180	180
B.I.C.M.	525	525	Micrologie Informat.	550	550
B.I.P.	235	235	Micrologie Informat.	550	550
Bolton	620	620	Micrologie Informat.	550	550
Bolton Technologies	801	801	Micrologie Informat.	550	550
Bolton	1050	1050	Micrologie Informat.	550	550
Châles de laque	1775	1775	Micrologie Informat.	550	550
Colson	625	625	Micrologie Informat.	550	550
Colson	650	650	Micrologie Informat.	550	550
C.A.L. de R. (C.C.)	340	340	Micrologie Informat.	550	550
C.A.T.C.	135	135	Micrologie Informat.	550	550
C.C.M.E.	1250	1250	Micrologie Informat.	550	550
C. de la B.	355	355	Micrologie Informat.	550	550
C.E.R.I.D.	745	745	Micrologie Informat.	550	550
C.E.R.E.P.	228	228	Micrologie Informat.	550	550
C.E.P. Communication	1633	1633	Micrologie Informat.	550	550
C.G.I. Informatique	1181	1181	Micrologie Informat.	550	550
Compta d'Orléans	601	601	Micrologie Informat.	550	550
Concept	230	230	Micrologie Informat.	550	550
Conformis	876	876	Micrologie Informat.	550	550
Covis	465	465	Micrologie Informat.	550	550
Dafis	1415	1415	Micrologie Informat.	550	550
Danville	380	380	Micrologie Informat.	550	550
Deville	600	600	Micrologie Informat.	550	550
Editions Bédard	111	111	Micrologie Informat.	550	550
Eyrolles Investement	21 10	22	Micrologie Informat.	550	550
Finor	245	245	Micrologie Informat.	550	550
Gr. Foudier R. (G.F.R.)	245	245	Micrologie Informat.	550	550
Garnet	556	556	Micrologie Informat.	550	550
I.C.A.	248	248	Micrologie Informat.	550	550
I.S.A.	98 10	100 50	Micrologie Informat.	550	550
IN	258	258	Micrologie Informat.	550	550
Int. Metal Service	548	548	Micrologie Informat.	550	550

LA BOURSE SUR MINTEL
36-15 TAPEZ
LEMONDE

Marché des options négociables le 10 janvier 1989

Nombre de contrats : 14 592.

VALEURS	PRIX exercice	OPTIONS D'ACHAT		OPTIONS DE VENTE	
		Mars 89	juin 89	Mars 89	juin 89
Accor	600	31,50	16	—	—
CCR	480	36	11	—	—
Elf-Aquitaine	360	39	2,20	—	—
Labège-Copie	1 400	184	220	6,50	12
Michelin	182	22,60	29	2,10	5
Midi	1 645	150	—	53	—
Paribas	480	35	40	13,50	—
Prégot	1 300	176	220	3,61	11
Saint-Gobain	600	41,50	59	16	22
Société générale	600	8	12,50	—	—
Thomson-CSF	200	41	50	1,50	—

MATIF

Notionnel 10 % — Cotation en pourcentage du 10 janv. 1989

Nombre de contrats : 31 020

COURS	ÉCHÉANCES		
	Mars 89	juin 89	Sept. 89
Dernier	108,14	107,68	107,68
Précédent	107,96	107,44	107,50

Options sur notionnel

PRIX D'EXERCICE	OPTIONS D'ACHAT		OPTIONS DE VENTE	
	Mars 89	juin 89	Mars 89	juin 89
106	2,26	2,24	0,14	0,70

INDICES

CHANGES

Dollar : 6,23 F ↑

Après un recul passager, la hausse du dollar a repris, mercredi 11 janvier, sur les marchés des changes, malgré les interventions des banques centrales. A l'origine de cette hausse, on trouve toujours le niveau élevé des taux d'intérêt aux Etats-Unis. Le cours du dollar américain continue de baisser à Paris, revenant à 3,4080 F.

FRANCFORT 10 janv. 11 janv.
Dollar (en DM) .. 1,8175 1,8350
TOKYO 10 janv. 11 janv.
Dollar (en yen) .. 125,70 126,90

MARCHÉ MONÉTAIRE

(effets privés)

Paris (11 janv.) .. 93/649/165

New-York (10 janv.) .. 91/84

BOURSES

PARIS (INSEE, base 100: 31-12-88)

9 janv. 10 janv.

Valeurs françaises .. 184,7

Valeurs étrangères .. 182,8

(SBF, base 100: 31-12-87)

Indice global CAC .. 438

Indice CAC 40 .. 1 629,84

(OMF, base 100: 31-12-81)

Indice OMF 50 .. 454,17

NEW-YORK (indice Dow Jones)

Industrielles .. 2 199,46

Londres (indice Financial Times)

Industrielles .. 1 502

Miniers d'or .. 164,2

Fonds d'Etat .. 86,9

TOKYO

Nikkei Dow Jones .. 31 143,45

Indice général .. 2 427,19

LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

COURS DU JOUR	UN MOIS		DEUX MOIS		SIX MOIS	
	+ bas	+ haut	+ bas	+ haut	+ bas	+ haut
SE-U	6,2400	6,2430	- 55	- 40	- 110	- 85
S. can.	5,1649	5,1538	- 127	- 94	- 246	- 196
Yen (100) ..	162,11	162,74	+ 151	+ 203	+ 304	+ 356
DM	3,4082	3,4081	+ 74	+ 92	+ 141	+ 165
Flora	3,8152	3,8151	+ 57	+ 70	+ 109	+ 127
FB (100) ..	16,2885	16,2748	+ 77	+ 100	+ 180	+ 210
FS	3,9974	3,9819	+ 93	+ 111	+ 179	+ 210
L (1 000) ..	4,6489	4,6537	- 136	- 90	- 261	- 288
S.	11,9656	11,9782	- 465	- 408	- 868	- 787

ÉTRANGER	POLITIQUE	SOCIÉTÉ	ARTS ET SPECTACLES	ÉCONOMIE	SERVICES	TÉLÉMATIQUE
3 La fin de la conférence sur les armes chimiques. 4 Les affrontements entre chérites dans le Sud du Liban. 6 Les élections législatives en URSS. 7 Japon : fantômes et tabous du passé.	10-11 La préparation des élections municipales. 11 Le premier rapport de la Commission pour la transparence financière de la vie politique.	12 L'assassinat de Georges Besse devant les assises de Paris. 21 Polémique autour de SOS Médecins à Rennes. - Le Paris-Dakar. 22 Les négociations pour revaloriser l'éducation.	13 à 15 Rétrospective Gauguin au Grand Palais. 16 Expositions. 33 Communication : le réseau de radio Aquarail devant le tribunal de commerce. - M. Dondelinger, commissaire européen pour l'audiovisuel.	34 Les principales dispositions de la loi de finances pour 1989. 35 L'Eximbank américaine suspend ses prêts à l'exportation. 36 Framatome réussit une OPA sur Burnby. 38-39 Marchés financiers.	Abonnements 21 Annonces classées 28 à 33 Cartes 21 Météorologie 27 Mots croisés 27 Radio-télévision 27 Spectacles 17 à 20	• Chaque matin, le mini-journal de la rédaction • Le Dakar en direct, 24 h sur 24 • 3615 tapes LEMONDE • Les jeux du Monde JEUX • Téléphone aux USA pour 1 F le minute DIA 3615 tapes LM

Agitation en Yougoslavie La direction du Monténégro démissionne sous la pression des manifestants

La direction du parti communiste et la présidence du Monténégro ont démissionné mercredi 11 janvier, sous la pression de dizaines de milliers de manifestants.

Le Parlement de cette République devrait se réunir « dans les plus brefs délais » pour entériner la démission de la présidence de la République. Celle de la haute direction du parti devait être examinée lors d'un plénum extraordinaire convoqué mercredi en fin d'après-midi.

BELGRADE
de notre correspondant

Les manifestations d'ouvriers et d'étudiants monténégrins, qui réclamaient, depuis mardi 10 janvier, à Titograd, la démission des dirigeants communistes du Monténégro, ont repris de plus belle, mercredi, dès les premières heures de la matinée.

• Discussions entre la Tchecoslovaquie et la Grande-Bretagne sur le Semtex. - La possible utilisation d'explosifs de fabrication tchecoslovaque Semtex pour l'attentat contre le Boeing de la Pan Am a été discutée mardi 10 janvier, à Paris, par le ministre des affaires tchecoslovaques, M. Jaromír Johánek, et un sous-secrétaire au Foreign Office, M. William Waldegrave. Ce dernier a confirmé la volonté de coopération de Prague pour parvenir à une réglementation des exportations d'explosifs (le Monde du 8 et 9 janvier). Il a indiqué avoir reçu l'assurance de son interlocuteur que la Tchecoslovaquie « n'a pas exporté de Semtex depuis quelque temps ».

Des grèves partielles ont éclaté dans plusieurs entreprises de la ville, et, vers 8 heures, sept mille à huit mille personnes s'étaient rassemblées dans le centre. La télévision a ouvert son programme dans la capitale du Monténégro en annonçant : « Ce qui s'est passé ici au cours de la journée d'hier et cette nuit témoigne de la profondeur du fossé qui sépare les dirigeants et les citoyens ».

Après avoir invité les manifestants qui composent les dirigeants à ne pas commettre d'excès qui pourraient entraîner l'intervention d'importantes forces de l'ordre présentes devant le Parlement, le comité d'organisation a annoncé la dissolution du rassemblement sans que la foule ne se disperse pour autant.

Mardi matin, les ouvriers de l'usine de machines Radojé Dakic à Titograd avaient abandonné leurs postes de travail et s'étaient dirigés vers le Parlement en scandant « démission ! ». Ils ont été frénétiquement applaudis par la population, et des milliers de passants se sont joints spontanément à eux.

Les étudiants de l'université, après une courte réunion, se sont solidarisés avec les ouvriers et sont sortis à leur tour dans la rue, leurs professeurs en tête.

Tous les manifestants exigeaient la « démission irrévocable » des dirigeants du parti et de la République du Monténégro, du gouvernement, du président du Parlement et des représentants du Monténégro dans les organismes fédéraux. « La classe ouvrière, a dit l'un des orateurs, est trompée par les dirigeants, qui doivent partir ». Un autre a revendiqué la convocation d'un congrès extraordinaire de la Ligue des communistes, avec des « élections honnêtes (...), seul moyen de se débarrasser des incapables ». « Nous n'avons pas peur du travail, a dit un troisième, mais nous voulons avoir un niveau de vie digne de l'homme ».

PAUL YANKOVITCH

La catastrophe aérienne des Midlands L'équipage a coupé le réacteur qui n'était pas en flammes

La catastrophe aérienne des Midlands (Grande-Bretagne), qui a fait, le 8 janvier, quarante-quatre morts (il y a quatre-vingt-deux rescapés) dans la chute d'un Boeing-737 de la compagnie British Midland Airways, serait due à une manœuvre erronée de l'équipage à la suite d'une défaillance technique. Le ministre britannique des transports l'a confirmé, le 10 janvier, à la Chambre des communes.

L'examen de la « boîte noire » enregistrant les paramètres de l'avion fait apparaître qu'une dizaine de minutes après le décollage de l'aéroport de Londres-Heathrow un incendie s'est déclaré dans le réacteur gauche. Seize secondes après cette alarme, la manette des gaz du réacteur droit a été placée dans la position arrêt, et les premières constatations prouvent que le réacteur droit était stoppé au moment de l'impact.

L'équipage a demandé à se diriger sur l'aéroport d'East-Midland, sans s'apercevoir qu'il volait, pendant une demi-heure, avec un réacteur qui continuait à commettre un échauffement anormal. Au moment où le pilote a remis les gaz dans la phase finale de l'atterrissage, le réacteur gauche a calé et s'est arrêté. L'équipage s'est persuadé qu'il avait perdu l'usage de son deuxième moteur, alors que le moteur droit était intact. L'appareil s'est écrasé à quelques centaines de mètres de la piste.

Un passager de l'appareil, interrogé par le Times, confirme

ce scénario lorsqu'il déclare : « J'ai trouvé bizarre de continuer à voir des étincelles jaillir du moteur gauche alors que le pilote nous avait annoncé qu'il stoppait le droit ».

Les experts formulent trois hypothèses pour expliquer le comportement de l'équipage. La première invoque l'affolement provoquant une erreur d'interprétation et de manipulation, plusieurs équipages à trois ayant dans le passé commis une telle faute. La deuxième expliquerait par un croisement des fils au montage de l'allumage d'une alarme incendie à droite alors que le feu était à gauche ; l'administration américaine s'apprêterait à demander aux compagnies de vérifier les circuits électriques sur tous les Boeing 737-300 et 400. La troisième hypothèse est plus grave encore : certains envisagent la possibilité que le Boeing 737-400 étant un modèle plus long mais allégé, un phénomène de résonance ait pu transmettre à travers la cellule les vibrations du moteur gauche sur le moteur droit, allumant intempestivement l'alarme de celui-ci.

AL. F.

Sur le vif Non initiée

J'en ai marre, ras le bol. C'est pas juste. Je bosse comme une mule, levé tous les jours que Dieu fait à 5 heures du mat, douche glacée, nuit noire, météo crado, café dégueu, et qu'est-ce que je chope en ouvrant la radio, aujourd'hui, dans mon trou à rats ? Un chiffre, une cleque en pleine poire. Vous savez combien il s'est mis dans les poches, Max Théret, le pons à mon Mimi, dans cette affaire Pachiney ? 8 700 000 F, des lourds, ouï, des vrais. Ça, il s'est bien gardé de le préciser, hier, à la télé. Faut dire : on n'a pas à lui demander combien ça lui avait rapporté, ces malheureuses petites actions à quatre sous, moins de onze dollars, pauvre chou, achetées comme ça, au pif. Ça m'a mis hors de moi. Je dégringole chez mes copains du service économique, et je gueule :

- Pourquoi lui et pas moi ?
- Parce qu'il a du flair et pas toi.

- Du flair ! Du flair ! Je croyais que l'argent n'avait pas d'odeur.

- Ouais, mais tu sais qu'il arrive aux politiciens de mettre les financiers au parfum. Rappelle-toi la mère Giscard d'Estaing, qui boursoicotait bien pèrards, le téléphone à portée

de la main, dans son aile du château.

- Alors, je vous renouvelle ma question. Pourquoi elle et pas moi ?

- Parce qu'elle avait des relations et pas toi. Toi, ton carnet d'adresses, parles-en, tu nous as raconté ça l'autre jour, il est minable.

- N'empêche, à la lettre B, il y a les coordonnées de ma banque. Et, ma banque, elle m'a fait acheter des actions de la Société générale quand ils l'ont privatisée. J'étais toute fière. J'étais enfin devenue une capitaliste, une capitaliste populaire, peut-être, mais bon...

- Non, pas bon, le populo c'est nul, c'est moi, c'est la chair, pas le noyau. Et le noyau, contrairement à ce qu'on croit, plus il est dur, plus il est juteux. Demande un peu aux copains à Balladur, puis aux copains à Bérêt.

- C'est votre faute, aussi. Les porteurs devraient tous être informés pareil, c'est la loi. Qu'est-ce que vous attendez pour m'initier ?

- Tu rêves ! Te filer nos tuyaux ! Pour que tu les crèves ? Plutôt crever.

CLAUDE SARRAUTE.

La France demande à la Syrie l'extradition d'Alois Brunner, ancien adjoint d'Eichmann

La France vient de demander à la Syrie l'extradition d'Alois Brunner, bras droit d'Eichmann durant la seconde guerre mondiale. Cette demande a été formulée le 27 décembre dernier par M. Alois Granier, ambassadeur de France à Damas, à l'indiqué M. Serge Klarsfeld, mercredi 11 janvier, au cours d'une conférence de presse à Paris. Le dossier d'extradition a été préparé par la chancellerie et le ministre des affaires étrangères où M. Roland Dumas a veillé personnellement à son élaboration.

C'est la première fois que la France s'engage aussi loin dans ce dossier afin d'obtenir que Brunner soit extradé et jugé. Sa demande vient appuyer celle de la RFA, formulée le 19 décembre 1984. A l'époque, M. Roland Dumas, ministre des relations extérieures, avait été moins offensif et s'était contenté d'intervenir auprès de Damas pour appuyer la procédure allemande.

Cette fois, la demande d'extradition française renforce notre dispositif juridique, puisque le criminel de guerre nazi - condamné à mort par contumace le 3 mai 1954 à Paris - fait l'objet d'une plainte pour « crimes contre l'humanité » déposée.

L. Gr.

CERUS et Duménil-Leblé vont fusionner

La Société des Bourses françaises a suspendu, le 11 janvier, la cotation des titres CERUS, holding internationale de l'homme d'affaires italien Carlo De Benedetti et de la banque d'affaires Duménil-Leblé, filiale de la première. Les conseils d'administration des deux sociétés doivent, le 13 janvier, examiner un projet de rapprochement qui pourrait aboutir à une fusion.

Ainsi, CERUS bénéficiera des liquidités de Duménil-Leblé, alors que sa situation financière reste aléatoire par sa tentative de prise de contrôle de la Société générale de Belgique (SGB) en 1988. Et ce d'autant plus que CERUS rachète en ce début d'année les titres de la SGB détenus par ses alliés, MM. Scofield et Leyens, et portés par Europe 1992, le holding créé à cette occasion.

Le nouvel ensemble CERUS-Duménil-Leblé aurait également l'avantage de renouer la valeur boursière de CERUS, dont le titre apparaît sous-coté, s'échangeant, le 10 janvier, à 456 F, alors qu'Alain Minc, son président, l'estime à 700 F. Le titre Duménil, lui, s'échangeait, le même jour, à 1 175 F.

C. B.

Polémique entre l'évêque du Mans et FR 3

La crosse et le micro

Le feu couvait depuis longtemps. Les régulières invitations à des conférences de presse lancées par Mgr Georges Gilson, évêque du Mans, n'étaient pas honnêtes par FR 3. Ses prêches ont été ordonnés dans le cathédrale du Mans le 28 juin dernier - ce qui est devenu un événement rarissime - et aucune mention n'en a été faite à la télévision régionale. Mgr Gilson, membre de la Commission épiscopale de l'opinion publique, passe pour un homme ouvert et avait appointé une strachée de presse et un prêtre à mi-temps pour s'occuper de ses relations publiques. A plusieurs reprises, il avait tenté de s'expliquer avec la direction locale de FR 3. Rien n'y faisait.

N'y tenant plus, l'évêque du Mans, de la chaire de sa cathédrale, le matin du 25 décembre, a proposé de la difficulté à faire passer aujourd'hui le message de Noël, a déclaré : « Ainsi moi-même, votre évêque, je suis comme de fait interdit d'antenne ».

à FR 3. Je ne suis jamais invité à annoncer la foi. La télévision qui, pourtant, appartient à tout le monde ici, au Mans, ne s'intéresse pas aux milliers de chrétiens que je représente... »

Mgr Gilson admet que la couverture du récent synode diocésain du Mans a été « correcte », mais regrette de ne pas passer « plus d'une fois l'an » à la télévision régionale. Jean-Pol Guéhen, directeur régional de FR 3 Bretagne-Pays de Loire, n'a pas l'habitude de tendre la joue droite quand il a été souffleté sur la joue gauche. Il réclame un droit de réponse, nous dit notre correspondant Alain Machefert, « dans des conditions parfaitement similaires ». C'est-à-dire en chaire, à la cathédrale du Mans.

L'évêque ne veut pas polémiquer et souligne le caractère « local et circonstancié » de ce conflit. Mais plutôt qu'un droit de réponse en chaire, il propose un... face-à-face à la télévision !

H. T.

Grève très faiblement suivie à la RATP. - L'appel lancé par la CGT aux ouvriers des ateliers d'entretien de la RATP pour une grève de vingt-quatre heures, le mercredi 11 janvier, n'était que très faiblement suivi. Selon les premières estimations de la direction, la propor-

tion des grévistes oscille entre 2 % et 4 %, selon les ateliers, pour des arrêts de travail de seulement une heure ou deux heures. Aucune perturbation n'affectait le trafic.

Le numéro du « Monde » daté 11 janvier 1989 a été tiré à 509 156 exemplaires

« Stars à la barre » sur Antenne 2

Le Patriarche et sa claque

Annoncée à grand renfort de publicité, l'émission « Stars à la barre » d'Antenne 2 devait, avec le retour de M. Lucien Engelmeier sur les ondes télévisuelles françaises, être, mardi 10 janvier, la première émission sur l'affaire du Patriarche. Ce n'est pas, devant un « président » perdant son calme et son énergie à faire taire une salle remplie d'admirateurs, qu'un traité simulacre de procès.

Créée en 1972, l'association Le Patriarche de M. Engelmeier, spécialisée dans le sévère des toxicomanes et leur hébergement, a aujourd'hui atteint une dimension internationale, groupant plus de cinq mille personnes dans deux cents centres répartis dans une dizaine de pays, possédant plusieurs domaines et châteaux, ainsi que quatre-vingt-sept comptes en banques. A la polémique née des méthodes utilisées par cette association (séquestration, méthode coercitive, gestion obscure), s'est ajoutée depuis peu celle sur les conditions de prise en charge et d'enfermement de trois mille trois cents pensionnaires conte-

minés par le virus du SIDA (le Monde du 2 novembre).

A la barre d'Antenne 2, il y eut les longues déclarations d'autosatisfaction de la « star » vantant les mérites de son action, ses difficultés chroniques avec l'administration française. Il y eut aussi du côté de la défense les professions de foi des parents d'enfants pris en charge par l'association.

En face, compte tenu de l'absence remarquée des spécialistes de la toxicomanie, il y eut deux témoignages de poids. Celui du bourgmestre d'une ville belge expliquant comment, après avoir accueilli, en 1984, un centre du Patriarche, il fut amené - pour de multiples raisons tenant en partie aux droits de l'homme - à prononcer sa fermeture avant de faire l'objet de menaces personnelles, puis de gagner deux procès contre l'association à Namur et devant la cour d'appel de Liège.

Il y eut, aussi et surtout, le témoignage bouleversant d'Anne-Marie, ancienne toxicomane, mère de deux enfants et atteinte,

comme son mari, du SIDA. Elle raconta son sévère dans un des centres du Patriarche, le travail effectué durant deux ans pour le compte de cette association et les difficultés rencontrées pour sortir, elle, son mari et ses enfants, d'un centre où on leur avait donné 10 F pour soldes de tout compte.

Conspuée par la salle, Anne-Marie s'accrocha non sans courage à la barre lorsque, avec de grands effets de barbe, le Patriarche vint en la tutoyant l'accuser de vouloir tuer l'association, alors qu'il lui avait, lui, « sauvé la vie ». Après avoir parlé sans haine sinon sans crainte, Anne-Marie quitta la salle. Un orchestre de pensionnaires du Patriarche, tous séropositifs, joua une marche sur le thème du Bien et du Mal, et après une profession de foi, on ne peut plus occultée, de Monique Pelletier, chargée il y a dix ans du dossier drogue, M. Engelmeier fut acquiescé par les téléspectateurs.

« Mon association, avait-il dit au début du procès, pourra prochainement accueillir neuf cents toxicomanes de plus en France ».

JEAN-YVES NAU.

TRANCHE DU VENDREDI 13
GROS LOT
10 MILLIONS
DIXIÈME 20 F - ENTIER 184 F
TIRAGE LE 18 JANVIER



loterie nationale

A C D E F G H